

JEAN FRÉVILLE

---

*LA MISÈRE ET LE NOMBRE*

I

**L'EPOUVANTAIL  
MALTHUSIEN**



1956

---

ÉDITIONS SOCIALES

## TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS .....	9
INTRODUCTION .....	13

### L'ANTIQUITE

I. Platon et Aristote .....	31
II. Les empereurs romains et l'Eglise chrétienne .....	46

### DE LA RENAISSANCE A LA REVOLUTION FRANÇAISE

I. Les mercantilistes .....	67
II. Economistes et philosophes français du XVIII <sup>e</sup> siècle ..	77
1. Les économistes .....	78
2. Les philosophes et les écrivains .....	95

### MALTHUS

I. L'Angleterre au XVIII <sup>e</sup> siècle .....	117
II. Les précurseurs de Malthus .....	131
III. L'ennemi du peuple .....	149
IV. La loi de population .....	164
V. Influence de Malthus .....	183

### CONTRADICTEURS DE MALTHUS

I. Godwin .....	205
II. Sismondi .....	210
III. Saint-Simon, Fourier, Pierre Leroux .....	216
IV. Proudhon .....	222
V. Tchernychevski .....	230

## LA CRITIQUE MARXISTE

I. Marx et Engels contre Malthus .....	241
II. La surpopulation relative en régime capitaliste .....	261
III. Considérations critiques sur Darwin, Kautsky et Lassalle	268
IV. Lénine contre Malthus .....	284
CONCLUSION .....	295
INDEX DES NOMS CITÉS .....	307

*Amis, je veux composer pour vous  
Une nouvelle chanson, une chanson meilleure !  
Nous voulons, sur cette terre déjà,  
Etablir le royaume des cieux.*

*Nous voulons être heureux sur cette terre,  
Nous ne voulons plus souffrir de la faim ;  
Le ventre paresseux ne doit plus dévorer  
Ce qu'ont amassé des mains laborieuses.*

*Il y a ici-bas assez de pain  
Pour tous les enfants des hommes,  
Et aussi des roses et des myrtes, de la beauté  
[et de la joie,  
Et également des pois sucrés.*

*Oui, des pois sucrés pour chacun,  
Dès que les cosses éclatent !  
Le ciel, nous l'abandonnons  
Aux anges et aux moineaux.*

Henri HEINE :  
*Allemagne. Un conte d'hiver.*

## AVANT-PROPOS

Dans *Road to survival (Le Chemin pour survivre)*, publié en 1948 et traduit peu après en français sous le titre : *La faim du monde*, William Vogt a brossé un sombre tableau des malheurs qui attendent l'humanité : il a préconisé des remèdes impitoyables et des opérations barbares. Depuis, les adeptes du néo-malthusianisme n'ont cessé, dans leurs livres et par des campagnes de presse, de semer la panique et de travestir la vérité. Leur action s'est exercée en France, bien que la situation démographique n'y justifîât en aucune manière leurs appréhensions.

L'année même où paraissait l'ouvrage de Vogt, le Japon, qui avait toujours considéré l'expansion rapide de sa population comme un facteur de puissance, instituait, sous l'occupation américaine, le contrôle des naissances. Il légalisait les stérilisations et les avortements pour causes eugéniques et sociales, autorisait la vente des produits et objets anticonceptionnels. Premier exemple d'une politique délibérément antipopulationniste, appliquée sur une vaste échelle (plus d'un million d'avortements par an).

Les hommes toujours plus nombreux finiront-ils par mourir de faim sur une terre appauvrie ?

C'est ce qu'affirment les néo-malthusiens.

C'est ce que nous contestons.

La limitation des naissances est-elle une condition préalable et nécessaire pour assurer le salut de l'humanité ?

C'est ce qu'affirment les néo-malthusiens.

C'est ce que nous contestons.

Le malheur des masses provient-il des masses elles-mêmes ?

C'est ce qu'affirment les néo-malthusiens.

C'est ce que nous contestons.

Le moment nous semble venu d'examiner la question dans son ensemble, d'instruire le procès du néo-malthusianisme, d'étaler sous les yeux du public les pièces du dossier, de montrer ce qui se cache derrière son appareil pseudo-scientifique, de dénoncer les intérêts de classe qu'il dissimule.

Au début, nous ne songions qu'à réfuter le néo-malthusianisme, tel qu'il se présente vers le milieu du XX<sup>e</sup> siècle. Mais comment confondre les néo-malthusiens modernes sans remonter à leur inspirateur Malthus ?

Par le rôle qu'il a joué, l'influence qu'il a exercée, Malthus méritait à lui seul une étude, d'autant plus que l'abondante littérature consacrée à ses écrits, — hostile ou laudative, — s'inspire en général d'autres préoccupations que les nôtres.

Dans un premier volume, nous convions le lecteur à embrasser du regard le panorama des doctrines démographiques, survolé à haute altitude. Les vastes prises de vue permettent de présenter des problèmes anciens sous un éclairage nouveau et d'en révéler des aspects inaperçus à ras de terre. Elles permettent aussi de mieux saisir le développement et les progrès de la pensée humaine, de situer les idées et les faits à la place qui leur revient dans la perspective de l'histoire.

Après avoir montré l'inanité de la « loi de population », réduite à néant par les analyses du marxisme, nous pourrions, dans un deuxième volume, passer de la critique de Malthus à la critique des néo-malthusiens et, déjà fixés sur l'essentiel, juger à leur valeur les arguments dont ils usent.

La multiplication des hommes et l'épuisement des ressources naturelles conduisent à une famine générale, déclarent-ils en substance. Nous rétorquerons que la faim résulte d'une mauvaise organisation sociale, d'une répartition défectueuse des produits. Les silences officiels, l'absence de statistiques, le manque voulu d'informations ne parviennent pas à masquer le lien qui existe entre les famines et l'impérialisme.

Un troisième volume opposera aux impasses du capitalisme les horizons immenses ouverts par le développement des forces productives et de la science. L'absurdité d'un

système qui implique la raréfaction des marchandises deviendra plus évidente encore quand on évoquera les réalisations des sociétés qui tendent, non à l'accroissement des profits, mais à la satisfaction des besoins.

Engagés dans une controverse avec les néo-malthusiens, nous aurons été amenés à aborder quelques-uns des problèmes essentiels de l'heure, à mettre en cause la politique des Etats, à étudier les divers aspects de la condition humaine, à méditer sur son passé, son présent, son avenir.

Aux conceptions féroces du néo-malthusianisme nous opposerons une doctrine cohérente et réaliste, fondée sur l'analyse des structures sociales et de l'évolution historique.

L'ampleur même du sujet nous interdisait l'ambition d'un ouvrage exhaustif. Nous n'avons voulu qu'éclairer certains côtés du débat fondamental de notre siècle.

Il nous a fallu écourter certains développements, en omettre d'autres, malgré leur intérêt incontestable. Nous nous en excusons auprès du lecteur.

Sans pousser jusqu'à l'ouvrage d'érudition, alourdi par la technicité et les références, nous avons estimé possible et souhaitable une enquête sérieuse, menée dans un esprit scientifique et qui ne rebutât pas le plus grand nombre, — ce plus grand nombre dont le sort donne à chacune de ces pages sa signification. Les chemins de la connaissance sont parfois longs et difficiles : mais que de joies promises à ceux qu'animent la passion de la vérité et le souci du bonheur humain !

Janvier 1956.

## INTRODUCTION

**A**LORS que le développement de l'industrie anglaise entraînait, au XVIII<sup>e</sup> siècle, d'effroyables souffrances pour les salariés, le pasteur Malthus attribua tout le mal à la population elle-même qui, affirmait-il, augmente plus vite que les ressources alimentaires. Les famines, les épidémies, les guerres rétablissent l'équilibre... Désireux de devancer les sanctions impitoyables de la Nature, Malthus préconisait l'emploi de moyens propres à diminuer la natalité sans offenser la morale, tels la continence et le célibat des pauvres.

Au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, tandis que s'exacerbent les contradictions de l'impérialisme, dont l'aire de domination se rétrécit sans cesse, les néo-malthusiens ne se contentent plus d'un prêche sur la continence et le célibat des pauvres. Ils préconisent le contrôle des naissances par des méthodes radicales. Certains vont même jusqu'à appeler de leurs vœux les fléaux et les guerres qui décimeraient des populations jugées pléthoriques.

L'ancien malthusianisme et le nouveau ont surgi dans les pays capitalistes les plus développés : l'Angleterre de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, les Etats-Unis d'Amérique du XX<sup>e</sup> siècle. Pour combattre les idées révolutionnaires, ils rejettent sur les masses laborieuses la responsabilité de leur dénuement.

### *Paradoxe du néo-malthusianisme en France*

En France, où la restriction des naissances est pratiquée depuis longtemps, le néo-malthusianisme apparaît comme un paradoxe.

Autrefois, la courbe ascendante des naissances ne s'infléchissait brusquement que lors des famines, des épidémies et des guerres. À partir du dernier tiers du XVIII<sup>e</sup> siècle, la natalité et la mortalité commencent à diminuer. Gens de la noblesse et du tiers réduisent le nombre de leurs enfants : « le vœu de la nature, écrit Moheau en 1778, est altéré jusque dans les villages ».

La consolidation et l'extension de la propriété individuelle, œuvre de la Révolution de 1789, les possibilités d'élévation sociale qu'elle ouvre, l'individualisme, le régime successoral consacré par le Code civil concourent à la restriction des naissances. Ce processus se poursuit durant tout le XIX<sup>e</sup> siècle au sein des classes aisées. Il reflète l'état d'esprit d'une bourgeoisie conservatrice, recroquevillée et peureuse, dont la contraction malthusienne traduit un sentiment d'égoïsme, de méfiance et de crainte. Cette bourgeoisie désire vivre de ses rentes et les transmettre intactes à sa descendance. Depuis les révoltes ouvrières du règne de Louis-Philippe, elle redoute ce qu'elle appelle « les classes dangereuses ». Sous la III<sup>e</sup> République, le phénomène de « capillarité sociale », mis en lumière par Arsène Dumont, et qui pousse l'individu à réduire sa descendance pour faciliter l'ascension de sa famille, se généralise. L'« Enrichissez-vous ! » de Guizot et l'appel de Gambetta aux « nouvelles couches sociales », lancés dans un esprit différent et à des milieux opposés, aboutissent au même résultat : la réduction des naissances.

Au tournant du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècles, la baisse de la fécondité s'étend aux masses populaires, au petit exploitant rural, qui veut éviter le fractionnement de son lopin de terre, à l'ouvrier d'usine pour qui chaque nouvel enfant constitue une charge intolérable.

Le Code pénal de 1810 considère l'avortement, pour la femme et pour l'avorteur, comme un crime puni de la réclusion et parfois des travaux forcés à temps. Mais les jurys des cours d'assises prononçaient des acquittements fréquents. Après les hécatombes de 1914-1918, la bourgeoisie, soucieuse d'avoir des soldats pour les conflits impérialistes à venir, fit voter les lois du 31 juillet 1920 et du 27 mars 1923. La propagande anticonceptionnelle était réprimée, la tentative d'avortement frappée de la même peine que l'acte, l'infraction correctionnalisée. Législation de classe dont furent surtout victimes des malheureuses. Le décret-loi du 29 juillet 1939, dit Code de la famille, étendit et aggrava les sanctions contre l'avortement.

La classe dominante entendait donner ainsi une solution pénale à des problèmes sociaux qu'elle ne pouvait résoudre. L'avortement n'est en effet qu'une conséquence de la misère accrue que représentent, pour les foyers pauvres, de nouvelles bouches à nourrir.

Mais la répression ne règle rien et la contrainte se révèle inopérante en matière de procréation. On estime le nombre des

avortements en France à plusieurs centaines de mille par an<sup>1</sup> : ils entraînent une issue fatale, des maladies ou la stérilité pour des dizaines de milliers de femmes.

Malgré le renforcement des peines, la chute de la natalité s'est poursuivie.

Les naissances sont tombées au-dessous de 900.000 par an à partir de 1887 ; au-dessous de 800.000 à partir de 1907 ; après la chute verticale des années de guerre 1915-1919 et la brusque remontée au-dessus de 800.000 en 1920 et 1921, elles sont retombées au-dessous de ce chiffre à partir de 1922, au-dessous de 700.000 à partir de 1933, au-dessous de 600.000 de 1939 à 1943.

Depuis 1890, soit en 65 ans, le chiffre des décès a dépassé durant 25 années, celui des naissances, et notamment onze fois de suite, de 1935 à 1945, alors que, de 1801 à 1889, les décès ont été supérieurs aux naissances quatre fois seulement, en 1854, 1855, 1870 et 1871<sup>1</sup>.

Le redressement démographique se solde, de 1946 à 1955, par un excédent annuel de 250.000 à 350.000 naissances (357.000 en 1948). Ce rythme d'accroissement, au demeurant modeste, se maintiendra-t-il ? Les encouragements à la natalité, sous forme d'allocations diverses, prévaudront-ils sur les autres facteurs économiques et sociaux ?

S'il est vrai que la force d'une nation se mesure au chiffre de sa population active et productive, il faut donner au peuple français la possibilité et le goût d'élever des enfants, assurer aux travailleurs des salaires convenables, des logements qui ne soient pas des nids à tuberculose, la stabilité de l'emploi, la sécurité par la paix. Toutes choses qui, même arrachées par la lutte, restent précaires en régime capitaliste.

On a enregistré, depuis 1946, plus de 800.000 naissances annuelles (867.000 en 1947 et en 1948, 869.000 en 1949<sup>2</sup>). Mais ces chiffres restent de toute façon inférieurs aux chiffres

---

1. « En France, le chiffre de 400.000 avortements annuels a été mis en circulation, on a parlé même de 600.000, et de davantage. De tels chiffres peuvent être tenus pour exagérés... En faisant le nombre des avortements égal aux deux cinquièmes des naissances vivantes — ce qui donnerait environ 250.000 avortements pour l'année 1936 — on ne serait pas, semble-t-il, au-dessous de la réalité. » (Adolphe LANDRY : *Traité de démographie*, p. 614.) Le chiffre avancé par LANDRY est, si l'on se réfère à des enquêtes récentes, très inférieur à la réalité.

2. Voir l'*Annuaire statistique*, 57<sup>e</sup> volume, 1946, pp. 16-18.

3. Voir l'*Annuaire statistique*, 58<sup>e</sup> volume, 1951, p. 37, et la revue *Population*, 1954, n<sup>o</sup> 4, p. 710.

de 1801 à 1870, qui, malgré une population beaucoup moins nombreuse (27.349.003 habitants au recensement de 1801, 35.783.170 à celui de 1851), dépassèrent toujours 900.000, sauf en 1812 et 1813, et s'élevèrent sept fois à plus d'un million sous le Second Empire.

La population de la France a passé, entre les recensements de 1936 et 1954, de 41.917.056 à 42.774.445 (elle était tombée en 1946 à 40.502.513). Mais tous les départements n'ont pas bénéficié de cette progression. Si l'on omet le recensement de 1946, faussé par les migrations de la guerre, on constate que, de 1936 à 1954, la population a diminué dans 38 départements sur 90, dont 23 situés au sud d'une ligne allant de La Rochelle à Genève, soit plus de la moitié des départements méridionaux<sup>1</sup>.

« Le Français devient rare », constatait avec mélancolie Jean Giraudoux en 1939. Il ajoutait : « Cette solitude que nous sentons redoutable et que nous nous entêtons à croire une solitude internationale, c'est une solitude intérieure »<sup>2</sup>. Mais la solitude de nos campagnes désertées, de nos familles réduites, le regret poignant de tous les hommes qui auraient pu naître et qui ne sont pas nés, la nostalgie de tant de forces perdues n'émeuvent guère les néo-malthusiens français. Ils ont oublié que la natalité est le baromètre du dynamisme et de la confiance d'une nation, la garantie de son indépendance. Autant que les moyens de production et les matières premières, l'essor démographique conditionne la prospérité économique et la puissance d'un pays.

Idéologues de l'impérialisme, détachés des réalités nationales, indifférents aux intérêts vitaux de leur peuple, aux drames de l'exode rural, aux conséquences désastreuses — sur le plan matériel comme sur le plan moral — de la stagnation et du vieillissement démographiques (car toute baisse de natalité s'accompagne d'un vieillissement démographique), nos néo-malthusiens n'ont d'yeux que pour le grouillement des « fourmilières » d'Asie et d'Afrique. La prolifération, dans les pays sous-développés, de masses faméliques, condamnées, dès leur naissance, à manquer de nourriture et de travail, les effraie beaucoup plus que la courbe stationnaire ou descendante de la natalité en France. Le flot montant des peuples de couleur leur annonce des bouleversements inévitables. La faim du monde se confond dans leur esprit avec la fin du monde — la fin de leur monde...

1. Pour tous ces chiffres, voir *Recensement de 1954, Population de la France*, pp. 930-931.

2. Jean GIRAUDOUX : *Pleins pouvoirs*, p. 56.

### *Pour que vive la France.*

La population laborieuse fait partie de l'ensemble des forces productives qui impulsent l'histoire. La dépopulation conduit au dépérissement d'une société. Pays sans enfants — pays de vieux ; pays de vieux — pays qui meurt.

L'exode rural a vidé les campagnes : les villages de France tombent en ruine. Presque pas de fermes neuves, dotées d'installations modernes ; des masures croulantes, inhabitables, que les jeunes se hâtent de fuir pour les villes, à la recherche de quelque emploi, mais où, là encore, ils logeront dans des galetas.

Des populationnistes du XIX<sup>e</sup> siècle comme Léonce de Lavergne et Frédéric Le Play, dressés contre la Révolution de 1789, ont cru trouver un remède à la stérilité physiologique dans le retour à une civilisation rurale que caractériseraient l'autorité du chef, la permanence des hiérarchies, le conservatisme religieux et politique. Le Play se prononce pour la « famille-souche », l'héritage passant au plus digne ou, en tout cas, à celui qui semble le plus apte à le conserver. Mais on ne remonte pas le cours de l'histoire : ce n'est point en ressuscitant des formes dépassées par l'évolution économique et sociale, en préconisant une organisation de la famille, fondée sur la religion et la propriété, que les idéologues réactionnaires pouvaient exercer une influence sur l'évolution démographique.

Le législateur du XX<sup>e</sup> siècle a dû, sous la pression de l'évolution sociale, édicter des mesures plus conformes à la réalité : allocations familiales et prénatales, primes à la naissance, allocations de salaire unique, avantages accordés aux familles nombreuses, subventions de la Sécurité sociale.

Mais cette législation nataliste ne suffit pas. Ce qui importe, c'est que dans les quartiers pauvres une marmaille famélique et loqueteuse ne patauge pas dans les ruisseaux, ne s'étiolé pas, garçons et filles mêlés, dans des clapiers qui sont de véritables manufactures d'enfants. Ce qui importe, c'est que la famille nombreuse ne soit pas une conséquence de la misère, de l'alcoolisme, du manque d'hygiène et d'éducation. Ce qui importe, c'est qu'on ne puisse plus parler du « malheur d'être mère » et que les peintres des milieux ouvriers, devant le surpeuplement et la détresse des taudis, n'aient plus l'occasion de s'écrier, comme Léon Frapié dans *La Maternelle* : « Il existe un crime de lèse-humanité qui s'appelle le crime d'avoir trop d'enfants. »

Seule une transformation radicale de la société modifiera

la mentalité antinataliste, due à l'égoïsme des classes possédantes et à la misère des classes exploitées. Alors l'exhortation pathétique de Zola ne retentira plus comme un appel désespéré et sans écho au milieu des innombrables tragédies de la stérilité, de la prostitution, de l'avortement et de l'infanticide :

O mères françaises, faites donc des enfants, pour que la France garde son rang, sa force et sa prospérité, car il est nécessaire au salut du monde que la France vive, elle d'où est partie l'émancipation humaine, elle d'où partiront toute vérité et toute justice ! Si elle doit un jour ne faire plus qu'une avec l'humanité, ce sera comme la mer où tous les fleuves viennent se perdre.

Et je voudrais, chez elle, que le déchet de la vie cessât, que la vie fût adorée comme la bonne déesse, l'immortelle, celle qui donne l'éternelle victoire. Et je voudrais qu'elle eût une littérature puissante et naturelle, virile et saine, d'une honnêteté qui brave les choses et les mots, remettant en honneur l'amour qui enfante, créant de vastes monuments de solidité et de paix, pour le flot débordant des générations futures<sup>1</sup>.

La bourgeoisie limite sa progéniture pour sauvegarder sa postérité. Dans le monde de l'exploitation et de la concurrence, où chacun se bat contre tous, chacun cherche aussi à réduire ses charges. L'attraction d'un niveau de vie supérieur, la fièvre de briller et de jouir stérilisent. Ambitieux et aventuriers ne s'embarrassent guère d'une famille. Les Rastignac et les Bel-Ami cherchent dans le mariage la consécration d'une carrière.

Le socialisme entend substituer à l'individualisme exacerbé le sentiment de la solidarité collective, au capitalisme des monopoles et des trusts, facteur de ruine et de restriction, le capital humain, véritable richesse d'un peuple.

Ce n'est pas notre faute, écrivait en 1910 un jeune socialiste français qui devait tomber sur les champs de bataille, si les seules mesures qui puissent efficacement enrayer la dépopulation, sont d'esprit et d'allure essentiellement socialistes<sup>2</sup>.

1. Emile ZOLA : *Nouvelle campagne*, « Dépopulation », p. 121, Edit. Bernouard.

2. Robert HERTZ : « Socialisme et dépopulation », *Les Cahiers du Socialiste*, X, 1910.

Interprète authentique de la vitalité et de l'optimisme du peuple, de sa foi inébranlable en l'avenir, Maurice Thorez, au lendemain des grèves victorieuses de juin 1936, a salué « l'enfance, notre plus doux espoir »<sup>1</sup>. Il a dénoncé, au cours de sa lutte pour une France libre, forte et heureuse, le fléau de la dénatalité, « provoquée par l'exploitation du Capital »<sup>2</sup> : car le chômage, la misère, l'insécurité du lendemain, la crainte de la guerre conduisent à la limitation des naissances. Le droit à la maternité et la protection de l'enfance impliquent la dénonciation du régime. Une vie meilleure, des salaires plus élevés permettront aux travailleurs de mettre au monde « des êtres sains et vigoureux qui éprouveront le bonheur et la joie du travail »<sup>(3)</sup>, dans une société où la suppression du malheur et de l'injustice enrichira d'hommes la nation.

### *Démographie et science sociale.*

Les démographes n'ont que trop tendance à considérer leur spécialité comme une branche autonome, à l'isoler de son contexte social, à donner au facteur population le pas sur tous les autres. Ce fut là l'erreur des métaphysiciens qui se sont occupés de démographie, et aussi de l'économiste Malthus.

Le nombre, la croissance, la densité de la population n'expliquent pas le régime social. La statistique n'est qu'un instrument, — un instrument auquel il convient de recourir, sans en attendre les solutions qu'il ne saurait donner.

C'est le régime social qui explique la vie des populations. Voilà pourquoi tant de démographes, attachés à la « démographie pure », échouent dans leurs tentatives d'apporter une vision exacte du monde.

Les lois de la population s'insèrent dans les lois du développement social. L'évolution et les doctrines démographiques reflètent des réalités économiques, sociales, politiques. On ne comprendra les premières qu'après avoir étudié les secondes.

L'histoire est impulsée par le développement des forces productives, dont la population laborieuse fait partie, mais au sein desquelles les instruments de production jouent un rôle déterminant.

Les hommes, en produisant, n'agissent pas seulement sur la

1. Maurice THOREZ : *Œuvres*, t. XII, p. 88.

2. *Ibidem*, t. X, p. 198.

3. *Ibidem*.

nature. Ils créent entre eux des rapports de production, qui se concrétisent dans les formes de la propriété. Quand, au cours de l'histoire, les rapports de production deviennent un obstacle au développement des forces productives, celles-ci entrent en conflit avec eux. D'où les révolutions de la bourgeoisie contre le régime féodal et du prolétariat contre le régime capitaliste.

De cette explication matérialiste, dialectique de l'histoire découle la relativité de la notion de surpopulation. Le développement des forces productives fait reculer sans cesse les bornes du surpeuplement. La Russie semi-féodale, semi-capitaliste de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle était un pays surpeuplé : soixante ans plus tard, la Russie socialiste, avec une population beaucoup plus nombreuse, s'estime insuffisamment peuplée.

### *Politique et démographie*

Les néo-malthusiens parlent sans cesse de la « population mondiale ». Ils ne veulent pas du tout dire par là qu'il y a entre les pays, entre les hommes une interdépendance croissante qui jouera à plein lorsque seront établies une économie mondiale planifiée, une répartition planifiée de la population mondiale. Ils s'efforcent simplement de brouiller les données du problème.

Tant que ce stade mondial ne sera pas atteint, tant que subsisteront des économies nationales inégalement développées, force nous est de constater l'existence de populations nationales, qui diffèrent les unes des autres non seulement par leur langue, mais par leur régime, leur mode d'existence, leur façon de penser, leurs problèmes.

Donc, pas de règle uniforme et immuable. Il conviendra de considérer la situation particulière des divers pays et d'envisager les solutions adéquates. Chaque nation doit vaincre ses difficultés propres et fixer sa politique des naissances.

Une politique démographique juste tiendra compte, par conséquent, des conditions économiques et sociales du pays, tout en s'efforçant d'agir sur elles.

Voici deux pays dont le régime s'inspire des mêmes principes : l'Union soviétique, la Chine. La situation démographique y présente des aspects différents.

En Union soviétique, l'immensité du territoire et des ressources naturelles, la faiblesse relative de la densité démographique (29 habitants au km<sup>2</sup> en 1940 pour le territoire d'Europe

contre 20 en 1900), les rythmes impétueux de l'industrie socialiste, le développement continu de l'économie nationale permettent de vivre toujours mieux à un nombre toujours plus grand d'hommes. L'accroissement démographique est facilement résorbé par l'accroissement de la production, dont il est un facteur déterminant. Aussi les dirigeants soviétiques ont-ils encouragé la famille et la maternité. En 1955, le premier secrétaire du Parti communiste souhaitait qu'il y eût 100 millions de citoyens en plus.

Les idéologues de la bourgeoisie ont inventé bon nombre de théories d'anthropophages, notamment celle du surpeuplement. Ils songent aux moyens de réduire le nombre des naissances, de diminuer l'accroissement de la population. Chez nous, camarades, il en va autrement. Si à nos 200 millions d'habitants on ajoutait encore 100 millions, nous n'en aurions pas encore assez<sup>1</sup>.

En novembre 1955, le gouvernement soviétique abrogeait le décret de 1936 qui interdisait les avortements : il jugeait que les conditions économiques et sociales suffisaient désormais pour stimuler la natalité.

En Chine, 600 millions d'habitants vivent agglomérés sur des espaces restreints, d'une superficie égale à quatre ou cinq fois celle de la France (la densité, si l'on néglige le Sin-Kiang et le Tibet, est d'une centaine d'habitants au km<sup>2</sup>). Les montagnes et les déserts recouvrent presque les deux tiers du pays. La forte natalité pose de sérieux problèmes. Le paysan chinois tire sa nourriture de parcelles minuscules : toute calamité naturelle, sécheresse ou inondation, l'accule à la famine, parfois à l'exode. La Révolution, en jugulant l'effroyable mortalité infantile, en supprimant les épidémies, en améliorant l'état sanitaire des villes et des campagnes, a entraîné un accroissement notable de la population. Mais cette progression démographique pèse sur la progression industrielle et agricole, et risque de la retarder. Le gouvernement populaire se refuse, bien entendu, à des mesures de contrôle systématique et de contrainte en matière de natalité. Il compte sur la mise en valeur du pays, sur la planification, sur l'industrialisation socialiste, sur le développement des formes coopératives de la production agricole pour faire face

---

1. KHROUCHTCHEV : *Discours au Komsomol et à la jeunesse*, prononcé à Moscou le 7 janvier 1955.

à l'accroissement démographique. En même temps, il s'efforce, au sortir de la nuit millénaire où les masses croupissaient dans l'ignorance, où l'homme traitait en esclave l'épouse qu'on lui imposait, où l'on abandonnait et vendait les enfants, d'éduquer les couples après avoir émancipé la femme. Il se propose de réaliser la « famille harmonieuse », consciente de ses droits et de ses devoirs : pour elle, la procréation sera un acte volontaire dont elle aura mesuré d'avance la portée.

Tournons-nous vers l'Inde. Ici aussi, exubérance démographique, mais autres conditions économiques et sociales. La misère et les maladies mortelles — lèpre, dysenterie, béri-béri, choléra — emportent avant l'âge de vingt ans une grande partie de la population. La famine y règne à l'état endémique. Cependant, des bouches nouvelles s'ajoutent sans cesse à celles qui réclament un morceau de pain. Limitez les naissances, déclarent les néo-malthusiens. Remède insuffisant, d'une application difficile et d'une portée restreinte dans cet océan d'êtres humains dont 80 % sont des analphabètes. Le salut du peuple indien réside dans la suppression du régime féodal, l'abolition des castes, le partage des terres, la révolution socialiste, l'industrialisation du pays, l'accroissement rapide de la production.

### *Finalisme et apologétique.*

L'ignorance pousse l'homme à expliquer par une intervention mystérieuse et surnaturelle les phénomènes dont les causes lui échappent. « Plus l'homme place en Dieu, moins il contient en lui-même »<sup>1</sup>. La démographie, de même que l'histoire, a été longtemps dominée par des conceptions métaphysiques et fatalistes, reprises en partie par les néo-malthusiens.

L'antiquité s'en remet aux puissances tutélaires, aux dieux immortels ou à la nature, mère de toutes choses, qui règlent la vie des hommes. Ainsi pense Cicéron :

Nous n'avons pas été créés, nous n'avons pas été semés au hasard et sans dessein ; il s'est trouvé certainement une puissance pour veiller sur le genre humain<sup>2</sup>.

Un historien religieux du v<sup>e</sup> siècle, qui vivait à Constantinople, Sozomène, condamne la législation d'Auguste en faveur

1. MARX : *Manuscrits économiques et philosophiques*.

2. CICÉRON : *Tusculanes*, I.

du mariage et de la natalité. Car l'homme ne doit pas s'immiscer dans ce qui relève uniquement de Dieu :

Ces lois avaient été établies comme si la multiplication de l'espèce humaine pouvait être un effet de nos soins, alors que ce nombre croît et décroît selon l'ordre de la Providence<sup>1</sup>.

Le moyen âge assure le règne des théologiens. Saint Thomas d'Aquin, qui proclame la supériorité de la vie contemplative sur la vie active, prône le célibat tout en s'efforçant de le concilier avec le devoir de travailler au peuplement de la terre, selon le commandement de la Genèse.

Au xv<sup>e</sup> siècle, Francesco Patrizzi de Sienne, évêque de Gaëte, s'élève, dans son ouvrage : *De institutione reipublicae*, au nom de la doctrine chrétienne, contre les considérations d'Aristote sur la natalité.

Quand, à partir de la Renaissance, l'esprit de recherche et de libre examen passera au crible de sa critique les doctrines et les institutions, quand il se dressera contre les préjugés, les traditions médiévales et l'obscurantisme, quand, rejetant les consolations illusoire d'une félicité céleste, il se proposera d'aménager la terre pour le bonheur des hommes, il se heurtera à la pensée métaphysique et religieuse, qui le combattra furieusement pour imposer ses vues et maintenir sous son joug les peuples, ce bétail du Seigneur.

Le chanoine anglais Derham célèbre dans son livre : *Physico-theology* (1713) la volonté du Tout-Puissant en matière de population. Un pasteur berlinois, qui fut chapelain des armées de Frédéric II, Peter Süssmilch (1707-1767), auteur d'un ouvrage remarqué : *L'Ordre divin manifesté par le mouvement de la population* (1741), glorifie la régularité des phénomènes démographiques, œuvre évidente de l'Éternel. Les lois démographiques manifestent l'intervention d'une intelligence supérieure. Sous la plume de Süssmilch, les images de la Bible se confondent avec la réalité bureaucratique et militaire de l'État prussien. Il compare le déroulement de la vie humaine à un défilé de troupes, où tout a été organisé, agencé, minuté et orchestré d'avance :

Le Créateur si sage qui règne sur l'Univers, par sa volonté, fait sortir du néant, en l'appelant à la vie, la nombreuse armée de l'humanité. L'Éternel

1. Cité par Emile LEVASSEUR : *La Population française*, t. III, p. 208.

nous fait passer un certain temps devant lui, jusqu'à ce que chacun ayant rempli le but de son existence, nous disparaissions tour à tour de la scène. L'arrivée dans la place, le défilé sous les yeux du Seigneur des armées, et la retraite, tout s'exécute dans un ordre étonnant.

Notre arrivée sur la terre des vivants a lieu peu à peu, sans bousculades et par nombres bien réglés, qui sont dans une proportion constante avec l'armée des vivants, et avec le nombre de ceux qui se retirent... Dans cette arrivée du néant au pays des vivants, deux choses se font remarquer : c'est d'abord qu'il arrive toujours vingt et un garçons pour vingt filles; c'est qu'ensuite la masse de ceux qui viennent au jour est toujours un peu plus grande que la masse de ceux qui retournent en poussière : d'où il résulte que l'armée de l'humanité s'accroît toujours un peu, mais dans une certaine proportion.

Si les ecclésiastiques s'occupent de démographie à des fins édifiantes, ils y sont poussés par les facilités dont ils disposent et les obligations qu'ils assument. Les paroisses tiennent en effet registre des naissances, des mariages, des décès, et gèrent les fonds consacrés à l'assistance. L'exercice de la charité par les hommes d'Eglise, en Angleterre notamment, leur fait appréhender la multiplication des indigents.

Aussi, que de théologiens parmi les démographes du XVIII<sup>e</sup> siècle ! Le moine vénitien Ortès, les pasteurs Jean Brückner, Tucker, Wallace, Price, Townsend, Malthus, Chalmers...

En vain Malthus s'efforce-t-il d'étayer sa théorie par des observations précises, de lui donner une allure scientifique. La loi de population<sup>1</sup>, assimilée par lui aux lois naturelles, dégage un relent mystique de finalité et d'arrêt de la Providence, de péché originel et de condamnation de la chair. La fausse objectivité du savant dissimule le parti pris du fanatique. Le révérend qui déclare compatir aux maux de l'humanité brûle de l'inextinguible haine des possédants pour les pauvres...

1. Il faudrait dire loi de peuplement.

### *Malthus et le socialisme.*

Malthus avait condamné le socialisme.

Sous sa forme utopique, et dès ses premiers pas, le socialisme condamne Malthus.

Malédiction sur les hommes ou solidarité entre les hommes ? Oppression ou association ? Tuer la vie ou tuer la faim ? Voilà le sens et l'enjeu du conflit.

Godwin croit à un avenir heureux où les progrès de la science et de la raison rendront la vie facile et belle.

Saint-Simon désapprouve ce « monde renversé » qui a « pour principe fondamental que les pauvres doivent être généreux à l'égard des riches ». Il réclame qu'on améliore le sort de « la classe la plus nombreuse et la plus pauvre ». Pour cette réhabilitation et cette réintégration sociales, les utopistes s'en remettent aux puissants dont ils ont eux-mêmes flétri l'égoïsme, la cupidité, l'esprit de jouissance. Fourier, critique pénétrant de la société bourgeoise, observe que « l'existence du peuple est un enfer permanent ». Sous le régime capitaliste, le progrès technique engendre la misère.

On a si bien reconnu le cercle vicieux de l'industrie que, de toutes parts, on commence à la suspecter et s'étonner que la pauvreté naisse, en civilisation, de l'abondance même<sup>1</sup>.

Mais les utopistes ne situent pas le socialisme au terme d'une longue évolution économique et d'âpres luttes de classes; ils se substituent à elles, ils érigent leurs cités futures, leurs phalanges, leurs Icaries en marge d'une société dont ils ignorent les lois de développement et sur laquelle ils n'ont pas de prise.

Marx remplace les mystifications religieuses de l'au-delà et les rêves irréalisables des utopistes par la projection dans le devenir d'un homme désaliéné, maître de son destin et maître de la nature, à laquelle Malthus prétendait l'assujettir.

Dès 1844, Marx reconnaît dans le prolétariat un produit de l'âge industriel.

Ce qui forme le prolétariat, ce n'est pas la pauvreté naturellement existante, mais la pauvreté pro-

---

1. FOURIER : *Le Nouveau Monde industriel et sociétaire*, p. 35. Paris, 1870. Cf. « Classiques du Peuple », p. 105, Editions sociales, 1953.

duite artificiellement; ce n'est pas la masse écrasée mécaniquement par le poids de la société, mais la masse résultant de la décomposition aiguë de la société, et surtout de la décomposition aiguë de la classe moyenne <sup>1</sup>.

Ce prolétariat qui incarne la décomposition de la société et revêt un caractère universel par ses souffrances universelles, ce prolétariat qui ne se réfère pas à un titre historique, mais simplement à un titre humain, représente

une sphère qui ne peut s'émanciper sans s'émanciper de toutes les autres sphères de la société et sans, par conséquent, les émanciper toutes <sup>2</sup>.

Sur le plan philosophique, Marx conclut de la perte complète de l'homme à la reconquête totale de l'homme.

Plus tard, passant à l'analyse des réalités concrètes, il démonte les rouages du capitalisme, découvre les lois de son développement, stigmatise les mensonges intéressés des penseurs de la bourgeoisie. Il proclame qu'il n'existe pas de lois économiques éternelles et universelles : le capitalisme est un régime transitoire, la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs, les contradictions économiques et sociales s'expriment par la lutte des classes, la lutte des classes aboutit à la révolution prolétarienne et au socialisme.

Marx se gausse des conceptions de Malthus, de cette marche inéluctable vers un « surpeuplement absolu ». Il se contente de lui opposer l'analyse des conditions réelles du régime capitaliste. La machine prive de travail les ouvriers, elle crée une surabondance de bras, elle généralise la misère. La population en surnombre, conséquence de l'accumulation capitaliste et du progrès technique, contribue, par la formation d'une armée de réserve, au maintien des salaires à de bas niveaux. Cet excès subsiste alors même que l'on constate un équilibre entre la population et les subsistances. La surpopulation ouvrière, résultat du capitalisme, disparaîtra avec lui.

1. MARX : « Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel », *Œuvres*, t. I, p. 620, Mega.

2. *Ibidem*.

### *De Malthus aux néo-malthusiens.*

La misère, pour Malthus, est fonction du nombre. Toute attitude généreuse à l'égard des travailleurs, toute tentative d'améliorer leur sort lui paraissent vaines, puisque leur nombre augmentera toujours plus vite que les subsistances. Les avocats du capitalisme invoqueront cette loi naturelle pour excuser les méfaits d'un régime, qu'ils inscriront au compte des hommes en général, et particulièrement des plus exploités.

Or, loin d'être une cause de misère, l'accroissement de la population apporte un accroissement des forces de travail, créatrices de richesses. Les pays qui se sont dépeuplés, comme la Grèce antique ou l'Espagne aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, ont connu la décadence et la ruine. Au contraire, la Hollande a tiré avantage de ses fortes densités.

Malthus ignore la notion de productivité, fondamentale en matière de démographie. Quelle erreur de s'en tenir uniquement au chiffre de la population et aux ressources naturelles — sans considérer les connaissances des hommes et l'avancement de la technique ! Plusieurs dizaines de kilomètres carrés étaient nécessaires à quelques chasseurs des âges primitifs pour y trouver leur subsistance : sur la même surface vivent aujourd'hui des milliers d'individus. L'historien Beloch estime à 23 millions le nombre des habitants de l'empire romain en Europe à la mort d'Auguste (14 après J.-C.) : les mêmes territoires nourrissent actuellement une population de près de 200 millions d'habitants.

Les néo-malthusiens, comme leur maître Malthus, imputent la misère au trop grand nombre. Ils parlent de limiter celui-ci, jamais de supprimer celle-là : en réalité, ils ne songent qu'à la perpétuer. Malthus désirait restreindre la natalité par des moyens qui leur semblent à juste titre inefficaces. L'action contraceptive elle-même ne suffit pas aux plus acharnés d'entre eux. Après un siècle et demi de capitalisme, le sol est trop dégradé, la situation trop tragique, les conflits trop aigus, le régime trop menacé... C'est la mortalité qu'ils rêvent d'accroître.

En contradiction avec les thèses néo-malthusiennes, nous pensons que la misère provient, non pas du trop grand nombre, mais du système économique et social qui la secrète, l'étend et l'aggrave.

Nous croyons que le nombre n'est pas fatalement destiné à coïncider avec la misère, que la mort ne frappera pas toujours

les multitudes écrasées, que les famines et les guerres peuvent et doivent disparaître.

Nous sommes convaincus qu'il faut défendre, non le capitalisme contre les populations, mais les populations contre le capitalisme.

Nous nous refusons à assurer le « salut » de l'humanité par l'anéantissement des « surplus humains ».

Au contraire, nous souhaitons une économie mondiale fondée sur la confiance, la collaboration, l'entraide entre les pays les plus industrialisés et les pays retardataires, — et non sur le pillage des seconds par les premiers.

### *Le malthusianisme économique.*

La restriction, la rétention caractérisent le malthusianisme. Elles correspondent à la mentalité et à la pratique du capitaliste dès qu'il se rend maître du marché. La recherche du profit maximum incite les monopoles à restreindre la production. Un tel comportement n'a pas été prévu par Malthus, ce libéral impassible qui se contente d'écraser l'homme sous le libre jeu de lois inexorables. Cependant le malthusianisme économique mérite son nom : lui également, il sacrifie la foule des consommateurs à l'oligarchie des propriétaires, la fécondité à la stérilité, l'expansion à la compression, le progrès général aux droits acquis.

Impuissant à satisfaire les besoins du plus grand nombre et impuissant aussi à utiliser la totalité de ses moyens de production, le capitalisme est devenu, autant par ses contradictions que par ses carences, le principal obstacle à l'édification d'une société rationnelle, rendue possible et nécessaire par l'évolution de l'histoire et les conquêtes de la science.

Au seuil de l'âge atomique, générateur d'abondance, quel anachronisme que cette économie fondée sur la rareté, plongée dans l'anarchie, acculée à la destruction des marchandises ou à la sous-production dans un monde qui souffre de la disette et manque du nécessaire ! Régime où la course au profit et les conflits économiques conduisent à la guerre, où l'on se plaint tantôt d'un excès de produits, tantôt d'un excès de population, et parfois en même temps des deux, où l'on anéantit les richesses et les hommes parce qu'il existe d'une part des marchandises en surnombre et de l'autre des hommes qui ont faim...

Détruire les produits, amputer la population pour l'adapter à une économie étriquée, étranglée, rétrécie... Ne vaudrait-il pas

mieux adapter l'économie aux besoins accrus d'une population croissante ?

Le malthusianisme démographique étouffe la vie. Le malthusianisme économique étouffe les forces productives. L'un et l'autre étouffent l'homme.

Maintien du plus grand nombre dans la misère pour assurer l'opulence de quelques-uns, réclament les idéologues des oligarchies. Non, répondent les peuples, accession des masses aux richesses créées par le travail des masses !

### *L'homme, maître de la nature et de la vie.*

Partis d'une polémique sur la population, nous aboutissons par les chemins de l'histoire, de l'économie politique, de la philosophie, des sciences sociales et naturelles, aux horizons du socialisme.

La démographie emprunte nécessairement ces itinéraires. Ne traite-t-elle pas du mouvement général des collectivités humaines, de leur état physique, intellectuel et moral ? Confinée dans des statistiques qui ne serviraient pas de matière première aux sciences sociales et politiques, elle se condamnerait à l'impuissance. Car elle n'acquiert sa signification et sa valeur que si elle embrasse la totalité des manifestations de la vie, si elle se prolonge en une science de la société. Platon et Aristote le savaient déjà : pour eux, l'étude de la société se confondait avec l'étude de la population. Au surplus, l'étymologie même du mot n'indique-t-elle pas que la démographie s'occupe essentiellement du peuple ?

Cependant, les apôtres de la famine et de la destruction se refusent à voir les vastes perspectives qu'élargit sans cesse le progrès. La vie n'aurait triomphé de la nature et reculé les frontières de la mort que pour se condamner elle-même à mort...

La poussée démographique qui caractérise le xx<sup>e</sup> siècle et sur laquelle les néo-malthusiens fondent leurs calculs angoissés, tient à deux causes principales : l'extrême misère d'une part, les progrès de la médecine et de l'hygiène de l'autre.

Ce n'est pas le nombre qui provoque la misère, mais la misère qui produit le nombre. Les populations les moins bien nourries prolifèrent le plus. Les Romains désignaient du nom de prolétaires (*proles*, lignée) les citoyens de la sixième et dernière classe du peuple, exempts d'impôts du fait de leur pauvreté, et qui n'étaient utiles à la République que par les enfants qu'ils engendraient. Cette conséquence physiologique de la sous-alimentation, un dicton

brésilien la rappelle : « La table du pauvre est maigre, mais le lit de la misère est fécond. »

Dans les pays sous-développés, les progrès de la médecine — on fabrique, exporte et vend plus aisément des produits pharmaceutiques que des machines — ont devancé le progrès économique et social. D'où un déséquilibre, un goulot d'étranglement, une phase critique, mais transitoire, qui prendra fin avec le changement des structures sociales, le libre essor des forces productives, l'élévation du niveau de la vie, la diffusion des connaissances et du bien-être. Les soins de la santé et du corps, qui ont provoqué la baisse de la mortalité, agiront avec un certain retard, mais dans le même sens, sur une natalité exubérante.

Condorcet et Godwin se demandaient si, dans une société qui assurera l'existence de chacun, les hommes ne seraient pas conduits à procréer d'une manière excessive. Eux-mêmes répondaient par la négative. Les hommes de l'avenir, conscients de leurs objectifs et maîtres de leur destin, sauront accorder le chiffre de la population à ses possibilités et à ses besoins. Loin de lier la limitation des naissances au maintien des vieilles hiérarchies, à une politique de réaction et d'impérialisme, ils ne l'envisageront que comme un facteur d'équilibre, de planification, de progrès.

S'intéresser au sort des populations, ce n'est pas les blâmer, les persécuter, les combattre, accepter ou souhaiter le dépérissement, la ruine, la disparition du plus grand nombre, comme l'ont fait Malthus et ses continuateurs. C'est s'attaquer aux fléaux et aux iniquités, extirper les souffrances, multiplier les richesses. C'est travailler au bien-être des individus, au développement pacifique des nations.

Tout nous annonce que le travail et le génie humains, qui ont remporté tant de victoires, accompli tant de prodiges, construit tant de machines étonnantes et merveilleuses, élevé tant de monuments impérissables, sauront édifier un avenir à leur mesure, une société libérée de la servitude, de la guerre et de la faim, à travers lesquelles la vie a dû si longtemps se frayer un chemin hasardeux.

# L'ANTIQUITE

## I

### PLATON ET ARISTOTE

LES idées démographiques de Platon et d'Aristote se rattachent à leurs théories générales. Elles prennent leur point de départ au sein même des réalités de leur époque et s'appliquent à un certain stade de l'histoire grecque.

Platon et Aristote se proposaient d'agir sur la conjoncture démographique : ils n'ont pas réussi à modifier des phénomènes qui obéissent non aux préceptes des philosophes, mais à des facteurs économiques et sociaux.

#### *La société, fondée sur l'esclavage, ignore l'esclave.*

Les théories philosophiques et démographiques de Platon et d'Aristote reflètent la structure de classe de la société grecque. Elles reposent sur la base immuable de l'esclavage. Mais elles ne s'occupent pas de la condition des esclaves.

L'esclave, banni de l'Etat, est également banni de la philosophie, de la démographie. Platon et Aristote ne lui accordent une place ni dans leurs systèmes politiques ni dans la cité.

Platon justifie l'esclavage en affirmant qu'il existe diverses natures d'hommes. Avec lui, Aristote soutient que les uns sont faits naturellement pour la liberté et les autres pour l'esclavage.

Quand on est inférieur à ses semblables autant que le corps l'est à l'âme, et c'est la condition de tous ceux chez qui l'emploi des forces corporelles est le seul et meilleur parti à tirer de leur être, on est esclave par nature<sup>1</sup>.

---

1. ARISTOTE : *Politique*, I.

Ce jugement d'Aristote infirme l'analyse par laquelle il déduit l'esclavage de la nécessité du travail, et aussi le passage où il entrevoit la possibilité de sa disparition : si les instruments travaillaient d'eux-mêmes et si les navettes couraient toutes seules, « les entrepreneurs se passeraient d'ouvriers, et les maîtres d'esclaves<sup>1</sup> ».

La pensée des philosophes s'attache à justifier la structure économique. « L'esclave, écrit Aristote, est un outil vivant, comme l'outil est un esclave mort. » Cette machine sans âme est appelée à satisfaire par son travail les besoins des propriétaires d'esclaves.

Pour les penseurs grecs, la pyramide sociale est immuablement composée de citoyens, placés au sommet et s'occupant des affaires publiques, d'une couche de métèques, exclus de la propriété foncière et privés des droits politiques, mais qui assurent la prospérité matérielle de la cité, et, à la base, d'une masse d'esclaves chargés des travaux pénibles et rebutants.

### *Vues générales de Platon et d'Aristote.*

Platon (427-347 avant J.-C.) appartenait à la famille la plus noble d'Athènes, qui remontait à la dynastie royale des Mélanthides. Durant les 23 premières années de sa vie, la guerre du Péloponèse avait bouleversé le monde hellénique. Platon prit part dans les rangs de l'oligarchie à la guerre civile qui s'ensuivit : la victoire des démocrates lui ferma la carrière politique, il en conçut un vif ressentiment. Homme d'Etat manqué, il se consacra à la philosophie, faute de s'adonner à une action pratique.

Comme son maître Socrate, il sépare l'âme de la nature et cherche l'être dans un autre monde, imperceptible aux sens. Les concepts représentent pour lui l'essence des choses et se concrétisent en entités autonomes, les idées-formes. Ses théories politiques et démographiques, où l'on perçoit son admiration pour le régime de Sparte, constituent un mélange singulier d'aspirations transcendantes et de mépris pour les travaux du commun, de liberté « spirituelle » et de mystification, de connaissances exactes et d'effusions lyriques. Il prétend substituer la proportion géométrique à l'égalité arithmétique et traduire dans une constitution politique les idées-formes. Mais l'Etat dont il rêve, expression d'un despotisme théocratique, n'est, comme l'écrit Marx dans *Le Capital*,

1. ARISTOTE : *Politique*, I.

« qu'une idéalisation athénienne du régime des castes égyptiennes<sup>1</sup> ».

Aristote (384-322 avant J.-C.), né à Stagiros, cité grecque tombée sous la domination macédonienne, suivit à Athènes l'enseignement de Platon, se rendit après sa mort en Asie, fut appelé en Macédoine pour instruire le jeune Alexandre, fils de Philippe II, revint à Athènes et y fonda une école nouvelle. Il s'était affranchi alors de la doctrine platonicienne.

Son esprit, ayant embrassé les connaissances les plus diverses de son époque, contribue à leur avancement. Aristote s'appuie sur l'analyse des faits, l'expérience, les sciences naturelles; il rattache la morale et l'histoire à la biologie; il affirme que la réalité objective du monde extérieur est la source de nos sensations. L'essence se trouve dans les choses, non dans les Idées de Platon. Forme et matière sont inséparables. Aristote étudie la justice et le bien non dans la sphère métaphysique où les relègue Platon, mais dans la vie sociale et politique. Pour lui, la morale et la liberté ne représentent pas des notions abstraites, elles ont un contenu concret. Il considère la politique comme l'art souverain, car l'homme est un « animal politique », dont l'existence s'écoule dans la cité. Ses préférences vont au régime républicain, qui s'appuie sur le plus grand nombre.

Cependant Aristote se méfie du trop grand nombre. Il lui mesure sa place dans la cité, pour assurer la défense des libertés politiques et le fonctionnement régulier des assemblées délibérantes.

### *Théories démographiques de Platon et d'Aristote.*

Partis de conceptions opposées, l'un modelant sa république idéale sur sa doctrine métaphysique, l'autre attentif aux phénomènes politiques et sociaux, Platon et Aristote ont cependant abouti à peu près aux mêmes conclusions démographiques.

C'est que tous les deux s'en tiennent au cadre de la cité. Ils redoutent le surpeuplement et l'insuffisance de peuplement, ils recherchent l'optimum de population, la « juste mesure », l'ordonnance et la proportion, aussi éloignées de l'excès que du défaut. Interprètes de ce besoin d'équilibre et d'harmonie qui caractérise le génie grec, ils voient dans le pullulement des peuples asiatiques, dans l'extension de grands Etats comme la Perse, le signe même de la barbarie.

1. MARX : *Le Capital*, livre I, t. II, p. 55, Editions sociales.

Pays de montagnes et de vallées souvent arides, la Grèce présentait un territoire naturellement morcelé, resserré entre les rochers et la mer : ses maigres ressources ne pouvaient suffire à une population nombreuse, acculée à l'émigration par suite de la « sténochorie », de l'étroitesse du sol. Un quart seulement de l'Attique se prêtait à la culture. Avec une technique agricole primitive et le vieux système d'assolement biennal (une année de céréales, une année de jachère), on n'obtenait qu'une faible productivité. Ce peuple, écrit Hérodote, a « la pauvreté pour sœur de lait ». D'où, dès les temps anciens, restriction de la natalité et colonisation. La grande période de la colonisation grecque se situe entre les VIII<sup>e</sup> et VI<sup>e</sup> siècles, alors que les Grecs essaïmaient tout au long des côtes de la Méditerranée, du Pont-Euxin aux colonnes d'Hercule, et que l'Italie méridionale et la Sicile devenaient une Grande Grèce.

Les Grecs de la métropole vivent sur le territoire minuscule de cités que des rivalités perpétuelles dressent les unes contre les autres. Le pays entier est cloisonné en compartiments infimes, chacun d'eux forme un Etat. Du haut de l'Acropole, le regard l'embrasse dans son ensemble et plonge souvent au delà de la plage ou de la rivière qui en marquent la frontière toute proche.

La cité, quelles que soient l'exiguïté et l'aridité de sa campagne, devra se suffire à elle-même. Il semble qu'une nature ingrate et les conditions de la vie sociale aient assigné des limites à la population.

Si Platon et Aristote souhaitent une population stable et stationnaire, ce n'est point pourtant par crainte d'un manque de subsistances. La question de débouchés commerciaux ou d'un exutoire démographique n'apparaît nulle part chez eux. Ils considèrent la cité uniquement sous un angle politique.

Platon désire que la cité

n'ait renom ni de petitesse ni de grandeur, mais qu'elle présente de justes dimensions et soit une<sup>1</sup>.

Si la cité s'étendait au delà des limites nécessaires pour assurer la subsistance d'une population sobre, il y aurait rupture d'équilibre, source de troubles, menaces pour le régime aristocratique. Platon établit un rapport, non entre la population et les subsistances, mais entre le chiffre de la population et les dimensions de la cité.

Aristote, lui non plus, ne se préoccupe pas du problème des

1. PLATON : *République*, IV.

subsistances, mais des droits politiques et du bonheur des citoyens. Les agglomérations trop vastes risquent de sombrer dans le despotisme et l'anarchie.

Trop petite, la cité ne peut suffire à ses besoins, ce qui est cependant pour elle une condition fondamentale; trop étendue, elle y suffit, non plus comme cité, mais comme nation. Il n'y a presque plus de gouvernement possible. Au milieu de cette immense multitude, quel général se ferait entendre, quel Stentor y servirait de crieur public ?<sup>1</sup>.

Pour Aristote, la vertu, terme intermédiaire entre deux vices, l'excès et le défaut, repose dans le juste milieu. Idée empruntée à la médecine, la santé étant une moyenne, un équilibre que rompent les extrêmes du chaud et du froid.

Dix hommes ne sauraient former une cité, mais dix fois dix mille n'en serait pas une non plus<sup>2</sup>.

Toute chose exige des dimensions appropriées. Un vaisseau de la taille d'une main n'est qu'un jouet incapable de tenir la mer; d'une longueur de mille pieds, il ne se prête pas à la manœuvre. Des citoyens en nombre limité se connaîtront entre eux : ils choisiront judicieusement les magistrats, ils réaliseront l'équilibre entre la puissance publique et les droits de l'individu, l'« eunomie », la liberté dans l'ordre.

Fait curieux : Aristote l'observateur, Aristote le réaliste, qui assiste à un bouleversement du monde, à l'unification de la Grèce sous la domination macédonienne, à un immense brassage de peuples et de races jusqu'au cœur de l'Asie, reste attaché, comme Platon, à la cité, dont l'époque est révolue. Bien qu'il soit mort en 322, seize ans après la bataille de Chéronée où a sombré la liberté des cités grecques, il reste fidèle à leur idéologie. La tradition de la « polis », au territoire borné et dont la population ne dépasse pas un chiffre modeste, limite, ainsi que la société esclavagiste, l'horizon du plus puissant cerveau philosophique de l'antiquité.

### *La cité idéale de Platon.*

La cité devra comprendre 5.040 citoyens, écrit Platon dans *Les Lois*. Pourquoi 5.040 ? Parce que ce chiffre permet le plus

1. ARISTOTE : *Politique*, IV.

2. ARISTOTE : *Ethique à Nicomaque*, IX.

grand nombre de divisions : multiple de 1 à 10, il offre des commodités administratives pour classer les citoyens en catégories.

A l'époque de Platon, une cité de 10.000 citoyens passait pour une grande cité. La Grèce n'en comptait que quelques-unes : Athènes, la plus peuplée, Argos, Thèbes, Corinthe, Corcyre, Messène. De telles cités paraissent ingouvernables à Platon.

Le nombre des chefs de famille étant ainsi fixé, la terre sera divisée en un nombre égal de lots ; l'Etat veillera à ce que le nombre de familles demeure constant. Platon calque son régime patrimonial sur la législation de Sparte : lots inaliénables, indivisibles, transmis à un héritier unique, un fils.

Platon veut que les magistrats règlent

le nombre des unions afin de maintenir, autant qu'il se peut, toujours égal le nombre des guerriers; qu'ils prévoient les guerres, les épidémies et autres calamités, et que la cité, autant que possible, ne devienne ni grande ni petite<sup>1</sup>.

Afin de maintenir la stabilité de la population, les magistrats encourageront la natalité si elle est déficiente (amendes et flétrissures aux célibataires, marques d'honneur aux procréateurs, recours aux naturalisations), ils la combattront si elle augmente (réglementation de la procréation, envoi d'une colonie à l'étranger).

Pour éviter une natalité trop forte, Platon fixe l'âge légal du mariage : de 30 à 35 ans pour les hommes; de 16 à 20 ans pour les femmes. La procréation ne doit pas se prolonger au delà des dix premières années de mariage. Des inspectrices nuptiales surveilleront et contrôleront les jeunes mariés.

Tantôt par l'admonestation, tantôt par la menace de sanctions, elles mettront un terme à ce qu'il y aurait de fautif ou d'inexpérimenté dans leur conduite<sup>2</sup>.

Ces procédés inquisitoriaux représentaient une atténuation par rapport aux mesures édictées par Platon dans *La République*.

Une aristocratie militaire et politique, exclusivement vouée au bien public, s'y voyait interdire la famille et la propriété privée, ces institutions ne subsistant que pour les agriculteurs, les artisans, les commerçants. Platon ne se borne pas à condamner au célibat son élite sociale. Pour la perpétuer, il imagine un sys-

1. PLATON : *République*, V.

2. PLATON : *Lois*, V.

tème de procréation dirigée. Des magistrats, guidés par un souci d'eugénisme, choisiront parmi ces hommes et ces femmes, élevés de la même manière par l'Etat, deux procréateurs : ils les accoupleront en excitant du résultat d'un tirage au sort, truqué d'avance. Dès leur naissance, les enfants, enlevés à la mère, seront remis à l'Etat chargé de les élever.

L'idéalisme réactionnaire de Platon aboutit à cette utopie absurde : une caste des maîtres qui vivrait en communauté ; une amélioration de la race humaine par voie héréditaire et sélective, selon les méthodes employées pour l'élevage des animaux.

### *La crainte du surpeuplement chez Aristote.*

Aristote critique la communauté des femmes et des enfants, préconisée par Platon. Il repousse l'indivision en matière successorale : les descendants exclus du patrimoine risquent s'ils tombent dans la misère, de quémander les secours de l'Etat. Tout en se prononçant pour le partage successoral, Aristote songe à réglementer les naissances ; car il redoute le surpeuplement et la formation d'une classe indigente.

Le développement de l'économie monétaire et du commerce extérieur, au v<sup>e</sup> siècle avant J.-C., avait permis à l'Hellade de nourrir une population accrue. Cependant, à Athènes, le nombre des citoyens dénués de ressources grandit. En 432, on comptait 19.000 thètes sur 42.000 citoyens, en 355 ils forment la majorité<sup>1</sup>. Afin de les secourir, Périclès avait rétribué certaines charges publiques que les citoyens remplissaient à tour de rôle. Après sa défaite, Athènes, n'ayant plus la ressource de puiser dans le tribut de ses alliés, dut tirer des impôts, versés par les citoyens riches, ce qu'elle accordait aux citoyens pauvres. Ces deux catégories, que poussaient des intérêts opposés, se dressèrent l'une contre l'autre.

Aristote, témoin de ces luttes dans sa jeunesse, veut, par la limitation des naissances, alléger les charges de l'Etat et assurer la paix sociale.

Comme Platon, il formule des prescriptions pour le mariage. Il souhaite que l'homme se marie à 37 ans et la femme à 18, une différence d'âge de 20 ans lui paraissant nécessaire. L'homme devra cesser d'engendrer à partir de 54 ans<sup>2</sup>.

1. ISOCRATE : *Aréopage*.

2. ARISTOTE : *Politique*.

Depuis les temps primitifs, la coutume et la loi admettaient l'avortement et l'exposition (l'abandon) des nouveau-nés, obligatoire à Sparte quand l'enfant était mal venu. La légende d'Œdipe, exposé sur le mont Cithéron par son père Laïus (un oracle avait prédit à Laïus qu'il serait tué par son propre fils), atteste l'ancienneté de cette pratique. Un fragment de l'*Herma-phrodite* de Posidippe, conservé par Stobée, un moine grec du <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle de notre ère, rappelle le sort trop souvent réservé aux filles :

Même s'il est pauvre, tout homme nourrit son fils ; même s'il est riche, il expose sa fille.

Platon, attaché aux coutumes de Sparte, exigeait qu'on exposât les enfants infirmes ou illégitimes. Aristote charge les autorités publiques du soin d'édicter les avortements et les expositions. Il admet l'exposition des enfants mal venus et l'avortement des enfants illégitimes, à condition qu'on le provoque avant l'animation du fœtus, l'avortement après l'animation étant assimilé à un infanticide.

### **La réalité historique : le dépeuplement.**

Platon et surtout Aristote redoutent la surpopulation (Aristote critique Platon pour n'avoir pas prêté suffisamment attention à ce danger). Or, ce n'était pas la surpopulation qui guettait la Grèce, c'était le dépeuplement que ni l'un ni l'autre n'avaient prévu.

Au temps de sa plus grande prospérité, à la veille de la guerre du Péloponnèse, en 432, Athènes comptait 42.000 citoyens<sup>1</sup>. Leur nombre diminue à la suite de la peste de 430, de la guerre du Péloponnèse, de la terreur blanche des Trente ; il remonte avec le retour des clérouques chassés par le général spartiate Lysandre (les clérouques étaient des colonies qu'Athènes, cité protectrice, installait sur les terres de ses alliés, les anciens propriétaires étant évincés ou réduits à la condition de fer-

1. Les évaluations des contemporains et des historiens postérieurs — de Thucydide, d'Aristophane et de Xénophon, à Ctésiclès et à Plutarque, — présentent des différences considérables. Les historiens modernes s'arrêtent au chiffre de 40.000 à 42.000 en 432 et de 30.000 en 359. Voir BELOCH : *Die Bevölkerung der griechischen—römischen Welt*; GLOTZ : *La Grèce au <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle*; André AYMARD : *Le monde au temps de Philippe II de Macédoine et d'Alexandre le Grand*, 359-323 avant J.-C.

miers) ; il s'abaisse tout au long du IV<sup>e</sup> siècle pour tomber à 21.000 en 310, lors du recensement ordonné par Démétrius de Phalère<sup>1</sup>.

Encore faut-il remarquer qu'Athènes, comme Corinthe et Délos, se dépeuple plus lentement que les autres cités grecques.

A Sparte, malgré la flétrissure qu'encourent les célibataires et les menus avantages accordés aux pères de trois enfants, le régime économique et social pousse à la limitation des naissances. Une caste dirigeante, à laquelle tout métier lucratif est interdit, se consacre, de 7 à 60 ans, au service militaire en permanence. Ces citoyens, appelés les Egaux, vivaient du revenu d'un majorat indivisible et inaliénable, attribué à l'ancêtre de chaque famille lors de la fondation de l'Etat spartiate, ce qui incitait les pères de famille à n'avoir qu'un fils pour lui transmettre le *kléros* patrimonial. Les Egaux fondirent au creuset des guerres — un Spartiate devant vaincre ou mourir à son poste. Le nombre des hoplites que fournissait leur classe était, en 480, au lendemain des Thermopyles, de 8.000 selon l'estimation d'Hérodote. Un siècle plus tard, à la veille de la bataille de Leuctres, en 371, il n'en restait que 2.000. Quarante ans plus tard, Aristote les évalue à 1.000. En 242, à l'avènement du roi Agis IV, on en comptait 700. Jalouse de ses privilèges, la caste dominante se refuse à admettre dans la cité de nouveaux citoyens, elle tient rigoureusement à l'écart périèques et ilotes. Cet isolement hautain et funeste, dont ne purent avoir raison les efforts de réformateurs comme le roi Agis IV, devait contribuer à sa déchéance.

A partir du III<sup>e</sup> siècle, la Grèce entière se dépeuple, les campagnes plus encore que les villes. Les grands propriétaires, délaissant leurs domaines, se fixent dans les cités. En 431 avant J.-C., quand les armées de Sparte envahissent l'Attique, Périclès concentre la population rurale derrière les Longs Murs. Beaucoup de cultivateurs, devenus employés et artisans, ne devaient plus regagner leurs terres dévastées.

La petite propriété disparaît de plus en plus, dévorée par la grande. La situation matérielle du paysan ne cesse d'empirer : quand la récolte est mauvaise, il s'endette; quand elle est bonne, il ne parvient pas à écouler ses fruits, ses légumes, son vin... Le créancier le poursuit, le marchand de biens le guette. L'exode rural s'accélère, favorisé par la construction de cités

1. Ce recensement, dont nous connaissons les chiffres par Ctésiclès, donnait 21.000 citoyens mâles, 10.000 métèques et 400.000 esclaves.

géantes, comme Mégalopolis, que la confédération arcadienne fit bâtir au IV<sup>e</sup> siècle et qui ne contient jamais la population primitivement prévue.

En Laconie, une centaine de grands propriétaires réduisent à l'indigence le reste de la population. Quand Agis IV, roi de Sparte, veut faire revivre l'antique constitution de Lycurgue et qu'il propose de procéder à un nouveau partage des terres, il se heurte à l'opposition acharnée de la gérousia : condamné à mort par les éphores, il est étranglé.

Les paysans qui ont perdu leurs terres et ne trouvent pas d'emploi dans les cités s'expatrient, s'enrôlent comme mercenaires.

Ils vont sur la terre étrangère avec femme et enfants, et bon nombre d'entre eux, forcés par les besoins quotidiens à s'engager comme mercenaires, meurent en se battant pour des ennemis contre des concitoyens<sup>1</sup>.

Autrefois, les Grecs qui fondaient des colonies, se présentaient en conquérants et en citoyens, désormais ils ne sont que des émigrants et des sujets. Au II<sup>e</sup> siècle avant J.-C., l'émigration s'arrête, on n'enrôle plus de mercenaires grecs : le flot est tari, les réserves humaines épuisées.

Au début de notre ère, le géographe Strabon constate les effets du dépeuplement en Laconie, en Arcadie, en Béotie. Plutarque, un siècle plus tard, affirme que la Grèce n'est plus en état de fournir les 3.000 hoplites qui représentaient la seule Mégare à la bataille de Platées<sup>2</sup>. A la même époque, Dion Chrysostome s'apitoie sur ce propriétaire d'Eubée, demeurée seul dans son domaine abandonné et offrant de concéder des terres aux cultivateurs qui voudraient s'y établir<sup>3</sup>.

La gloire et la puissance de la Grèce, vidée de ses habitants et de sa force, appartiennent au passé. Les foyers de vie, les centres d'activité se sont établis ailleurs, à Pergame, à Antioche, à Alexandrie, et surtout à Rome, conquérante et héritière de la Grèce.

### *Les causes de la dépopulation.*

Dès les temps reculés, l'individualisme a dissous les liens

1. ISOCRATE : *Panegyrique*.

2. PLUTARQUE : *Du défaut des oracles*, VIII.

3. DION CHRYSOSTOME : *Discours*, VII.

de la famille patriarcale. Contenu dans le cadre de la famille et de l'Etat, il désagrègera peu à peu l'une et l'autre. Avec le développement de l'économie monétaire, du commerce et de la chrématistique au v<sup>e</sup> siècle avant J.-C., la richesse devient la mesure des valeurs sociales. Le pouvoir de l'argent s'affirme de plus en plus, le désir de s'enrichir s'accroît. La « pléonexia » — la passion du gain — pervertit les consciences.

L'amour de la richesse ne laisse à personne le moindre loisir pour s'occuper d'autre chose, si bien que l'âme de chaque citoyen, suspendue tout entière à cet objet, ne peut plus garder d'autre souci que le gain de chaque jour<sup>1</sup>.

Ailleurs, Platon constate :

La richesse et les riches étant à l'honneur, la vertu et les gens de bien sont voués au mépris<sup>2</sup>.

La limitation des naissances sera d'abord le fait de la classe possédante. Un fils unique suffira pour perpétuer le nom et recueillir l'héritage. Le poète Hésiode, qui vécut au VIII<sup>e</sup> siècle avant J.-C., a une petite propriété en Béotie : il ne souhaite qu'un fils. La règle de l'indivision (Sparte, Thèbes) conduit à restreindre les naissances. Là où le régime successoral édicte le partage des biens, comme à Athènes, on aboutit au même résultat, car le citoyen riche ne veut pas appauvrir ses héritiers en divisant le patrimoine.

Les lois et les mœurs vont dans le même sens. Sparte envoie les nouveau-nés chétifs aux Apothètes, à la mort. Le législateur de Crète prescrit la réclusion des femmes et les rapports homosexuels. A l'exposition des enfants, à la sodomie s'ajoute la pratique de l'avortement, toléré quand le chef de famille l'ordonne.

La coutume des liaisons extra-conjugales, dont Périclès, qui vécut avec la belle et savante Aspasia, avait donné l'exemple, se répand au siècle suivant (Praxitèle et Phryné, Aristippe et Laïs, Ménandre et Glycère, Epicure et Léontion, etc...) Un plaideur s'écrie devant ses juges :

Nous avons des épouses pour perpétuer notre

1. PLATON : *Lois*, VIII.

2. PLATON : *République*, VIII.

nom, des concubines pour nous soigner, des courtisanes pour nous divertir<sup>1</sup>.

Le célibataire endurci et l'hétaïre deviennent des personnages de comédie. Le « règne des courtisanes » précipite le discredit du mariage, considéré, à partir du IV<sup>e</sup> siècle, comme une convention désuète, une institution artificielle. La famille se désagrège, s'éteint. Le compilateur Stobée rapporte cette pensée, caractéristique du temps où commença le processus de dépopulation :

Rien d'aussi malheureux qu'un père, sinon un père qui a plus d'enfants.

Pour échapper aux charges d'une famille nombreuse, le pauvre invoque l'impossibilité de subvenir à ses besoins, le riche allègue la sollicitude paternelle, car il se refuse à engendrer des malheureux... En fait, au lieu d'élever des enfants, il dépensera souvent sa fortune en banquets et en beuveries<sup>2</sup>.

La baisse de la natalité en Grèce est due surtout, non pas à la diminution de la fécondité matrimoniale, comme de nos jours, mais à la diminution de la nuptialité. Maintes inscriptions archéologiques en font foi. Une inscription d'Ilion, qui date du III<sup>e</sup> ou du II<sup>e</sup> siècle avant notre ère, mentionne la situation de famille de 100 citoyens : 65 % sont célibataires et les 35 citoyens mariés n'ont que 27 enfants. Une inscription de Milet, datant de la même époque, indique elle aussi une forte proportion de célibataires.

Dans une page célèbre, l'historien Polybe, né à Mégalopolis à la fin du III<sup>e</sup> siècle avant J.-C., évoque la grande pitié de la Grèce aux enfants de plus en plus rares et définit ainsi les causes de son dépeuplement :

Pour moi, je ne vois pas qu'il faille imputer aux dieux les malheurs qui viennent de frapper la Grèce, c'est-à-dire la dépopulation qui fait que nos villes sont désertes et nos campagnes en friche, sans même qu'il y ait guerres de longue durée ni épidémies... La cause du mal est manifeste... Par vanité, par avarice ou par lâcheté, les hommes ne veulent ni se marier ni élever d'enfants hors du mariage ; c'est à peine s'ils en gardent un ou deux, afin de

1. GLOTZ : *La Cité grecque*, p. 346.

2. POLYBE : *Histoire*, XX.

leur laisser de la fortune et de leur assurer une existence luxueuse : ainsi le fléau a pris un développement rapide et insidieux, Que dans ces familles d'un ou de deux enfants, la guerre ou la maladie vienne à prélever son tribut, l'on voit fatalement les maisons s'éteindre et, de même que les essaims d'abeilles, les cités se dépeuplent, elles perdent en peu de temps leur puissance<sup>1</sup>.

Polybe se borne à incriminer les mœurs : affaiblissement du sentiment civique, relâchement de la moralité, scepticisme et égoïsme. Il importe de pousser plus loin son analyse.

La dépopulation provient surtout de l'esclavage.

Si l'esclavage est la forme prédominante de la production chez tous les peuples dont le développement dépasse la vieille communauté, il est aussi, en fin de compte, une des causes principales de leur décadence<sup>2</sup>. Il a comme contrepartie l'oisiveté de la classe des citoyens. La population libre, dont une fraction de plus en plus nombreuse tombe, à partir des guerres médiques, dans le dénuement, se détourne du travail productif à cause de la concurrence servile et parce que le régime même de l'esclavage fait du travail manuel une déchéance et un déshonneur. Athènes est la seule ville, avec Corinthe, où le travail manuel ne soit pas systématiquement méprisé : la loi punit quiconque reproche à un citoyen son métier. Mais là encore règnent les préjugés hérités des siècles de régime aristocratique : les propriétaires fonciers se considèrent comme de nobles personnages, face aux artisans, aux fabricants, aux boutiquiers qui ne possèdent pas une parcelle de terre. Aristophane brocarde Eucrate, le marchand d'étoupe, Lysiclès, le marchand de moutons, Cléon qui sent le cuir...

Avec le développement du commerce et de l'industrie vint l'accumulation et la concentration des richesses en un petit nombre de mains, l'appauvrissement de la masse des citoyens libres, auxquels il ne resta que le choix, soit de concurrencer le travail des esclaves par leur propre travail manuel — ce qui était considéré comme déshonorant, vil, et ne promettait d'ailleurs que peu de succès —, ou encore de tomber dans la gueusaille. Dans les circonstances données, ils adoptèrent par nécessité cette dernière solution, et,

1. POLYBE : *Histoire*, XXXVII.

2. ENGELS : *Anti-Dühring*, p. 213. Editions Sociales.

comme ils formaient la masse, ils amenèrent ainsi la ruine de l'Etat athénien tout entier. Ce n'est pas la démocratie qui a ruiné Athènes, comme le prétendent les cuistres européens, flagorneurs de princes, c'est l'esclavage, qui proscrit le travail du citoyen libre<sup>1</sup>.

L'esclavage qui, à première vue, peut sembler avantageux à une société, puisqu'il lui fournit une main-d'œuvre gratuite, se révèle des plus onéreux, car il maintient la production à des niveaux extrêmement bas.

Ses conséquences sont aussi funestes dans le domaine démographique.

La population servile ne procréait pas, parce que l'entretien d'un enfant d'esclave jusqu'à l'âge où il pourra travailler revient plus cher que l'achat d'un esclave adulte, ramené d'Asie Mineure ou d'Egypte. Les propriétaires empêchaient leurs esclaves de proliférer en séparant les sexes.

Pour garder et nourrir les quelques esclaves qui lui servaient de domestiques, le citoyen se refusait, lui aussi, à engendrer et à s'imposer la charge d'enfants. Il préférait remplacer l'épouse légitime par une esclave moins coûteuse, soumise à la volonté du maître et dont il se débarrassait quand elle avait cessé de plaire.

La stérilisation des forces productives, la pénurie d'hommes, effets d'un régime économique et social fondé sur l'esclavage, l'étroitesse de la cité, telles furent les causes de la décadence prématurée de la Grèce.

Impuissante à dépasser l'économie esclavagiste, incapable de réaliser son unité nationale et d'assurer son indépendance, la Grèce, divisée et déchirée, manquant de citoyens et de soldats, tomba sous la domination étrangère. L'hellénisation du monde antique se fit par l'entremise du conquérant macédonien, alors que la Grèce subjuguée retournait à l'indigence et à l'abandon auxquels une nature ingrate semblait l'avoir irrémédiablement condamnée et d'où l'avait tirée son génie. Ses campagnes inhabitées redevinrent des landes incultes, ses villes et ses temples tombèrent en ruine. Quelques siècles plus tard, au pied des autels désertés du sanctuaire d'Olympie, où les délégations de tant de cités illustres s'étaient pressées autour de la statue de Jupiter, chef-d'œuvre de Phidias, des bûcherons et des bergers, revenus à la condition

1. ENGELS : *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, p. 111, Editions Sociales.

des âges primitifs, foulait la poussière des dieux morts et contemplaient d'un œil atone les sculptures consacrées au combat des Centaures et des Lapithes, sans chercher à capter un rayon des soleils éteints, sans même se souvenir de leurs aïeux qui, par leurs exploits et leurs créations, avaient donné à la Grèce un impérissable éclat.

## LES EMPEREURS ROMAINS ET L'ÉGLISE CHRÉTIENNE

L'étude de la population, chez les Romains comme chez les Grecs, n'éclaire pas seulement leurs mœurs, leur mentalité, leur condition d'existence : elle comporte des enseignements d'une portée générale. Le manque d'hommes — refus et reflux de la vie — a préparé et illustré le déclin et la chute de la civilisation antique. La corrélation entre les processus conjoints de la dépopulation et de la décadence incite à rechercher leurs causes communes dans les structures sociales et le mode de production. La Grèce restreint la natalité, le législateur romain la stimule. L'exemple de Rome prouve que les encouragements natalistes se révèlent vains lorsque les facteurs économiques agissent en sens contraire.

A Rome comme en Grèce, l'esclavage a exercé une influence prépondérante sur la démographie : il pousse au célibat et à l'abaissement de la fécondité. Sur le plan économique, il favorise la formation de la grande propriété, des latifundia ; il concurrence le travail libre et ruine le petit producteur autonome. Par là également, il est un facteur de stérilité.

Le cours différent de l'histoire grecque et de l'histoire romaine explique les dissemblances des conceptions démographiques. Bien que les cités de l'Hellade se combattissent au cours de guerres sans cesse renaissantes, les Grecs se considéraient comme un monde à part, ayant une civilisation commune ; ils s'opposaient aux autres peuples qu'ils traitaient de barbares. Ils avaient un idéal statique, la cité, dont Platon et Aristophane ont fixé les justes proportions. Rien de pareil à Rome. Le petit Etat des bords du Tibre s'étendit, à la suite de conquêtes successives, jusqu'à la péninsule ibérique, la mer du Nord, la Perse. La ville bâtie sur sept collines deviendra la capitale du monde antique, la métropole où afflueront les richesses et qui éclipsera les cités les plus glorieuses. D'un bout à l'autre de son histoire, Rome la conquérante, Rome l'insatiable, Rome qui se sent appelée à dominer l'univers, souhaite une population nombreuse. Elle ne recherche pas l'équi-

libre, encore moins la limitation démographique. La vocation impériale exige que les vides causés par les guerres mangeuses d'hommes soient comblés par des naissances continuelles.

### *Le mouvement de la population sous la République.*

Le noyau primitif des Romains, entre lesquels le sol a été réparti de façon égale, s'adonne à l'agriculture et à la guerre, les deux occupations autorisées par Romulus. Il n'y avait jamais assez d'hommes pour conquérir des terres et pour les cultiver. Le glaive précédait la charrue, le soldat se faisait laboureur. Les conditions économiques et sociales poussaient à la prolificité ce peuple de petits paysans, au sein duquel s'accomplira bientôt un processus de différenciation entre ceux qui verront grandir leur propriété et ceux qui la perdront, entre patriciens et plébéiens.

Tout contribue alors à une natalité abondante : les croyances, les lois, les mœurs. La religion — et notamment les cultes priapiques — exaltent la vie et la fécondité. Le mariage doit procurer des citoyens à l'Etat. L'homme et la femme s'unissent pour avoir des enfants. Ces enfants seront nombreux, comme en témoignent les prénoms : Septimus, Octavus, Decimus, qui désignent le fils né le septième, le huitième, le dixième.

Très tôt des mesures sont prises en faveur du mariage et des familles nombreuses. Le deuxième roi de Rome, Numa Pompilius, défend au père dont le fils s'est marié avec son consentement de le vendre comme esclave. Son successeur, Tullus Hostilius, après la défaite des Curiaces, qui entraîna la soumission d'Albe, ordonna, pour commémorer l'exploit des Horaces, que les trijumeaux fussent nourris aux frais de l'Etat jusqu'à leur majorité.

Lorsque Tarquin le Superbe fut chassé de Rome et que Por-senna, lars étrusque, entreprit de le rétablir sur le trône et assiégea Rome (507 avant J.-C.), le Sénat, pour maintenir la plèbe dans l'obéissance, lui accorda quelques avantages : ainsi les pères de famille pauvres furent dispensés de payer l'impôt.

La population et la puissance de Rome croissaient rapidement. Caton, Virgile, Lucrèce ont célébré les vertus austères des vieilles familles romaines, laborieuses, économes, prolifiques.

La République a besoin d'hommes. Elle fait tomber, avec la loi Canubia (445 avant J.-C.), l'interdiction du mariage entre patriciens et plébéiens<sup>1</sup>. On poursuit les célibataires. En 403 avant J.-C.,

1. Il faudra attendre la loi Papia Poppaea (9 après J.-C.) pour que soit autorisé le mariage entre citoyens et affranchies.

la guerre contre les Volsques ayant réduit au veuvage un grand nombre de femmes, les censeurs Camille et Postumius Albinus usèrent, pour leur trouver des maris, de la persuasion et de la menace. Ils infligèrent une taxe spéciale, l'*aes uxorium*, aux hommes qui avaient dépassé l'âge du mariage et les admonestèrent en ces termes :

La nature, en vous donnant l'existence, vous a fait une loi de la transmettre à d'autres. Vos parents, en prenant soin de votre enfance, vous ont imposé une obligation que l'honneur vous commandait de remplir, celle d'élever une postérité. La fortune vous a laissé le temps d'acquitter cette dette, et cependant vous avez passé vos jours sans porter le nom d'époux et de père. Allez donc et payez l'amende que vous devez au profit de la grande famille<sup>1</sup>.

Jusqu'au III<sup>e</sup> siècle avant J.-C., nulle trace de dépopulation à Rome. Mais les guerres puniques, les campagnes d'Espagne et de Macédoine entraînent de lourdes pertes. Beaucoup de citoyens se fixent dans les pays conquis.

En 252, au cours de la première guerre punique, on compte 287.797 citoyens recensés; en 247, 241.712, soit 56.000 de moins en cinq ans. En 234, le nombre des citoyens remonte à 270.713. Puis vient la deuxième guerre punique (218-201), l'invasion de l'Italie, les défaites de la Trébie, de Trasimène, de Cannes où tombent 50.000 Romains, dont la moitié étaient des citoyens. Au cens de 209, on compte 237.108 citoyens, en 204, 214.000 à peine. Rome sort victorieuse de l'épreuve. Le nombre des citoyens remonte, malgré les guerres qui se succèdent. Mais il faudra attendre l'an 169 pour retrouver avec 312.805 citoyens le chiffre du début du III<sup>e</sup> siècle.

Vers 160, le mouvement d'ascension s'arrête. A l'augmentation des quarante dernières années succède une période de stagnation et de régression. Le corps des citoyens recensés a diminué de 20.000 en trente ans. La crise démographique s'accompagne d'une crise de l'agriculture.

Tiberius Gracchus, nommé tribun du peuple en 133, avait été frappé de voir, en traversant l'Etrurie, ce pays vide de citoyens et peuplé seulement de laboureurs et de pâtres esclaves. Le double fléau de la multiplication des esclaves et de l'épuisement de la vieille souche italique où s'étaient recrutées les légions romaines lui parut lié à l'extension démesurée des latifundia. Pour rendre

1. DENYS D'HALICARNASSE, IX.

vigueur à la population et à l'économie, Tiberius Gracchus conçut une réforme agraire.

Depuis ses origines, l'Etat romain s'appropriait par des confiscations une partie du territoire conquis. Ce domaine public, l'*ager publicus*, était surtout réservé à l'exploitation pastorale. Les riches propriétaires fonciers s'appliquèrent à rendre perpétuels leurs droits d'usage, ils cessèrent de payer leurs redevances à l'Etat, en même temps qu'ils s'emparaient, par l'hypothèque et par l'usure, de la petite propriété libre, de l'*ager privatus*. Ils trouvaient avantageux, suivant l'exemple du vieux Caton, de transformer en pâturage les terres de labour. Des pâtres esclaves remplacèrent les anciens cultivateurs libres, qui, dépouillés de leurs biens et cherchant du travail, affluèrent dans les villes, où la concurrence des esclaves devait les réduire à la misère.

La République romaine avait favorisé les usurpations des grands propriétaires. Les limitations imposées aux spoliateurs, comme celles qu'édictait la loi Licinia, n'avaient jamais été appliquées. Les vaillants laboureurs de la péninsule, ruinés par l'importation du blé des pays tributaires, expropriés par une législation dévorante, décimés par des guerres sans fin, se raréfiaient de plus en plus...

Tiberius Gracchus voulut mettre fin aux envahissements de la grande propriété, arrêter la dépopulation, reconstituer la classe des cultivateurs libres, diminuer le nombre des esclaves. Sa réforme ne portait que sur les terres domaniales dont les grands propriétaires fonciers s'étaient emparés. Il proposait qu'on limitât leur droit d'occupation à 125 hectares et à 250 s'ils avaient deux fils. Quant aux plébéiens, ils devaient recevoir des lots inaliénables, probablement de sept hectares et demi, libres de toute redevance. Tiberius Gracchus obtint qu'on appliquât la loi en faisant déposer par les comices le tribun Octavius qui s'y opposait. Afin de parachever son œuvre, il brigua sa réélection au tribunat : les propriétaires prirent les armes et l'assassinèrent. Son frère, Caius Gracchus, conféra aux Latins le droit de cité, qu'il se proposait d'étendre ensuite à toute l'Italie, ce qui eût évité la guerre sociale trente ans plus tard ; il méditait de nouvelles réformes quand il fut, lui aussi, assassiné.

Dès lors commence un processus de désagrégation sociale qui minera le majestueux édifice romain. Le butin ramassé à Carthage, en Grèce, en Asie, va corrompre les mœurs, allumer les convoitises, rendre caduques les antiques vertus. Tandis que les proconsuls se livrent à des exactions et à des rapines, les classes supérieures, qui bénéficient les premières de cet enrichissement gi-

gantesque, se ruent à la curée ou s'abandonnent à la mollesse des Grecs de la décadence. Quant à la plèbe romaine, elle devient peu à peu une multitude sans caractère et sans dignité, mûre pour la tyrannie des Césars et qui demandera seulement « du pain et des jeux ».

L'appétit de lucre, le goût des plaisirs et du faste, la convoitise et l'envie sapent les assises traditionnelles, ruinent l'esprit civique.

Avec des biens au-dessus d'une condition privée, il fut difficile d'être un bon citoyen; avec les désirs et les regrets d'une grande fortune ruinée, on fut prêt à tous les attentats; et, comme dit Salluste, on vit une génération de gens qui ne pouvaient avoir de patrioïne ni souffrir que d'autres en eussent <sup>1</sup>.

Le vieux mariage romain aux rites sévères était depuis longtemps tombé en désuétude. On l'avait dégagé de sa forme religieuse qui lui conférait le caractère d'un contrat indissoluble. Le divorce, autorisé dès les premiers siècles de la République, devint de plus en plus fréquent après les guerres puniques, de sorte que les unions durables constituaient l'exception. La législation nouvelle laissait à la femme, demeurée sous la puissance paternelle, la libre disposition de sa dot, qu'elle conservait en cas de divorce.

Comme en Grèce, le célibat séduit les citoyens qui recherchent une vie facile. Déjà Plaute (250-184), dans *Le Soldat fanfaron*, montrait les avantages du célibat, état économique et profitable, puisque les amis du célibataire à héritage le comblent de prévenances.

Cependant, les magistrats, alarmés par les résultats du recensement de 131, veulent conjurer la menace qui pèse sur l'avenir du pays. L'un des deux censeurs, Quintus Cæcilius Metellus Macedonius, le conquérant de la Macédoine, propose de contraindre tous les citoyens romains au mariage et fait appel à leur patriotisme :

Romains, si nous pouvions nous passer des femmes, assurément aucun de nous ne voudrait se charger d'un tel ennui. Mais puisque la nature a arrangé les choses de telle sorte qu'on ne peut ni bien vivre avec une femme, ni vivre du tout sans femme, assurons la

---

1. MONTESQUIEU : *Considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence*, chap. X.

perpétuité de notre nation plutôt que le bonheur de notre courte vie.

Le nombre des citoyens romains allait pourtant s'accroître, non point par la multiplication des mariages, mais par l'extension du droit de cité, à la suite de la guerre la plus terrible qui eût ébranlé Rome depuis Hannibal (90-88). Les alliés de Rome, qui versaient leur sang pour elle sans en retirer aucun avantage, se soulèvent afin d'obtenir le droit de cité qu'on leur refusait. La guerre sociale se termina par la victoire de Sylla. Mais la loi Julia (90) accordait le droit de cité aux villes alliées si elles avaient été fidèles; la loi Plautia Papiria (89) l'accordait à titre individuel à ceux des alliés qui le demandaient; la loi Pompéia l'accordait aux Gaulois de Transpadane. Au cens de 70, le nombre des citoyens s'élève à 910.000.

Cinquante années de guerres civiles marquées par le soulèvement de Spartacus (73-71), les massacres, les proscriptions, les exécutions en masse réduisent le nombre des citoyens. Mais les candidats à ce titre ne manquent pas. Sous Auguste, le total de la population civique mâle oscilla autour d'un million et demi.

### *Les lois d'Auguste.*

Favoriser l'accroissement de la population romaine pour que Rome puisse conquérir le monde, empêcher le dépérissement et l'extinction des familles aristocratiques, voilà ce que se proposent César et Auguste.

Au cours de son premier consulat (59 avant J.-C.), César distribue des terres en Campanie aux citoyens ayant au moins trois enfants : on n'en dénombre que 20.000. Devenu dictateur, il fait inscrire en premier sur la liste des sénateurs celui qui a le plus d'enfants. Il défend aux femmes de moins de quarante-cinq ans qui n'ont ni mari ni enfant de se promener en litière. Il accorde aux candidats aspirant à certains honneurs autant d'années de dispense qu'ils ont d'enfants. Par la loi Julia, il interdit aux célibataires, y compris les veufs et les divorcés, de recevoir des héritages et des legs d'un étranger: les magistrats pourront obliger les parents à marier leurs enfants ou à doter leurs filles.

Auguste continua la politique de César, tout au long d'un règne qui dura plus de quarante ans (31 avant J.-C. - 14 après J.-C.). Il cherche d'abord à gagner l'opinion publique en ralliant à la cause du redressement moral et démographique Mécène et

Horace : ce dernier, dans une ode, propose en exemple aux Romaines les vertus des femmes scythes et gètes.

Le premier édit d'Auguste, peu après son avènement, oblige les fils de famille à se marier : il ne sera pas appliqué. Properce, l'amant de l'inconstante Cynthia, s'en réjouit :

Cette loi que devait nous séparer, bien que Jupiter même ne puisse contre leur gré séparer deux amants, cette loi qui naguère nous faisait verser tant de larmes, vient d'être retirée.

Auguste n'abandonna pas son dessein de réformer les mœurs matrimoniales de la noblesse. Ne pouvant accorder de dégrèvements fiscaux aux ordres privilégiés des sénateurs et des chevaliers qui ne payaient plus d'impôts directs, il s'efforça de vaincre leur répugnance au mariage en frappant d'amendes les célibataires et en promulguant contre eux des interdictions.

Une série de lois sur l'adultère, les dépenses somptuaires et le mariage apportent des modifications profondes au droit familial. A ces *lex Julia de adulteriis coercendis* ou de *pudicitia*, *lex Julia sumptuaria*, *lex Julia de maritandis ordinibus*, s'ajoutera, vingt-cinq ans plus tard, en 9 après J.-C., la *lex Papia et Poppaea*, du nom des consuls qui la présentèrent.

Ces différents textes, désignés sous le nom de lois caducaires, constituent un ensemble qui vise à fortifier le mariage et encourager la natalité. L'adultère, devenu délit public, est puni par la relégation dans une île, la confiscation partielle de la fortune, l'interdiction de contracter un nouveau mariage légitime. Le législateur s'efforce de refréner le luxe des femmes en limitant leurs dépenses. Le divorce est rendu plus malaisé; le mari qui répudie sa femme doit restituer sa dot. Pour le mariage, la loi écarte les obstacles qui provenaient de la volonté du père ou des tuteurs. La fille nubile peut exiger de son père une dot en rapport avec sa fortune. Le conjoint survivant est tenu de se remarier dans un délai de deux ans, le divorcé dans un délai de dix-huit mois. Les mariages entre citoyens et affranchies sont autorisés, sauf entre les sénateurs et les affranchies dont le métier est considéré comme déshonorant (actrices, courtisanes, cabaretières). Les unions libres entre citoyens et affranchies constituent désormais un mariage d'une espèce inférieure : le concubinat, qui soustrait les célibataires aux pénalités et aux incapacités légales. Désormais, le législateur ne distinguera plus entre enfants issus du concubinat et ceux qui sont nés du mariage. Les *orbi*, c'est-à-dire les époux sans enfant, sont frappés des mêmes incapacités que

les célibataires, mais réduites de moitié. Ils n'ont droit qu'à la moitié de leur part légale dans les successions (Plutarque constate qu'on se mariait non pour avoir des héritiers, mais des héritages). Les époux sans enfant ne peuvent se léguer que le dixième de leurs biens, alors qu'aucune restriction n'existe pour les époux qui ont des enfants.

Le Sénat, malgré sa répugnance, vota ces textes en 17 avant J.-C., après des débats où certains sénateurs, à propos du luxe et de la légèreté des femmes, firent allusion à Livie, l'épouse d'Auguste. Aux termes de la loi votée, les célibataires devaient être exclus des Jeux Séculaires de l'an 17, institués en l'honneur des divinités du monde souterrain, et qui n'avaient pas été célébrés depuis 148. L'empereur consentit à ce qu'on ne leur appliquât pas la loi. Soumises à la ratification populaire, les lois furent rejetées par les comices. Auguste les adoucit et accorda aux célibataires un délai de trois ans. Elles furent alors acceptées, mais ne continuèrent pas moins à susciter une opposition violente. Quand le délai de trois ans fut écoulé, Auguste le prolongea encore de deux ans. Comme les chevaliers ne voulaient pas se soumettre, Auguste les rassembla sur le Forum. Il sépara les pères de famille des célibataires et s'adressa en ces termes aux premiers :

Peu nombreux à l'origine, nous avons fini, pour avoir cultivé le mariage et procréé des enfants, par surpasser tous les peuples non seulement en courage, mais encore en population. Ces souvenirs doivent nous engager à compenser la condition d'une nature mortelle par une succession ininterrompue de générations, comme ces flambeaux qu'on se passe de main en main, afin que le seul avantage par quoi notre sort est inférieur à celui des dieux, l'immortalité, nous nous l'assurions en nous remplaçant les uns après les autres<sup>1</sup>.

Puis il lança une violente diatribe contre les célibataires. Il leur rappela que la cité ne consistait pas dans des maisons et dans des portiques, mais qu'elle était l'œuvre des hommes; il menaça ces mauvais citoyens de les soumettre, s'ils persistaient dans leur attitude, aux mêmes règles de chasteté que les Vestales...

La loi *Papia Poppaea* atténuait certaines rigueurs des lois juliennes et instituait un statut spécial pour les pères de trois enfants : le *jus trium liberorum*. Ces pères de trois enfants étaient exonérés de l'impôt sur les successions et de charges diverses

1. DION CASSIUS, LIV

comme la tutelle; ils bénéficiaient de dispenses d'âge, de priorités, de privilèges. Un autre statut, le *jus patrum*, avantageait le père d'un enfant par rapport aux célibataires et aux *orbi*.

C'étaient là des primes au mariage et à la natalité. Mais les lois comportaient aussi des primes à la délation, le délateur recevant un quart des biens de ceux qui enfreignaient la loi.

Les lois d'Auguste, que leur auteur considérait comme son œuvre principale, et dont Montesquieu écrit « qu'elles forment la plus belle partie des lois civiles des Romains »<sup>1</sup>, produisirent-elles les effets attendus ?

Horace observe que les lois ne sont rien sans les mœurs :

... *Quid leges sine moribus  
Vanæ proficiunt ?*

Les principaux défenseurs de la législation d'Auguste étaient eux-mêmes des célibataires : Horace, Mécène, Papius, Poppeus...

La haute société romaine se réforma-t-elle ? Le déclin démographique cessa-t-il ? Il ne le semble pas. Dans sa satire contre les femmes, Juvénal dénonce la fréquence des avortements. Sénèque constate que l'adultère est toujours pratiqué et que personne n'en a honte. Plutarque parle des *orbi*, entourés d'une nuée de flatteurs qui s'enfuirent après la naissance du premier enfant. Tacite, dans les *Annales*, déclare que les lois d'Auguste ne diminuèrent pas le nombre des célibataires et n'augmentèrent pas le nombre des naissances. Pétrone, l'auteur du *Satyricon*, dépeint les débauches et les orgies d'une classe qui se refuse à la paternité.

L'auteur même de la loi y avait apporté les premières entorses. A la mort de Drusus, son fils adoptif, Auguste fit décerner à Livie, en guise de consolation, le *jus trium liberorum*.

Plus tard, dispenses et faveurs se multiplient. Martial, en récompense de ses poèmes, obtient de Domitien qu'il soit « réputé père de trois enfants ». Pline le Jeune et Suétone se voient accorder le même privilège.

Les célibataires s'ingéniaient à tourner la loi, comme l'explique Tacite. Des sénateurs sans enfant se procuraient, pour les élections, des fils par des adoptions fictives; puis, après avoir profité des avantages accordés aux pères de famille, ils émancipaient ceux qu'ils avaient adoptés.

L'opposition des classes dirigeantes ne désarmait pas. Comme la délation sévissait, Néron réduisit les primes accordées aux déla-

1. MONTESQUIEU : *De l'esprit des lois*, livre XXIII, chap. XXI.

teurs. Titus et Domitien punirent les auteurs de fausses dénonciations.

Les rangs de l'aristocratie romaine continuèrent à s'éclaircir. Cependant les empereurs considéraient les lois caducaires comme efficaces et s'efforçaient de les développer. Nerva et Trajan (98-119) instituent des fondations alimentaires pour aider les citoyens pauvres à élever leurs enfants. Adrien (119-138) favorisa encore davantage les pères de famille, préférant, disait-il, « accroissement d'hommes à abondance d'argent ».

Mais les lois caducaires se heurtaient à un nouvel ennemi : le christianisme.

### *Le christianisme contre les lois d'Auguste.*

Ce n'est pas un souffle révolutionnaire qui anime le christianisme quand il maudit Rome, la grande prostituée, où la foule adore les dieux païens. Il ne se propose pas d'abolir la suprême injustice — l'esclavage. La nouvelle religion se contente de menaces mystiques, elle accepte l'écrasement sur la terre, elle détourne l'opprimé de la lutte sociale. Si le Christ, le rédempteur mort pour les péchés du monde, a vaincu, c'est que Spartacus, l'insurgé qui tenta de conquérir la liberté les armes à la main, a été vaincu<sup>1</sup>. A la révolte succède la résignation, au vengeur terrestre le juge céleste.

Quand Jésus proclame : « Rendez à César ce qui est à César... » ou « Mon royaume n'est pas de ce monde », il consacre le renoncement et l'abdication. Saint Paul, dans l'*Épître à Tite*, recommande aux esclaves « de rester soumis à leurs maîtres, de chercher à leur plaire en toutes choses, de ne pas les contredire, de ne rien dérober ». Saint Augustin déclare : « La mission de l'Église n'est pas de faire les esclaves libres, mais de les faire bons ». Pour saint Ambroise, « la servitude est un don divin ». Saint Jean Chrysostome ne veut pas que l'esclave recherche l'affranchissement.

Le christianisme primitif n'a été révolutionnaire que dans la mesure où les premières communautés chrétiennes, constituées sur des bases démocratiques, aspiraient à un bouleversement social, souhaitaient l'avènement du royaume de la justice sur la terre, se dressaient contre les oppresseurs et les exploités. Mais si ce christianisme primitif, très différent de la religion

1. HAINCHELIN : *Les Origines de la religion*, p. 155. Editions Sociales.

dogmatiquement définie au concile de Nicée, présente un côté subversif par ses tendances égalitaires, jamais il ne porta la lutte sur son véritable terrain.

A mesure que s'organisaient les communautés chrétiennes, l'influence des classes dominantes prévalait dans leur sein. La reconnaissance du christianisme comme religion officielle accentua son caractère réactionnaire. Il oublia vite ses premières « naïvetés ».

Le christianisme sut épouser les haines des pauvres contre les riches et rassurer les riches en renvoyant dans un autre monde la réparation des injustices du sort, la rémunération des vertus et l'égalisation des conditions et du bien-être. Il fut, malgré ses allures démagogiques du début, une soupape de sûreté pour les classes possédantes<sup>1</sup>.

Rome avait vécu dans le double culte de l'Etat et de la famille. Le christianisme va dédaigner l'un et l'autre. Il est moins favorable à la natalité que le judaïsme qui ordonne à tous les hommes de se marier; il l'est moins que les vieilles religions de l'Orient qui poussent à la procréation pour continuer à entretenir le culte des ancêtres; il l'est moins que la religion romaine qui conférait un pouvoir absolu et des privilèges au père de famille. Le christianisme a pour idéal non pas la famille, mais la sainteté. Il exalte le célibat et la continence<sup>2</sup>. Il oppose l'esprit à la chair, méprisée, mortifiée; il place la chasteté au-dessus de la fécondité. Il vise non à la perpétuation de l'espèce, mais à la perfection spirituelle, au salut de l'âme.

« Je suis venu séparer l'homme de son père, la fille de sa mère, la bru de sa belle-mère, dit Jésus. L'homme aura pour ennemis les gens de sa propre maison. » L'Eglise primitive commença par ne pas reconnaître le mariage romain. Elle enlève ses pouvoirs au père de famille, elle rabaisse l'époux. Ce n'est pas aux félicités, mais aux flammes de l'enfer que songe saint Paul à propos du mariage : il concède pourtant qu'il vaut tout de même mieux se marier que de brûler. « C'est pourquoi, écrit-il, celui

1. LAFARGUE : *Le Déterminisme économique de Karl Marx*, p. 287. Edit. Giard.

2. Certaines sectes chrétiennes des premiers siècles poussèrent cette attitude jusqu'à des conséquences extrêmes. Le manichéisme condamne le mariage; il préconise tantôt sous l'influence de l'Orient, la licence des plaisirs charnels et la communauté des femmes, tantôt la virginité universelle, les deux systèmes tendant à l'extinction de la race humaine. Marcionites et docètes proscrirent, eux aussi, le mariage.

qui marie sa fille fait bien; mais celui qui ne la marie pas fait mieux<sup>1</sup>. » Tous les Pères de l'Eglise proclament l'abjection de la femme. Tertullien, pour qui la femme est « la porte du diable », estime que les enfants constituent un obstacle dans la voie du salut : il flétrit les lois caducaires. Saint Ambroise confond le célibat avec la pureté des anges. Saint Jérôme, apôtre de la vie ascétique et de la chasteté, donne pour racine au mot latin *caelebs*, célibataire, le mot *caelum*, ciel, comme si tous les célibataires étaient des élus célestes. « On leur a donné ce nom, affirme-t-il, parce qu'ils sont dignes du ciel. » Contempteur de la chair, il professe une haine vigoureuse du mariage : « Mettons la main à la cognée et coupons par ses racines l'arbre stérile du mariage. »

Mais le droit canonique qui s'élabore au IV<sup>e</sup> siècle tempère ces rigueurs. S'il n'admet d'autre régime matrimonial que le régime dotal qui rend l'épouse incapable et impuissante, il voit dans le mariage une concession aux faiblesses humaines et dans la famille l'état le meilleur pour la moyenne des fidèles, car ils ne sauraient tous prétendre au célibat et à la sainteté. Ceux qui ne peuvent s'évader de leur condition charnelle ni s'élever au-dessus de la nature jusqu'à Dieu, le sacrement du mariage les sauvera de la chute, il empêchera que la nature ne les écarte de Dieu. Le lien béni par l'Eglise ne saurait être rompu : aussi rejette-t-elle le divorce, si fréquent à Rome. Saint Matthieu avait assimilé les secondes noces à l'adultère<sup>2</sup>.

En opposition également aux mœurs gréco-romaines, l'Eglise primitive condamne l'avortement et l'infanticide. La Didaché, le plus ancien catéchisme qui date des environs de 90, ordonne : « Tu ne tueras point l'enfant par avortement et tu ne l'assassineras pas une fois né. » Justin, philosophe grec martyrisé à Rome au II<sup>e</sup> siècle, flétrit l'infanticide et l'abandon des enfants, pratiqués par les païens : « Nous avons des enfants, mais ce n'est pas pour les tuer ou les jeter à la rue. » Tertullien, Lactance, saint Jérôme, saint Jean Chrysostome condamnent l'avortement et l'assimilent à un crime. Saint Augustin admet seulement que l'avortement du fœtus non formé ne serait pas un infanticide proprement dit. Les conciles du IV<sup>e</sup> siècle excommunient les femmes qui se font avorter.

Dans le souci de ne pas contrevenir à l'ordre naturel, établi par la Providence, l'Eglise condamne tous les artifices anticonceptionnels. Elle se réfère implicitement au passage de la *Genèse* où le Seigneur châtie Onan. L'acte sexuel ne s'accomplira qu'entre les

1. SAINT PAUL : *Première épître aux Corinthiens*, chap. VII, 38 .

2. *Evangile selon saint Matthieu*, chap. X.

époux et sans aucun subterfuge. Il ne doit pas être détourné de sa destination normale : la procréation d'enfants.

Enfin, l'Eglise condamne également la castration, fort répandue à Rome. Origène, s'appuyant sur un texte de l'Écriture, se fit châtrer et en fut puni par l'Eglise d'Alexandrie, à la suite de quoi il déclara : « Une seule castration est permise, celle que réalise spirituellement la chasteté de l'âme<sup>1</sup>. »

Les Pères de l'Eglise, apologistes du célibat, de la virginité et du veuvage, approuvent les mesures des empereurs qui modifient ou annulent certaines dispositions des lois caducaires Deux siècles après leur promulgation, Tertullien pousse ce cri de triomphe :

Ne voit-on pas émonder par des rescrits et des édits émanés de vos princes l'immense et confuse forêt de vos lois ? Hier encore, l'empereur Sévère, le plus sérieux des souverains, n'a-t-il pas abrogé, malgré le prestige de leur antiquité, ces absurdes lois Papia qui ordonnent d'avoir des enfants avant le temps fixé pour le mariage par la loi Julia ?

Quand le pouvoir tombe, au début du iv<sup>e</sup> siècle, entre les mains des empereurs chrétiens, l'Eglise, maîtresse de l'Etat, s'applique à détruire les lois d'Auguste, à réhabiliter le célibat. Une constitution de Constantin, en 320, supprime les peines et les incapacités attachés au célibat et à l'*orbitas*. Elle laisse subsister le *ius trium liberorum*. Le concubinat légal institué par Auguste est interdit aux grands personnages de l'Etat. A la fin du iv<sup>e</sup> siècle, les mères qui jurent de ne pas se remarier après la mort de leur époux peuvent obtenir la tutelle de leurs enfants; sinon, on désigne un tuteur. L'influence de l'Eglise, hostile aux secondes noces qu'elle considère comme un péché, se manifeste dans cette prérogative accordée aux veuves.

En 458, l'empereur Majorien, qui ne règne que quatre ans, reprend la politique d'Auguste. Il demande aux femmes de donner des enfants à la patrie, interdit aux filles de prendre le voile avant quarante ans, oblige les veuves sans enfant à se remarier... Mais peu de temps après l'Empire d'Occident s'écroule...

Dans l'Empire d'Orient, Justinien I<sup>er</sup>, entre 528 et 542, abolit

---

1. Les conciles interdirent la castration; Constantin et Justinien, sous l'influence de l'Eglise, la réprimèrent sévèrement. Cependant, une bulle du pape Sixte-Quint, au xvi<sup>e</sup> siècle, fait mention des chanteurs castrats admis dans les grandes églises d'Italie. Les papes, au xvii<sup>e</sup> siècle, les font participer aux offices de la chapelle Sixtine pour relever par leur chant la pompe du culte.

« les *caduca*, nées à la suite des guerres civiles »... C'était la fin d'une législation qui, pendant des siècles, avait combattu le célibat, la stérilité dans le mariage et le veuvage.

En revanche, et toujours pour suivre les prescriptions de l'Eglise, les empereurs chrétiens sévissent contre l'adultère. Constantin édicte la peine de mort par le glaive et la confiscation des biens contre l'homme coupable d'adultère. Valentinien I<sup>er</sup> condamne à mort la femme adultère.

### *La dépopulation et la décadence de l'Empire romain.*

Durant deux siècles après la mort d'Auguste, la *pax romana* assura la prospérité à l'Empire et la population s'accrut. A partir du III<sup>e</sup> siècle, les coups des Barbares et la désagrégation interne précipitent le déclin.

La civilisation romaine s'est écroulée sous l'effet de causes économiques, sociales, politiques qui ont réagi les unes sur les autres. La ruine et la misère entraînèrent le dépeuplement qu'avait voulu éviter Auguste, le dépeuplement accentua la misère et la ruine.

Un mal chronique ronge la société romaine : l'impuissance des forces productives à briser les obstacles qui empêchent leur développement. Il n'existe pas, alors, de classe révolutionnaire : la lutte des esclaves est progressive, mais leur idéal — la restauration de la petite propriété — réactionnaire. L'impossibilité de s'élever consciemment à un niveau supérieur condamne le monde antique à périr.

Au cours des deux ou trois derniers siècles de leur existence, les rapports esclavagistes freinèrent de plus en plus le développement des forces productives. A cause de sa structure même, la société dédaignait et ignorait les inventions. Pourtant, au II<sup>e</sup> siècle, Héron l'Ancien d'Alexandrie avait découvert le principe du piston et, quinze siècles avant Denis Papin, l'utilisation de la vapeur<sup>1</sup>. On connaissait aussi le levier, la poulie, le treuil, l'engrenage. Mais ces premiers éléments du machinisme n'étaient pas appliqués à la production, par suite du bon marché de la main-d'œuvre servile<sup>2</sup>.

1. La « fontaine de Héron » est un appareil pneumatique dans lequel l'air exerce une pression sur la surface de l'eau qui s'échappe par un tuyau d'ascension. L'éolipyle était une boule qui prenait un mouvement de rotation sous la pression de la vapeur produite par l'eau qu'elle contenait.

2. La même remarque s'applique en ce qui concerne les travailleurs libres. Suétone rapporte que Vespasien se refusa à employer une machine

Tant que Rome poursuivit ses guerres de conquêtes, elle réduisit les captifs en esclavage. Quand elle atteignit le Rhin et le Danube, l'Arabie et la Perse, cette source de l'esclavage fut à peu près tarie. Les guerres sur les frontières se déroulaient contre des populations barbares qui ne vinrent plus grossir les effectifs d'esclaves que d'une manière intermittente : les jeunes Barbares étaient souvent incorporés dans l'armée romaine<sup>1</sup>.

Les implantations de Barbares prennent un caractère systématique avec Marc-Aurèle, qui soutint avec succès de longues guerres contre eux. Auguste avait déjà établi en Gaule des Ubiens, des Sicambres, des Suèves et, en Thrace, des Daces. Des centaines de milliers de Goths sont accueillis plus tard en Médie et en Thrace. L'Empire romain installe sur ses territoires des Barbares parce que, de plus en plus, il existe de vastes régions où sévit le dépeuplement.

L'esclavage favorise, naturellement, les formes de propriété et d'exploitation qui permettent le mieux de recourir au travail servile. En ce qui concerne la propriété foncière, l'insuffisance de productivité du travail servile doit être compensée par l'accroissement de la superficie cultivée. D'où la connexion entre l'esclavage et le développement des latifundia. Esclavage et latifundia accentuent l'inégalité de la répartition des richesses, leur concentration entre les mains d'un petit nombre de riches qui veulent s'emparer du pouvoir politique pour assurer le maintien de leur prédominance économique. Les grands propriétaires esclavagistes combattent, dépossèdent, oppriment de plus en plus la classe des petits et des moyens propriétaires<sup>2</sup>.

---

permettant de transporter à peu de frais des colonnes dans le Champ de Mars, afin de ne pas priver de gagne-pain ceux qui travaillaient pour un salaire.

1. Kautsky schématise et simplifie à l'excès quand il explique la décadence de l'Empire romain par l'impossibilité de poursuivre les guerres contre les Barbares pour recruter chez eux des esclaves. Sans doute la dépopulation des campagnes avait affaibli la force militaire des légions dont les paysans constituaient l'armature, et Rome s'écroula sous les coups des Barbares. Mais on ne saurait expliquer le déclin et la chute du monde antique si l'on n'analyse pas ses contradictions internes et si l'on s'en tient principalement, comme le fait Kautsky, à l'antagonisme externe qui opposa l'Empire romain aux Barbares. D'autre part, si l'esclavage représente le rapport d'exploitation dominant, il existe d'autres rapports (salarial, artisanat, colonat), dont l'étude doit trouver sa place dans un tableau de la décadence romaine.

2. Marx voit dans la lutte entre la grande propriété foncière et la petite le trait saillant de l'histoire de la République romaine. « J'ai relu il y a quelque temps l'histoire romaine depuis les débuts jusqu'au temps d'Au-

Appien a décrit le double processus de l'extension des latifundia et du travail servile au II<sup>e</sup> siècle avant J.-C. :

Les riches, ayant occupé une grande partie de cet *ager publicus* resté indivis, et confiant qu'avec le temps personne ne la leur enlèverait, s'approprièrent les petits domaines de leurs voisins peu aisés, amenant quelques-uns de ces derniers à les leur vendre, les enlevant aux autres par la violence; et ils se trouvèrent ainsi cultiver de vastes espaces au lieu de champs limités, employant comme ouvriers agricoles et bergers des esclaves, parce que la guerre ne les leur enlevait pas comme elle eût fait des travailleurs libres, et que l'acquisition d'esclaves leur donnait d'autre part de gros profits, ces derniers, soustraits aux périls de la guerre, pouvant multiplier en toute sûreté. Il s'ensuivit que les puissants s'enrichissaient d'une manière excessive et que l'esclavage s'étendait par tout le pays, pendant que la population italienne, réduite à la misère par les impôts et les guerres, diminuait de plus en plus. Et si elle venait à ne plus souffrir de ces maux, c'était pour tomber dans la langueur et l'inertie, la terre étant entre les mains des riches qui aimaient mieux se servir d'esclaves que d'hommes libres<sup>1</sup>.

Les esclaves étaient devenus objet de spéculation. On les achetait pour les dégrossir et les instruire, puis on les revendait. En certains cas, on favorisait leur reproduction, on les élevait dans un but exclusif de vente. Mais, généralement, la natalité était faible et la mortalité forte. Le prix des esclaves augmenta dans les dernières années de la République et sous l'Empire : au III<sup>e</sup> siècle, ils coûtaient si cher que leur emploi était devenu souvent désavantageux. L'importation des esclaves sur une vaste échelle, l'exploitation extrême à laquelle ils étaient soumis aggravèrent leur condition, surtout là où ils étaient achetés en grand nombre et employés loin des yeux du maître. Mais les esclaves domestiques, d'un niveau intellectuel souvent élevé et capables de remplir des fonctions importantes, jouèrent, dans la vie privée comme dans la vie publique, un rôle qui s'accrut quand la décadence de

---

guste. L'histoire intérieure se résume tout simplement dans la lutte entre la petite propriété foncière et la grande avec, naturellement, la modification spécifique due à l'existence de l'esclavage. » (*Lettre de Marx à Engels, du 8 mars 1855.*)

1. APPIEN : *De la guerre civile*, I, 7.

l'Empire s'accroît. Les esclaves et les affranchis de la maison impériale pénètrent, à partir de Claude, dans les cadres de l'administration.

En dehors de ces privilégiés, la masse des esclaves est astreinte, dans l'industrie et l'agriculture, à d'effroyables conditions de travail. Aussi les esclaves se révoltent-ils. À partir du III<sup>e</sup> siècle éclatent, notamment en Gaule, de véritables « guerres de paysans » : esclaves, colons, soldats et Barbares s'insurgent contre le pouvoir central.

Vers 270, les Bagaudes se soulevèrent, dévastèrent les châteaux et les habitations de leurs maîtres, emportèrent Autun après un siège de sept mois. Dans beaucoup de villes, le peuple leur ouvrait les portes. Vaincus par Claude et Aurélien, contenus par Probus, défaits par Carin, ils se reformèrent à l'avènement de Dioclétien, en 284, et grossirent leurs rangs d'une foule d'esclaves fugitifs, de colons, de propriétaires ruinés, de chrétiens proscrits. Ils furent écrasés par Maximin dans une boucle de la Marne, où s'élève aujourd'hui Saint-Maur-des-Fossés. Vingt ans après le passage des Bagaudes, le rhéteur Eumène parle de la désolation des campagnes autour d'Autun : champs abandonnés, empestés par des marais et hérissés de broussailles, déserts plongés dans un sombre silence... Mais la Bagaudie n'était pas anéantie complètement : des bandes de hors-la-loi erraient dans les forêts, attaquaient les convois, rendaient les routes incertaines, ralliaient à leur cause les victimes de l'oppression romaine et de la rapacité des propriétaires fonciers. Parlant des paysans qui s'enrôlent parmi les Bagaudes, Salvien, un auteur chrétien du V<sup>e</sup> siècle, qu'indignent l'oppression et l'injustice, écrit :

Les malheureux s'enfuient tantôt chez les Barbares, tantôt au milieu des Bagaudes, et ils ne s'en repentent pas. Ils préfèrent la liberté sous l'apparence de l'esclavage à l'esclavage sous l'apparence de la liberté<sup>1</sup>.

Tandis que ces révoltes se multipliaient et minaient l'Empire, de nouveaux rapports de domination et d'exploitation s'établissaient, frayant la voie au féodalisme.

Les guerres étrangères et civiles, les épidémies de peste, le marasme de l'agriculture, l'appauvrissement général qui se manifeste par des difficultés financières croissantes hâtent le processus de la dépopulation. Au III<sup>e</sup> siècle, quand les Barbares forcent les

1. SALVIEN : *De gubernatione Dei*.

frontières et que les Francs déferlent à travers la Gaule jusqu'en Espagne, les villes bâties par les Romains et qu'emplissait la ruineur des foules au travail furent détruites. Les Alamans envahissent à plusieurs reprises l'Italie. L'édifice économique de l'Empire s'effrite et s'effondre. Les paysans abandonnent les campagnes et se réfugient derrière les murailles des villes. Les terres incultes s'étendent de plus en plus, si bien qu'Aurélien décide que les curies municipales prendront possession des domaines dont on ne peut retrouver les propriétaires légitimes et qu'elles acquitteront leurs impôts.

Par suite de l'insécurité des voies de communication, de l'anarchie, des discordes intestines, le commerce s'arrête, le trafic s'interrompt. La monnaie subit de nombreuses altérations, le taux de l'intérêt croît, l'or et l'argent se font rares, la monnaie est thésaurisée. Le rendement des impôts diminue dans des proportions considérables, notamment le *portorium* — taxe de circulation dont sont frappées les marchandises et qui englobe les droits de douane, d'octroi et de péage. La dépréciation monétaire entraîne une modification du système fiscal : les paiements s'effectueront en nature et en corvées. On dresse un cadastre, on établit un lien entre l'homme et la terre. Le paysan est attaché à la glèbe.

### *La naissance de nouveaux rapports économiques au sein de la société esclavagiste.*

Les modifications du droit fiscal reflétaient les modifications survenues dans la vie économique.

Les propriétaires des latifundia, au temps de la prospérité de l'Empire, occupaient les loisirs de leurs esclaves en les faisant travailler dans des ateliers artisanaux où ils exerçaient des métiers utiles à l'exploitation du domaine, et où ils produisaient aussi un excédent destiné à la vente. Quand surgit la crise du III<sup>e</sup> siècle, les latifundia se replièrent sur eux-mêmes, faute de débouchés. Les campagnes s'étaient dépeuplées au profit des villes. Lorsque la faim fit son apparition dans les villes, celles-ci se dépeuplèrent au profit des campagnes, où les inconvénients de la dévaluation constante de la monnaie se faisaient moins sentir.

Tandis que, dans les villes, l'ancienne aristocratie de naissance se décomposait et s'éteignait, faute de descendance, la prééminence des propriétaires fonciers s'affirmait parmi l'écroulement de toutes les valeurs.

L'appauvrissement de la société romaine, incapable d'entre-

tenir des esclaves, va conduire à la disparition de l'esclavage. Celui-ci ne fut pas aboli par la loi, il cessa d'être la forme dominante des rapports de production. Relégué dans les offices des maisons riches, il devint un luxe. Des capitaux sont nécessaires pour acheter, nourrir, employer des esclaves, et, naturellement, pour payer les salariés. On n'en a pas besoin pour les serfs. Le servage s'est constitué d'abord dans les latifundia les plus étendus, ceux de l'empereur et d'autres puissants propriétaires fonciers, dont le domaine formait une circonscription administrative : le maître manque de capitaux, mais il a le pouvoir de retenir le colon sur ses terres.

Le dépeuplement des campagnes dans les derniers temps de l'Empire contribue largement à organiser sur de nouvelles bases le travail agricole. L'esclave n'avait pas le droit de quitter son maître, le colon n'aura pas le droit de quitter la terre. Rivé à elle par les constitutions impériales, il appartient à la terre « pour laquelle il est né », il doit « la servir à perpétuité », il est « une personne humaine due et sujette au sol ».

Le colonat représente pour les cultivateurs, qui reçoivent en échange de leur travail une jouissance partielle du sol, la seule manière de pourvoir à leur subsistance et de s'assurer une protection dans une ère d'incursions dévastatrices, de perturbations et de violences croissantes. Pour les propriétaires fonciers, il représente le meilleur moyen de tirer parti de leurs domaines. Mais lorsque le gouvernement aux abois les accabla d'impôts, beaucoup d'entre eux voulurent abandonner leurs terres. Le gouvernement impérial les attacha alors de force à leur condition.

Les colons devenaient de plus en plus nombreux : ils se renforçaient d'esclaves fugitifs, d'affranchis qui ne trouvaient pas de travail, de Barbares accueillis par nécessité politique sur le territoire de l'Empire.

La même évolution s'accomplissait dans d'autres branches de l'économie. Les préoccupations du Trésor, la nécessité de lutter contre la paralysie qui gagnait l'industrie et le commerce, accablèrent le gouvernement à la contrainte. L'Etat recruta et retint de force les travailleurs, il transforma en institutions officielles les corporations d'artisans et de négociants. De même que les curies municipales avaient été rendues responsables de la levée des impôts, les *corporati* et les *collegiati*, au IV<sup>e</sup> siècle, furent soumis à des obligations fiscales et à des devoirs. Leurs services, minutieusement, tyranniquement réglementés, furent assimilés à des charges publiques.

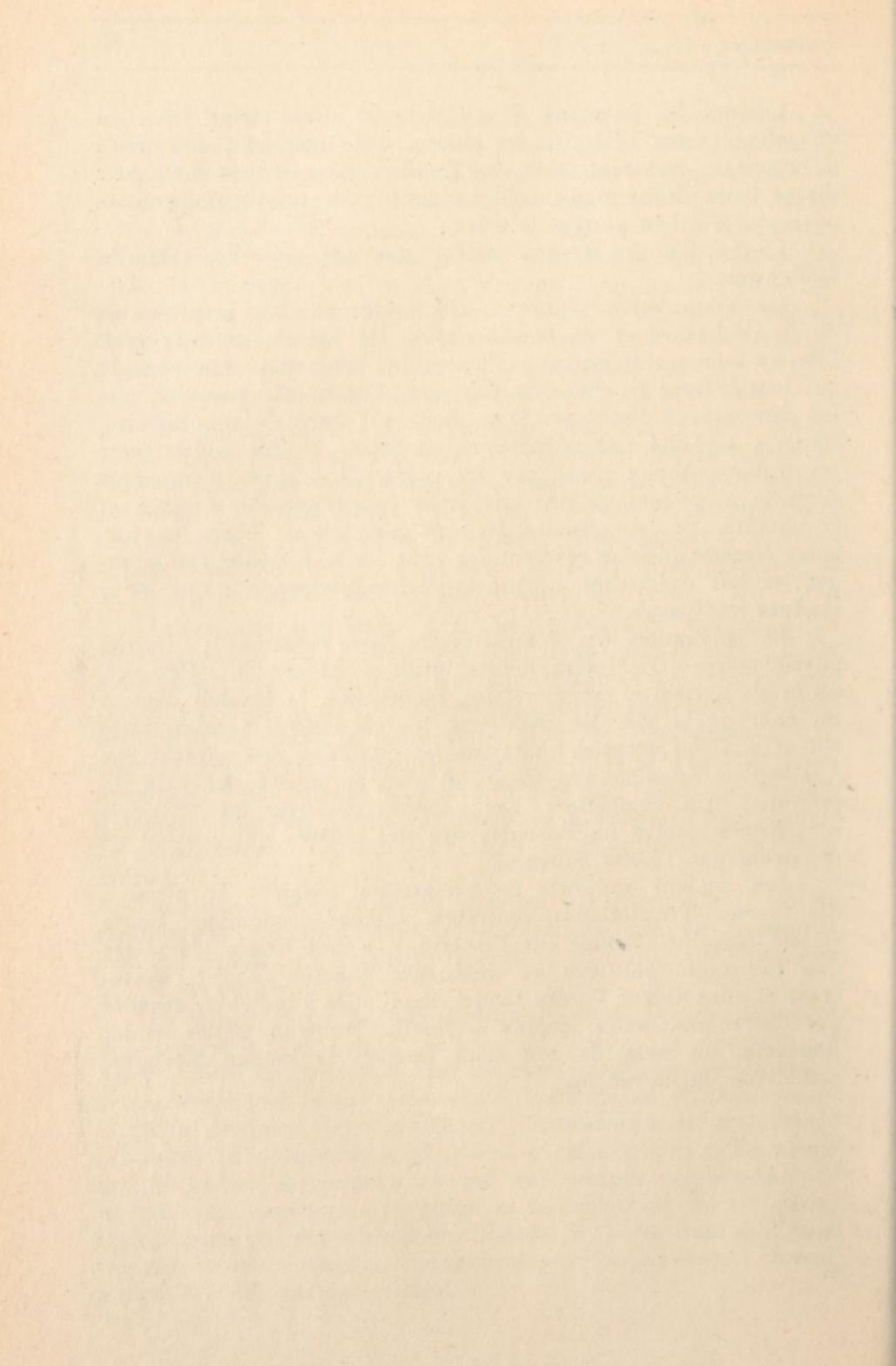
Lorsque les Barbares, à la fin du iv<sup>e</sup> siècle et au début du v<sup>e</sup>, submergèrent l'Empire, les colons, qui jouissaient des droits de citoyens, devinrent serfs des familles germaniques : ils perdirent leurs droits personnels au profit des nouveaux propriétaires qui s'étaient partagé le sol.

L'extension du servage ouvrait une ère nouvelle, celle du féodalisme.

La dépopulation a joué un rôle important dans le processus de la déchéance et de la dissolution du monde gréco-romain. Elle est étroitement liée aux phénomènes économiques et sociaux qui entraînèrent la chute de l'Empire. Déterminée par eux, elle les détermine à son tour. D'un bout à l'autre de son histoire, Rome a souhaité une population nombreuse et des soldats pour ses légions. Mieux armé que les philosophes grecs, l'empereur Auguste a promulgué des lois pour encourager le mariage et la natalité. Ses successeurs les ont maintenues. Mais les facteurs économiques se révèlent les plus forts. L'Eglise fait abroger les lois caduques : c'est le régime esclavagiste qui les a rendues inefficaces.

La stagnation des forces productives entraîne la stérilité physiologique. Les interminables luttes politiques et religieuses, les crises agricoles, commerciales, monétaires, le renchérissement du coût de la vie, les invasions, les calamités de toute sorte ont affaibli le potentiel quantitatif et qualitatif des populations. Les légions romaines ont fondu, et elles ne savent plus à la fin pourquoi elles combattent. Les batailles décisives du iv<sup>e</sup> siècle sont livrées contre les Barbares par des armées qui souvent ne dépassent pas 15.000 hommes.

Les anciens rapports de production cédaient la place à des formes d'exploitation nouvelles. L'unité économique de la société romaine, fondée sur l'esclavage, s'était brisée, de même que son unité politique et spirituelle. Bientôt l'Eglise, consacrant et consolidant l'ordre féodal, assujettira l'individu, encadré par des communautés, depuis la famille jusqu'au métier, et lui imposera, au nom de son salut éternel, la longue discipline catholique du moyen âge.



# DE LA RENAISSANCE A LA REVOLUTION FRANÇAISE

## I

### LES MERCANTILISTES

L'essor économique qu'inaugure la Renaissance a bouleversé les structures médiévales. Le mercantilisme reflète les conditions nouvelles où s'accumule le capital. Il illustre les progrès du commerce et de l'industrie, le passage de l'économie naturelle au marché, le renforcement du pouvoir central, l'avènement de la monarchie absolue. Il accorde une place primordiale à l'accroissement de la population.

#### *La pensée médiévale.*

Les maux épouvantables endurés par l'humanité au cours du moyen âge — famines, peste, choléra, guerres — n'avaient pas été sans influencer sur les conceptions des théologiens et des légistes.

La doctrine médiévale du catholicisme a été exposée par saint Thomas d'Aquin dans sa *Somme*. Il prend, selon le dogme, la défense du célibat et préfère la vie contemplative à la vie active. Mais, soucieux des réalités, il rappelle le texte de la *Genèse* : « Croissez et multipliez... » Le célibat sera la vocation des élus, le mariage le lot de la multitude, les uns se consacrant au Seigneur, les autres assurant la continuité de l'espèce.

Les rois et les seigneurs féodaux, qui ont besoin de sujets et de serfs, cherchent à limiter les effets de la continence. Les deux thèses du pouvoir spirituel et du pouvoir temporel s'affrontent dans un ouvrage politique et juridique, *Le Songe du Vergier* (1376), écrit par Raoul de Presle sur l'ordre de Charles V. L'auteur met aux prises un clerc, porte-parole de l'Eglise,

et un chevalier qui soutient les prérogatives du roi. Le premier, convaincu de la supériorité de la virginité sur le mariage, estime que le monde est déjà suffisamment peuplé. Le second, alléguant que le mariage a été voulu par Dieu lui-même, soutient que là où les hommes ne sont pas nombreux, la virginité n'est plus une vertu, mais un vice, car il importe de peupler. Là où les hommes se multiplient trop vite et risquent de manquer de subsistances, la virginité reprend ses droits. Le clerc s'en tient à l'opinion de saint Thomas d'Aquin et déclare : « Virginité si remplit paradis, et mariage si remplit la terre. »

### **Le mercantilisme.**

A partir de la seconde moitié du xv<sup>e</sup> siècle se constitue, dans les pays de l'Europe occidentale, un corps de doctrine, le mercantilisme, qui atteindra son apogée en France au xvii<sup>e</sup> siècle et ne périlitera qu'au xviii<sup>e</sup>. Ce système se propose de renforcer la puissance de l'Etat, de lui assurer, tout comme pour les individus, le plus possible d'or et d'argent, d'accroître aussi le nombre de ses sujets. La monnaie et la population sont les deux piliers du royaume, les signes tangibles de sa prospérité.

Le mercantilisme est l'expression économique d'une époque où les objectifs du capitalisme naissant remplacent les aspirations médiévales, où grandit une bourgeoisie impatiente de s'enrichir, où, les débouchés se multipliant, la jeune industrie cherche à exporter ses produits manufacturés et a besoin d'une main-d'œuvre croissante, où la production qualitative qui caractérise les corporations s'efface devant la production quantitative. La consolidation de l'Etat donne naissance à une philosophie politique d'inspiration absolutiste, qui se fonde sur la contradiction des intérêts entre les diverses nations, les rivalités commerciales, la nécessité de mobiliser toutes les ressources économiques, d'accumuler les métaux précieux.

Le problème de la population, longtemps envisagé sous un angle politique, moral ou religieux, va l'être de plus en plus sous un angle économique.

### **Nicolas Machiavel.**

En Italie, Nicolas Machiavel (1469-1527) établit un rapport étroit entre la productivité du sol et le nombre des habitants qu'il peut nourrir. Dans ses *Discorsi* (*Discours sur Tite-Live*), il re-

commande aux fondateurs de cités nouvelles de choisir des campagnes fertiles pour que la population urbaine puisse s'y alimenter. Pour Machiavel, l'accroissement de l'espèce humaine dépend de la fécondité du sol. La population augmente lorsque les vivres ne font pas défaut. Le penseur florentin considère qu'une population nombreuse est un bien pour le Prince, car elle met le pays à l'abri des agressions. Mais si la population croît trop vite, il faudra qu'elle s'expatrie dans des colonies. Ainsi la métropole grandira en influence, elle ne perdra pas ses sujets, tout en se débarrassant de son trop-plein qui, sans cela, aurait été décimé par les famines et les épidémies.

Lorsque les nombreux habitants d'un empire surchargent tellement le pays qu'ils ne peuvent ni trouver leur subsistance, ni aller ailleurs, parce que les autres lieux sont également pleins d'habitants, lorsque la mauvaise foi et la méchanceté des hommes sont montées à leur dernier degré, il faut nécessairement que le monde soit purgé par un de ces trois fléaux : famine, peste, déluge, afin que les hommes, frappés par l'adversité et réduits à un petit nombre, trouvent enfin une existence plus facile et redeviennent meilleurs<sup>1</sup>.

### Jean Bodin (1530-1596).

La force des rois réside dans le nombre de leurs sujets, pensait l'humaniste Guillaume Budé (1467-1540). C'est aussi l'avis de Jean Bodin, l'un des esprits les plus vigoureux du XVI<sup>e</sup> siècle, auteur d'une *Méthode de l'histoire*, où il déclare que « la philosophie mourrait d'inanition au milieu de ses préceptes si elle ne les vivifiait par l'histoire »...

Dans son principal ouvrage, *La République*, il souligne que les cités les plus peuplées sont les plus riches. Il critique Thomas Morus qui limite de dix à seize le nombre des enfants par famille, combat les idées de Platon et d'Aristote sur les avantages d'une population restreinte, leur reproche d'avoir admis l'avortement et l'abandon des enfants, loue la législation d'Auguste.

Il ne faut jamais craindre qu'il y ait trop de sujets ou trop de citoyens : vu qu'il n'y a richesse ni force que d'hommes<sup>2</sup>.

1. MACHIAVEL : *Histoire de Florence*.

2. JEAN BODIN : *République*, livre V, chap. II.

Ailleurs, il montre comment la France s'est relevée après la guerre de Cent Ans. La paix a permis l'accroissement de la population, décimée par les épidémies et les massacres :

L'autre occasion de tant de biens qui nous sont venus depuis six et sept vingts ans, c'est le peuple infini qui est multiplié en ce royaume, depuis que les guerres civiles de la Maison d'Orléans et de Bourgogne furent assoupies : ce qui nous a fait sentir la douceur de la paix et jouir du fruit d'icelle un long temps... Auparavant, le plat pays et presque les villes étaient désertés par les ravages des guerres civiles, pendant lesquelles les Anglais avaient saccagé les villes, brûlé les villages, meurtri, pillé, tiré une bonne partie du peuple français, et rongé le surplus jusqu'aux os, qui était cause de faire cesser l'agriculture, le trafic et tous arts mécaniques. Mais, depuis cent ans, on a défriché un pays infini de forêts et de landes, bâti plusieurs villages, peuplé les villes<sup>1</sup>.

Risque-t-on de manquer de subsistances, par suite de cet accroissement de population ? Bodin repousse cette hypothèse. Le sol ne peut s'épuiser, les ressources du pays sont immenses.

Nos pères nous ont appris un ancien proverbe, que la France ne fut jamais affamée, c'est-à-dire qu'elle a richement de quoi nourrir son peuple, quelle que mauvaise année qui survienne, pourvu que l'étranger ne vide nos greniers<sup>2</sup>.

Seules des exportations inconsidérées pourraient créer des embarras. Aussi, tout en se prononçant pour une politique d'exportation, afin que la balance commerciale soit favorable, Bodin souhaite-t-il que le gouvernement fixe des droits à l'exportation sur le blé, le vin et le sel, qu'il établisse des greniers publics dans chaque ville, qu'il abolisse le monopole des marchands qui spéculent sur le blé.

La cherté des marchandises provient non de l'accroissement de la population, mais de l'inflation monétaire. Bodin propose de combattre le renchérissement des denrées en consommant davan-

1. BODIN : *Réponse aux paradoxes de M. du Malestroit, touchant le fait des monnaies et l'enchérissement de toutes choses*, p. 49, Edit. de 1599.

2. *Ibidem*, p. 51.

tage de poisson. Il signale les rapports qui existent entre la pauvreté et une forte natalité.

Henri IV, dans un édit sur le dessèchement des marais (1599), reprend les idées de Bodin :

La force et la richesse des rois et princes souverains consistent en l'opulence et le nombre de leurs sujets.

### **Laffemas (1545-1623).**

Figure originale, destin hors série. Laffemas, pauvre artisan devenu dignitaire du royaume sous Henri IV, voulait que la France ne fût plus tributaire de l'étranger pour les étoffes précieuses, les draps, les toiles qu'elle importait d'Italie et des Flandres. Il souhaitait en conséquence donner un vaste développement à l'industrie nationale, afin que la monnaie ne s'en allât pas à l'étranger, que le pays donnât du travail à tous ses artisans, que la réserve des métaux précieux s'accrût en même temps que la population. Laffemas encouragea les manufactures, créa une tapisserie aux Gobelins, fit planter des mûriers dans toutes les parties de la France. Ses vues, exposées dans de multiples écrits, ne triomphèrent qu'après sa mort, avec Colbert.

### **Montchrétien (1575-1621).**

Antoine de Montchrétien, auteur d'un *Traité d'économie politique* (1615) — science qui lui doit son nom —, estime, lui aussi, que le développement de la population constitue une source de puissance et de richesse. Les ouvriers sont « les pieds de l'Etat ». La France, « le plus beau royaume qu'œillade le soleil », grande par « l'inépuisable abondance de ses hommes », peut nourrir « un nombre infini d'habitants ».

Il désire réserver le blé du pays aux nationaux :

Chacun doit faire valoir sa propre terre; chaque pays doit nourrir et entretenir ses hommes.

S'il accepte que dans certains cas la France exporte ses provisions et ses vivres « par pitié de cœur, par charitable assistance au voisin », il se déclare partisan d'une politique coloniale. Ces « nouvelles Frances » serviront d'exutoire à une population

trop nombreuse, de débouchés pour l'industrie nationale, de source de matières premières.

### **Colbert (1619-1683).**

Le mercantilisme français trouve en Colbert, ministre de 1661 à 1683, son représentant le plus habile et le plus énergique. La monarchie absolue, tout en maintenant les rapports féodaux, offre alors à la bourgeoisie des conditions extrêmement favorables : meilleure organisation du travail, élargissement des marchés intérieur et extérieur, soutien et protection d'un pouvoir fort, profits accrus. La bourgeoisie française, sous Louis XIV, connaîtra une période plus prospère que la bourgeoisie des petites républiques de l'Italie du Nord, qui a conquis prématurément le pouvoir, sans parvenir à fonder un Etat national.

Le développement d'un capitalisme commerçant et industriel au sein de la société féodale, essentiellement agricole, nécessitait des mesures coercitives. Colbert les prit. Il impose à la main-d'œuvre des conditions rigoureuses de travail et de salaire, accorde aux entrepreneurs des privilèges, des primes, des subventions. Il favorise l'immigration des ouvriers habiles, facilite les naturalisations. Il interdit l'émigration, sous peine de confiscation de corps et de biens, puis de mort, car il ne veut pas que les secrets de fabrication français passent à l'étranger. Il réduit le nombre des fêtes chômées, assure le recrutement de la main-d'œuvre par la répression du vagabondage et de la mendicité, impose le travail obligatoire, sous peine de galères. Tous les sujets de Louis XIV doivent travailler pour l'Etat. Colbert écrit au roi :

Il faut réduire toutes les professions de vos sujets à celles qui peuvent être utiles. Celles-ci sont l'agriculture, la marchandise, la guerre de terre et celle de mer. Si Votre Majesté peut parvenir à réduire tous ses peuples à ces quatre professions, l'on peut dire qu'elle peut être le maître du monde<sup>1</sup>.

Colbert cherche à stimuler l'industrie et à augmenter la population. La création d'un empire colonial a procuré un enrichissement rapide aux compagnies de commerce qui investissent leurs capitaux dans la production. Des marchands entrepreneurs emploient des ouvriers dans de petits ateliers : c'est la « manufac-

1. LEVASSEUR : *La Population française*, tome I, p. 200.

ture dispersée ». Les « manufactures réunies » permettent d'élever le rendement par la division du travail et de diminuer les salaires. Le roi autorise les manufacturiers à se libérer du contrôle des corporations; des tarifs douaniers les protègent contre la concurrence étrangère.

Pour exporter, il fallait produire à bon marché; pour produire à bon marché, il fallait une main-d'œuvre nombreuse et peu coûteuse. Colbert encourage les mariages et la natalité en exemptant de la taille les jeunes mariés et les pères de dix enfants. Il accorde des pensions aux nobles et aux bourgeois pères de douze enfants, puis étend ces avantages à toutes les classes. Il limite le nombre des moines, des religieux et des prêtres. Il pourvoit de femmes les colonies, en y expédiant filles galantes et pensionnaires de maisons de correction.

La politique de Colbert échoua. Les bas prix qu'il imposait aux céréales ne favorisaient pas le peuplement des campagnes. Deux ans après sa mort, la révocation de l'édit de Nantes provoqua l'émigration de près d'un demi-million de protestants : beaucoup d'entre eux étaient des industriels qui mirent leur expérience au service de puissances rivales : l'Angleterre, la Hollande, la Prusse. Les guerres malheureuses de la fin du règne de Louis XIV, les famines, réduisirent encore la population.

### *Vauban (1633-1707).*

Vauban est encore mercantiliste, mais un mercantiliste libéral et humanitaire. Il pense que la véritable richesse d'un pays réside non pas dans sa monnaie, mais dans l'abondance des denrées et l'importance de sa population.

Il est constant que la grandeur des rois se mesure sur le nombre de leurs sujets : c'est en quoi consiste leur bien, leurs richesses, leurs forces, leur fortune et toute la considération qu'ils ont dans le monde<sup>1</sup>.

Vauban déplore le dépeuplement du royaume dans les premières années du XVIII<sup>e</sup> siècle. Il estime que la France, par son étendue et sa fertilité, pourrait aisément nourrir « jusqu'à vingt-trois et même jusqu'à vingt-cinq millions et davantage ». Mais le sort de la population demeure misérable. Près d'un dixième, constate-t-il, est réduit à la mendicité, et plus de la moitié n'est pas en état de lui faire l'aumône, parce que sa condition, à peu de

1. VAUBAN : *Dîme royale*, p. 22.

chose près, est aussi malheureuse. Vauban préconise l'abolition d'un système fiscal injuste et abusif, une répartition de l'impôt selon les possibilités du contribuable, la liberté de la circulation intérieure des grains, une aide à l'agriculture, la paix, des mesures contre le célibat religieux. Il espère ainsi parvenir à

une abondance parfaite d'hommes et de biens : car, quand les peuples ne seront si opprimés, ils se marieront plus hardiment; ils se vêtiront et se nourriront mieux; leurs enfants seront plus robustes et mieux élevés; ils prendront un plus grand soin de leurs affaires, enfin ils travailleront avec plus de force et de courage<sup>1</sup>.

Il se prononce pour le peuplement des colonies : quelques bataillons envoyés au Canada, dans la Louisiane, à Saint-Domingue, y feront souche et la population doublera tous les trente ans.

### **Boisguillebert (1646-1714).**

Boisguillebert qui partage les idées de Vauban, s'inquiète de la misère des populations et de la mauvaise répartition des richesses. Il s'élève contre les restrictions apportées à la liberté économique. Il réclame l'extension des cultures, la réduction des impôts et des taxes, l'abolition des corporations. Une réforme agraire, pense-t-il, doublerait la capacité démographique du pays. Si la quantité des denrées augmentait, si elles circulaient librement, le nombre des hommes augmenterait. Contrairement au mercantilisme qui préconise le bon marché du pain afin de favoriser la population, Boisguillebert veut un prix rémunérateur pour les grains qui ne peut être obtenu sans la liberté d'exportation. Par là, il annonce les physiocrates. Il déclare que la limite inférieure des salaires est déterminée par les subsistances. Par là, il annonce Adam Smith, Malthus et Ricardo.

### **Belesbat (mort en 1706)**

Belesbat s'écarte du mercantilisme par sa critique de la réglementation souvent maladroite et vexatoire de Colbert. Mais

1. VAUBAN : *Dîme royale*, p. 23.

comme ce dernier, il estime que les princes ne sont puissants que par le grand nombre d'hommes à qui ils commandent. Plus le royaume est peuplé, plus le roi tire d'argent...

### **Fénelon (1651-1715).**

Fénelon, dans *les Aventures de Télémaque* (1699), expose, à travers les péripéties d'un voyage imaginaire, ses vues sur la population. Il y affirme le droit de chacun à une vie heureuse, condamne l'inégalité et le luxe, vante les vertus d'une existence pastorale et agricole. Il proclame que « le nombre du peuple et l'abondance des aliments font la vraie force et la vraie richesse d'un royaume ». Il ne craint pas la surpopulation, dont il n'évoque qu'une fois la possibilité. Il pense que la terre, si on la travaille avec soin, est d'un rendement inépuisable, « car elle augmente sa fécondité à proportion du nombre de ses habitants qui ont soin de la cultiver ». Fénelon, hostile à l'industrie, n'a retenu que quelques thèses du mercantilisme. Il exalte, dans son utopie, le bien-faisant « état de nature » et se prononce pour la théorie du progrès, défendue par les plus grands esprits du siècle suivant.

### **Melon (1680-1738).**

François Melon, l'un des derniers mercantilistes du XVIII<sup>e</sup> siècle, estime que l'accroissement de la population fortifie l'Etat plus que des conquêtes.

L'expression arithmétique de la gloire du législateur est le nombre de personnes dont il fait le bonheur, multiplié par le nombre des obstacles qu'il a surmontés<sup>1</sup>.

Melon admet la possibilité d'une surpopulation rendue improbable par une culture intensive et une industrie prospère. La liberté du commerce, une offre abondante des grains, par conséquent la prospérité de l'agriculture favoriseront le bien-être et l'accroissement de la population. Les physiocrates ne sont plus loin...

---

1. MELON : *Essai politique sur le commerce*, pp. 762-763.

### *Causes économiques du populationnisme des manufacturiers.*

Colbert avait favorisé l'essor de l'économie manufacturière et, par cela même, l'ascension de la bourgeoisie. Il fallait au royaume des travailleurs et des soldats. Mais ce n'est pas uniquement le souci d'un maximum de puissance qui guide les mercantilistes. Leur populationnisme découle de leur conception même du travail productif.

Pour eux, le travail est productif quand les produits envoyés à l'étranger rapportent plus d'argent qu'ils n'en ont coûté et permettent de faire rentrer dans le pays davantage de métaux précieux. L'afflux de ces métaux précieux avait donné, durant le XVI<sup>e</sup> siècle, une impulsion extraordinaire au commerce et à l'industrie. Mais comment ces quantités d'or et d'argent enrichissent-elles les manufacturiers ? Elles les enrichissent parce que la hausse des salaires n'est pas proportionnelle à celle des marchandises. Le taux de profit augmente, non parce que le travail devient plus productif, mais parce qu'il y a diminution du salaire réel, c'est-à-dire de la somme des subsistances que peut se procurer l'ouvrier. L'afflux des métaux précieux dans les pays où le capitalisme se développe rend donc, en réalité, le travail plus productif pour les employeurs.

Malthus devait plus tard noter ce phénomène, mais il ne l'étudie pas, il se borne à relever le fait que la découverte des mines d'or et d'argent de l'Amérique a fait tripler ou quadrupler le prix du blé, et simplement doubler celui du travail.

Les mercantilistes, sans analyser, eux non plus, ce processus économique ni en saisir les causes profondes, avaient constaté que le taux de profit de l'agriculture baissait par rapport au taux de profit de l'industrie. Ils en ont conclu que le travail dans les manufactures était seul productif. En fait, il l'était pour le manufacturier parce que le prix des marchandises s'élevait beaucoup plus que le prix du travail. Le manufacturier cherchait alors à accroître ses profits en augmentant le plus possible son capital circulant, afin de pouvoir embaucher le plus possible d'ouvriers.

Voilà pourquoi les mercantilistes souhaitent que la population s'accroisse. Leur vœu n'a guère été exaucé. La forte mortalité due aux famines et aux épidémies s'y opposait; le faible rapport de l'agriculture n'incitait pas aux investissements, et ses méthodes routinières limitaient la production des subsistances; enfin le capitalisme se trouvait à un stade bien trop peu avancé pour agir sur la natalité comme un stimulant efficace.

## ECONOMISTES ET PHILOSOPHES FRANÇAIS DU XVIII<sup>e</sup> SIECLE

Le XVIII<sup>e</sup> siècle, qui couronne par la prise de la Bastille la lutte des Encyclopédistes contre le despotisme, l'injustice, l'ignorance, les préjugés, a donné une impulsion vigoureuse à la philosophie et à l'économie politique. Il a passé au crible de la raison les institutions, les croyances, les coutumes, les systèmes. Rien n'a trouvé grâce devant la critique incisive et spirituelle de ses penseurs.

La philosophie des lumières, qui s'attaque à tous les problèmes, s'intéresse d'abord à l'homme; elle se préoccupe du sort et de l'avenir des populations<sup>1</sup>. Mais les conceptions démographiques, nées de l'inquiétude et de la fermentation des esprits, sont viciées le plus souvent par des théories fausses, des vues arbitraires, l'absence de données exactes, un défaut d'expérience et de méthode scientifique. Les grandes famines de 1693-1694 et de 1709-1710, la forte mortalité des vingt dernières années du règne de Louis XIV, font croire à un processus de dépopulation continu. L'admiration des philosophes pour la Grèce et pour Rome les pousse à attribuer au monde antique une population beaucoup plus forte que celle de leur temps. Ils en tirent argument pour condamner, à travers le célibat ecclésiastique, l'Eglise, et à travers les mœurs, le régime.

En 1778 apparaît, sous la signature de Moheau, le premier

---

1. L'emploi du mot population dans le sens qu'on lui donne de nos jours date du XVIII<sup>e</sup> siècle. C'est la retranscription du mot latin *populatio*, qui, comme son synonyme *depopulatio*, signifie dévastation, ravage. On usait du terme dépopulation dès le XIV<sup>e</sup> siècle. Mais pour désigner la population, on disait habitants ou peuple. Le mot population apparaît pour la première fois sous la plume de Maurice de Saxe, dans un ouvrage publié en 1756, six ans après sa mort : *Réflexions sur la propagation de l'espèce humaine*. En 1757, le marquis de Mirabeau l'emploie dans *L'Ami des Hommes, ou Traité de la population*. Le vocable nouveau, transcrit directement de la langue anglaise, s'impose alors définitivement.

ouvrage véritable de démographie : *Recherches et considérations sur la population de la France*. Vaste enquête, œuvre d'un philosophe et d'un moraliste, inspirée par de hautes préoccupations, aussi caractéristique pour son époque que *l'Esprit des lois*, *le Contrat social*, *l'Essai sur les mœurs* ou *l'Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*.

Quand Moheau étudie le mouvement de la population, il vise à une action, non plus en faveur du Prince, mais en faveur de l'homme. Par là, il se distingue des mercantilistes. L'aspiration au mieux-être l'emporte désormais sur l'économie de puissance. Saint-Just dira : « Le bonheur est une idée neuve en Europe. » Mais ni les Encyclopédistes, ni les révolutionnaires de 1789 et de 1793 ne réussiront à faire passer cette idée dans les faits. L'évolution historique n'avait pas créé les conditions nécessaires pour qu'une classe exploitée pût mettre fin à toute exploitation.

Pourtant, la pensée matérialiste du XVIII<sup>e</sup> siècle, dans ses manifestations les plus hardies, débouche sur le socialisme. Quelles qu'aient été ses faiblesses et son impuissance, elle signifie une rupture radicale avec l'ordre établi et annonce une société où les richesses ne seront plus appropriées par quelques-uns.

## I. — LES ECONOMISTES

Durant la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle se développe une science nouvelle, la science économique. L'âge des précurseurs est fini. Quesnay et ses disciples constituent la première école d'économistes : les physiocrates. Ils estiment que le travail qui crée de la plus-value est seul productif. Et le seul travail qui, selon eux, crée de la plus-value est le travail agricole. Ils ne reconnaissent d'autre forme de profit que la rente foncière.

Le système des physiocrates constitue la première analyse de la production capitaliste. Avant Adam Smith, il présente comme lois naturelles et éternelles de la production les conditions dans lesquelles le capital produit et est produit. Il reflète le lieu, le moment, le stade économique où il a été conçu. Elaboré dans la France agricole du XVIII<sup>e</sup> siècle, profondément imprégné par le régime féodal, il accorde la première place aux propriétaires fonciers et considère comme des compléments parasites de l'agriculture, comme des secteurs improductifs, les branches de l'industrie et du commerce où bientôt le capitalisme se déploiera. Car l'histoire devait briser les cadres de la société féodale où les physiocrates s'apprétaient à s'installer.

En ce qui concerne la population, les physiocrates pensent que son accroissement n'est pas la cause, mais la conséquence de l'accroissement des richesses.

Au contraire, Turgot, Diderot et le chevalier de Jaucourt estiment que l'accroissement de la population entraîne une augmentation des richesses.

En un siècle où règnent les disettes, les économistes seront amenés à se poser le problème du rapport entre la population et les subsistances. Le chiffre de la population se règle sur la quantité des subsistances : c'est la thèse de Cantillon. L'agronome Béguillet lui donnera une formulation simpliste et mécanique :

La population s'accroît lorsque les hommes sont sûrs d'obtenir des subsistances, et décroît si les subsistances font défaut<sup>1</sup>.

Mirabeau et Quesnay, portant au pinacle le propriétaire foncier, proclament que de son enrichissement découle la croissance des populations.

Moheau, plus réaliste, souligne avec raison que dans un Etat industriel, la population peut être supérieure aux ressources naturelles du sol.

Cependant, Buffon, avec l'impassibilité du naturaliste, observe les destructions continuelles qui limitent la prolifération des espèces. Plus proche de Malthus, Brückner souhaite l'intervention de forces coercitives pour restreindre l'accroissement des populations.

Cette voix isolée détonne. L'optimisme conquérant des philosophes reflète les impatiences et les ambitions d'une classe qui se prépare à transformer le monde. Les tenants du progrès croient à une amélioration indéfinie du sort des hommes. Ceux-là mêmes qui posent des limites à la population, ne s'inquiètent guère et se fient à l'ordre naturel.

Avant de confronter les idées, il convient de rappeler les réalités du temps.

### *L'agriculture et la condition paysanne.*

L'avènement de l'agriculture moderne est marqué dans tous les pays, à des dates variables, par l'introduction de techniques nouvelles et la disparition des vieilles servitudes collectives.

---

1. BÉGUILLET : *Traité général des subsistances et des grains* (1792).

Alors que l'Angleterre accomplit une révolution agricole, la France continue à suivre les méthodes et les usages ancestraux.

Arthur Young, en 1789, estime que l'agriculture, en France, « n'est pas plus avancée que chez les Hurons ». Il s'étonne qu'un peuple si nombreux puisse manger, lorsque la moitié ou le quart de la terre arable reste en friche<sup>2</sup>.

Le terroir du village est divisé en deux ou trois soles dont l'une, chaque année, est laissée en jachère. Les parcelles d'une même exploitation se trouvent disséminées dans les différentes soles. Un peu partout, faute de pouvoir transporter le fumier, on pratique l'écobuage. Les bêtes paissent dans la sole en jachère et les étendues communales. La noblesse terrienne aurait voulu modifier ces antiques méthodes et suivre l'exemple des landlords anglais qui avaient rassemblé les parcelles de l'*open field* en biens d'un seul tenant, partagé les communaux, clôturé leurs domaines. Mais le gouvernement hésitait.

Le conflit datait de loin — depuis le moyen-âge, avec des alternatives diverses, suivant les régions... En 1620, Louis XIII avait autorisé la noblesse à opérer un triage des biens communaux. Les nobles exigeaient le tiers de ces biens, sans doute pour y pratiquer des essais de culture intensive, à l'exemple de l'Angleterre. Devant les résistances des paysans et la multiplication des abus, Louis XIV, en 1668, annule ces triages et les soumet à de nouvelles révisions. La noblesse résiste à l'ordre du roi qui, par l'édit de 1669, consacre le droit de triage en y mettant deux conditions; les deux tiers qui restent à la communauté doivent suffire à ses besoins et être concédés par le seigneur à titre gratuit. Louis XV autorise la clôture et le partage des communaux dans certaines provinces avec un succès mitigé.

Pour accomplir une révolution agricole en France, il aurait fallu remembrer la propriété morcelée à l'extrême, pratiquer la fumure, abolir ce qu'un agronome, François de Neufchâteau, appelait « l'opprobre des jachères », rénover les méthodes de culture et l'outillage, utiliser la charrue tirée par quatre chevaux, construire des fermes au centre même des exploitations.

La suppression de la jachère n'a lieu qu'en Flandre, où l'on pratique la culture intensive et la stabulation du bétail, et dans des régions de grande propriété où l'on dispose d'une fumure abondante. Sur la sole réservée à la jachère, on cultive des plantes oléagineuses ou fourragères comme le trèfle, le sainfoin, la lupuline ou minette. Mais ailleurs la suppression de la jachère se

1. Arthur YOUNG : *Voyage en France pendant les années 1787, 1788 et 1789*, II, pp. 115 et 137.

heurte aux coutumes de la population, aux intérêts économiques, à des difficultés juridiques. Et l'on préfère, pour augmenter les récoltes, recourir à la culture extensive, à des défrichements et des assèchements.

Le capital, auquel l'industrie et le commerce n'offrent que des placements insuffisants et souvent aléatoires, s'investit dans la terre, d'un rapport certain. A partir de 1760 — l'année où Duhamel du Monceau préconise, dans ses *Eléments d'agriculture*, les méthodes appliquées en Angleterre —, de riches propriétaires fonciers n'hésitent pas à prodiguer des « avances » à la terre et à faire construire des fermes modèles, dont certaines se dressent encore aujourd'hui dans la campagne française.

Le capitalisme agraire qui se constitue à la veille de la Révolution, convoite les biens communaux, réclame la clôture des domaines pour les mettre à l'abri des troupeaux, ainsi que la suppression des droits de pacage, de glanage, de vaine pâture.

Quelle a été l'attitude de la paysannerie devant la suppression de la jachère et la perspective du partage des biens communaux ?

Les manouvriers et les petits laboureurs, propriétaires de quelques chèvres ou d'une maigre vache, exigent le maintien de la vaine pâture, menacent de démolir les clôtures, mais acceptent le partage des biens communaux dans l'espoir de devenir propriétaires eux-mêmes.

Les paysans moyens et aisés émettent des avis différents. Tantôt ils s'opposent au partage des communaux, s'il doit s'effectuer par ménage et avec réserve du tiers seigneurial, tantôt ils le souhaitent s'il est proportionnel à la fortune foncière.

En 1789 l'incertitude et les divisions subsistaient encore. Tous les Cahiers paysans font état de la question, les uns se prononçant pour, les autres contre.

Bien que le servage persistât, les paysans étaient libres. Ils détenaient généralement le sol à titre de métayers ou de fermiers, car les aristocrates et les bourgeois l'exploitaient rarement eux-mêmes. Sous Louis XVI, un tiers environ des terres appartenait aux paysans.

Leur condition, qu'ils fussent fermiers ou propriétaires, n'en demeure pas moins misérable. L'homme du peuple, paysan, artisan, possède juste le peu qu'il faut pour ne pas mourir de faim et, bien des fois, ce peu lui manque. Accablé de charges, empêtré dans sa routine, ignorant, il ne dispose pas de sommes suffisantes pour augmenter son bétail, construire des étables et des granges, améliorer son outillage, modifier ses procédés. Young rapporte

que la moitié du peuple ne mange pas de froment et se nourrit de seigle, de châtaignes, de maïs, de haricots, de sarrazin<sup>1</sup>.

Quatre-vingt-dix ans après que La Bruyère eut brossé son célèbre portrait du paysan français — « L'on voit certains animaux farouches, des mâles et des femelles, répandus par la campagne, noirs, livides et tout brûlés du soleil... » — dix ans avant la prise de la Bastille, Moheau décrivait ainsi la condition paysanne :

Si nous fixons notre attention sur celles [les maisons] des campagnes, nous reconnâtrons partout l'empreinte de la misère... Le paysan français est mal vêtu, et les lambeaux qui couvrent sa nudité le protègent faiblement contre la rigueur des saisons; cependant il paraît que son état, par rapport au vêtement, est moins désagréable qu'il ne l'était autrefois... Mais le vêtement et le logement sont moins importants que les aliments; c'est là le grand intérêt, celui auquel tout autre est subordonné; et, sur cet article, l'humanité a été cruellement maltraitée dans ces derniers temps. Témoin de la calamité, j'ai vu la dernière époque de la misère : j'ai vu la faim transformée en passion, l'habitant d'un pays sans récolte, errant, égaré par la douleur et, dépouillé de tout, se répandre dans les prés pour manger l'herbe et partager la nourriture des animaux sauvages<sup>2</sup>.

A la veille de la Révolution, les doléances des Cahiers paysans sont innombrables, leurs revendications se ramènent, pour l'essentiel, à une seule : la suppression des droits féodaux.

Le plus désastreux des abus est la féodalité, et les maux qu'elle cause surpassent de beaucoup la foudre et la grêle... L'homme, le paysan surtout, est tyranniquement asservi sur la terre malheureuse où il languit, desséché... Il n'y a point de liberté, de prospérité, de bonheur, là où les terres sont servies...<sup>3</sup>.

La disette chronique, les épidémies, les guerres, le marasme de l'agriculture, n'empêchèrent pas la population française de croître

1. ARTHUR YOUNG : *Voyage en France pendant les années 1787, 1788 et 1789*, p. 275.

2. MOHEAU : *Recherches et considérations sur la population de la France*, p. 264.

3. PRUDHOMME : *Résumé des Cahiers*, III, pp. 317 à 340.

tre au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle. Depuis le milieu du XIV<sup>e</sup> siècle, elle oscillait autour de 20 millions : réduite à 18 millions vers 1710, par suite des guerres, des famines, de l'émigration des protestants, elle s'élève, à la veille de la Révolution, à 26 millions d'habitants. La mortalité a diminué par suite des progrès de la médecine; l'usage du quinquina se répand, ainsi que l'inoculation préventive de la variole, prônée par le docteur Gatti, Rousseau et Voltaire, et pratiquée après 1767.

Le développement du négoce et de la technique stimule l'essor démographique. Le commerce extérieur, en dépit des guerres maritimes, des rivalités et de la concurrence, passe de 210 millions de livres en 1715 à plus d'un milliard en 1785. Filatures, tissages, manufactures rurales emploient une main-d'œuvre de plus en plus nombreuse. Ainsi se vérifiait la remarque de Moheau, en contradiction avec le point de vue qu'allait défendre Malthus :

La population peut être supérieure à la fécondité du sol si l'habitant trouve dans son industrie des moyens de subvenir à ses besoins et de rendre tributaire le sol étranger<sup>1</sup>.

### **Cantillon (1680-1734).**

D'ascendance normande, né en Irlande et sujet britannique, Richard Cantillon s'occupa d'affaires à Londres, fonda une banque à Paris, participa aux opérations de Law, résida en Hollande, revint à Londres, où il mourut assassiné en 1734. Son ouvrage : *Essai sur la nature du commerce en général*, ne parut qu'en 1755, grâce à Mirabeau qui en possédait une copie.

Comme les mercantilistes, Cantillon voit dans la population une des sources principales de la richesse. Mais il se pose des questions qu'ils ne se sont pas posées. Quel rapport existe-t-il entre la population et les subsistances ? L'accroissement des subsistances lui semble la condition nécessaire pour un accroissement de la population. Mais l'accroissement des subsistances n'influera-t-il pas sur le mouvement démographique, n'entraînera-t-il pas *ipso facto* un accroissement de la population ? Cantillon répond par l'affirmative.

Les hommes se multiplient comme les souris dans une grange, s'ils ont le moyen de subsister sans limitation.

---

1. MOHEAU : *Recherches et considérations sur la population de la France*.

La population tendra donc vers un niveau fixé par le volume des subsistances.

Cette formule générale ne le contente pas. Cantillon fait intervenir les conditions de vie auxquelles chaque peuple est habitué. En Chine, les hommes se multiplient à l'extrême, non seulement parce que les Chinois savent tirer de la terre le maximum, mais aussi parce que, se nourrissant d'un bol de riz, ils se contentent d'un minimum vital. En France et en Angleterre, où l'on ne s'accommoderait ni de la nourriture, ni de l'existence que mènent les Chinois, la même quantité de subsistances ne pourrait nourrir qu'un nombre beaucoup plus réduit de personnes. Un dixième d'arpent suffit dans la Chine méridionale pour l'entretien d'un homme : il en faut 1 à 1,5 dans le midi de la France et 5 à 8 dans le Middlesex. Les niveaux de vie varient suivant les couches sociales et les pays.

L'importance que Cantillon attribue aux subsistances le conduit à accorder la première place à l'agriculture. Ce financier que ses contacts avec des manufacturiers et de gros négociants auraient dû, semble-t-il, incliner vers les théories du mercantilisme, se prononce résolument en faveur des propriétaires fonciers. Il est, par là, un précurseur des physiocrates.

Le travail donne aux produits de la terre « la forme de la richesse ». L'homme n'obtient de subsistances que dans la mesure où il accède à la terre. Mais « la propriété appartient nécessairement à un petit nombre ». La société se partage donc en deux groupes : une majorité de non-propriétaires sous la dépendance d'une minorité détentrice du sol, qui contrôle la source réelle des subsistances et dirige l'économie.

Voilà, ce me semble, assez d'inductions pour faire sentir que le nombre des habitants dans un Etat dépend des moyens de subsister; et comme les moyens de subsistance dépendent de l'application et des usages qu'on fait des terres et que ces usages dépendent des volontés, du goût et de la façon de vivre des propriétaires des terres principalement, il est clair que la multiplication ou le décroissement des peuples dépend d'eux<sup>1</sup>.

Les propriétaires sont donc les maîtres de la population d'après l'usage qu'ils feront des terres et du produit net qu'ils en tirent. S'il prend fantaisie à un seigneur de diminuer le nombre

---

1. CANTILLON : *Essai sur la nature du commerce en général*, p. 85.

de ses domestiques et d'augmenter le nombre de ses chevaux de selle, les artisans et les laboureurs qui travaillent à assurer l'entretien de sa domesticité devront s'en aller ailleurs, tandis que les terres arables seront transformées en prairies pour les chevaux ou semées en avoine.

Les propriétaires fonciers et les riches consommateurs agissent sur la quantité des subsistances, et par conséquent sur la population, aussi bien par le commerce international que par le commerce intérieur. Si « les dames de Paris se plaisent à porter des dentelles de Bruxelles », la population de la France diminuera, « car il faudra payer le produit d'un seul arpent de lin par le produit de plus de 16.000 arpents de vignes »<sup>1</sup>. Si l'on exporte du minerai ou des produits industriels pour importer des denrées alimentaires, l'offre accrue de nourriture permettra et stimulera la croissance de la population nationale. L'exportation des grains, de même qu'une large consommation des produits du sol — ce que Cantillon nomme le « luxe de subsistance » — est donc défavorable à la population, tandis que le « luxe de décoration » lui est propice. Quesnay prendra le contre-pied de Cantillon parce qu'il se propose avant tout de revigorer l'agriculture, de la tirer de sa stagnation : le « luxe de décoration » lui semble pernicieux pour la terre, car il ne provoque pas une demande correspondante de produits agricoles, alors que le « luxe de subsistance » entraîne une augmentation du revenu agricole brut et net, assure aux grains « un bon prix » et encourage les investissements.

L'accroissement de la population ne risque-t-il pas, au cas où les subsistances ne s'accroîtraient pas dans la même mesure, de faire baisser le niveau de vie ? Cantillon se demande ce qui vaut mieux : une population nombreuse et pauvre ou une population moins considérable et plus favorisée. Il se refuse à trancher : « C'est là une question morale, qui n'est pas de mon sujet »...

### **Mirabeau (1715-1789).**

*L'Ami des hommes, ou Traité de la population*, paru en 1757 et qui eut vingt éditions en trois ans, lie étroitement la population et l'agriculture. On perçoit nettement dans cette œuvre, écrite un an avant l'adhésion du marquis de Mirabeau à la doctrine des physiocrates, l'influence de Cantillon. Pour Mirabeau, la population représente la source de toutes les richesses : il faut donc encou-

1. CANTILLON : *Essai sur la nature du commerce en général*, p. 42.

rager son accroissement. Mais la population est limitée par les subsistances : il faut donc encourager l'agriculture.

Le premier bien, c'est d'avoir des hommes, et le second, de la terre... Tout mon ouvrage n'a d'objet que de traiter de la population, de ses avantages, et des moyens de l'étendre à l'infini. Or, je ne pense pas qu'elle puisse avoir d'autre principe que l'agriculture, je pourrais donc dire que mon ouvrage entier traite des moyens d'encourager l'agriculture<sup>1</sup>.

A la fin de son livre, il en résume la signification :

La vraie richesse ne consiste qu'en la population ; la population dépend de la subsistance, la subsistance ne se tire que de la terre; le produit de la terre dépend de l'agriculture, d'où s'ensuit que tous autres moyens, le commerce, les sciences, les arts, ne servent et n'établissent une prospérité fixe et indépendante qu'autant qu'ils vivifient, encouragent et éclairent l'agriculture, le premier, le plus utile, le plus innocent et le plus précieux des arts<sup>2</sup>.

Avec Cantillon, Mirabeau pense que les hommes tendent, sous l'effet de « l'inaltérable faculté de se reproduire et de se multiplier », à s'accroître jusqu'à la limite des subsistances. L'action des guerres, des épidémies, du célibat religieux, des lois somptuaires et des encouragements au mariage et à la natalité lui semble, en regard de ce facteur primordial, d'un intérêt secondaire. S'il approuve les interventions gouvernementales pour favoriser l'accroissement de la population, il déclare que l'essentiel consiste en une politique visant à stimuler la vie rurale et l'agriculture. Il souhaite qu'on rende à la propriété foncière sa puissance et son prestige. Il se prononce pour une monarchie étayée par une noblesse terrienne, vivant sur ses terres et de ses terres, et par une paysannerie florissante, libérée du poids d'impôts excessifs.

Puisque la mesure de la population est celle des subsistances, la multiplication des hommes ne représente-t-elle pas un danger ? Nullement : car si l'augmentation des subsistances entraîne un accroissement de la population, l'accroissement de la population entraîne une augmentation des subsistances. Pour Mirabeau, plus il

1. MIRABEAU : *L'Ami des hommes*, t. I, p. 75.

2. *Ibidem*, t. III, p. 216.

y a d'hommes et plus la terre rapporte. « La stérilité ne se montre nulle part que par la faute des hommes. »

S'il y a dépopulation en France, la faute en incombe aux grandes propriétés — « les grands propriétaires étouffent les petits comme les gros brochets d'un étang mangent les petits » — à l'absentéisme des propriétaires, au despotisme — « jamais un peuple tyrannisé ne sera nombreux » —, à une mauvaise politique fiscale et annonaire, au mauvais emploi de terrains fertiles transformés en parcs, en avenues, en chemins trop larges, enfin au luxe qui « sèche dans la racine le germe de nouveaux citoyens ».

Converti par Quesnay, Mirabeau modifia certains de ses points de vue, notamment sur les consommations de luxe, qu'il juge désormais bienfaitantes lorsqu'elles ont pour résultat d'augmenter les revenus et les investissements agricoles. Il avait retrouvé chez les physiocrates son optimisme originel. Pour eux comme pour lui, le bon propriétaire foncier est un bienfaiteur national : ne pouvant consommer tout son revenu, il créera sans fin de nouvelles sources de richesse, il fera à la terre de nouvelles « avances » pour pouvoir nourrir plus de personnes. Il contribuera au bonheur et à la multiplication de son peuple...

Conception paternaliste, en opposition avec les réalités économiques et sociales.

### **Quesnay (1694-1774).**

Il existe un ordre providentiel qu'il faut apprendre à connaître et auquel, après l'avoir reconnu, il faut apprendre à se conformer. Cet ordre a pour fondement la propriété. L'agriculture, unique source de la richesse, donne seule un produit *net* en sus des frais de production, l'industrie et le commerce n'ayant d'autre fonction que de façonner ou de transporter les matières premières. La prospérité nationale s'exprime par la plus grande élévation possible de la rente du sol. Le gouvernement doit se borner à protéger ses sujets, ne pas entraver la libre circulation des grains par un système de douanes et de prohibition, respecter le « bon prix » qui favorise la production. Laisser faire, laisser passer ! Telle est dans ses grandes lignes la doctrine de Quesnay et des physiocrates.

Quelle attitude vont adopter ces apôtres de la propriété foncière face au problème démographique ?

Les mercantilistes pensaient qu'une nation n'avait jamais

assez d'hommes et que les hommes constituaient sa véritable richesse. La population, déclarent les physiocrates, n'a nul besoin d'être encouragée, elle tend d'elle-même à s'accroître. Pour nourrir les hommes, il faut d'abord des subsistances. « Ce sont les richesses qui multiplient les hommes. » Sans elles, ils ne sauraient ni vivre, ni devenir plus nombreux. Le gouvernement ne doit s'occuper que de l'augmentation des richesses : l'accroissement de la population suivra.

Quesnay prône l'agriculture, non seulement d'un point de vue général, mais du point de vue démographique. C'est elle, et non l'industrie, qui fournira des aliments aux hommes. On aurait compris qu'il s'en tint là. Mais il raisonne en fanatique du capital foncier. Seule l'agriculture, selon lui, donne un produit net, un revenu ; seule l'augmentation des revenus peut entraîner un accroissement de la population. Une nation où les denrées agricoles ne seraient pas vendues à des prix rémunérateurs ne prospérerait pas. Là où le propriétaire foncier s'enrichit, la population croît !

De l'illusion initiale qui accorde une vertu magique à l'agriculture et au propriétaire foncier découle, sous la plume de Quesnay, une série de contradictions et de paradoxes. Quesnay prétend faire coexister l'abondance et la cherté.

La non-valeur avec l'abondance n'est point richesse. La cherté avec pénurie est misère. L'abondance avec cherté est opulence<sup>1</sup>.

Quesnay soutient que le plus fort revenu net permet une population plus abondante ; mais afin que ce revenu net soit le plus grand possible, il entend réduire le nombre des travailleurs de la terre. C'est moins la quantité des produits qui l'intéresse que le bon prix des denrées, c'est-à-dire le profit du propriétaire. Or, s'il y a hausse des prix sans que la quantité des denrées augmente, on se demande, même en admettant une hausse nominale des salaires, comment un pareil état de chose pourrait favoriser un accroissement de la population. D'ailleurs Quesnay affirme que le prix commun des denrées de première nécessité (principalement du blé) règle le salaire des ouvriers : les salariés se verront toujours réduits au minimum d'existence, parce que l'ordre naturel l'exige !

En résumé, Quesnay et ses disciples : Mercier de la Rivière, Dupont de Nemours, Le Trosne, l'abbé Baudeau, Gournay, estiment que la puissance d'un pays repose, non sur l'importance de sa

1. QUESNAY : « Grains » (article de l'*Encyclopédie*).

population, mais sur la prospérité de son agriculture, et que l'accroissement du revenu de l'agriculture entraîne le bien-être et l'accroissement de la population.

Aussi quel hosanna entonnent-ils à la gloire du propriétaire foncier ! Il est le missionnaire de la Providence, chargé de produire et de partager entre les hommes le pain de vie. Toutes les autres occupations sont « stériles » : industrie, commerce, domesticité, professions libérales... Aucune ne crée de richesses, aucune ne laisse un revenu net. Mais le propriétaire foncier qui fait pousser les moissons d'or, indispensables à tous, est, à l'égal du souverain, le père de ses sujets.

Concluez que le sort de ces hommes précieux qui cultivent leur fonds ou celui des autres n'est indifférent pour personne... Que tout ce qui les gêne, les avilit, les moleste, les dépouille, fait à la société les plaies les plus cruelles, que tout ce qui les ennoblirait, tout ce qui pourrait opérer leur bien-être, leur aisance, leur richesse, est une source féconde de prospérité pour toutes les classes de citoyens <sup>1</sup>.

Les physiocrates souhaitent que se développent une grande agriculture, en remplacement des anciens usages fondés sur les biens communaux et les servitudes collectives, et une classe de grands propriétaires, de grands fermiers qui loueraient à long terme de vastes domaines, pour défoncer profondément le sol, obtenir d'abondantes récoltes, tirer toujours plus d'argent de la terre et nourrir toujours plus de monde.

Soucieux d'assurer la prospérité de l'agriculture et de maintenir le « bon prix », les physiocrates veulent développer la consommation intérieure, supprimer les taxes, les contrôles, la réglementation des marchés, laisser jouer la libre concurrence, éviter un renchérissement des produits industriels, qui grèverait l'agriculture.

En politique, ils appuient tout gouvernement respectueux de la propriété et des libertés qui en découlent. Ennemis des interventions et des contraintes, ils rejettent les mesures natalistes, considérées par eux comme une immixtion de l'Etat. L'agriculture ne suffit-elle pas à tout ? Ils se prononcent pour le despotisme de l'ordre naturel, incarné dans la personne d'un roi, héréditaire comme tout propriétaire foncier et contrôlé par un corps politique dont feront partie les grands propriétaires et les grands fermiers.

1. BAUDEAU : *Introduction à la philosophie économique*, p. 839.

Marx a expliqué pourquoi la doctrine des physiocrates était née en France, pays surtout agricole, et non en Angleterre, où dominaient le commerce, l'industrie, la navigation.

La première condition du développement du capital consiste dans la séparation de la propriété foncière et du travail, l'opposition de l'ouvrier libre et de la terre, condition primordiale du travail, puissance indépendante placée dans les mains d'une classe particulière. Dans cette conception, c'est donc le propriétaire foncier qui apparaît comme le véritable capitaliste, comme celui qui s'approprie le surtravail. Le système féodal se trouve ainsi reproduit et expliqué sous les apparences de la production bourgeoise; l'agriculture apparaît comme la seule branche où se réalise la production capitaliste, c'est-à-dire la production de la plus-value. La féodalité s'embourgeoise et la bourgeoisie prend des allures féodales. Ces apparences trompèrent les nobles, adeptes de Quesnay, entre autres ce vieil original de Mirabeau père. Chez les autres physiocrates, chez Turgot notamment, cette apparence disparaît complètement et le système physiocratique se présente comme la nouvelle société capitaliste s'installant dans le cadre de la société féodale. Il correspond donc à la société bourgeoise à l'époque où elle naît du système féodal<sup>1</sup>.

### **Turgot (1727-1781).**

Turgot se déclare disciple de Quesnay — contrôleur général des finances, il édicta la libre circulation des grains dans tout le royaume —, mais se tient en dehors de la « secte » et se sépare des physiocrates sur plusieurs points. Il n'admet pas comme eux la « stérilité » de l'industrie (pour favoriser les manufactures, il abolira les corporations); il ne voit pas dans la propriété foncière une institution de droit divin; il s'intéresse davantage à la propriété mobilière, analyse mieux le rôle du capital, affirme la légitimité de l'intérêt; il estime que, par suite de la demande plus forte des denrées et des effets de la loi du rendement non proportionnel, l'accroissement de la population entraîne l'enrichissement des propriétaires, et non l'inverse.

1. MARX : *Théories sur la plus-value*, t. I. chap. VI, p. 41 (Stuttgart, 1905).

Il veut supprimer la mendicité et mettre au travail quiconque en est capable. Intendant de Limoges, il y établira les premiers ateliers de charité.

Turgot ne se déclare pas, comme Montchrétien, partisan de l'émigration dans les colonies. Dans un ouvrage de jeunesse, il prédit que les possessions anglaises se détacheront de la métropole.

Les colonies sont comme les fruits, qui ne tiennent à l'arbre que jusqu'à leur maturité. L'Amérique fera un jour ce que fit autrefois Carthage<sup>1</sup>.

Turgot, le premier, avec l'Anglais Anderson et l'Italien Beccaria, a formulé avant Malthus, la loi des rendements décroissants à laquelle Ricardo attachera son nom. Les meilleures terres sont occupées d'abord; les « avances » à l'agriculture s'accompagnent de rendements de plus en plus élevés, mais jusqu'à un certain point.

Passé ce point, si on augmente encore ces avances, les produits augmenteront encore, mais moins, et toujours de moins en moins jusqu'à ce que, la fécondité de la terre étant épuisée et l'art n'y pouvant plus rien ajouter, un surcroît d'avance n'ajouterait absolument rien au produit<sup>2</sup>.

Cependant, Turgot n'en tire aucune conclusion pessimiste en matière démographique. Bien qu'un accroissement de la population fasse jouer la loi des rendements décroissants et que la capacité démographique d'un pays soit limitée par les techniques agricoles, il estime que la population de la France est loin d'avoir atteint cette limite. Un mauvais gouvernement prive le pays de la population qu'il pourrait nourrir.

Une étendue de terre déterminée peut porter une certaine quantité d'hommes, et quand elle n'y est pas, c'est la faute de l'administration<sup>3</sup>.

---

1. TURGOT : *Des progrès successifs de l'esprit humain* (1750).

2. TURGOT : « Observations sur le mémoire de M. de Saint-Péravy », *Œuvres*, I, p. 421.

3. TURGOT : *Œuvres*, I, p. 334.

*Condillac (1715-1780).*

L'abbé de Condillac, déjà célèbre comme philosophe par son *Traité des sensations*, publia, en 1776, un livre qui contenait en puissance des théories que développeront les économistes.

Plus perspicace que les physiocrates, qui affirmaient que l'échange ne fait rien gagner à personne, il l'explique par l'utilité et y voit la satisfaction de deux besoins, la création de deux valeurs. Produire, c'est créer par le travail une correspondance entre les choses et les besoins. Production agricole et production industrielle ne font toutes deux que transformer ce qui existait auparavant.

Sur le plan démographique, Condillac se rapproche de Cantillon. Le chiffre de la population, pense-t-il, est déterminé par l'utilisation de la terre et le niveau de vie. Si les terres sont employées à nourrir des chevaux, elles nourriront moins d'hommes. Un accroissement de la consommation par habitant entraînera une diminution de la population.

Il n'y aura jamais dans un pays que la quantité d'habitants qu'il peut nourrir. Il y en aura moins, toutes choses d'ailleurs égales, si chacun d'eux consomme davantage; il y en aura moins encore si une partie des terres est consacrée à des productions dont ils ne se nourrissent pas<sup>1</sup>.

Condillac croit que la population s'ajuste aux ressources et au niveau de vie par la diminution des mariages.

Faut-il souhaiter une population nombreuse ou une population prospère ? Condillac se demande

s'il est plus avantageux pour un royaume d'avoir un million d'habitants qui subsistent, l'un portant l'autre, du produit de dix arpents par tête, ou dix millions qui subsistent chacun du produit d'un seul arpent<sup>2</sup> ?

Condillac se prononce pour la population la plus nombreuse possible qui « se concilie avec l'abondance à laquelle tous ont le droit de prétendre ». Ni « vie grossière », ni « vie molle », mais « vie simple », sans inégalités trop grandes, sans luxe obtenu trop

1. CONDILLAC : *Le commerce et le gouvernement considérés relativement l'un à l'autre*, p. 252.

2. *Ibidem*, p. 263.

souvent par une exportation des subsistances, et où chacun travaillera sans nuire à autrui.

### Moheau (Montyon 1733-1820).

Avec Moheau<sup>1</sup> qui tente la première grande synthèse des éléments, des causes et des principes de la population, la science démographique vient au monde. Ses fondements sont encore fragiles, ses moyens rudimentaires, mais elle se réclame de la méthode cartésienne « qui consiste à s'élever de l'examen des faits à l'établissement du principe, de l'exemple au précepte et de l'expérience à la théorie ».

Moheau ne part pas de conceptions plus ou moins subjectives : il veut, par l'observation, accéder à la connaissance de la vérité. En l'absence de statistiques sérieuses, il procède avec prudence, réflexion et discernement. Que recherche-t-il ? Le bonheur public. Que constate-t-il ? L'égalité de tous devant les besoins communs à tous. Son enquête sur l'état et le mouvement des populations prend son véritable sens à la lumière de cette méditation sur la destinée humaine.

L'homme ainsi vu à nu et dépouillé de toutes les prérogatives et distinctions qu'ont introduites les conventions sociales, ramène au sentiment de l'égalité naturelle ; pour tout individu, mêmes besoins, mêmes plaisirs ; les seules jouissances réelles pour les souverains sont celles qu'ils partagent avec le dernier de leurs sujets ; même commencement, même fin, un berceau et un tombeau<sup>2</sup>.

La richesse d'un Etat s'évalue d'après le nombre d'hommes auxquels il donne du travail. Moheau condamne tout ce qui nuit à l'accroissement de la population, en premier lieu la guerre. Il préconise des mesures contre le célibat et des avantages aux familles nombreuses. Il se prononce contre les mauvaises mœurs

1. La paternité de *Recherches et considérations sur la population de la France* doit être attribuée incontestablement au célèbre intendant philanthrope Montyon, et non à Moheau. Paul Vincent a publié, en 1947, un extrait d'un mémoire daté de 1802 où Montyon déclare « avoir donné en 1777, sous le nom de Moheau, un de mes secrétaires, un livre qui détermine l'état de la population de la France à cette époque ». Voir l'étude de Louis CHEVALIER : « Préface à Moheau », *Population*, 1948, pp. 231-232.

2. MOHEAU : *Recherches et considérations sur la population de la France*, pp. 2-3, Edition de 1778.

— « la débauche ne peuple point » —, contre le luxe, les impôts excessifs qui frappent les biens de consommation, l'émigration, la colonisation, le droit d'aînesse, qui entrave le mariage des cadets... Il souhaite la liberté, la propriété, la sécurité, le renforcement des mesures d'hygiène, il réclame des réformes. Il veut

que l'ordre physique, moral et politique soit modifié et dirigé de la manière la plus avantageuse à la propagation et à la conservation de l'espèce humaine<sup>1</sup>.

En ce qui concerne le rapport de la population et des subsistances, Moheau déclare que la quantité des subsistances conditionne l'accroissement de la population, mais ne le détermine pas. Le comportement des propriétaires fonciers et des employeurs influe sur le niveau de vie et le nombre de la population.

Il est des temps où le peuple, dans le pays le plus fécond, manque de subsistance, si l'emploi de la main-d'œuvre ne le rend nécessaire au propriétaire<sup>2</sup>.

L'accroissement de la population dépendra donc à la fois de la production et de la répartition des richesses.

L'espèce humaine tend naturellement à s'accroître, jusqu'au point où elle ne parvient plus à satisfaire ses besoins vitaux.

En général, l'humanité est tellement constituée, et la fécondité et la mortalité sont tellement combinées que notre espèce doit multiplier dans nos climats, si quelque raison locale, physique ou morale, ne dérange l'ordre de la propagation et n'intervertit la loi de la nature<sup>3</sup>.

Les limites de la population, écrit Moheau, sont fixées par la quantité d'hommes que la terre peut nourrir et vêtir. La population peut être supérieure à la fécondité du sol, grâce aux emplois de l'industrie, grâce aussi à l'utilisation de ressources ou d'équivalents alimentaires mal connus ou encore inconnus. Aussi la limite de la population est-elle difficile à déterminer.

---

1. MOHEAU : *Recherches et considérations sur la population de la France*, II, p. 157.

2. *Ibidem*, II, p. 138.

3. *Ibidem*, I, p. 271.

D'autre part, de nombreux facteurs en ralentissent la croissance : guerres, famines, épidémies, misère, travaux insalubres, restriction volontaire... Moheau dresse un éloquent réquisitoire contre l'inégalité sociale, obstacle à une natalité plus forte. Il dénonce partout

le spectacle de l'homme riche altérant le vœu de la nature, corrompant tout, abusant de ses semblables, leur enlevant, pour ses plaisirs, ses goûts, ses caprices, les moyens de subsistance ; la nature trahie, la nation sacrifiée, et la génération future éteinte par anticipation<sup>1</sup>.

Quel contraste avec Malthus !

## 2. — LES PHILOSOPHES ET LES ECRIVAINS

Les économistes envisagent le problème démographique sous l'angle du rapport entre la population et les subsistances, et spécialement l'agriculture. Les philosophes l'envisagent du point de vue du progrès, soit pour tirer d'un prétendu processus de dépopulation un argument contre le régime absolutiste et féodal, soit pour proclamer leur foi dans l'émancipation sociale et le triomphe de la raison.

### *Montesquieu (1689-1755).*

L'auteur des *Lettres persanes* et de *l'Esprit des lois*, assure que la population a considérablement diminué depuis l'antiquité.

Avant Montesquieu, de soi-disant spécialistes avaient lancé des chiffres aussi fantastiques que fantaisistes. Le Père Petau, chronologiste français du XVII<sup>e</sup> siècle, affirmait que l'humanité, 280 ans après le déluge, comptait 700 milliards d'individus... L'Anglais Cumberland, en 1724, donnait, pour l'an 340 après le déluge, le chiffre de 3.333.333.333 êtres humains. Plus modeste, l'astronome italien Riccioli, au XVII<sup>e</sup> siècle, estimait à 410 millions la population de l'Empire romain.

La dépopulation passagère de la France au début du XVIII<sup>e</sup> siècle a suggéré sans doute à Montesquieu l'idée d'une dépopulation générale, qu'il évoque ainsi en 1721 :

1. MOHEAU : *Recherches et considérations sur la population de la France*, II, p. 107.

Après un calcul aussi exact qu'il peut l'être en ces sortes de choses, j'ai trouvé qu'il y a à peine sur terre la dixième partie des hommes qui y étaient dans les anciens temps. Ce qu'il y a d'étonnant, c'est qu'elle se dépeuple tous les jours, et si cela continue, dans dix siècles, elle ne sera plus qu'un désert. Voilà... la plus terrible catastrophe qui soit jamais arrivée dans le monde <sup>1</sup>.

Parmi les facteurs de la dépopulation, Montesquieu range la polygamie des musulmans, le christianisme qui prêche la continence dans le mariage et interdit le divorce, le célibat, l'esclavage des temps modernes, la politique coloniale (parce que les blancs se reproduisent peu ou mal dans les pays tropicaux), le droit d'aînesse <sup>2</sup>.

Dans *l'Esprit des lois*, Montesquieu déclare que la population se règle sur les ressources alimentaires.

Partout où il se trouve une place où deux personnes peuvent vivre commodément, il se fait un mariage. La nature y porte assez lorsqu'elle n'est point arrêtée par la difficulté de la subsistance <sup>3</sup>.

L'accroissement de la population, souhaité par Montesquieu, ne dépend pas seulement de la production et de la répartition des ressources alimentaires. Il résulte d'une administration sage et habile. La France pourrait nourrir 50 millions d'habitants <sup>4</sup>. Mais il faudrait des lois qui favorisent la propagation de l'espèce humaine <sup>5</sup>.

### **Voltaire (1694-1778).**

Voltaire ne croit pas à une dépopulation générale depuis l'antiquité. Dans l'article « Population » du *Dictionnaire philosophique* (1771), il critique Montesquieu, Mirabeau qui prétendait que l'Espagne comptait au temps de César 52 millions d'ha-

1. MONTESQUIEU : *Lettres persanes*, lettre 113.

2. Le maréchal de Saxe, dans ses *Rêveries et mémoires sur l'art de la guerre*, soutient, comme Montesquieu, que la terre s'est dépeuplée. Lui aussi en attribue la cause aux religions chrétienne et musulmane.

3. MONTESQUIEU : *L'Esprit des lois*, II, p. 101.

4. MONTESQUIEU : *Pensées*, I, p. 180.

5. MONTESQUIEU : *L'Esprit des lois*, II, p. 121.

bitants, d'Amilaville, l'Anglais Robert Wallace qui attribuait 40 millions d'habitants à la Gaule...

Je crois l'Allemagne, la France, l'Angleterre bien plus peuplées qu'elles ne l'étaient alors (au temps de César). Ma raison est la prodigieuse extirpation des forêts et le nombre des grandes villes bâties et accrues depuis 800 ans et le nombre des arts augmenté en proportion. Voilà, je pense, une réponse précise à toutes les déclamations vagues qu'on répète...

Mais on nous effraie en nous demandant ce que sont advenues ces quantités prodigieuses de Huns, d'Alains, d'Ostrogoths, de Vandales, de Lombards, qui se répandirent comme des torrents sur l'Europe au v<sup>e</sup> siècle.

Je me méfie de ces multitudes ; j'ose soupçonner qu'il suffisait de trente ou quarante mille bêtes féroces, tout au plus, pour venir jeter l'épouvante dans l'empire romain gouverné par une Pulchérie, par des eunuques et par des moines... Si Attila fut jamais à la tête de cinquante mille assassins affamés, ramassés de province en province, on lui en donnait cinq cent mille. Les millions d'hommes qui suivaient les Xerxès, les Cyrus, les Thomyris, les trente ou trente-quatre millions d'Egyptiens, et la Thèbes aux cent portes, et *quidquid Graecia mendax audet in historia*, ressemblent assez aux cinq cent mille hommes d'Attila...

La population a triplé presque partout depuis Charlemagne.

Sans doute, certaines régions se sont dépeuplées, comme l'Etat du Saint-Siège, qui serait désert « sans les cardinaux, les ambassadeurs et les voyageurs ».

Loin d'avoir diminué, la population, affirme Voltaire, s'est accrue non seulement depuis l'antiquité, mais depuis le moyen âge<sup>1</sup>. Les guerres et les fléaux ne laissent pas de traces durables, comme le pense Montesquieu.

1. L'opinion de Voltaire se trouve confirmée par les travaux de Messance et de Moheau. Messance, auteur de *Recherches sur la population des généralités d'Auvergne, de Lyon, de Rouen et de quelques autres villes du royaume*, évaluait la population de la France en 1766, à plus de 23 millions d'habitants, et Moheau, en 1777, à 24 millions.

Il réfute d'avance l'un des deux termes de la loi de Malthus :

On ne propage point en progression géométrique. Tous les calculs qu'on a faits sur cette prétendue multiplication sont des chimères absurdes.

Si la population tend toujours à monter au niveau des subsistances — qui ne cessent de croître —, elle n'exerce pas une pression pour s'étendre au delà. Contrairement à ce qu'avait écrit Montesquieu, contrairement à ce qu'écrira Malthus, Voltaire ne redoute ni le déficit ni l'excès. Il s'intéresse davantage à la condition sociale du peuple qu'à son état numérique.

Le point principal n'est point d'avoir du superflu en hommes, mais de rendre ce que nous en avons le moins malheureux qu'il est possible.

### **Diderot (1713-1784)**

Pour Diderot, la richesse d'un pays se traduit par le nombre de ses habitants. Cette opinion a été exprimée dans plusieurs passages de l'*Encyclopédie* de Diderot.

L'homme vaut par le nombre ; plus une société est nombreuse, plus elle est puissante pendant la paix, plus elle est redoutable dans les temps de guerre. Un souverain s'occupera donc sérieusement de la multiplication de ses sujets. Plus il aura de sujets, plus il aura de commerçants, d'ouvriers, de soldats. Ses Etats sont dans une situation déplorable, s'il arrive jamais que parmi les hommes qu'il gouverne il y en ait qui craignent de faire des enfants et qui quittent la vie sans regret... La plus grande richesse d'un Etat est dans le nombre de ses sujets... Un gouvernement avisé doit encourager, comme le faisaient les Romains, par tous les moyens possibles, ceux qui ont un plus grand nombre d'enfants.

Diderot ne songe pas, comme les physiocrates, à agir d'abord sur les biens, à multiplier d'abord les richesses. En revanche, il croit, avec eux, que l'agriculture seule fournit un revenu net et rémunère les investissements.

Les dons de la terre sont toujours proportionnés aux avances du laboureur.

Quant au produit des manufactures, il ne dépasserait que légèrement le salaire des travailleurs.

Mieux que les physiocrates, Diderot a noté l'action de l'industrie sur le développement de l'agriculture.

L'abbé Morellet ayant écrit une *Réfutation de l'ouvrage qui a pour titre Dialogues sur le commerce des blés*, que l'abbé Galiani avait publié en 1769, Diderot rédigea une *Apologie de l'abbé Galiani* qui ne vit pas le jour<sup>1</sup>.

Se référant à un passage de la *Réfutation* où l'abbé Morellet affirme que le commerce des denrées diminue en raison des bras et qu'il est limité par l'étendue du sol, alors que le commerce des manufactures augmente en raison des bras et est illimité, Diderot se refuse à suivre sur ce point à la fois Galiani qui défend contre les physiocrates les intérêts de l'industrie naissante et Morellet partisan de l'agriculture, de la propriété et d'une politique de pain cher.

Diderot montre comment les progrès de l'industrie stimulent la production agricole, l'accroissement de la manufacture entraînant celui de la culture.

La faim donne naissance à l'agriculture; mais la terre cultivée ne donne presque rien comme notre besoin l'exige, pas même notre blé; il faut des préparations à tout, et puis qui est-ce qui consomme et ne produit rien? Qui est-ce qu'il faut nourrir? Ayez beaucoup d'hommes à nourrir, c'est-à-dire beaucoup d'acheteurs, et vous aurez trouvé le vrai, l'unique secret de multiplier, d'encourager les vendeurs. Qui sont les acheteurs? Les manufacturiers. Qui sont les vendeurs? Les agriculteurs. Que vendent-ils? Les denrées. Pourquoi le vendeur se pourvoira-t-il de denrées s'il n'a pas son acheteur tout prêt?... Manufacture, agriculture, mouvement circulaire, où la première impulsion est venue presque conjointement de l'agriculture et de l'industrie, mais qui est accéléré non plus par l'agriculture, mais par la manufacture, qui pousse sans cesse en détruisant, et dont c'est là tout l'effet<sup>2</sup>.

Diderot dénonce les causes de la dépopulation : le célibat

1. Cet inédit de Diderot a été publié dans *La Pensée*, n° 55, mai-juin 1954.

2. DIDEROT : « Apologie de l'abbé Galiani », *La Pensée*, mai-juin 1954, p. 29.

ecclésiastique contre lequel il a écrit *La Religieuse*, les lois pénales, les « princes détestables », « l'esprit de libertinage », la « mauvaise éducation », la chasse à la dot qui diminue le nombre des mariages, l'exode rural, la concentration de la propriété, le chômage, l'oisiveté, la misère...

### **L'abbé Raynal (1713-1796).**

Dans son ouvrage célèbre<sup>1</sup> publié en 1770 et qui atteint à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle sa 54<sup>e</sup> édition, l'abbé Raynal, acquis en partie aux idées physiocratiques, se dresse contre l'esclavage aux colonies et contre l'Eglise. Avec Voltaire, il rejette le postulat de dépopulation mondiale. Persuadé qu'une bonne législation assurera le bonheur des hommes, il estime, comme Benjamin Franklin, que la population augmente là où les subsistances abondent et où règne l'aisance. Le régime féodal, souligne-t-il, par ses lois et ses mœurs, s'oppose au bonheur, donc à la croissance de la population. L'abbé Raynal prévoit que la population se multipliera en Amérique, tandis qu'elle augmentera lentement en Europe, où toutes les terres sont déjà occupées et le revenu faible.

### **Buffon (1707-1788).**

C'est en naturaliste, et aussi en philosophe, que Buffon parle de la population. Avant Malthus et avant Darwin, il considère la propagation des espèces face à tout ce qui l'entrave. Le cours de la nature vivante reste invariable et constant.

Son mouvement, toujours réglé, roule sur deux pivots inébranlables, l'un, la fécondité sans bornes donnée à toutes les espèces, l'autre, les obstacles sans nombre qui réduisent le produit de cette fécondité à une mesure déterminée, et ne laissent, en tout temps, qu'à peu près la même quantité d'individus de chaque espèce<sup>1</sup>.

D'après Buffon, les espèces vivantes, y compris l'espèce

1. Abbé RAYNAL : *De l'histoire philosophique et politique des établissements et du commerce des Européens dans les deux Indes.*

2. BUFFON : *Histoire naturelle*, t. V, p. 266.

humaine, ne se modifient guère en nombre : la quantité des hommes demeure à peu près identique. L'humanité veille elle-même, sans bien s'en rendre compte, à empêcher ses débordements.

Lorsqu'une portion de la terre est surchargée d'hommes, ils se dispersent, ils se répandent, ils se détruisent et il s'établit en même temps des lois et des usages qui, souvent, ne préviennent que trop cet excès de multiplication. Dans les climats excessivement féconds, comme en Chine, en Egypte, en Guinée, on relègue, on mutile, on vend, on noie les enfants ; ici, on les condamne à un célibat perpétuel. Ceux qui existent s'arrogent aisément des droits sur ceux qui n'existent pas : comme êtres nécessaires, ils anéantissent les êtres contingents ; ils suppriment, pour leur commodité, les générations futures. Il se fait sur les hommes, sans qu'on s'en aperçoive, ce qui se fait sur les animaux : on les soigne, on les multiplie, on les néglige, on les détruit, selon les besoins, les avantages, la commodité, les désagréments qui en résultent<sup>1</sup>.

Une période de multiplication est toujours suivie par une période de stérilité. La population s'adapte automatiquement à la quantité des subsistances ; et quand elle ne s'y adapte pas d'elle-même, ce sont les obstacles destructifs qui l'obligent à s'y adapter. On découvre là comme une première esquisse de la théorie de Malthus.

Quoique dans les pays policés l'espèce de l'homme et celle de tous les animaux utiles soient plus nombreuses que dans les autres climats, elles ne le sont jamais à l'excès, parce que la même puissance qui les fait naître les détruit dès qu'elles deviennent incommodes<sup>2</sup>.

Buffon ne va pas au delà de cette constatation qui lui semble une loi de la nature.

---

1. BUFFON : *Histoire naturelle*, t. V, p. 267.

2. *Ibidem*, t. V, p. 268.

**Brückner (1726-1804).**

Comme le souligne Marx dans une note du *Capital*<sup>1</sup>, les idées qui firent la fortune de Malthus avaient déjà été exprimées dans un ouvrage paru en français à Leyde : *Théorie du système animal* (1767).

Jean Brückner, un pasteur disciple de Buffon, dont on ne connaît pas au juste la nationalité, y invoque une loi naturelle selon laquelle les animaux et les hommes tendent à se multiplier autant que les circonstances le permettent. Cet accroissement se heurte au manque de subsistances : il est limité par la famine.

Dans le monde animal, comme dans le végétal, les espèces ne sauraient subsister que dans une certaine proportion avec l'étendue du terrain qu'elles occupent ; dès lors que le nombre de leurs individus excède cette proportion, elles décroissent et dépérissent ; parce que, partout où il y a surabondance de vie, il y a disette de nourriture<sup>2</sup>.

Quand une population atteint les limites fixées par ses ressources, elle ne s'accroît plus. La misère et la mort la maintiennent à un niveau qu'elle ne peut dépasser. L'action de cette loi se manifeste de façon frappante dans les grandes villes où la population trop prolifique est décimée par les privations et la maladie.

Brückner combat les populationnistes. Trop de monde ne conduit qu'à plus de souffrances et plus de décès.

L'espèce humaine ne subsiste que grâce aux forces destructrices qui, par leurs éliminations, exercent une action bienfaisante.

La guerre, la famine, les épidémies mettaient seules jadis un frein à la croissance démographique. La civilisation tend à écarter ces fléaux : par cela même elle laisserait le champ libre à la loi de multiplication si, en même temps, elle ne suscitait d'autres causes qui font obstacle au peuplement. Les sciences et les arts favorisent la vie, mais portent en eux des « poisons cachés ». De nouveaux facteurs surgissent pour contrecarrer une prolifération excessive : le luxe, la débauche, les métiers dangereux, l'oisiveté, etc... Brückner songe-t-il à la restriction volontaire des naissances ? Il ne prêche point, en tout cas, la « contrainte morale ».

1. MARX : *Le Capital*, livre I, t. III, p. 58, Editions Sociales.

2. BRÜCKNER : *Théorie du système animal*, p. 79.

Malthus présentera les mêmes idées sous une forme mathématique qui leur vaudra le succès. Trente ans avant lui, Brückner a exposé la « loi » qu'il invoquera et rassemblé les éléments essentiels de sa théorie de la population<sup>1</sup>.

### J.-J. Rousseau (1712-1778).

Un pays qui se dépeuple, écrit Rousseau dans le *Contrat social* (1762), porte condamnation contre son gouvernement.

Quelle est la fin de l'association politique ? C'est la conservation et la prospérité de ses membres. Et quel est le signe le plus sûr qu'ils se conservent et prospèrent ? C'est leur nombre et leur population. N'allez donc pas chercher ailleurs ce signe si disputé. Toutes choses d'ailleurs égales, le gouvernement sous lequel, sans moyens étrangers, sans naturalisations, sans colonies, les citoyens peuplent et multiplient davantage, est infailliblement le meilleur ; celui sous lequel un peuple diminue et dépérit, est le pire. Calculateurs, c'est maintenant votre affaire : comptez, mesurez, comparez<sup>2</sup>.

La condition du « bon sauvage », l'état de nature, sans propriété, sans inégalité, sans société où une minorité de riches exploite une majorité de pauvres, favorisent la croissance démographique. La civilisation, au contraire, dépeuple. Elle s'accompagne de guerres, de métiers insalubres, d'impôts, de luxe, de corruption des mœurs... Les mères ne veulent plus avoir d'enfants. Or, ce sont les hommes qui font la grandeur des nations. Une nation doit compter une population aussi nombreuse que le lui permet son territoire.

Emporté par sa passion de critique et de réformateur, qui rêve d'un régime d'égalité sociale où tous les citoyens seraient des petits propriétaires, Rousseau se forge des conceptions utopiques, erronées. L'état de nature, l'économie primitive, qu'il glorifie, ne poussent pas à la prolifération. Les peuplades sauvages, bien des fois, se raréfient et disparaissent. La civilisation, au contraire, est, à certains stades de son développement, un facteur de croissance démographique. Le critérium de multipli-

1. STANGELAND : *Premalthusian Doctrines of Population*, p. 237.

2. J.-J. ROUSSEAU : *Du Contrat social*, p. 154.

cation qu'il invoque pour juger de la qualité d'un gouvernement se révèle illusoire.

Le rêve de Rousseau s'oppose à l'inévitable évolution économique qu'il condamne au nom de la bonté originelle de l'homme et de l'innocence primitive. Ses idées inexactes sur la population reflètent le caractère contradictoire de son œuvre, dont la hardiesse politique inspirera les Jacobins, mais dont la philosophie individualiste alimentera les utopies rétrogrades et les idéologies petites-bourgeoises.

### **Linguet (1735-1794).**

Linguet adresse à l'ordre social les mêmes critiques que Rousseau. Des institutions pernicieuses empêchent la population française de croître. Il s'élève contre les « livres pestilentiels » des physiocrates, parce qu'il considère qu'élever le prix du blé avant d'augmenter les salaires rend plus tragique le sort des travailleurs qui ne touchent déjà que des salaires de famine. Pour Linguet il ne peut y avoir d'essor démographique ni de véritable liberté tant que subsistera l'inégalité économique. L'un des premiers, ce critique des idées bourgeoises et libérales, qui n'est pas socialiste, dénonce la duperie de la liberté du travail dans une société où les riches, propriétaires de l'argent et des denrées, s'arrogent le droit exclusif de fixer les salaires. L'esclave est mieux traité que le travailleur libre, car son maître le nourrit et le loge en tout temps, tandis que le journalier, abandonné à son sort, risque de mourir de faim s'il ne trouve pas d'emploi.

Le sort d'un cheval nourri, bien pansé, bien garanti des injures de l'air, bien traité dans les maladies, était préférable à celui du malheureux manouvrier, libre, mais méprisé universellement, rebuté universellement... Ce qui peut arriver de plus favorable à tout être portant la figure d'homme, mais condamné à gagner sa vie par l'emploi de ses bras, c'est d'être élevé à peu près au rang d'un bidet<sup>1</sup>.

---

1. LINGUET : *Théorie des lois civiles ou principes fondamentaux de la société*, I, pp. 462-464. (Londres, 1767).

**Morelly.**

Morelly a confiance dans le génie de l'homme et les bienfaits de la nature. Employant l'image que Malthus reprendra plus tard pour illustrer son principe de population, Morelly proclame en sens contraire :

Le monde est une table suffisamment garnie pour tous les convives <sup>1</sup>.

Les mets appartiennent à ceux qui ont faim et non à ceux qui sont rassasiés. La propriété privée et l'inégalité économique étant la source des maux humains, il faut les supprimer.

Morelly décrit une société idéale où sera instituée la propriété collective des biens, chacun ayant le devoir de servir la communauté et le droit de pourvoir à sa propre subsistance. Tout citoyen qui aura atteint l'âge nubile devra se marier. Le célibat des veufs ou des divorcés n'est autorisé qu'après quarante ans. Morelly ne se pose pas le problème des subsistances.

**Mably (1709-1785).**

Mably, frère de Condillac, juge également que la société, fondée sur la propriété privée et l'inégalité économique, est responsable des malheurs qui accablent les hommes. Aussi s'élève-t-il avec vigueur contre les physiocrates. Il dénonce leur apologie de la propriété privée et du laisser-faire. La propriété privée ne découle pas, comme ils l'affirment, de l'accroissement de la population. Il réfute Quesnay, pour qui « la richesse des récoltes annuelles est la mesure de la population ».

Les institutions sociales ne s'accordent ni avec la raison, ni avec la nature, qui peut suffire aux besoins de tous, à la condition d'un partage équitable des richesses. On objecte qu'une société communiste aura moins de subsistances et moins de citoyens : Mably répond que le bonheur importe plus que le nombre, et qu'au surplus il favorise l'essor démographique.

Il vaudrait mieux ne compter qu'un million d'hommes heureux sur la terre entière, que d'y

---

1. MORELLY : *Code de la nature, ou le V véritable esprit de ses lois de tout temps négligé ou méconnu* (1755), voir collection « Classiques du peuple », p. 44, Editions sociales.

voir cette multitude innombrable de misérables et d'esclaves, qui ne vit qu'à moitié dans l'abrutissement et la misère... Si les hommes n'avaient jamais établi la propriété, la terre serait aussi cultivée et aussi peuplée qu'elle peut l'être. Le bonheur ne multiplie-t-il pas les hommes<sup>1</sup> ?

### **Helvétius (1715-1771).**

« Le plus grand bonheur pour le plus grand nombre ! » Telle est la devise d'Helvétius qui envisage les conséquences d'un accroissement continu de la population. D'abord, tous les emplois possibles dans l'agriculture seront remplis. Puis la population supplémentaire devra s'embaucher dans les industries de luxe ou émigrer. Après quoi, il ne resterait théoriquement qu'à choisir entre les massacres de la guerre ou l'abandon des enfants.

En fait, il suffira pour le surplus de la population d'émigrer aux colonies ou de travailler dans l'industrie, ce qui permettra d'échanger des produits manufacturés contre des aliments.

Helvétius croit qu'une éducation et une législation appropriées supprimeront la division de la société en deux classes : parasites repus et travailleurs mourant de faim. Quant à l'accroissement de la population, il ne le redoute guère et ne s'abandonne pas à un déterminisme biologique.

### **D'Holbach (1723-1789).**

Le baron d'Holbach souhaite à toute nation d'être heureuse plutôt que riche. Il admet qu'il puisse y avoir trop d'hommes dans un pays.

De même que la culture, la population a des bornes : plus un peuple est heureux, plus il se multiplie ; il peut même à la fin augmenter à un tel degré que son sol ne puisse plus fournir à ses besoins : c'est alors que l'on peut songer à former des colonies qui, subordonnées à l'Etat, et sans se séparer de lui, contribuent à sa force<sup>2</sup>.

1. MABLY : *De la législation ou principes des lois*, pp. 82-83.

2. D' HOLBACH : *Politique naturelle*, II, p. 137.

Cependant, d'Holbach, ennemi du despotisme, des convoitises, des guerres et des persécutions, condamne le colonialisme qui cherche davantage à enrichir la métropole qu'à diminuer la pression démographique. Une telle politique conduit inévitablement aux guerres d'indépendance et à la séparation. Le soulèvement des colonies anglaises de l'Amérique du Nord devait, deux ans plus tard, confirmer ses prévisions.

D'Holbach fait dépendre l'essor démographique de la sagesse du gouvernement, de la fertilité du sol, du développement de l'industrie, de la liberté et de la sécurité. Un Etat mal gouverné est toujours trop peuplé. La ruine et la dépopulation en France ont, d'après lui, pour causes l'inégalité économique, les guerres, les impôts, l'exploitation des masses, la soif immo-dérée des richesses, la classe des rentiers fainéants.

### *Chastellux (1734-1788).*

La foi dans le progrès anime et inspire le marquis de Chastellux, officier et diplomate, l'un des penseurs les moins connus et les plus intéressants de cette époque où l'esprit humain embrasse tant de problèmes, pose les fondements de sciences nouvelles, s'attache au bonheur du plus grand nombre.

On mesure le progrès, pense Chastellux, en étudiant le développement de la population et de l'agriculture, les deux meilleurs indices, selon lui, de la prospérité publique. L'amélioration de la technique, l'extension des surfaces cultivées démontrent la supériorité de l'agriculture moderne sur l'agriculture ancienne. Comme Voltaire et contrairement à Montesquieu, il estime que la terre compte beaucoup plus d'habitants que jadis. Les pertes causées par les épidémies — il se réfère à la peste de 1720 — ont été rapidement comblées. Le sort des populations continuera à s'améliorer avec la diffusion des connaissances, le recul de l'injustice, les progrès de l'agriculture.

Il est nécessaire que les idées anciennes s'effacent et que la raison prévale enfin sur les préjugés et les habitudes<sup>1</sup>.

Le rapport entre les subsistances et la population ne signifie pas qu'une diminution des subsistances entraîne une diminution corrélative de la population.

1. CHASTELLUX : *De la félicité publique*, II, p. 240.

Lorsque les subsistances diminuent d'une certaine quantité, d'un sixième par exemple, il n'arrive pas qu'un sixième des habitants meure de faim ou s'exile ; mais les infortunés consomment, en général, un sixième de moins... Malheureusement pour eux, la destruction ne suit pas toujours la misère ; et la nature, plus économe que les tyrans, sait encore mieux à combien peu de frais les humains peuvent subsister<sup>1</sup>.

« Le tarif de la vie humaine » indique le degré de sa félicité : si le travail est moins pénible et mieux rémunéré, la nourriture plus abondante, la santé meilleure, l'homme est plus heureux. Un pays au peuple nombreux, mais misérable, ne peut être fort. Mais si ses habitants jouissent d'un niveau de vie élevé et de loisirs suffisants, il prospérera. Or, le niveau de vie s'élève avec le développement de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, avec l'instruction et le progrès social.

Aussi ne croit-il pas à un danger de surpopulation. Production et subsistances peuvent croître. Un gouvernement sage cherchera à avoir une population heureuse plutôt qu'une population nombreuse, il se préoccupera d'assurer l'élévation constante du « tarif de la vie humaine ».

### **Bernardin de Saint-Pierre (1737-1814).**

Poète que son imagination amène à disserter sur la philosophie, les sciences, l'agriculture, l'économie et la politique, Bernardin de Saint-Pierre, dans ses *Etudes de la nature* (1784), célèbre les bienfaits de la Providence et l'harmonie du monde. Ce rêveur aux inspirations généreuses découvre dans la nature « une intention morale d'assurer l'équilibre de la population des nations »<sup>2</sup>. Il n'est pas besoin de guerres, d'épidémies, du célibat pour éliminer « le surperflu de l'humanité », lequel n'existe pas. La France pourrait nourrir quatre fois plus d'habitants si les terres étaient morcelées, car les récoltes seraient quatre fois plus abondantes : pour s'en convaincre, il suffit de constater les résultats qu'a donnés le partage des terres autour de Paris. « L'esprit de finance » et la concentration de la propriété s'opposent, en France, à la multiplication des subsistances.

1. CHASTELLUX : *De la félicité publique*, II, pp. 181-182.

2. BERNARDIN DE SAINT-PIERRE : *Etudes de la nature*, p. 216.

Même dans les contrées à forte population, comme la Chine et le Bengale, il existe de vastes territoires à conquérir pour l'homme.

Bernardin de Saint-Pierre se prononce pour l'accroissement démographique que favoriseront le progrès social, l'abolition des monopoles, le partage des terres, la culture des pâturages, l'essor de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, une révision de la politique coloniale.

### *Condorcet (1743-1794).*

Condorcet devait à la science ses premiers titres à la renommée. Il s'était ensuite occupé d'économie politique et de philosophie. Ami de Turgot et des physiocrates, de Voltaire et des Encyclopédistes, il avait élevé la voix en faveur de la liberté des nègres.

Le soulèvement des colons d'Amérique l'incite à méditer sur les droits de l'homme et le destin des populations. Comme la population se proportionne à la quantité des subsistances, c'est dans leur distribution plus égale que l'on doit chercher le bonheur public<sup>1</sup>. Condorcet compte sur la raison et l'instruction pour mettre fin à l'inégalité et aux préjugés.

Député de Paris à l'Assemblée législative qu'il présida, élu à la Convention par le département de l'Aisne, il prit la défense des Girondins, fut décrété d'accusation en juillet 1793 et condamné à mort par contumace en octobre. Réfugié dans la mansarde d'une amie pendant huit mois, privé de livres et sans autre guide que sa mémoire, il se propose de retracer dans un ouvrage l'évolution des sociétés, depuis les temps primitifs jusqu'à la Révolution française et d'imaginer ce que sera l'avenir.

*L'Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain* (1794), expression achevée de l'optimisme philosophique du XVIII<sup>e</sup> siècle, célèbre la perfectibilité indéfinie de l'homme et la marche triomphante de la raison, contre laquelle se conjuguent en vain les efforts des tyrans et des prêtres pour l'empêcher de « pénétrer peu à peu jusqu'aux cabanes de leurs esclaves ».

Toujours plus haut... Les ténèbres de la superstition reculent devant les droits légitimes de l'esprit. Après Descartes,

---

1. CONDORCET : *De l'influence de la révolution de l'Amérique sur l'Europe.*

Locke. Après Locke, Montesquieu et Voltaire. Chaque siècle marque une victoire, un élargissement de la connaissance.

Que nous réserve l'avenir ?

Le perfectionnement moral s'accompagnera d'un progrès matériel. L'accroissement de la production agricole et de la production industrielle permettront d'augmenter le bien-être des individus et de prolonger la durée de la vie humaine. Condorcet prévoit la production synthétique ou artificielle des substances végétales. Il estime que « les progrès de la médecine conservatoire » et la suppression des maladies achemineront la société vers un temps « où la mort ne sera plus que l'effet ou d'accidents extraordinaires ou de la destruction de plus en plus lente des forces vitales ». On assistera donc à une multiplication du nombre des hommes.

Alors un espace de terrain de plus en plus resserré pourra produire une masse de denrées d'une plus grande utilité ou d'une valeur plus haute, des jouissances plus étendues pourront être obtenues avec une moindre consommation ; le même produit de l'industrie répondra à une moindre destruction des productions premières ou deviendra d'un usage plus durable. Ainsi non seulement le même espace de terrain pourra nourrir plus d'individus, mais chacun d'eux, moins péniblement occupé, le sera d'une manière plus productive et pourra mieux satisfaire à ses besoins. Chaque génération, soit par ses progrès, soit par la conservation des produits d'une industrie antérieure, est appelée à des jouissances plus étendues et, dès lors, par suite de la constitution physique de l'espèce humaine, à un accroissement dans le nombre des individus<sup>1</sup>.

Cet accroissement ne sera-t-il pas trop rapide ? Non, car les progrès de la science et les bienfaits du travail le devanceront.

L'aisance du peuple augmente la population, mais cette augmentation est, suivant l'ordre de la nature, bien moins prompte que celle des productions. L'année d'après qu'un champ a été défriché, fumé, semé, il rapporte de quoi nourrir un homme, mais avant

1. CONDORCET : *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*, p. 268 (édition 1829).

qu'un homme soit formé, il faut vingt ans, et avant que ces vingt ans fussent écoulés, la production aurait eu le temps de s'accroître de plus en plus<sup>1</sup>.

Cependant Condorcet se demande ce qui arrivera au cas

où, l'augmentation du nombre des hommes surpassant celle de leurs moyens, il en résulterait nécessairement, sinon une diminution continue de bien-être et de population, une marche vraiment rétrograde, du moins une sorte d'oscillation entre le bien et le mal ? Cette oscillation dans les sociétés arrivées à ce terme ne serait-elle pas une cause toujours subsistante de misères en quelque sorte périodiques ? Ne marquerait-elle pas la limite où toute amélioration deviendrait impossible et, à la perfectibilité de l'espèce humaine, le terme qu'elle atteindrait, dans l'immensité des siècles, sans pouvoir jamais le passer ?<sup>2</sup>

Les ressources alimentaires manqueront-elles un jour aux besoins d'une population croissante ? Condorcet se refuse à tenir pour inévitable.

un événement qui ne se réalisera qu'à une époque où l'espèce humaine aurait nécessairement acquis des lumières dont nous pouvons à peine nous faire une idée. Et qui, en effet, oserait deviner ce que l'art de convertir les éléments en substances propres à notre usage doit devenir un jour ?<sup>3</sup>

Contemporain de Lavoisier, Condorcet croit aux découvertes futures de la chimie. A supposer même que cette menace se précise, il serait vain d'en concevoir quelque alarme.

Les hommes sauront alors que, s'ils ont des obligations à l'égard des êtres qui ne sont pas encore, elles ne consistent pas à leur donner l'existence, mais le bonheur ; elles ont pour objet le bien-être général de l'espèce humaine ou de la société dans laquelle ils vivent, de la famille à laquelle ils sont attachés, et non

1. CONDORCET : *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*, p. 268.

2. *Ibidem*, p. 269.

3. *Ibidem*.

la puérule idée de charger la terre d'êtres humains inutiles et malheureux. Il pourrait donc y avoir une limite à la masse possible des subsistances et par conséquent à la plus grande population possible, sans qu'il en résultât une destruction prématurée, si contraire à la nature et à la prospérité sociale, d'une partie des êtres qui ont reçu la vie<sup>1</sup>.

La raison dirigeant l'humanité préviendra et guérira les maux. Dans l'ombre de la guillotine, Condorcet adresse ce message d'espoir aux générations futures.

### **Saint-Just (1767-1794).**

En pleine tempête révolutionnaire, Saint-Just ébauche des projets de réforme politique et sociale, édifie un Etat idéal comme Platon et Thomas Morus. Ses notes éparses devaient être publiées en 1800 sous le titre : *Fragments d'institutions républicaines*.

De la manière brève et incisive qui lui est propre, Saint-Just expose ses idées sur la famille, l'éducation, les lois somptuaires, la morale.

Saint-Just veut mettre fin à l'inégalité et à la misère.

L'opulence est une infamie. Il faut détruire la mendicité par la distribution des biens nationaux aux pauvres. Un malheureux est au-dessus des gouvernements et des puissances de la terre, il doit leur parler en maître; il faut une doctrine qui assure l'aisance au peuple tout entier<sup>2</sup>.

La misère des masses, estime Saint-Just, provient du système social, non d'un prétendu surpeuplement. « La nature n'eut jamais plus d'enfants qu'elle n'a de mamelles.<sup>3</sup> » Des esprits qu'aveuglent les préjugés se plaignent d'un excès de population, d'une insuffisance de territoires : le dénuement incombe à la « stérilité de l'administration ».

Tel que nous le voyons, le monde est presque dépeuplé, il l'a toujours été. La population fait le tour

1. CONDORCET : *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*, p. 270.

2. SAINT-JUST : *Fragments d'institutions républicaines*.

3. *Ibidem*.

de la terre et ne la couvre jamais tout entière. Je n'ose dire quel nombre prodigieux d'habitants elle pourrait nourrir<sup>1</sup>...

Les maux dont souffre la population, les obstacles qui s'opposent à son accroissement tiennent à la dégradation des mœurs et aux vices du gouvernement. Saint-Just dénonce la classe oisive dont l'existence et le luxe empêchent la population de se développer; « tous les oisifs n'ont point d'enfants, mais des valets qui ne se marient pas ». Saint-Just préconise des avances faites par l'Etat aux jeunes époux; il envisage des lois matrimoniales d'une extrême rigueur, inspirées des Romains.

### *La politique des assemblées révolutionnaires.*

Les trois assemblées révolutionnaires — la Constituante, la Législative, la Convention — et la plupart des hommes politiques ont la même doctrine en matière de population : la France est insuffisamment peuplée. Le développement démographique conditionne le bien-être social : il faut abolir ce qui l'entrave.

Arthur Young prête aux Français ce raisonnement qui résume l'opinion générale :

Lorsque, suivant notre principe qui est d'encourager la population, nous aurons blâmé le luxe, le célibat, les métiers insalubres, la prostitution et la stérilité des villes et rétabli la simplicité des mœurs des champs, tout portera au mariage et à la procréation : un grand accroissement s'ensuivra<sup>2</sup>.

Le législateur révolutionnaire édictera toute une série de mesures pour rénover la morale, encourager la vertu, favoriser la procréation. « Ce n'est pas chez les riches que l'on trouve des familles nombreuses », remarque Villetard, le 17 mai 1793, à la Convention. L'impôt démographique vise les célibataires et les riches; les pères de familles voient alléger leurs charges. Les décrets du 13 janvier 1791 et du 17 mars 1793 posent le principe d'un impôt progressif sur le luxe et la richesse.

Tout en frappant les classes possédantes et oisives, les révolutionnaires s'inquiètent de la pauvreté extrême dans laquelle vé-

1. SAINT-JUST : *Fragments d'institutions républicaines*.

2. ARTHUR YOUNG : *Voyages en France*.

gèrent trop de Français. L'Assemblée Constituante crée un Comité de mendicité (1790-1791) afin d'étudier les causes du mal. Ce Comité n'attribue pas la misère à un excédent de population : il conclut en proclamant pour chaque citoyen le droit au travail.

Du travail en abondance à tous ceux qui peuvent travailler, voilà ce que doit la société. Tel est le sens que le Comité a donné à cet axiome politique : *que tout homme a droit à sa subsistance* et à cette vérité, également incontestable, que la mendicité n'est un délit que pour celui qui la préfère au travail.

L'indigence et le chômage proviennent surtout, selon le Comité, du mauvais état de l'agriculture. Une agriculture prospère permettrait d'accroître les subsistances, de multiplier les emplois, de procurer des débouchés au commerce et à l'industrie.

### *Les idéologues du XVIII<sup>e</sup> siècle et la population.*

Parmi les idéologues du XVIII<sup>e</sup> siècle, ceux qui exaltent l'idée de progrès font confiance à l'homme et à la nature pour nourrir une population toujours plus nombreuse. D'autres, qui assignent comme limite au chiffre de la population la quantité des subsistances, n'en tirent pas des conclusions pessimistes.

Les partisans du progrès, s'appuyant sur Locke et sur Condillac, déclarent que l'homme est le produit de son milieu. En transformant ce milieu, il développera sa capacité de production, il améliorera sa condition générale. La population croîtra en même temps que le bien-être individuel et collectif. Par conséquent, il importe d'abord de vaincre l'ignorance et la superstition, de détruire l'arbitraire des tyrans et l'obscurantisme religieux.

L'abbé de Saint-Pierre, auteur d'un *Projet de paix perpétuelle* (1713), conçoit l'un des premiers le progrès comme une marche à la perfection sociale, génératrice d'abondance. Il estime que la terre pourra nourrir plusieurs fois ses neuf cent millions d'habitants. Le développement des sciences et des arts allant de pair avec l'accroissement des populations, nul ne saurait imaginer la centième partie de ce que l'homme inventera pour accroître les commodités et le bonheur de l'existence. Cette confiance en l'avenir a été partagée par tous les adeptes de la théorie du progrès, de Fontenelle à Helvétius et d'Holbach, de Chastellux à Bernardin de Saint-Pierre et à Volney, de Morelly à Mably, de Diderot et de Voltaire à Condorcet.

Les économistes qui soutiennent que la population dépend des subsistances, qu'elle tend à se proportionner à leur quantité, ne redoutent pas le danger de surpopulation. Au contraire, ils pensent, avec Turgot et Condillac, qu'une population nombreuse est un bienfait et que la terre peut produire davantage. Ils n'attribuent pas la misère à la prolifération des hommes, ils ne croient pas que la guerre soit indispensable pour les ajustements démographiques. Ils veulent mettre fin aux maux répandus par l'absolutisme, ils dénoncent dans les institutions existantes, non conformes à l'ordre naturel, la cause principale des souffrances du peuple. Quand les institutions s'harmoniseront avec l'ordre naturel, l'accroissement de la population ne présentera plus aucun caractère inquiétant.

Seul Buffon insiste sur l'aspect biologique du développement des espèces et les destructions qui les maintiennent dans de certaines limites. Büchner, précurseur obscur de Malthus, énonce une loi de la multiplication des espèces qui légitime les guerres, les famines, les épidémies. Mais il aura fallu la bruyante renommée de Malthus pour que Marx le tire de l'oubli.

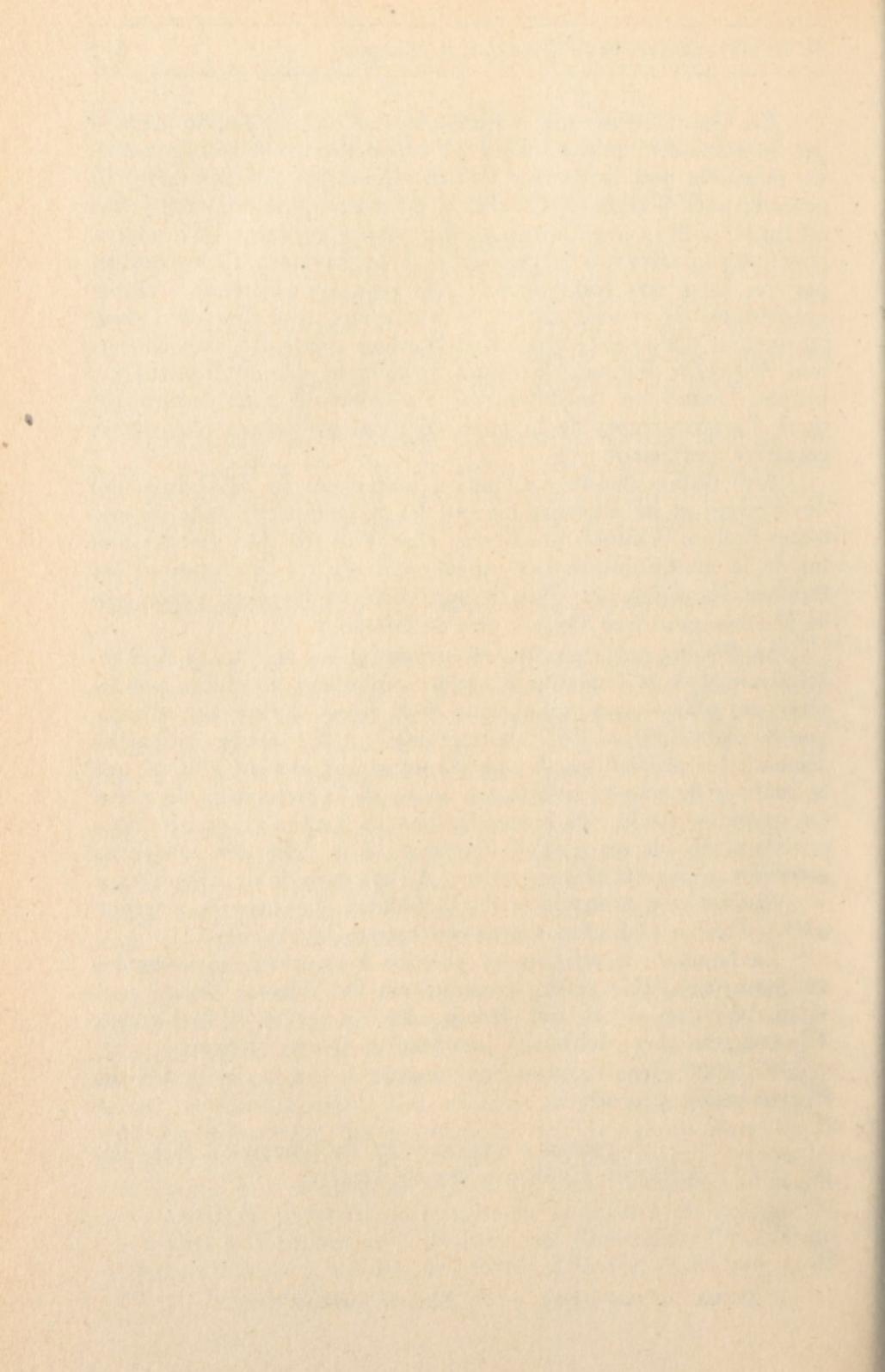
La Révolution française, en instaurant sur les ruines de l'absolutisme et de la féodalité la société capitaliste, ne réalisa pas les rêves des philosophes. « Le règne de la raison n'était rien d'autre que le règne idéalisé de la bourgeoisie<sup>1</sup>. » Le régime capitaliste démentit les prédictions des physiocrates qui avaient affirmé que le bonheur du pauvre finirait par sortir de la prospérité du riche. La misère s'étendit, les contradictions se multiplièrent, les antagonismes de classes s'approfondirent. Aux iniquités anciennes succédèrent de nouvelles injustices. A l'aristocratie de la naissance se substitua une aristocratie de la fortune. Le progrès s'accompagna d'une exploitation accrue des masses laborieuses...

La bourgeoisie au pouvoir cherche à s'enrichir et à étendre sa domination. Elle rejette cyniquement les illusions de ses penseurs du XVIII<sup>e</sup> siècle, qui dénonçaient l'inégalité et l'arbitraire. Elle trouvera chez Malthus la justification de son égoïsme.

En 1828, Jean-Baptiste Say, reniant la pensée et la foi des Encyclopédistes, proclame :

Il convient d'encourager les hommes à faire des épargnes plutôt que des enfants.

1. ENGELS : *Anti-Dühring*, p. 50, Editions Sociales.



# MALTHUS

## I

### L'ANGLETERRE AU XVIII<sup>e</sup> SIECLE

En France, le développement du capitalisme industriel et agricole, entravé par le régime féodal, aboutissait à la Révolution de 1789, faite par la bourgeoisie et le peuple contre la monarchie et la noblesse. En Angleterre, les deux révolutions du siècle précédent s'étaient terminées par un compromis entre la bourgeoisie et la noblesse, sous l'égide de la monarchie : au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle s'effectuait, sans que le système politique changeât, une révolution agricole et industrielle qui allait transformer le régime de production, donner une impulsion puissante au capitalisme, modifier la composition, la structure, le rapport des classes, faire doubler en cent ans le chiffre de la population.

#### *La fin d'une classe : la « yeomanry ».*

Dans les dernières années du XIV<sup>e</sup> siècle, le servage n'existait pratiquement plus en Angleterre. La majeure partie de la population se composait de petits cultivateurs libres qui avaient fourni à l'armée anglaise ses fameux corps d'archers, victorieux des seigneurs français à Crécy, à Poitiers, à Azincourt. Stuart Mill célèbre ces paysans durs à la tâche, imbus de leurs droits, courageux et indépendants, « vantés comme la gloire de l'Angleterre aussi longtemps qu'ils ont existé, tant regrettés depuis qu'ils ont disparu »<sup>1</sup>.

En 1688, les paysans libres forment encore une classe nombreuse, le sixième de la population. Leur décadence se pré-

1. Stuart MILL : *Principes d'économie politique*, I, p. 300.

cipite durant le XVIII<sup>e</sup> siècle à des rythmes tels qu'Arthur Young, le thuriféraire de la grande exploitation agricole, peut écrire en 1773 :

Je regrette sincèrement la disparition de cette classe d'hommes qu'on appelle les *yeomen*. C'est à eux vraiment que la nation a dû le maintien de ses libertés. Je suis attristé de voir que leurs terres sont à présent entre les mains des lords accapareurs<sup>1</sup>.

Dès le xv<sup>e</sup> siècle, sous les Tudors, le licenciement de nombreuses suites féodales provoque l'exode vers les villes d'une foule de petits propriétaires, vassaux des grands seigneurs. Ceux-ci s'emparent de leurs biens. Les manufactures des Flandres réclament de la laine, dont le prix augmente considérablement. Les seigneurs anglais n'éprouvent pas pour les opérations commerciales le dédain de l'aristocratie française. Impatients de s'enrichir par la vente de la laine, ils remplacent les labours, qui demandent des soins assidus, par des pâturages, entourés de fossés et de haies. Des contemporains déplorent de voir l'Angleterre transformée en un vaste parc à moutons. Thomas Morus, dans son *Utopie* (1518), dénonce cet accaparement des terres par les landlords qui en chassent les petits propriétaires et les réduisent à la faim, à la détresse, au vagabondage, réprimé si sévèrement par la loi<sup>2</sup>. Avec une amertume sarcastique, Thomas Morus parle de l'étrange pays « où les moutons mangent les hommes »<sup>3</sup>.

L'expropriation de la population rurale reprend au XVIII<sup>e</sup>

1. ARTHUR YOUNG : *Inquiry into the connection between the present price of provisions and the size of farms*, p. 126.

2. MARX rappelle dans *Le Capital* les peines infligées aux vagabonds à partir du règne de Henri VII. A leur première condamnation, ils sont fouettés jusqu'à ce que le sang ruisselle de leur corps et emprisonnés; à la première récidive, ils sont fouettés de nouveau et on leur coupe la moitié de l'oreille; à la seconde récidive, ils sont pendus. (MARX : *Le Capital*, livre I, t. III, p. 175, Editions sociales.)

« Les lois contre les vagabonds ont toujours été très rigoureuses en Angleterre... Un de ses statuts spéciaux qualifie l'homme sans asile « plus dangereux que l'aspic, le dragon, le lynx et le basilic »... Où demeures-tu ? Que fais-tu ? Et s'il ne pouvait répondre, de dures pénalités l'attendraient. Le fer et le feu étaient dans le code. La loi pratiquait la cautérisation du vagabondage. » (VICTOR HUCO : *L'Homme qui rit*, t. I, pp. 51-52.)

3. « Pour qu'un seul homme puisse satisfaire son avidité insatiable, véritable fléau pour le pays, pour qu'il puisse réunir des terres en un domaine, et entourer d'une haie plusieurs milliers d'arpents, les villageois sont chassés de leurs champs, dépouillés par la fraude ou par la violence : ou bien, las des vexations qu'ils ont à subir, ils se résignent à vendre leur bien. » (THOMAS MORUS : *Utopie*.)

siècle : elle s'étend aux régions épargnées par les clôtures du xv<sup>e</sup>. Les actes d'accaparement individuel avaient été alors, sinon combattus, du moins soumis à certaines règles par la législation anglaise, comme en témoigne, sous Henri III, l'acte pour empêcher la destruction des villages, suivi d'une série de lois en 1515, 1516, 1533, 1535, 1552... Au xviii<sup>e</sup> siècle, ce fut la loi elle-même qui devint un instrument de spoliation. De l'avènement de la reine Anne (1702) à celui de George IV (1820), le Parlement promulgue des milliers d'*acts of inclosures* pour « diviser, allotir et enclore des champs, prairies et pacages ouverts et communs »<sup>1</sup>. En 1800, trois millions et demi d'acres, soit un million et demi d'hectares, avaient été soumis aux lois de clôture.

Ces lois visent tantôt le bien communal — *common lands, common wasts, common pastures* —, tantôt les *open fields*. Les *open fields*, constitués par des parcelles disséminées et enchevêtrées, sont exploités en commun par les propriétaires qui se partagent la récolte en raison de l'importance des parcelles. Entre la moisson et les semailles, l'*open field* devient un pâturage commun. L'acte d'enclosure transforme les parcelles dispersées, les terres sans clôture de l'*open field* et du communal en propriétés fermées, en domaines d'un seul tenant.

Si tous les propriétaires de la paroisse se mettent d'accord pour opérer l'enclosure, ils signent un acte amiable qui devient aussitôt exécutoire. Sinon, les propriétaires peuvent demander un acte d'enclosure par une pétition au Parlement, à condition qu'ils représentent les quatre cinquièmes des terres à enclore. Des commissaires, dont la décision est sans appel, répartissent les terres. « Il est absurde de prétendre qu'on vole les pauvres, s'écrie un avocat de la classe possédante : ils n'ont aucun titre à la jouissance des communaux. »

Une aristocratie cupide met la main sur les terres, expulse par centaines les familles paysannes, détruit les fermes et les hameaux, convertit les labours en pâturages. Les *yeomen*, dépouillés de leurs droits collectifs et de leurs parcelles, finissent par vendre le peu qu'on leur a laissé, tombent à la charge de la paroisse ou désertent les campagnes. Le comte de Leicester déclare avec un cynisme satisfait : « Je regarde autour de moi, et je ne vois pas d'autre maison que la mienne. Je suis l'ogre de la légende, j'ai mangé tous mes voisins. »

1. Dans la seconde moitié du xviii<sup>e</sup> siècle, il y eut 33 *acts of inclosures* de 1720 à 1730, 35 de 1730 à 1740, 38 de 1740 à 1750, 156 de 1750 à 1760, 424 de 1760 à 1770, 642 de 1770 à 1780, 287 de 1780 à 1790, 506 de 1790 à 1800, 906 de 1800 à 1810.

Oliver Goldsmith évoque, dans *Le village abandonné* (1770), la tristesse des campagnes qui se vident :

*Sur tes bocages s'appesantit une main tyrannique  
Et ta désolation endeuille toute leur verdure.*

*Un seul maître t'usurpe tout entier...*

*Une nation dépérit, des dangers prochains la guettent*

*Quand l'argent s'y accumule, quand les hommes disparaissent.*

*Que les princes et les seigneurs prospèrent ou déclinent,*

*Il suffira d'un souffle pour en créer d'autres, comme un souffle*  
[a créé ceux-ci.]

*Mais une race de hardis paysans, l'orgueil du pays,*

*Une fois détruite, ne se retrouve plus...*

### **Les progrès de l'agriculture.**

L'aristocratie cherche d'autant plus à agrandir ses domaines que l'agriculture, au XVIII<sup>e</sup> siècle, rapporte davantage. Désireuse de conserver son rang dans une société où l'argent confère de plus en plus le prestige et le pouvoir, jalouse de la bourgeoisie financière et commerçante qui menace sa suprématie, la noblesse anglaise se lance dans les aventures coloniales, les spéculations, les escroqueries... Elle se convainc bientôt que la mise en valeur de ses terres lui assurera à moindres risques fortune et considération.

Des agronomes, pionniers de l'agriculture moderne, des éleveurs qui créent des races nouvelles, lui enseignent les moyens de s'enrichir. Jethro Tull, dans un livre paru en 1731, préconise la culture intensive, le hersage et le labourage profonds, les assolements continus, une succession de récoltes variées. Lord Townshend, ambassadeur extraordinaire en Hollande, puis premier ministre, se retire de la vie publique en 1730, à la suite d'une querelle avec son beau-frère Robert Walpole, pour s'adonner à l'agriculture. S'inspirant des méthodes appliquées en Hollande, il transforme un pays sablonneux et marécageux en une contrée florissante. Coke de Holkham emploie des instruments aratoires perfectionnés et concède de longs baux à ses fermiers. Bakewell, par des croisements habiles, révolutionne le cheptel. Le bétail anglais, élevé à l'étable et soumis à la sélection, acquiert une notoriété mondiale, donne plus de viande et de laine. En 1710, un bœuf pesait en moyenne 370 livres, un veau 50, un mouton 38; en 1795, ils pèsent respectivement 800, 150 et 80 livres. L'accroissement des troupeaux entraîne l'augmentation de la fumure, ce qui permet de supprimer la jachère.

La grande propriété et les méthodes nouvelles trouvent un ardent défenseur en Arthur Young. Il dénonce, dans ses enquêtes, l'esprit de routine, vante les améliorations, recherche la cause des mécomptes, prône un outillage et une technique adaptés aux grandes exploitations.

En dépit des progrès rapides de l'agriculture, le sol anglais ne suffira bientôt plus à nourrir une population croissante. A partir de 1765, les exportations de blé faiblissent et les importations s'élèvent. Dès qu'une guerre éclate, la famine menace le pays. Avant 1773, le gouvernement encourageait l'exportation par un système de primes. L'acte de 1773 encourage l'importation en abolissant les droits à l'entrée quand le prix du marché intérieur dépasse 48 shillings le quarter (2 hectolitres 90).

L'Angleterre manque de blé à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle parce qu'elle ne suffit plus à ses besoins et qu'on se bat sur mer. La population a augmenté, le labourage a été négligé au profit du pâturage. Comme au temps de Thomas Morus, les moutons anglais affament les hommes.

### *La révolution industrielle.*

Pour que se crée un prolétariat, il faut des entrepreneurs qui, afin de transformer la matière première en marchandises, achètent la force de travail des hommes, et il faut des hommes qui, ne possédant que leur force de travail, soient contraints de la vendre.

Ces deux conditions existent dans l'Angleterre du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Avant l'introduction des machines, les familles de tisserands travaillaient chez elles, le plus souvent à la campagne, et partageaient leur activité entre la culture et le métier à tisser ou à filer. Les grandes inventions vont donner naissance à la grande entreprise. L'industrie du coton prend un prodigieux essor, fait surgir des villes géantes comme Manchester.

La navette volante, inventée par John Kay en 1773, permet de tisser plus rapidement des pièces plus larges. Mais il fallait produire davantage de fil. John Wyatt et Lewis Paul perfectionnèrent, en 1738, le rouet. La Spinning Jenny du tisserand Hargreaves, inventée en 1765, comprenait de seize à dix-huit broches conduites par un seul travailleur. Le prix des tissus tomba, le public en acheta davantage et, comme les salaires montaient, les tisserands des campagnes vendirent leurs terres, abandonnèrent la culture pour se consacrer entièrement à leur métier : ils devinrent des artisans. La vente de leurs parcelles renforça la classe des grands fermiers et rendit plus précaire encore la condition des derniers

*yeomen* qui ne pouvaient lutter contre la grande exploitation agricole.

Bientôt Arkwright, en qui les économistes anglais ont salué le fondateur de l'industrie moderne, met au point l'une des inventions les plus importantes du XVIII<sup>e</sup> siècle : une machine actionnée par la force hydraulique, qui permet la filature par métiers continus. En 1785, Cartwright invente le métier à tisser mécanique. La machine à vapeur de James Watt, utilisée à la même époque pour actionner les machines à tisser, favorise le développement et la concentration de l'industrie du coton, puis de toutes les industries textiles. Alors, avec la disparition du métier à main, s'ouvre l'ère de la grande production mécanique.

D'autres inventions révolutionnent les diverses branches de la production anglaise. L'emploi de la force mécanique incite les maîtres de forge à perfectionner leurs méthodes pour fondre le minerai de fer qui fournit la matière première des machines. La houille remplace le charbon de bois, devenu cher et rare. Avec le nouveau procédé du *puddling*, on produit le fer à bon compte et en quantités considérables. Les hauts-fourneaux se multiplient, leur contenance devient cinquante fois plus grande. On invente en 1790 une nouvelle méthode pour couler l'acier, on lance les premiers bateaux et les premiers ponts métalliques. Dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la grande sidérurgie anglaise est née. Un minéralogiste français, Faujas de Saint-Fond, qui a visité en 1796 les forges de Carron, où l'on fabrique les célèbres caronades, en donne la description suivante :

Au milieu de ces machines de guerre, de ces terribles instruments de mort, des grues gigantesques, des cabestans de toutes sortes, des leviers, des machines à mouffles, servant à mouvoir tant de lourds fardeaux, sont disposés dans des places convenables à ce service. Leurs mouvements, les cris aigus des poulies, le bruit répété des marteaux, l'activité de bras qui donnent l'impulsion à tant de machines, tout offre ici un spectacle aussi nouveau qu'intéressant... Il existe une si grande suite de ces ateliers que l'air en est échauffé au loin, et que la nuit tout est resplendissant de feu et de lumière, de manière que lorsqu'on aperçoit, à une certaine distance, tant de masses de charbon embrasé d'une part, de l'autre les gerbes de feu qui s'élancent au-dessus des hauts-fourneaux, et qu'on entend le bruit des lourds marteaux qui frappent sur les enclumes retentissantes, mêlé au sifflement aigu des pompes à

air, l'on ne sait si l'on est au pied d'un volcan en éruption, ou si l'on a été transporté, par quelque effet magique, sur les bords de l'ancre où Vulcain avec ses cyclopes s'occupe à préparer la foudre<sup>1</sup>.

### *Naissance du prolétariat.*

L'expropriation des *yeomen* au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle a fait refluer vers les villes une masse d'hommes qui fourniront aux industriels la main-d'œuvre nécessaire pour mettre en marche les métiers et les machines.

Le déclin des industries à domicile enlève aux cultivateurs tisserands un de leurs moyens de subsistance. La grande industrie les arrache définitivement à la terre. Elle aspire vers les villes la population flottante des campagnes, elle incite les propriétaires fonciers à introduire, devant la raréfaction de la main-d'œuvre rurale, le machinisme dans leurs fermes. La formation d'un prolétariat industriel a pour corollaire la formation d'un prolétariat agricole.

Tandis que les journaliers ruraux tombent dans un dénuelement extrême et connaissent de longues périodes de chômage, tisserands du Lancashire, mineurs du Pays de Galles, dockers de Liverpool, fondeurs de Sheffield s'entassent dans les soupentes et les caves : ils ne sortent de l'enfer du taudis que pour entrer dans l'enfer de l'usine. Les ruelles populeuses de Manchester, obstruées par les détritiques et les ordures, empestent à ce point que les méthodistes, quand ils les traversent, portent à leur nez un mouchoir ou un bouquet. Les épidémies se propagent et vident des maisons entières : les quartiers pauvres constituent, du fait de la contagion, une menace perpétuelle pour les beaux quartiers.

Engels a donné des descriptions poignantes de la misère qui régnait dans ces métropoles industrielles, au ciel empanaché de fumée, au prolétariat pullulant et famélique. Pas de lumière dans les courettes et les venelles si étroites que l'on pouvait, par les fenêtres, passer d'une maison dans une autre. Ni égouts ni latrines : les excréments de dizaines de milliers de personnes sont jetés chaque nuit au ruisseau. Le passant enfonce dans une masse gluante, parmi de fétides exhalaisons. Les logis se composent d'une seule pièce, avec une fenêtre aux carreaux cassés. Un tas de paille sert de lit à une famille entière : hommes et femmes,

1. FAUJAS DE SAINT-FOND : *Voyage en Angleterre, en Ecosse et aux îles Hébrides*, I, pp. 210-211.

enfants et vieillards couchent ensemble dans la plus écœurante promiscuité. Pour avoir de l'eau, il faut aller la chercher à la pompe publique, qui se trouve parfois assez loin. L'ouvrier, l'ouvrière, leur journée finie, se sentent d'ailleurs si fatigués qu'ils s'écroulent sur leur paillasse, sans avoir la force de porter un seau d'eau. Demain, ils se lèveront dans les ténèbres pour retourner à l'atelier qui les videra chaque jour de leurs dernières forces.

Une enquête sur les tisserands, publiée en 1839 par J.C. Symons, commissaire royal, fait entrevoir des abîmes de déchéance. L'auteur a parcouru, à Glasgow, les *wynds*, labyrinthes sans fin de ruelles étroites, foyers d'infection et d'épidémies.

J'ai vu la misère sous quelques-uns de ses aspects les plus affreux, aussi bien chez nous que sur le continent, mais avant d'avoir visité les *wynds* de Glasgow, je ne m'imaginai pas qu'il pût exister quelque part tant de crimes, de misère et de maladies. Dans les plus sordides hôtels meublés, dix, douze, parfois jusqu'à vingt personnes des deux sexes et de tout âge, dorment pêle-mêle sur le plancher, plus ou moins nues. Ces logements sont d'ordinaire si sales, si humides et si délabrés, que personne ne voudrait y loger même son cheval<sup>1</sup>.

Dès ses débuts, l'usine a été pour les ouvriers un bagne. A partir du moment où l'eau et la vapeur actionnent la machine, le métier à la main, complément du travail rural, disparaît. Déracinés, les anciens cultivateurs et artisans, vont devenir des prolétaires. Dans l'appareil de production, ils ne seront plus que des rouages, commandés par les machines, des prisonniers d'un ensemble de briques, de fer et d'acier. Ils ont perdu à la fois la liberté relative que leur laissaient leurs occupations de cultivateurs et d'artisans, et tout espoir d'échapper à leur condition, de s'élever au-dessus de leur classe. Qui naissait prolétaire le resterait désormais toute sa vie.

Ces exploités ne comprennent pas encore les causes véritables de leur malheur. Aucune législation sociale ne les protège. Le statut d'apprentissage, objet de violations grandissantes, sera complètement abrogé en 1813 et 1814<sup>2</sup>. Mais les ouvriers ne se sentent

1. J.S. SYMONS : *Arts and artisans at home and abroad (Métiers et artisans chez eux et au dehors)*, pp. 116 et suivantes. Edimbourg, 1839.

2. Le statut sur l'apprentissage datait du règne d'Elisabeth. Les patrons, qui ne voulaient pas être entravés ni dans le recrutement de leur main-

pas solidaires les uns des autres, ils n'ont pas acquis encore la notion de leurs intérêts communs. Au lieu de se dresser contre le patron, ils s'insurgent contre la machine qui les réduit au chômage. Leur haine de la fabrique s'exprime par leur opposition au machinisme, les émeutes de 1779 dans le Lancashire, les troubles de 1796 dans le Yorkshire. Plus tard, en 1811 et 1812 éclatera le mouvement des luddites qui entraînera des condamnations à mort.

L'exploitation des ouvriers était encore aggravée par les amendes arbitraires et l'extension du *trucksystem* (obligation d'acheter à crédit des marchandises dans des boutiques patronales au-dessus du prix courant, avec défalcation sur la paie) <sup>1</sup>

L'usine détruit le foyer. Le travail des femmes dissocie la famille. Douze et treize heures à la machine ! Qui s'occupera des enfants ? Dans le meilleur cas, les parents les confient à des vieux, des infirmes qui les laissent plus ou moins à l'abandon. Le plus souvent, ils les envoient travailler à l'usine. De Foë s'émerveille de voir les enfants de quatre ans gagner leur vie comme de grandes personnes. Les patrons du textile embauchent en masse femmes et enfants, ils leur versent le tiers, le sixième des salaires payés aux ouvriers.

Les enfants de l'assistance publique, à la charge des paroisses, sont dirigés sur les usines, après accord intervenu entre les filateurs et les administrateurs de la taxe des pauvres. Ils y subiront durant de longues années privations et sévices.

Dans la violence du grand duel entre l'Angleterre et la France, lorsque les manufacturiers anglais vinrent dire à M. Pitt que le salaire élevé de l'ouvrier les mettait hors d'état de payer l'impôt, il dit un mot terrible : « Prenez les enfants. » Ce mot-là pèse lourdement sur l'Angleterre, comme une malédiction <sup>1</sup>.

Un auteur anglais du XVIII<sup>e</sup> siècle, Yarranton, recommande d'ouvrir des écoles d'industrie comme il en a vu en Allemagne, où deux cents petites filles travaillent sans relâche, dans le plus complet silence, et où on les fouette si elles ne filent pas ou assez vite ou assez bien. « Là-bas, conclut-il, les enfants enrichissent leur père : ici, ils le réduisent à la mendicité. »

---

d'œuvre, ni dans la fixation des salaires et de la durée du travail, firent abroger par le Parlement une à une les dispositions du statut, jusqu'à son abolition complète en 1814.

1. MARX : *Le Capital*, livre I, tome I, p. 178, Editions sociales.

2. MICHELET : *Le Peuple*, p. 90.

Petites victimes désarmées, à la merci d'un patron dont le pouvoir est absolu et sans contrôle, les enfants, dans les filatures, travaillent dans une atmosphère viciée par la poussière de coton, souvent de quatorze à seize heures par jour, fouettés à la moindre défaillance, brutalement frappés pour qu'ils ne s'endorment pas. S'ils tentent de s'enfuir, on leur met au pied la chaîne du forçat. Leur pitance est si misérable qu'ils disputent dans la cour leur pâtée aux cochons. Les accidents se multiplient : doigts coupés, mains et bras broyés... Le rachitisme tord les os, la scrofule ronge les chairs, la tuberculose calcine les poumons...

Les femmes n'échappent pas à cette exploitation éhontée. La crainte du chômage les oblige à accepter les pires conditions de salaire et de travail. Quoiqu'il arrive : maladie, grossesse, blessure, elles restent rivées à la machine, près de laquelle souvent elles accouchent.

Les hommes, insuffisamment nourris, manquant de sommeil, exténués, privés de loisirs, n'ayant le temps ni de s'éduquer, ni de réfléchir, deviennent de véritables brutes, qui cherchent l'oubli dans l'alcool. Le gin démoralise et dégrade ouvriers et ouvrières, malgré les taxes établies pour en limiter les ravages. Un témoin du temps, le peintre Hogarth en montre les tristes conséquences dans une de ses œuvres les plus éloquentes.

L'extrême misère, l'énervement dû à la fatigue, la promiscuité continuelle, la boisson, le travail de nuit poussent aux accouplements hâtifs. Le travail à l'usine, la chaleur humide énervent les filles; beaucoup sont mères à quinze ans.

On peut imaginer aisément quelles conséquences une privation à ce point continue de repos pendant la nuit, qu'aucun sommeil de jour ne peut remplacer, devait avoir sur l'état corporel, surtout d'enfants grands et petits, ou même d'adultes. Une surexcitation de tout le système nerveux, liée à un affaiblissement général et à un relâchement de tout le corps, en étaient les résultats obligatoires. Ajoutez-y l'encouragement, l'excitation à l'ivrognerie, un dérèglement des rapports sexuels; un fabricant (Tufnell) atteste que, pendant les deux ans où l'on travaillait de nuit dans son usine, le nombre des enfants illégitimes avait doublé, et qu'une telle démoralisation s'en était suivie qu'il avait dû renoncer au travail de nuit<sup>1</sup>.

1. ENGELS : *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre, Œuvres*, t. IV, p. 147, Mega.

Le développement des manufactures requiert une main-d'œuvre abondante. Les salaires industriels attirent les foules rurales. Autour des entreprises, le petit village devient une ville, la petite ville une grande cité. Liverpool et Manchester, qui comptaient 5.000 habitants au début du siècle, en ont de 20.000 à 30.000 en 1750, près de 100.000 à la fin du siècle. La population, malgré l'effroyable mortalité, augmente rapidement. La poussée démographique, qui se fait sentir surtout dans les classes laborieuses, constitue, avec la révolution industrielle qui la conditionne en grande partie et l'accélère, le phénomène marquant du XVIII<sup>e</sup> siècle anglais.

### *La loi sur les pauvres.*

Une loi d'Henri VIII, en 1536, avait imposé aux paroisses le devoir de secourir les indigents. D'autres lois, de 1572, 1576, 1597, créèrent la taxe des pauvres et instituèrent des maisons de correction. Après la sécularisation des biens de l'Église catholique et la suppression des monastères, les paroisses se virent confier les soins de l'assistance publique.

La loi sur les pauvres proprement dite (*poor law*), qui date de 1601, rassemble et complète les dispositions antérieures. Cette loi d'Elisabeth vise autant à soulager la misère qu'à réprimer la mendicité et le vagabondage.

Une taxe locale, la taxe des pauvres (*poor rate*), impôt foncier payé par les propriétaires et ceux qui occupaient le sol, alimentait les fonds distribués par les paroisses. Les autorités locales fixaient le montant de cette taxe. Qui ne trouvait pas de travail recevait un secours hebdomadaire. En 1623 furent fondés les *workhouses* (maisons de travail), sorte d'ateliers de charité. En vertu d'une loi de 1662, le pauvre, infirme ou valide, n'avait droit au secours ou au travail que dans la paroisse où se trouvait son domicile légal.

Par suite de l'expropriation des petits cultivateurs, par suite aussi de l'extension du capitalisme agricole — les journaliers réduits au chômage réclamaient les secours de la paroisse —, les pauvres devenaient de plus en plus nombreux, les charges de plus en plus lourdes. Landlords et fermiers regimbaient, récriminaient contre la taxe des pauvres, qu'ils devaient distraire de leurs revenus et qui leur semblait un fardeau insupportable, une atteinte exorbitante à leurs prérogatives.

Les fermiers, désireux de s'attacher les ouvriers agricoles dont

ils avaient besoin, leur louaient, par pure philanthropie, prétendaient-ils, un cottage et un jardinet. Ce cottage — en réalité une ancienne bergerie, une soue à cochons, une grange en ruine — loué au prix fort, privait son occupant des droits à l'assistance publique : on le considérait désormais comme un journalier embauché à l'année. La taxe des pauvres variait de 4 % à 36 % de la totalité du revenu imposable de la paroisse, suivant le nombre plus ou moins grand de ces cottages « philanthropiques »<sup>1</sup>. Les fermiers défendaient le plus souvent aux cottagers d'élever bétail et volaille pour qu'ils ne les nourrissent pas au compte des propriétaires. « Si vous voulez que les cottagers restent laborieux, répétaient-ils, maintenez-les dans la pauvreté. » Ils multipliaient ainsi le nombre des pauvres sur le territoire de la paroisse sans déboursier un penny supplémentaire et en accroissant, grâce à eux, le montant de leurs revenus.

Le développement industriel entraîna l'extension du paupérisme. Devant la misère croissante, le Gilbert's Act, en 1782, autorisa les paroisses à secourir les indigents valides sans les contraindre à entrer dans les *workhouses*, qui devaient être réservés aux infirmes, aux enfants, aux vieillards. L'Etat semblait reconnaître par là non seulement le droit au travail forcé, mais aussi le droit aux subsistances. Ces dispositions nouvelles demeuraient pourtant facultatives. Elles ne furent pas appliquées par toutes les paroisses.

La loi de 1662 privait les indigents de la liberté de se déplacer. Chaque paroisse ne secourait que ses pauvres : les autres étaient refoulés ou internés dans des *workhouses*.

En 1773, Meredith, dans un discours au Parlement, s'élève contre les mesures de refoulement qui revêtaient un caractère odieux. Il cite le cas d'agonisants jetés dans des charrettes et mourant sur les routes pour que la paroisse n'ait pas à supporter les frais de leur enterrement. Quelques années plus tard, avocat du capitalisme qui exigeait la libre circulation de la main-d'œuvre, Adam Smith attaque la vieille règle et réclame pour tous la liberté de déplacement. Une loi de 1795 retira aux autorités locales le droit d'expulsion préventive. Les « pauvres laborieux » pourront

1. Le *cottage system* était aussi appliqué par les industriels. Ayant besoin de main-d'œuvre autant que les fermiers, ils faisaient construire à proximité de leurs usines des cités ouvrières. Ils obligeaient leurs ouvriers à s'y loger sous peine de renvoi et leur réclamaient un loyer plus élevé qu'ailleurs. Si les ouvriers cessaient le travail ou quittaient l'usine, le patron leur signifiait congé. En perdant leur domicile, ils devenaient des vagabonds, exposés aux rigueurs de la loi. (ENGELS : *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre, Œuvres*, t. IV, pp. 175-176, *Mega*.)

être secourus à domicile. Des secours spéciaux pourront être accordés par les juges de paix.

La crise de 1793 et la hausse des prix du blé avaient aggravé encore le sort des indigents. La révolte grondait. Des magistrats se réunirent à Speenhamland, dans le Berkshire, en mai 1795 et fixèrent une échelle de secours, proportionnés au prix du pain et au nombre d'enfants. Les *justices of peace* du Berkshire décidaient de compléter éventuellement les salaires des ouvriers aux frais des contribuables. Mais cette disposition n'acquiesce pas force obligatoire. En 1796, Pitt déposa un projet de loi qui généralisait les deux systèmes de secours à domicile et du salaire complémentaire.

La taxe des pauvres, qui s'élevait à deux millions et demi de livres sterling en 1785, atteignit quatre millions en 1801 et six millions et demi en 1812.

Les amendements divers et les extensions apportés à la loi sur les pauvres, constituaient le prix payé par la bourgeoisie industrielle pour l'abrogation du statut d'apprentissage et par l'aristocratie foncière pour l'établissement de droits prohibitifs sur l'importation des blés. Bourgeoisie et aristocratie y recherchent en même temps une garantie contre les idées de la Révolution française, qui risquent de se répandre parmi les masses misérables, affamées, secouées par des sursauts de colère...

Ces concessions minimales doivent sauver l'essentiel. Thomas Paine, qui vient de publier un chaleureux plaidoyer en faveur de la Révolution française, a lancé, en 1792, un avertissement redoutable :

Quand les riches dépouillent les pauvres de leurs droits, c'est, pour les pauvres, une leçon qui leur enseigne à dépouiller les riches de leur propriété<sup>1</sup>.

Malgré ses apparences altruistes, la législation sur les pauvres a créé plus de détresses qu'elle n'en a soulagé. La classe ouvrière en était la première victime. Les paroisses qui distribuaient des secours (*allowances*) pour compenser l'insuffisance des salaires, les maintenaient par cela même à des niveaux inférieurs aux besoins les plus élémentaires. L'industriel et le fermier comptaient sur la paroisse pour combler la différence entre ce qu'ils payaient à l'ouvrier et le minimum vital dont l'ouvrier avait besoin pour subsister. Les « pauvres laborieux » se contentaient d'un salaire de famine, ils formaient une armée de réserve et faisaient concurrence aux travailleurs qui ne pouvaient rien deman-

1. CONWAY : *Life of Paine*, t. I, p. 369.

der à l'assistance publique. Si l'on ajoute que les secours distribués aux pauvres étaient en partie versés par les patrons qui les prélevaient sur les salaires, on aboutit à cette constatation que la classe ouvrière perdait sur tous les tableaux.

Avec l'argent extorqué aux travailleurs, la noblesse et la bourgeoisie anglaises achetèrent à bon compte leur stabilité, leur sécurité, leur quiétude durant les années critiques où la Révolution française ébranlait jusque dans ses fondements la vieille Europe féodale.

## II

### LES PRECURSEURS DE MALTHUS

Le développement du capitalisme et de l'industrie suscite des phénomènes nouveaux dans l'Angleterre du XVIII<sup>e</sup> siècle, pose une multitude de problèmes que l'économie politique s'efforce de résoudre. Le grand ouvrage d'Adam Smith, publié en 1776 : *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, éclipse d'un coup les écrits antérieurs de William Petty, de Charles d'Avenant, de Dudley North, de John Locke, de David Hume, de Massie, de Hutcheson, de Mandeville...

La croissance rapide et la misère extrême de la classe laborieuse, surgie avec le machinisme, son déracinement économique et social, la menace que représentait une armée d'hommes et de femmes, installés dans le pays, mais qui semblaient camper en dehors de la société, les lois sur les pauvres — cette soupape de sûreté pour la classes dominantes — allaient influencer sur les conceptions des démographes et donner le plus souvent à leur pensée un caractère angoissé et pessimiste.

#### *Avant la grande poussée démographique du XVIII<sup>e</sup> siècle*

William Petty (1623-1687), pour qui la richesse est fille du travail, détermine la valeur du travail par les moyens de subsistances nécessaires. Il est l'un des premiers à parler de la rente différentielle, qu'il fait dériver non pas de la fertilité variable des terres de même étendue, mais de leur différence de situation, de la distance qui les sépare des marchés, donc des frais d'exploitation.

Au XVII<sup>e</sup> siècle apparaît en Angleterre une science qu'on désigne sous le nom d'arithmétique politique, et qui s'occupe plus précisément des mouvements de la population. Dans son *Arithmétique politique*, publiée quelques années après sa mort, William

Petty expose ses idées sur la population, qu'il souhaite nombreuse. Il juge qu'un pays de huit millions d'habitants est deux fois plus riche, même à superficie égale, qu'un pays qui n'en compte que quatre. Il propose que le gouvernement britannique transfère la population irlandaise en Angleterre, ce qui enrichirait ce pays, et que l'Irlande, vide et déserte, soit vendue à un autre Etat, ce qui appauvrirait celui-ci, puisqu'il devrait verser de l'argent et y envoyer ses nationaux.

Pour obliger les ouvriers à travailler le plus possible, William Petty préconise une politique de pain cher : il ne craint pas le paupérisme, facteur de bas salaires. L'Angleterre, souligne-t-il, peut nourrir une population beaucoup plus nombreuse (elle comptait à son époque moins de 5 millions d'habitants). Il estime que la population a tendance à s'accroître et il s'en réjouit.

Un de ses contemporains, Mathieu Hales, dans un ouvrage intitulé *Origine première de l'humanité* (1677), déclare, plus d'un siècle avant Malthus, que la population s'accroît selon une progression géométrique qui la fait doubler tous les vingt-cinq ans. Si, en fait, la population augmente beaucoup plus lentement, il faut en attribuer la cause à des obstacles destructifs.

Jusqu'au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'accroissement de la population continue à être envisagé sur un plan théorique. Tucker, dans son *Essai sur le commerce* (1749), reprend la thèse des mercantilistes sur les bienfaits d'une population nombreuse.

Benjamin Franklin, alors sujet britannique, publie en 1751 ses *Observations sur l'accroissement de la population et le peuplement des pays*. Il examine les causes qui agissent sur le mouvement démographique et souligne que la population s'accroît avec l'aisance. En Nouvelle Angleterre, la population double en vingt-cinq ans à peine. 80.000 immigrants ont donné le million de colons qui, en 1750, habitent l'Amérique. Leurs descendants, prédit Franklin, seront, en 1850, plus nombreux que les Anglais d'Europe.

### ***La controverse entre Robert Wallace et David Hume.***

Le monde se dépeuple-t-il ? La polémique qui s'engage, au milieu du siècle, entre Robert Wallace et David Hume, semble faire écho à la discussion entre Montesquieu et Voltaire.

David Hume ouvre le feu par ses *Discours politiques* (1752), où il se propose de réfuter les erreurs de Montesquieu et de Vossius. S'appuyant sur les témoignages des historiens de l'antiquité,

il en déduit que le monde, loin de se dépeupler, voit sa population grandir sans cesse.

Le développement démographique a été entravé dans l'antiquité, déclare Hume, par la fréquence des guerres civiles et étrangères, par l'esclavage, défavorable à la natalité, par la stagnation de la production économique. Deux de ces causes ont disparu. L'instinct de paternité a repris ses droits. Un désir naturel pousse l'homme, dès qu'il estime pouvoir entretenir une famille, à en avoir une. La misère et de mauvaises institutions empêchent l'expansion démographique. Les fléaux ne dépeuplent pas les pays autant qu'on se l'imagine, car l'instinct de l'homme le pousse à les repeupler aussitôt. La population doublerait à chaque génération sans les contraintes physiques et sociales. Si tous les présents de la nature étaient également partagés entre les hommes, « chacun jouirait de tous les objets de première nécessité, et même de quelque superflu »<sup>1</sup>.

Robert Wallace répond à David Hume, l'année suivante, par une *Dissertation sur le nombre des hommes dans les temps anciens et modernes* (1753). Le genre humain descend d'un petit nombre d'êtres. Si l'on admet qu'un seul couple originaire a eu six enfants, dont deux sont morts en bas âge, quatre individus le remplacent à la deuxième génération. En maintenant cette proportion et en ne comptant que trois générations par siècle, on arrive à 817 millions d'hommes en dix siècles et à 1.634 millions à la génération suivante. Wallace estime que la population du globe s'élève, de son temps, à un milliard d'habitants. Il en déduit que la terre a dû être beaucoup plus peuplée dans le passé. Sa loi de progression n'a donc pas joué.

Si la population ne croît pas selon le rythme indiqué par Wallace, c'est, affirme-t-il, qu'elle en est empêchée par des causes sociales et naturelles. Il incrimine le célibat ecclésiastique, la polygamie, le paupérisme, le droit d'aînesse, la suppression des encouragements au mariage pratiqués dans l'antiquité, le militarisme, le grand commerce qui pousse à l'émigration, le déclin de l'agriculture, la trop grande étendue des Etats modernes, les guerres, le luxe et, dans un ouvrage paru en 1761, la propriété privée.

Que souhaite Wallace ? Un Etat qui compte autant d'habitants qu'il en peut nourrir. Plus de terrains incultes ! Des récoltes abondantes qui mettraient, contrairement à l'opinion de Petty, le pain à bon marché. Si, comme les mercantilistes, il désire une

1. David HUME : *An Enquiry concerning the principles of morales*, III, II.

population nombreuse et approuve les interventions de l'État, il critique les méfaits de l'industrie. Les grandes villes où se développent les manufactures, où s'épanouit le luxe, enlèvent des bras à l'agriculture et détournent « l'attention du genre humain d'un travail nécessaire ». La vie renchérit : avec plus d'argent, on a moins de nourriture. Or, on se marie surtout là où l'on peut se procurer sans peine des aliments. L'industrie crée l'indigence, et l'indigence, pour Wallace, n'est pas prolifique.

Une nation parvient à se procurer les subsistances qui lui manquent en échangeant les marchandises de ses manufactures contre des denrées étrangères. Mais l'univers dans son ensemble n'y gagne rien, car il produit moins de subsistances que si tous les travailleurs s'adonnaient à l'agriculture.

L'agriculture ! Wallace, comme les physiocrates, lui attribue une force de production infinie. C'est d'elle qu'il attend le relèvement de la natalité. Aussi réclame-t-il que « tout le genre humain soit employé directement à produire des subsistances ». Mais la terre ne peut nourrir toujours plus d'hommes, à moins que l'on n'augmente sans cesse sa fertilité...

### *James Steuart et Adam Ferguson.*

Deux économistes, dont s'inspirera Malthus, Adam Ferguson et surtout James Steuart, insistent sur le rapport qui existe entre la population et les subsistances. Dans son *Essai sur l'histoire de la société civile* (1767), Ferguson souligne la tendance des hommes à se multiplier dès que la situation leur est favorable. En l'espace de quelques générations, ils peuplent un pays dans la mesure où ils en tirent des subsistances. A l'exemple de Cantillon, Ferguson insiste toutefois sur la différence des niveaux de vie entre les peuples.

James Steuart assimile le genre humain aux espèces animales, ainsi que le fera Malthus. Les animaux se multiplient en proportion de ce qu'ils trouvent à manger : l'homme fait de même. La population dépendra toujours des subsistances.

Un peuple ne peut pas plus s'empêcher de peupler qu'un arbre de pousser. Mais pour vivre il faut se nourrir et, comme tout accroissement a un terme, c'est là que la population s'arrête<sup>1</sup>.

1. James STEUART : *Recherches sur les principes de l'économie politique* (1767).

*Adam Smith (1723-1790).*

Adam Smith n'a sans doute pas, comme le remarque Stangeland<sup>1</sup>, élaboré une théorie de la population ; mais il a exprimé des idées précises sur ce sujet dans le chapitre qu'il consacre aux salaires<sup>2</sup>.

L'économiste écossais déclare que « le témoignage le plus certain de la prospérité d'un pays, c'est l'accroissement de sa population ». La population, pense-t-il, ne doublera pas en Europe avant cinq siècles, à cause du retard économique : elle a pourtant doublé dans les colonies anglaises de l'Amérique du Nord en vingt ou vingt-cinq ans.

Le travail y est si bien rémunéré qu'une famille nombreuse, au lieu d'être un fardeau, est une source d'opulence et de prospérité pour les parents. Le travail de chaque enfant, avant qu'il ne quitte la maison familiale, est estimé rapporter 100 livres net aux parents. Une jeune veuve avec quatre ou cinq jeunes enfants, qui, dans les classes moyennes ou laborieuses d'Europe, aurait eu peu de chances de se remarier, est, en Amérique du Nord, fréquemment recherchée comme un trésor. Les avantages que représentent les enfants sont le plus grand des encouragements au mariage. Nous ne pouvons donc pas nous étonner que, dans ce pays, on se marie généralement très jeune<sup>3</sup>.

L'accroissement de la population, d'après Adam Smith, dépend du « fonds de rémunération des travailleurs ». Lorsque le capital national augmente, la population augmente elle aussi. Quand le pays s'appauvrit, les salaires tombent au-dessous du minimum vital et le nombre des habitants diminue.

La population se règle donc sur la demande de la société. Le peuple, remarque-t-il, a, en général, beaucoup d'enfants. Quand les salaires sont bas, la misère en fait disparaître un grand nombre ; les hauts salaires permettent d'en conserver davantage.

1. Charles E. STANGELAND : *Pre-Malthusian doctrines of Population*.

2. NILSON : « La théorie de population d'Adam Smith », revue *Population*, 1952, p. 477.

3. Adam SMITH : *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, livre I, chap. VIII.

Si la demande du travail croît constamment, la rémunération du travail doit nécessairement encourager le mariage et la multiplication des ouvriers, de manière à leur permettre de faire face par une population toujours plus nombreuse à cette demande constamment accrue. Si ce salaire était à un moment quelconque inférieur à ce qui est nécessaire pour subvenir à cette demande, le manque de bras le relèverait, et s'il dépassait ce niveau, la multiplication excessive des bras réduirait vite le salaire à ce taux nécessaire. Le marché souffrirait dans le second cas d'une telle pléthore et dans le premier cas d'une telle pénurie de bras que le taux du salaire serait vite ramené au taux correspondant à ce qu'exigent les circonstances où se trouve la société. C'est de cette manière que la demande d'hommes, comme celle de toute autre marchandise, règle nécessairement la production des hommes, la hâte lorsqu'elle est trop lente et l'arrête lorsqu'elle va trop vite<sup>1</sup>.

Les idées d'Adam Smith sur la population illustrent sa thèse essentielle : l'adaptation spontanée de l'offre à la demande, garantie de l'équilibre social. Les choses vont d'elles-mêmes, et la population se détermine selon les possibilités. Tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes.

L'augmentation du salaire est tout à la fois et l'effet de l'accroissement de la richesse, et la cause de l'accroissement de la population<sup>2</sup>.

Mais cet optimiste qui proclame l'interdépendance entre la prospérité et l'accroissement démographique ne devait-il pas être ébranlé par le spectacle des souffrances populaires et les contradictions sociales dans l'Angleterre du XVIII<sup>e</sup> siècle ? Adam Smith est obligé de constater que la pauvreté n'empêche pas obligatoirement le mariage et que les familles pauvres sont celles qui créent le plus.

La pauvreté, bien qu'elle n'encourage pas au mariage, ne l'empêche sans doute pas toujours. Elle paraît même être favorable à la procréation. Une femme

1. ADAM SMITH : *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, livre I, chap. VIII.

2. *Ibidem*.

des Highlands, à demi-morte de faim, met souvent au monde plus de vingt enfants, tandis qu'une jolie femme dorlotée est souvent incapable d'en avoir un et est généralement épuisée par deux ou trois grossesses<sup>1</sup>.

La mortalité qui sévit dans les milieux pauvres ramène le nombre excessif des enfants à un niveau adapté aux ressources des parents. La femme du peuple qui a eu vingt enfants n'en conservera souvent que deux... Car si la pauvreté n'empêche pas de mettre au monde des enfants, elle les fauche avant qu'ils n'aient atteint l'âge d'homme.

La plante délicate naît, mais dans un sol si froid et sous un climat si sévère qu'elle ne tarde pas à s'étio-ler et à mourir... Naturellement, toutes les espèces d'animaux se multiplient dans la proportion où les moyens de subsistance leur sont assurés et aucune espèce ne peut jamais se multiplier au-delà... Mais dans une société civilisée, c'est seulement dans les classes inférieures du peuple que la modicité des ressources agit comme frein pour arrêter la propagation de l'espèce humaine; et cela ne peut se faire qu'en détruisant une grande partie des enfants qu'a donnés la fécondité des mariages<sup>2</sup>.

La mortalité infantile rentre donc dans les desseins de la nature et permet au mécanisme social de fonctionner sans à coups.

Malgré cette bienheureuse mortalité infantile, facteur d'équilibre et d'harmonie, la population laborieuse croissait en Angleterre beaucoup plus vite que ne lui permettaient les salaires. Non seulement la misère n'arrêtait pas la prolifération humaine, mais cette prolifération accentuait la misère. Les faits eux-mêmes infligeaient un démenti à Adam Smith.

Ricardo reprendra la loi des salaires formulée par Smith, mais la modifiera profondément. Ce que Smith considère comme le minimum au-dessous duquel ne peut descendre le prix du travail deviendra chez Ricardo le prix naturel du travail au-dessous duquel les salaires ne peuvent s'abaisser d'une façon continue, mais au-dessus duquel ils ne peuvent pas non plus s'élever de manière permanente. Le prix naturel du travail sera « le prix

1. Adam SMITH : *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, livre I, chap. VIII.

2. *Ibidem*.

nécessaire pour permettre aux travailleurs, pris l'un dans l'autre, de subsister et de perpétuer leur espèce, sans accroissement ni diminution »<sup>1</sup>. Ricardo admettra qu'exceptionnellement des ouvriers profitent d'une hausse des salaires. Mais l'instinct génésique fera disparaître bientôt ces avantages.

La pratique, les délices de la vie familiale sont si grands que l'amélioration de la condition du travailleur est invariablement suivie d'un accroissement de population<sup>2</sup>.

Adam Smith liait l'accroissement de la population à l'élévation des salaires, Ricardo déclare que celle-ci est annulée par celui-là.

La conception d'une humanité abstraite, d'un *homo œconomicus*, la croyance en un équilibre spontané et à l'identité des intérêts ont empêché Adam Smith de serrer de plus près les réalités du régime capitaliste. Il condamne toute intervention gouvernementale, critique la loi sur les pauvres, refuse aux indigents le droit à l'assistance. Certaines de ses formules font pressentir Malthus.

### **Débats sur la progression démographique.**

Dans le dernier quart du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'accroissement de la population en Angleterre, si longtemps contesté par les laudateurs du passé, apparaît comme de plus en plus certain. A la fin du siècle précédent, Gregory King, à qui l'on doit une évaluation détaillée de la population anglaise, répartie en catégories sociales, décrivait ainsi, dans ses *Observations sur l'état de l'Angleterre* (1696), l'accroissement futur de la population :

Selon toute probabilité, elle aura doublé dans six cents ans, vers l'an 2300 de notre ère : à cette date, l'Angleterre comptera onze millions d'habitants. Le doublement suivant n'aura lieu, sans doute, qu'après un nouvel intervalle de mille deux cents ou mille trois cents ans, en l'an 3500 ou 3600 : le royaume comptera alors vingt-deux millions d'âmes — si toutefois le monde dure jusque-là.

Son contemporain Charles d'Avenant, l'un des représentants les plus autorisés du mercantilisme anglais, pense à peu près

1. RICARDO : *Principes d'économie politique*, p. 67.

2. *Ibidem*,

comme lui : il prévoit que la population anglaise mettra quatre cent vingt-cinq ans à doubler et qu'elle n'atteindra onze millions qu'en 2300.

D'autres cependant, frappés par la désertion des campagnes et l'éviction des yeomen au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, affirment que l'Angleterre se dépeuple. Un homme d'Etat, lord Chatham, suppose qu'elle a perdu, de 1688 à 1773, par suite des guerres, de l'émigration, des impôts, du renchérissement de la vie, de l'accaparement, un million d'habitants. Les chiffres avancés ne reposent que sur des impressions personnelles. Quand on envisagea, au Parlement, de recenser la population, des voix s'élevèrent, en 1753, contre cette intrusion de l'Etat dans la vie privée, procédé outrageant et « destructeur des dernières libertés anglaises ». Le *census bill* fut rejeté. Le premier dénombrement de la population anglaise n'eut lieu qu'en 1801.

Price, dans un *Essai sur la population de l'Angleterre* (1780), déclare que la population s'accroît tant qu'elle n'en est pas empêchée par des obstacles physiques ou moraux. C'est déjà la thèse de Malthus. Il cherche à déterminer le temps qu'il faudra à une population pour doubler dans les conditions les plus favorables, et il fixe ce délai à quinze ans.

Paley, auteur des *Principes de philosophie morale et politique* (1785), soutient, lui aussi, que l'espèce humaine tend à s'accroître sans cesse. Si rien ne s'y oppose, la population pourra doubler en vingt ans. Le manque de subsistances arrête seul la progression démographique.

### **Arthur Young (1741-1820).**

Arthur Young, idéologue du capitalisme dans l'industrie et l'agriculture, est convaincu que la population de l'Angleterre augmente. Au cours de ses nombreux voyages à travers le pays, il note, en parcourant le Lincolnshire :

La population augmente ici tellement vite que les cochons et les enfants grouillent dans tous les coins<sup>1</sup>.

Pour Young, comme pour Adam Smith, richesse et population sont deux faits nécessairement liés. Là où il y a des capitaux, il y a du travail. Là où il y a du travail, il y a des hommes.

1. Arthur YOUNG : *Lincolnshire*, p. 412.

Partout, il est facile de le constater, le travail fait pousser les hommes comme des champignons<sup>1</sup>.

Que l'entrepreneur fournisse du travail, aussitôt s'offrent des bras.

Partout où il y a de l'ouvrage, c'est-à-dire de l'argent à gagner, la main-d'œuvre ne manquera jamais... Trouvez seulement l'argent nécessaire, ce ne sont pas les hommes qui feront défaut<sup>2</sup>.

Et plus loin :

Le travail suscite la population... Quand l'ouvrage ne manque pas et que les journées se paient bien, une famille n'est pas une charge, les mariages sont précoces et nombreux. Il est absolument impossible que, dans ces conditions, la population n'augmente pas...<sup>3</sup>

Arthur Young souhaite cet accroissement, parce que le progrès économique lui paraît impossible s'il ne s'accompagne pas d'un progrès au moins équivalent de la population.

Il faut que la population augmente plus vite que la quantité du travail à exécuter : sans quoi l'offre se trouverait inférieure à la demande<sup>4</sup>.

Si Arthur Young désire beaucoup d'hommes, c'est uniquement pour que le capitaliste puisse toujours disposer d'une main-d'œuvre abondante et à bon marché. Quand la population ne lui semble pas créatrice de profits, il s'en désintéresse. Young livre le fond de sa pensée dans ses considérations sur l'agriculture. Il ne poursuit qu'un but : la croissance du rendement, l'augmentation de la rente foncière. Quant au nombre et au sort des populations c'est là le moindre de ses soucis. Il considère toujours la population du point de vue de l'exploitant.

De quelle utilité serait dans un Etat moderne l'existence d'une province dont le sol entier serait cultivé à la manière de l'ancienne Rome par des paysans propriétaires ? A quoi cela servirait-il, sinon à pro-

1. Arthur YOUNG : *North of England*, I, p. 173.

2. *Ibidem*, I, p. 178.

3. *Ibidem*, IV, p. 411.

4. Arthur YOUNG : *Political Arithmetic*, I.

duire des hommes ? Ce qui est, en soi, d'une parfaite inutilité<sup>1</sup>.

Et ailleurs :

A mon sens, la population est un objet secondaire. On doit cultiver le sol de la manière qui lui fait produire le plus possible, sans s'inquiéter de la population. En aucun cas, un fermier ne doit être enchaîné à des méthodes agricoles tracassières, quoiqu'il puisse advenir de la population. Une population qui, au lieu d'accroître la richesse du pays, est pour le pays un fardeau, est une population nuisible<sup>2</sup>.

La phrase ne rend-elle pas déjà un son malthusien ? Néanmoins, Arthur Young s'attirera les foudres de Malthus quand cet apologiste de la grande exploitation rurale préconisera, en 1800, le *cow system*, par lequel tout travailleur agricole, père de trois enfants, se verrait garantir un acre de terre cultivable et un pâturage qui suffirait à nourrir une ou deux vaches.

### Joseph Townsend (1739-1816).

Presque toutes les idées du révérend Malthus se rencontrent chez le révérend Joseph Townsend, l'auteur d'*Un voyage en Espagne* et d'*Une dissertation à propos des lois sur les pauvres* (1786).

Ces lois, déclare-t-il dans ce pamphlet, s'opposent aux lois de la nature et empêchent le progrès.

Pour illustrer ses conceptions démographiques, Townsend raconte l'histoire de l'île de Juan Fernandez, célèbre par les aventures du marin écossais Selkirk, le héros de Robinson Crusoë, et que les Espagnols avaient occupée en 1750. Un couple de chèvres s'y multiplia jusqu'à ce que l'île fût remplie de chèvres. Comme l'herbe manquait, les plus faibles moururent. Les Espagnols ayant voulu les détruire, amenèrent un couple de chiens qui se multiplièrent à leur tour.

Un nouvel équilibre s'établit : les plus faibles des deux espèces furent parmi les premiers à payer leur dette à la nature. Les plus actifs et les plus vigou-

1. Arthur YOUNG : *Political Arithmetic*, I. p. 47.

2. *Ibidem*, I, 122.

reux défendirent leur vie. C'est la quantité de nourriture qui règle le nombre des individus dans l'espèce humaine<sup>1</sup>.

Puisque la population dépend des subsistances, Townsend en déduit l'impossibilité du communisme. Dans un régime où les biens seraient communs, tout le monde se marierait. La prolifération de l'espèce humaine la réduirait bientôt à la misère. « Les faibles seraient alors les premiers à périr. »

La nature, en limitant les subsistances, a fixé une limite à la population. Les lois sur les pauvres, qui constituent « un commencement de communisme », entraînent « un accroissement artificiel et forcé » de la population. Loin de pallier la misère, elles sont une source de malheurs.

La misère n'est-elle pas une nécessité pour le peuple, un bienfait pour les hommes ? Townsend la glorifie comme la condition même de la richesse. Il entonne un véritable hymne à la faim.

La faim est non seulement une pression paisible, silencieuse et incessante, mais le mobile le plus naturel du travail et de l'industrie, elle provoque aussi les efforts les plus puissants<sup>2</sup>

Grâce à cet aiguillon, les pauvres, qui ne connaissent pas le sentiment du devoir et de l'honneur, mais n'obéissent qu'à la faim, seront obligés d'exécuter les besognes sordides, ils en libéreront les êtres raffinés. Dans ce but, la Providence a voulu que les pauvres fussent prolifiques.

C'est une loi de la nature, paraît-il, que les pauvres soient imprévoyants jusqu'à un certain degré, afin qu'il y ait toujours des hommes prêts à remplir les fonctions les plus serviles, les plus sales et les plus abjectes de la communauté. Le fonds du bonheur humain en est grandement accru, les gens comme il faut, plus délicats, débarrassés de telles tribulations peuvent doucement suivre leur vocation supérieure. Les lois pour le secours des pauvres tendent à détruire l'harmonie et la beauté, l'ordre et la symétrie de ce système que Dieu et la nature ont établi dans le monde<sup>3</sup>.

1. TOWNSEND : *A Dissertation on the poor laws*, sect. VII.

2. *Ibidem*.

3. *Ibidem*.

Pour remplir d'horreur et de dégoût les personnes délicates dont la « vocation supérieure » s'accommode si bien de l'existence des pauvres, Townsend décrit, à la fin de son libelle, un bureau de paroisse où l'on distribue les allocations d'assistance parmi les jurons, les insultes, la saleté des haillons, le grouillement de la vermine, les relents d'eau-de-vie et de vomissure... Ne donnez rien à cette lie, conclut-il. Faites-la travailler !

### *George Chalmers (1742-1825).*

Quelques années avant la publication de l'ouvrage de Malthus, un historien, George Chalmers, qu'il ne faut pas confondre avec Thomas Chalmers, théologien et économiste écossais, disciple fanatique de Malthus, soulignait, dans son *Estimation de la puissance de la Grande-Bretagne* (1794), que la population tendait toujours à s'élever au niveau des subsistances. Cette idée était fort répandue à l'époque. Malthus n'a fait que développer, en lui donnant une signification pessimiste, une thèse soutenue par de nombreux auteurs, tant en Angleterre que dans d'autres pays de l'Europe.

### *Les idées sur la population en France et en Angleterre.*

L'angle sous lequel les économistes du XVIII<sup>e</sup> siècle envisagent le problème démographique n'est pas le même en Angleterre et en France. Il suffit de comparer les préoccupations de Malthus à celles de Moheau. Cette dissimilitude tient en grande partie aux différences du développement économique.

Les idéologues français mettent en accusation le régime politique et social. Ils s'élèvent contre les entraves féodales et les douanes intérieures qui n'existaient pas en Angleterre. L'accroissement démographique les préoccupe assez peu. Ils font confiance aux ressources de la nature pour nourrir une population accrue quand auront pris fin les exactions fiscales, l'arbitraire, les préjugés, le despotisme. Seuls Helvétius et le baron d'Holbach évoquent, sans beaucoup d'inquiétude, la possibilité d'un surpeuplement.

Les mercantilistes attardés du XVIII<sup>e</sup> siècle et les philosophes, champions du progrès, souhaitent une population nombreuse, les premiers parce qu'ils professent une doctrine de domination, les seconds parce qu'ils croient au bonheur de l'homme. Si les physiocrates ne considèrent pas la population comme la cause initiale

de tous les bienfaits, du moins estiment-ils qu'elle s'accroîtra avec le développement des avances à l'agriculture<sup>1</sup>.

L'Angleterre, elle, se trouve à un stade d'évolution plus avancé. La monarchie a détruit l'ancien édifice de la puissance ecclésiastique et nationalisé les biens d'Eglise. L'aristocratie foncière a dépossédé les petits cultivateurs et remplacé les emblavures par des pâturages. La bourgeoisie, disposant de capitaux, d'inventions techniques, d'avantages naturels que lui offre un important bassin de houille et de minerai de fer, exploite impitoyablement un prolétariat en formation.

Trois faits domineront l'esprit des auteurs anglais qui s'occupent de la population : les ressources alimentaires du pays, le développement du capitalisme, la loi sur les pauvres.

L'expropriation des *yeomen* a réduit la surface des terres cultivées. En même temps, la population s'est accrue. Avec moins de blé il faut nourrir plus d'hommes. L'Angleterre est une île, qui échappe aux invasions, mais dont les ressources alimentaires sont mesurées. Aussitôt après 1688, les grands propriétaires, pour soutenir les cours intérieurs des céréales, ont imposé le régime de la *corn law* qui encourage l'exportation du blé par des primes et interdit de l'importer aussi longtemps que les prix n'excèdent pas un taux jugé par eux rémunérateur. Cette politique du pain cher allait à l'encontre des intérêts vitaux du peuple. Le gouvernement fut obligé de la réviser par l'acte de 1773 qui abolissait en fait les droits à l'importation et interdisait, dans certains cas, l'exportation. Les prix des céréales baissèrent, mais ce ne fut qu'un intermède : en 1791, puis en 1804, sous la pression des landlords, malgré la misère du peuple, les droits à l'importation furent sensiblement élevés, et les prix du marché intérieur montèrent. A plusieurs reprises, la disette provoqua des troubles. L'idée d'une pression de la population sur les subsistances s'imposa aux économistes et les incita à assigner une limite à la population.

---

1. Toutefois, en France, au XVIII<sup>e</sup> siècle, écrit Alfred Sauvy dans la revue *Population*, 1955, pp. 691-704, deux techniciens, un forestier, Boesnier de l'Orme, et un ingénieur, Auxiron, peuvent être considérés comme des précurseurs de Malthus. Le premier se rattache aux physiocrates, mais, moins optimiste qu'eux, craint le danger de surpopulation. Le second a exposé la loi des rendements décroissants (« Les nouveaux cultivateurs qui naîtront... seront forcés de réparer, par plus de travail, ce que les nouvelles terres qui leur écherront auront de moins en fécondité ») ; il admet des rythmes d'accroissement démographique qui correspondent à ceux de Malthus et propose, contrairement aux philosophes, de favoriser le célibat. « C'est, semble-t-il, écrit Sauvy, l'auteur français qui, avant Malthus, a été le plus loin dans cette voie. »

Le développement du capitalisme impliquait la recherche du profit maximum par la baisse des salaires et la réduction du niveau de vie des masses. Economistes et agronomes anglais ne se préoccupent que du profit de l'entrepreneur, de la rente foncière du landlord. Tout ce qui va à l'ouvrier leur semble soustrait au capital. Un écrivain du XVIII<sup>e</sup> siècle, cité par Marx dans *Le Capital*, s'indigne de la vie « opulente » des ouvriers :

Si nos pauvres s'obstinent à vouloir faire continue bombance, leur travail doit naturellement revenir à un prix excessif... Que l'on jette seulement un coup l'œil sur l'entassement de superfluités consommées par nos ouvriers de manufacture, telles qu'eau-de-vie, gin, thé, sucre, fruits étrangers, bière forte, toile imprimée, tabac à fumer et à priser, etc..., n'est-ce pas à faire dresser les cheveux<sup>1</sup> ?

Le même écrivain cite les doléances d'un fabricant qui voudrait ramener les salaires anglais au niveau de ceux de l'Europe continentale :

Le travail est en France d'un bon tiers meilleur marché qu'en Angleterre, car là les pauvres travaillent rudement et sont piètrement nourris et vêtus; leur principale consommation est le pain, les fruits, les légumes, les racines, le poisson salé; ils mangent rarement de la viande et, quand le froment est cher, très peu de pain<sup>2</sup>.

Un Américain devenu baron anglais, Benjamin Thompson, donne, dans un gros ouvrage, différentes recettes pour remplacer par des succédanés de rebut, les aliments les plus grossiers des travailleurs, qu'il juge trop chers.

Enfin, la loi sur les pauvres devenait une hantise pour la classe possédante. L'assistance publique, dont elle faisait les frais, lui semblait une prime à la paresse et à la procréation. La multiplication des indigents risquait d'accroître ses charges. « Travaille ou meurs ! » proclamait-elle. Aussi ameutait-elle contre la loi sur les pauvres ses idéologues et applaudissait-elle à toute théorie qui condamnait leur accroissement.

Autre situation, autres doctrines. En France, Turmeau de la Morandière s'en tenait aux vieilles conceptions de puissance :

1. J. CUNNINGHAM : *An Essay on Trade and Commerce*, pp. 44-46.

2. *Ibidem*, p. 70.

On ne peut avoir une trop nombreuse population... Plus il y aura d'hommes dans un pays, plus la terre sera cultivée avec art... Il faut multiplier les sujets et les bestiaux<sup>1</sup>.

Les économistes français qui ne professent pas un populationnisme aussi outrancier, se reposent sur la nature et le libre jeu des lois économiques pour écarter la perspective d'un surpeuplement, générateur de famine et de fléaux.

Les auteurs anglais ne partagent pas cet optimisme. Il faut multiplier les bestiaux, disent-ils, mais non les sujets. C'était certainement aussi l'avis des landlords.

« Les richesses se trouvent partout où il y a des hommes », proclamait Mirabeau<sup>2</sup>. Quand les hommes ne contribuent pas à enrichir l'exploitant, ils sont nuisibles, affirme Arthur Young. De là à vouloir les supprimer, il n'y a pas une grande distance à franchir.

### *Les lauriers de Malthus.*

Malthus, parlant de « ceux qui l'ont guidé », ne cite que Hume, Wallace, Adam Smith et Price. En fait, les matériaux de sa doctrine se retrouvent dans maints ouvrages et brochures, parus en Angleterre et dans d'autres pays de l'Europe<sup>3</sup>.

1. Alfred SAUVY : « Quelques démographes ignorés du XVIII<sup>e</sup> siècle », dans Joseph SPENGLER : *Économie et population. Les doctrines françaises avant 1800*, p. 356.

2. MIRABEAU : *L'Ami des hommes*, t. I, p. 167.

3. Nous avons parlé de Buffon et de Jean Brückner. En Italie, de nombreux auteurs du XVIII<sup>e</sup> siècle ont envisagé le développement de la population jusqu'à la limite des subsistances. Avant Malthus, ils ont soutenu la plupart des idées de l'économiste anglais.

Pierre REYNAUD, dans *La Théorie de la population en Italie du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle (Les précurseurs de Malthus)*, écrit : « Si l'on faisait une synthèse des principales opinions de ces cinq écrivains : Ortès, Ricci, Beccaria, Briganti et Filangieri, on arriverait à constituer, dans ses grandes lignes, toute la théorie de Malthus. » (p. 64).

ORTÈS (1713-1790), moine vénitien de l'ordre des Camaldules, auteur d'ouvrages sur l'économie nationale et sur la population, déclare que la population peut croître plus vite que les subsistances. Il compte, pour échapper à ce danger, sur le célibat; de même que Malthus, il préconisera la « contrainte morale ». Ortès estime que la population s'accroît selon une progression géométrique et qu'elle double tous les trente ans. Mais quand la limite des subsistances est atteinte, la raison freine l'instinct procréateur. En dehors de l'hypothèse d'une surpopulation absolue, Ortès déclare qu'il existe une

Rien d'original chez Malthus. Toutes ses thèses — croissance de la population selon une progression géométrique, pression de la population sur les subsistances, destructions nécessaires du surplus de population, critique de la loi sur les pauvres — avaient déjà été exposées par des économistes, des historiens, des moralistes. Il n'a rien inventé, rien créé, et Marx le traite à juste titre de plagiaire.

Malthus a relégué dans l'ombre ses précurseurs, non parce qu'il leur est véritablement supérieur, mais parce qu'il arrive au moment précis où, par suite du concours des circonstances, ce qui avait passé inaperçu devait éveiller un puissant écho<sup>1</sup>.

Un jour il est tombé sur la page où Franklin écrit que tous les organismes vivants — plantes et animaux — possèdent la faculté de se multiplier dans une progression géométrique. Si toutes les graines d'une plante germaient, si ces nouvelles plantes donnaient des graines germant à leur tour, et ainsi de suite, cette variété de plante recouvrirait la terre et ne cesserait de se multi-

---

surpopulation relative réelle qui résulte d'un excédent, non par rapport aux subsistances, mais par rapport à la demande de main-d'œuvre. Pour Marx, cette surpopulation relative sera un phénomène historique spécial, une résultante du régime capitaliste. Pour Ortès, elle représente un phénomène permanent qui relève non de la production, mais de la répartition. La « disoccupazione » d'Ortès restera toujours le fait des pauvres et des riches oisifs.

D'après Ricci (1742-1799), la population tend à s'accroître indéfiniment. Mais les pauvres ne doivent pas être secourus. Qu'ils disparaissent plutôt que d'être à la charge de la société !

BECCARIA (1735-1793), auteur célèbre du traité *Des Délits et des Peines*, oppose la croissance indéfinie de la population à l'augmentation limitée des subsistances. Il formule à ce sujet la loi des rendements décroissants qui fixe des bornes au développement démographique.

BRIGANTI (1725-1788) considère la population comme un facteur de prospérité. Mais s'il y a surpopulation, « il convient de se défaire du superflu, en se servant des remèdes qui outragent le moins l'humanité et la justice ». Ce sera la définition que donnera Malthus de la « contrainte morale ».

FILANCIERI (1752-1788), l'un des plus illustres auteurs italiens du XVIII<sup>e</sup> siècle, établit que la population peut s'accroître d'une manière indéfinie et n'est arrêtée dans sa progression que par l'impossibilité de se nourrir. Quant à lui, il dénonce les causes du dépeuplement.

Malthus n'a sans doute pas connu les ouvrages de tous ces auteurs italiens qui ne concluent pas comme lui. Cependant, ce vaste courant d'idées prouve à quel point le problème de la population et des subsistances préoccupait alors les esprits.

1. Malthus, qui feint de ne pas voir à quelles préoccupations sociales de la classe dominante répondait son livre, s'étonne, dans la préface à sa 5<sup>e</sup> édition (1817) du succès de son ouvrage, paru « à une époque où il y avait une demande extraordinaire d'hommes, et très peu de disposition à supposer qu'il pût provenir quelque mal d'un excès de population ».

plier que faute de place. Si toute la portée d'un animal échappait à une mort prématurée, si cette portée faisait plus tard d'autres petits, et ainsi de suite, cette espèce animale recouvrerait les continents et ne cesserait de se multiplier que faute de nourriture. Les subsistances limitent seules la progression des êtres vivants.

Malthus a lu aussi l'ouvrage de Price sur les dettes de l'Etat et les finances publiques paru en 1772. Les tables de Price ont retenu son attention. Price soulignait que par le jeu des intérêts composés une somme rapportant 3 % doublait en 23 ans et demi. Il proposait d'amortir la dette publique en faisant fructifier ainsi un capital. Malthus tenait sa progression géométrique.

*Habent sua fata libelli...* Que de succès s'expliquent par les impératifs de l'heure, les synchronismes historiques, la commande sociale ! Les classes trouvent toujours les idéologues dont elles ont besoin : elles les suscitent et, s'il le faut, les inventent. Malthus en fournit un exemple. Sa formule connaîtra une gloire immédiate parce que les représentants de la classe dominante, devant la montée des périls, s'en saisissent, à la fois pour justifier l'ordre existant, combattre les idées de la Révolution et anéantir la législation sur les pauvres.

### III

## L'ENNEMI DU PEUPLE

Thomas Robert Malthus est né le 14 février 1766, à Rookery, dans le comté de Surrey, au sud de Londres. Son père, Daniel Malthus, gentilhomme campagnard, était un homme fort instruit, d'idées avancées, adepte de David Hume, de Jean-Jacques Rousseau et, plus tard, de William Godwin. Il avait eu un premier fils, à qui la loi lui faisait un devoir de laisser sa fortune. Robert Malthus, le cadet, fut donc destiné à l'état ecclésiastique. A dix-huit ans, il entre dans un collège de Cambridge et y termine ses études. Devenu pasteur en 1789, il dessert une paroisse de campagne, située non loin de la maison paternelle<sup>1</sup>.

Ce pasteur s'intéresse à l'économie politique. C'est un libéral et un whig. Sa foi en la Providence s'accorde avec les enseignements puisés dans les écrits d'Adam Smith. Il croit à un ordre naturel des choses, qui implique en premier lieu l'inégalité. Richesse et misère entrent toutes deux dans les vues du Seigneur. Il convient de condamner les tentatives des hommes pour modifier des conditions sociales établies jusqu'à la fin des siècles.

Cependant, de l'autre côté de la Manche, crépite l'incendie révolutionnaire dont les flammèches risquent d'embraser les pays voisins...

### *L'Angleterre devant la Révolution française.*

Dès qu'eut pris fin la guerre contre les colonies de l'Amérique du Nord et la France, l'opposition whig réclama une réforme électorale.

Pitt, chef des tories, pratiqua une politique d'atermoiements.

---

1. Malthus devait, pour prix des services rendus à la classe dirigeante, être nommé professeur dans un collège fondé par la Compagnie des Indes à Haileybury : il y resta jusqu'à sa mort, survenue en 1834. Marié à trente-neuf ans, il eut trois fils et une fille, dont on ne sait rien.

La Révolution de 1789 allait modifier complètement l'atmosphère politique de l'Angleterre. Jusqu'à 1815, la pensée et la littérature européennes se déterminaient par rapport à la France. L'idéal qu'elle proclame et propage vont soulever chez les peuples, les gouvernants, les écrivains, une ferveur passionnée ou une haine sauvage.

Les partisans des réformes se tournent naturellement vers la Révolution française. Un sermon de Price en sa faveur provoque les dénonciations de Burke qui, pendant des années, exhalera, dans un débordement d'insultes, sa colère aveugle contre les idées et les institutions nouvelles. Priestley et Mackintosh réfutent les *Réflexions* de Burke. Paine, qui s'était illustré en luttant pour l'indépendance américaine, se jette dans la bataille pour la cause de la liberté.

Au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, en politique, en philosophie, en littérature, l'Angleterre avait donné à la France plus qu'elle n'en avait reçu. Celle-ci exercera à son tour une influence prépondérante. Elle deviendra un pôle d'attraction ou de répulsion pour les idéologues de tous les pays. Ebranlée par le choc des événements, partagée entre l'enthousiasme et l'exécration, l'Angleterre accueille par des clameurs de joie ou des anathèmes les paroles et les actes des révolutionnaires français.

Tandis que William Godwin, écrivain et penseur vigoureux, rédige un ouvrage qui marque le point extrême de la pensée politique anglaise durant cette période, tandis que des poètes — Wordsworth, qui approuva l'exécution de Louis XVI et se prononça en faveur de la République, Southey, Coleridge — s'enflamment pour les idées de liberté et d'égalité, le mécontentement grandit parmi les masses.

Au début de 1792, un cordonnier de Londres, Thomas Hardy, fonde avec quelques ouvriers, une association pour la défense des travailleurs. Des clubs semblables se forment dans les grandes villes industrielles. « C'est notre travail qui soutient la monarchie, l'aristocratie, le clergé, déclarent-ils. Nous ne sommes pas la vile multitude dont parle M. Burke. » Les grèves se multiplient, des émeutes éclatent. Les délégués des clubs songent à une union générale qui grouperait tous les amis de la liberté. L'aristocratie s'effraie, elle appréhende une résurrection des « niveleurs » du XVII<sup>e</sup> siècle, elle redoute de voir, bientôt peut-être, surgir du sol de l'Angleterre une Convention qui serait la réplique de la Convention jacobine.

A partir de mai 1792, le gouvernement de Pitt poursuit les auteurs de publications subversives. Les massacres de septembre,

l'afflux des réfugiés alimentent les campagnes des contre-révolutionnaires : les clubs ouvriers anglais sont accusés de préparer une insurrection armée. En automne 1792, des associations se créent contre les « niveleurs ». Les classes dominantes souhaitent la guerre contre la France, guerre qui leur permettrait d'abattre leurs ennemis intérieurs et d'étendre leurs possessions coloniales. Quand Pitt déclare que le décret français du 19 novembre, promettant fraternité et secours aux peuples, constitue un *casus belli*, les démocrates anglais se trouvent par là même virtuellement inculpés de haute trahison. Paine qui, en 1792, avait, dans la seconde partie de ses *Droits de l'homme*, parue à Londres, attaqué violemment l'aristocratie et la monarchie anglaises, fut condamné par contumace<sup>1</sup> au bannissement et brûlé dans les rues en effigie.

Une partie des whigs abandonne Fox, l'adversaire de Pitt, le partisan de l'alliance avec la France et les Etats-Unis, pour s'unir aux tories. La répression s'accroît, l'espionnage, la dénonciation, la provocation sévissent, une justice aux ordres distribue des condamnations à l'amende, au pilori, à la prison. Tories et vieux whigs, d'un commun accord, pourchassent les démocrates et les animateurs des clubs. Un décret de mai 1794 suspend l'*habeas corpus*. Des procès ayant abouti à l'acquiescement, le gouvernement emprisonne les suspects sans les poursuivre, les embarque comme matelots sur des navires de guerre.

L'agitation sociale ne cesse pourtant pas. Une crise économique a éclaté en 1793, le chômage s'étend, les vivres renchérissent. Les mauvaises récoltes de 1794 et 1795 provoquent des émeutes à Londres, à Birmingham, à Dundee, et aussi dans les campagnes où les foules menacent les justices de paix. L'esprit de révolte gagne l'armée : les conseils de guerre prononcent des peines capitales. La crise atteint son point culminant en 1795, quand le roi et Pitt sont pris à parti par les mécontents. La coalition contre la France a subi des revers et, selon la remarque de Mallet du Pan, les chefs des Etats coalisés « redoutaient presque autant leurs sujets que l'ennemi ».

Les démocrates anglais n'osèrent pas recourir à l'insurrection. Bientôt leur influence déclina. Les voix qui s'étaient élevées pour la liberté se turent. Coleridge et Southey pleuraient leurs illusions perdues, le poète écossais Burns, qui voulait acheter des canons pour les envoyer aux Français, était mort en 1796. Des publications clandestines continuent à circuler; mais le recul de

1. Pendant l'instruction du procès, l'Assemblée législative proclamait Paine citoyen français. Elu député du Pas-de-Calais à la Convention, Paine gagna Paris et siégea parmi les Montagnards.

l'influence révolutionnaire s'accroît avec les victoires de Bonaparte en Italie durant la campagne de 1796, la réoccupation de la Corse par les Français, la menace d'un débarquement français en Irlande, favorisé et soutenu par les habitants de l'île.

Tandis que le peuple souffre de maux accrus, la situation des classes dominantes, malgré les défaites militaires, se consolide. Elles réalisent des bénéfices considérables. La crise économique de 1793 ne dure pas, les banques des comtés se multiplient de nouveau. La guerre favorise les progrès du capitalisme. La hausse des prix profite à l'industrie comme à l'agriculture. De l'indice 100 en 1790, ils montent à 156 en 1799. Les capitaux étrangers affluent sur le marché de Londres : la balance du commerce extérieur est créditrice.

En même temps qu'il renforce sa politique de répression, Pitt adopte à l'égard de la classe ouvrière une attitude paternaliste. Il approuve le « système de Speenhamland » et dépose en novembre 1796 à la Chambre des Communes un projet de loi accordant des secours au père de famille qui a plus de deux enfants âgés de moins de cinq ans. Si un indigent possède une parcelle de terre ou s'il a droit à la jouissance des communaux pour entretenir une vache, sa paroisse pourra lui allouer une somme suffisante pour l'achat de cette vache ou d'un autre animal : c'est la *cow-money clause*.

Le Parlement jugea le projet de Pitt trop généreux. Mais la plupart des comtés, plus clairvoyants, imitèrent l'exemple donné par le Berkshire. Le régime aristocratique s'en trouva consolidé.

C'est alors que Malthus, porté par la vague contre-révolutionnaire, formule son principe de population qui condamne toutes les tentatives de réforme, réduit à néant les rêves des démocrates et confère au règne des classes dominantes une pérennité établie par les grandes lois de la nature.

### **La Justice politique de Godwin.**

En pleine effervescence des esprits, l'année même où, à la suite des notifications de Pitt et de l'embargo anglais sur les grains et les matières premières destinées à la République, la Convention votait, le 1<sup>er</sup> février 1793, la déclaration de guerre à l'Angleterre, paraissait un livre, écrit avec autant de hardiesse que de talent.

Fils d'un pasteur non conformiste, William Godwin, nourri de la pensée de Rousseau, d'Helvétius, du baron d'Holbach, professait

des opinions radicales. Dans un premier ouvrage, passé à peu près inaperçu, il avait soumis à un examen rigoureux les doctrines de l'Eglise, et conclut au doute. Lié avec Sheridan, Fox, Lauderdale et les esprits les plus avancés de son époque, Godwin admire la Révolution française.

Sous l'impulsion des événements, il décide d'imaginer et de décrire, dans un livre, le régime qui répond à la justice. La misère du peuple, les vices et les crimes découlent de l'iniquité des institutions anglaises. Après avoir condamné ce qui a été, Godwin s'attache à définir ce qui doit être dans *Recherches sur la justice politique et son influence sur la vertu et le bonheur de la société*. Il sape ainsi les fondements de l'économie politique, qui reconnaissait le caractère bienfaisant de l'ordre social.

Adam Smith avait esquissé la genèse de la propriété privée et du capital. Avant l'appropriation du sol et l'accumulation du capital, le produit total du travail, déclarait-il, a appartenu au travailleur.

Aussitôt que le travail s'est accumulé entre les mains de personnes déterminées, quelques-unes l'emploient naturellement à mettre au travail des hommes industriels, qu'elles fournissent de matériaux et de subsistances, en vue de tirer un profit de la vente de leur travail ajouté à la valeur des matériaux... Aussitôt que le sol d'un pays est devenu tout entier propriété privée, les propriétaires, comme tous les autres hommes, aiment à récolter là où ils n'ont jamais semé et exigent une rente en échange même du produit naturel du sol<sup>1</sup>.

Adam Smith accepte cet ordre des choses, il défend la propriété à cause de son utilité sociale, il trouve naturel que le gouvernement protège l'inégalité des richesses.

Ce qu'Adam Smith admet, Godwin le rejette. Il n'est pas vrai que les intérêts des riches et des pauvres, comme le prétend Smith, soient identiques. L'inégalité sociale, la propriété représentent l'injustice suprême. Les riches ont usurpé par la ruse ou la violence le pouvoir d'acheter ou de vendre le travail des masses laborieuses; ils fixent à leur gré les salaires, ils les maintiennent au niveau le plus bas et laissent aux travailleurs juste de quoi ne pas mourir de faim. La propriété permet aux riches d'exploiter les pauvres.

---

1. ADAM SMITH : *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, chapitre VI.

Tout ce que leurs ancêtres leur ont légué, c'est un parchemin moisi qu'ils montrent comme un titre pour extorquer de leurs voisins ce que le travail de ces voisins a produit<sup>1</sup>.

Burke déplore que l'époque féodale soit révolue. Il se trompe. L'inégalité, cette caractéristique du féodalisme, persiste.

L'esprit féodal survit encore, qui réduisait la grande masse de l'humanité au rang d'esclaves et de bétail pour le service du petit nombre<sup>2</sup>.

La propriété est maintenue par la contrainte légale, l'intervention constante et directe de l'Etat. Aussi, « tout gouvernement, même le meilleur, est un mal ».

Godwin souhaite une société fondée sur la raison, qui réalisera pleinement l'égalité et la liberté. Dans cette société, personne ne sera propriétaire du produit du travail d'autrui, ni même du produit de son propre travail : chacun jouira du produit du travail commun, selon ses besoins.

Ce démocrate libertaire ne prêche pas cependant la violence pour renverser le gouvernement des landlords et des stocklords. Il ne compte, pour parvenir au communisme, que sur une évolution pacifique des esprits, sur le perfectionnement individuel. La fin de l'égoïsme, la transformation des sentiments et des idées peuvent seules assurer l'avènement d'un monde nouveau et lui permettre de durer.

Si, par voie d'institution positive, la propriété de tous les hommes était égalisée aujourd'hui sans un changement simultané dans les dispositions et les sentiments de l'homme elle deviendrait inégale demain<sup>3</sup>.

Le progrès de la raison refrénera l'égoïsme individuel, se conjuguera avec les progrès de la science. Celle-ci multipliera les produits dans des proportions telles qu'il suffira d'une demi-heure de travail par jour pour satisfaire tous les besoins.

L'agrément et la facilité de la vie ne pousseront-ils pas alors les hommes à se multiplier si rapidement que la terre ne pourra plus les nourrir ?

1. GODWIN : *Recherches sur la justice politique et son influence sur la vertu et le bonheur de la société*, livre VIII.

2. *Ibidem.*

3. *Ibidem.*

Crainte chimérique ! répond Godwin.

L'accroissement de la population est, en lui-même, désirable. Le bonheur d'une société se mesure au nombre des individus heureux : plus il y aura d'individus heureux, et plus la société sera heureuse. C'est le système social, fondé sur la propriété, qui entrave l'accroissement de la population, car il étrangle les enfants au berceau.

Il y a un principe dans la société humaine par lequel la population est perpétuellement maintenue au niveau des moyens de subsistance<sup>1</sup>.

L'idée et l'expression (principe de population) qui constituent le point de départ de Malthus se trouvent donc chez Godwin. Godwin en tire une condamnation du régime de la propriété, Malthus condamnera le peuple.

La terre offre à l'homme d'innombrables ressources qui ne s'épuiseront pas de sitôt.

Les trois-quarts du globe habitable sont actuellement incultes, les parties déjà cultivées sont susceptibles d'améliorations qu'on ne peut évaluer. Des myriades de siècles pendant lesquels la population croîtra toujours, peuvent s'écouler et la terre suffira à la subsistance de ses habitants<sup>2</sup>.

Godwin attend des progrès de la médecine une prolongation de la vie humaine, et même l'immortalité. Alors, le problème d'un surpeuplement tombera, la fonction de reproduction deviendra inutile : l'esprit dominera si bien les sens que l'instinct sexuel ne tourmentera plus les futurs Mathusalems.

L'humanité sera un peuple d'hommes et non d'enfants. Les générations ne succéderont plus aux générations, et la vérité n'aura plus jusqu'à un certain point à recommencer tous les trente ans sa carrière<sup>3</sup>.

---

1. GODWIN : *Recherches sur la justice politique et son influence sur la vertu et le bonheur de la société*, livre VIII.

2. *Ibidem*.

3. *Ibidem*.

C'est sur la vision de cet état bienheureux et statique que se termine l'utopie de Godwin.

L'optimisme extravagant de Godwin fit scandale. La meute contre-révolutionnaire se déchaîna. Au Parlement, les défenseurs de la propriété et du capital exigèrent des poursuites : Pitt se déroba en alléguant le prix prohibitif des deux gros volumes in-4° (3 guinées).

Pourtant le gouvernement n'avait pas hésité à faire poursuivre et condamner à la prison un économiste, John Spence, qui, dans plusieurs brochures, avait, quelques années plus tôt, soutenu le principe de la souveraineté du peuple et demandé la suppression de la propriété foncière<sup>1</sup>.

En 1794, Godwin publiait un roman : *Aventures de Caleb Williams*. Il y protestait contre les institutions politiques et la législation pénale de l'Angleterre, flétrissait la société chère à Burke. Ses ouvrages théoriques et littéraires remuaient l'opinion, soulevaient contre lui des rancunes inexpiables.

Quelques années plus tard, par une campagne de presse, Godwin obtenait l'acquiescement de plusieurs démocrates, animateurs d'associations ouvrières. Parmi eux se trouvaient Thomas Hardy et Thomas Holcroft. Celui-ci influencera bientôt Robert Owen, le patron socialiste, bâtisseur de cités d'Utopie, qui préconisera l'association, inaugurerà les premières coopératives de production et de consommation, réduira la journée de travail, supprimera le travail des enfants et créera pour eux des écoles laïques. Le fondateur de New-Harmony empruntera à Godwin l'évaluation du temps quotidien de travail (une demi-heure) que chacun devra fournir pour que tous mangent à leur faim dans le « nouveau monde moral ».

### ***La campagne réactionnaire contre l'assistance sociale.***

Les classes dominantes, entre 1792 et 1796, sont partagées entre la crainte d'un soulèvement populaire et leur volonté de ne rien céder.

Les mauvaises récoltes de 1794 et 1795, les difficultés d'approvisionnement par suite de la guerre maritime provoquent une

1. A sa sortie de prison, où il avait passé un an, John Spence fit paraître un pamphlet périodique auquel il avait donné le titre de : *Nourriture des cochons*, pour répondre à Burke qui avait appelé le peuple « une multitude de cochons ». Il parcourut l'Angleterre pour répandre ses idées parmi les pauvres, sans obtenir grand résultat, et mourut dans la misère.

hausse de prix et la disette. Le prix du blé s'élèvera jusqu'en août 1795, baissera jusqu'en 1798, puis reprendra son ascension. Le quarter de blé vaut en :

1792. .... 47 shillings	1797. .... 62 shillings
1793. .... 50 »	1798. .... 54 »
1794. .... 54 »	1799. .... 75 shil. 8 pence
1795. .... 80 »	1800. .... 127 shillings
1795 (août) . . 108 »	1801. .... 128 shil. 1/2

Importera-t-on les céréales qui manquent ? Propriétaires fonciers et fermiers demandent au contraire qu'on renforce la *corn law*, qui les protège contre la concurrence étrangère. Dès 1791, ils obtiennent qu'on élève à 54 shillings au lieu de 48 le taux du prix intérieur à partir duquel l'importation pouvait être permise moyennant l'acquittement d'un droit nominal de 6 pence ; au-dessous de 50 shillings, l'importateur paiera un droit prohibitif de 24 shillings 3 pence ! Les douanes n'eurent d'ailleurs pas à prélever ces droits à l'importation, puisque, à partir de 1794, le quarter de blé ne descendit jamais au-dessous de 54 shillings. La guerre et la pénurie des denrées servaient les intérêts des landlords. L'Angleterre ne produisait plus assez de grains pour nourrir sa population. Mais cela importait peu aux propriétaires et à leurs idéologues pour qui seul comptait le profit.

A l'heure où gronde le mécontentement populaire et où Pitt envisage d'étendre le « système de Speenhamland », les partisans de l'intransigeance et de la dureté s'expriment par la plume de Burke. Celui-ci présente en 1795 à Pitt ses *Pensées et documents sur la disette*. En 1796, il publie ses *Lettres sur la paix avec le gouvernement régicide de France*. Dans ces écrits, Burke combat tous les projets d'assistance publique provoqués par les mauvaises récoltes de 1794 et 1795, il proteste contre la fixation d'un taux normal des salaires. Ces derniers n'ont pas suivi les prix ? La belle affaire ! Il n'est pas dans la nature des choses que les salaires correspondent aux prix. La disette rétablit, dans le domaine économique, les hiérarchies indispensables. Ceux qui fourniront un travail suffisant verront leurs salaires s'élever et s'aligner sur le prix des denrées, les autres devront les imiter ou disparaître.

De toute façon, les riches, trop peu nombreux, possèdent trop peu de biens pour qu'on envisage de supprimer, ou même d'atténuer la misère par une distribution égale des biens superflus. La loi anglaise accorde des secours aux vieux, aux orphelins, aux malades. Que tous les autres, comme le commande la Bible, gagnent leur pain à la sueur de leur front !

Quand nous affectons de plaindre comme pauvres, non plus ceux qui ne peuvent pas travailler, mais ceux qui doivent travailler, faute de quoi le monde ne pourrait exister, nous jouons avec la condition même de la vie humaine<sup>1</sup>.

A ceux qui travaillent, conclut-il, il faut recommander la patience, l'effort, la sobriété, la religion. Tout le reste n'est que démagogie.

### **L'heure de Malthus.**

En 1796, Malthus écrit un opuscule qui n'a pas été publié de son vivant : *La Crise*. Examinant les idées de Paley, l'auteur de *Philosophie morale et politique*, Malthus admet que l'accroissement de la population est un signe de bonheur et de prospérité pour un Etat. Il se déclare favorable au *bill* sur l'assistance, déposé par Pitt.

En 1798, son attitude a changé. Il raconte dans sa préface qu'une discussion avec un ami lui a donné l'idée de son livre. Cet ami n'était autre que son père et la discussion portait sur « le perfectionnement futur de la société ». Robert Malthus critiquait les conceptions que Godwin avait développées dans son ouvrage sur la justice politique et dans son *Essai sur l'avarice et la prodigalité*, publié en 1797 par la revue *The Inquirer*. Le fils, adversaire de la thèse du progrès et en désaccord avec le père démocrate, décide, pour rendre son argumentation plus convaincante, de l'exposer par écrit.

C'est donc en réaction contre un milieu avancé, épris d'optimisme humanitaire, influencé par la philosophie des lumières et la Révolution française, que Malthus publie à Londres, en 1798, sans nom d'auteur, son livre : *Essai sur le principe de population et ses effets sur le perfectionnement futur de la société, avec des remarques sur les théories de M. Godwin, M. Condorcet et d'autres écrivains*. Titre fleuve d'un ouvrage qui, comme le Styx, roule ses eaux noires vers des enfers inexplorés...

Ce gros pamphlet politique, un in-8° de 396 pages, ne s'appuyait sur aucune documentation sérieuse. Par un suprême artifice, le partisan se dépouillait de toute passion partisane et prétendait parler au nom de la science seule.

Godwin et Condorcet — dont Malthus vient de lire l'*Esquisse*

1. BURKE : *Lettres sur la paix avec le gouvernement régicide de France*, troisième lettre.

d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain — annoncent un avenir où la raison remplacera les vieilles tyrannies, où les égoïsmes disparaîtront, où la science créera des richesses sans nombre. Il ne naîtra plus d'êtres inutiles et malheureux sur la terre, chacun aura sa part du bonheur commun. Cette vision d'une félicité terrestre semble intolérable au serviteur de Dieu, chargé de rappeler aux hommes que la terre n'est qu'un lieu de désolation et l'homme un peu de poussière. Dès sa préface, il déclare apporter une « vue mélancolique de la vie humaine ».

Le clergyman nourri de la Bible, qui voit dans la misère une expression de la volonté divine, introduit le pessimisme des livres sacrés dans l'économie politique. Point de salut pour les foules courbées à jamais sous le poids du travail et du malheur !

Des impies, des blasphémateurs, des athées ont prétendu changer le destin de l'humanité en renversant le trône et les autels, en portant une main sacrilège sur la propriété. Malthus, dans cette période de « changements décisifs pour l'avenir de l'humanité », redoute

ce phénomène formidable apparu à l'horizon politique, la Révolution française, qui, pareille à une comète flamboyante, semble devoir soit inspirer une vie et une vigueur nouvelles aux habitants de la terre doués de la pensée, soit les brûler et les détruire<sup>1</sup>.

Ce ne sont pas des imprécations à la manière de Burke que Malthus lance contre la Révolution française. Au nom d'une vérité éternelle et impitoyable, il foudroiera les partisans du perfectionnement social, les utopistes de la raison, les illuminés de l'amour fraternel, les sectateurs de l'égalité. Il déclarera travailler au bonheur de l'humanité, à l'amélioration du sort des pauvres, en dissipant les illusions, en énonçant une loi naturelle et divine qu'il n'est pas au pouvoir des hommes de modifier, et qui s'oppose inexorablement aux chimères du progrès indéfini.

Malthus part de deux postulats : nécessité pour l'homme de se nourrir, nécessité de rapports sexuels entre l'homme et la femme, qui resteront dans l'avenir ce qu'ils sont aujourd'hui<sup>2</sup>.

La puissance de peuplement est infiniment plus grande que la puissance qu'a la terre de produire des subsistances pour l'homme.

1. MALTHUS : *Essai sur le principe de population*, p. 2. Editions Guillaumin, 1845.

2. *Ibidem*, p. 11.

La population, quand elle ne se heurte pas à des obstacles, croît en proportion géométrique. Les subsistances croissent seulement en proportion arithmétique. Une connaissance élémentaire des chiffres montrera l'immensité de la première par rapport à la seconde.

Puisque notre nature fait des subsistances une condition nécessaire de la vie humaine, les effets de ces deux puissances inégales doivent être maintenus à un niveau égal.

Cela implique une pression vigoureuse et constante exercée par le manque de subsistance sur la population. Ce manque doit s'exercer quelque part; et il doit nécessairement être sévèrement ressenti par une large portion de l'humanité<sup>1</sup>...

Les rapports entre les subsistances et la population constituaient l'un des thèmes essentiels de la pensée économique depuis Cantillon. Malthus, en proclamant que la population augmente plus vite que les moyens de subsistance, condamne l'humanité aux privations et à la mort, ruine les espérances des philosophes, voue à l'échec toute révolution qui ne fera que modifier la répartition des richesses, mais se révélera impuissante à les augmenter dans les mêmes proportions que l'accroissement de la population.

L'humanité se trouve prise entre deux forces contraires : la rapidité effrayante de l'accroissement de la population, la lenteur relative de l'accroissement des subsistances.

Lorsque la population n'est arrêtée par aucun obstacle, elle va doublant tous les vingt-cinq ans, et croît selon une progression géométrique<sup>2</sup>.

Mais la production des subsistances, dans les circonstances les plus favorables, double tous les vingt-cinq ans.

Le rêveur le plus enthousiaste ne peut envisager un accroissement plus grand. Un tel accroissement ferait en quelques siècles de chaque acre de terre en Islande un jardin<sup>3</sup>.

A sa première proposition, Malthus en joint une autre :

- 
1. MALTHUS : *Essai sur le principe de population* (1798), pp. 13-14.
  2. *Ibidem*, p. 21
  3. *Ibidem*, p. 22.

Les moyens de subsistance augmentent selon une progression arithmétique <sup>1</sup>.

Progression géométrique pour la population, c'est-à-dire multiplication par la raison 2. Progression arithmétique pour les subsistances, c'est-à-dire addition par la raison 1. Ce qui donne, pour dix périodes de vingt-cinq ans, soit pour deux cent cinquante ans, le tableau suivant :

Population :	$\frac{2}{1}$	1	2	4	8	16	32	64	128	256	512	1024
Subsistance :	$\frac{1}{1}$	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11

Dans trois siècles, le rapport sera de 4.096 à 13<sup>2</sup>, écrit sans sourciller Malthus. Hypothèse absurde puisque, d'après sa théorie même, la population est constamment ramenée au niveau des subsistances et qu'il est impossible de faire le compte des hommes qui auraient pu naître, et ne sont pas nés...

La prépondérance du potentiel de vie sur les ressources alimentaires apparaît à Malthus comme une loi providentielle, destinée à assurer le salut de l'espèce, car elle oblige l'homme naturellement paresseux à ne jamais ralentir son effort, à ne pas ménager sa peine.

Avant même que l'espèce humaine atteigne la limite théorique que lui assigne le niveau des subsistances, des obstacles interviennent pour contenir ou refouler les débordements humains. Malthus les range dans deux catégories. L'un de ces obstacles, qu'il désigne sous le nom de frein répressif (*positive check*) est le malheur, qui comprend les guerres, les maladies, les privations. L'autre, préventif (*privative check*), est le vice.

Les philosophes avaient dénoncé le despotisme et l'arbitraire des gouvernements, les iniquités sociales, les préjugés, et ils leur attribuaient la misère des classes inférieures. Malthus proclame que la misère est un fait inévitable, dû à la prolifération trop rapide des hommes. Les masses deviendront toujours plus pauvres en devenant toujours plus nombreuses. Toute réforme se révèle donc inutile. S'insurger contre ce qui est n'entraîne qu'une recrudescence de maux. L'homme ne modifiera pas l'ordre naturel qui voue le bas peuple au dénuement et à la mort. Par là, Malthus condamne, en même temps que la Révolution française, les rêves des philosophes.

1. MALTHUS : *Essai sur le principe de population*, p. 23.

2. *Ibidem*, p. 26.

Le droit à l'assistance, c'est-à-dire à la subsistance, n'existe pas. Des esprits utopiques ont prôné ce droit illusoire, antinaturel parce que la nature ne fournit pas de subsistances en quantités suffisantes pour subvenir aux besoins d'un nombre d'hommes toujours croissant. Les secours alloués par les paroisses aboutissent en fait à encourager la paresse et l'imprévoyance, et les avantages accordés aux pères de familles nombreuses incitent les plus paresseux et les plus imprévoyants à procréer. Par là, Malthus condamne les lois sur les pauvres.

L'excédent chronique de population provient des individus qui appartiennent aux classes inférieures. Il est juste que les coupables subissent le châtement de leurs fautes. La cause des maux dont souffre le peuple réside en lui-même. Pour résoudre la question sociale, il convient, non pas de mieux répartir les richesses, mais de modérer les appétits de ceux qui ne possèdent rien. Par là, Malthus condamne le peuple.

Malthus n'inventait rien. Il reprenait les idées, souvent les expressions (par exemple le mot *checks* : freins, obstacles) d'écrivains antérieurs. Il emprunte à Cantillon, qui fait jouer tantôt le frein de la misère, tantôt le frein du célibat. Il emprunte à James Steuart, qui avait souligné l'action de la faim pour obliger les hommes à travailler. Il emprunte à Townsend, qui s'était élevé contre l'assistance aux pauvres. Il emprunte à Wallace, qui soutient que la population progresse de façon géométrique, devant largement la progression des moyens de subsistance. Il emprunte à Petty et à Anderson, qui étudient les causes de la rente foncière.

Le succès du livre de Malthus fut immédiat et prodigieux : il eut six éditions du vivant de son auteur (la dernière date de 1826). L'ouvrage répondait aux aspirations et aux besoins des classes dominantes. Il consolidait les privilèges des riches, il renvoyait les pauvres à leur misère, il les enfermait dans une contradiction physiologique entre leur ventre et leur sexe. Aux attaques contre le prétendu égoïsme des rassasiés, il répondait en incriminant l'imprévoyance des affamés.

Tous les tenants de l'ordre établi se rallièrent autour de Malthus.

Pour qu'un économiste, hier encore inconnu et dont l'ouvrage n'apportait rien qui n'eût déjà été écrit, devînt un centre de cristallisation et de ralliement, divers facteurs étaient entrés en ligne. Il avait fallu que l'idée de progrès, passant du cerveau des philosophes dans les actes de la Révolution française, ébranlât les assises du vieux monde; il avait fallu, en Angleterre, une crise économique, des émeutes qui missent au premier plan les lois sur

les pauvres et, d'une façon plus générale, le problème de la population et des subsistances; il avait fallu que les classes dominantes se sentant menacées, voulussent rejeter sur le peuple la responsabilité de sa misère; il avait fallu le climat social d'un pays où les paroisses livraient des enfants de cinq ans à la merci des manufacturiers, où l'on pendait les vagabonds, où les folliculaires et les caricaturistes représentaient les Jacobins attablés devant des pâtés de chair humaine; il avait fallu le complexe religieux de foules soumises à la volonté du Tout-Puissant, le fanatisme des sectes, l'austérité anguleuse des anglicans; il avait fallu, en dehors de toutes ces conditions historiques, que Malthus, par une formule saisissante, absolue, mathématique, conférât à sa doctrine le caractère inflexible, irréfutable, universel d'une loi scientifique.

## LA LOI DE POPULATION

Malthus avait été le premier surpris de son succès. Il voulut l'exploiter, recueillir des documents et des faits à l'appui de sa thèse, asseoir sur des observations chiffrées, des justifications statistiques et historiques, la loi qu'il venait de « découvrir ».

De 1799 à 1802, profitant d'une accalmie entre deux guerres, il visitera les pays scandinaves, poussera jusqu'à Saint-Pétersbourg, se rendra en Allemagne, en Suisse, en France. Jamais, au cours de ses investigations, il n'adopte l'attitude du véritable savant, qui se penche sur les faits, les observe, les analyse, se plie à leurs enseignements, même quand ils contredisent ses thèses. Malthus part d'une loi préétablie et prétend lui soumettre la réalité. Il intègre à sa doctrine une documentation hétéroclite rassemblée à la hâte, non pas avec la conscience scrupuleuse du chercheur, mais avec l'étroitesse du dogmatique. De ses prospections à travers l'Europe et à travers le temps, il tirera un épais volume, confus, mal bâti, aux interprétations abusives, aux illogismes nombreux, alourdi par un style pâteux et sans nerf, qui ne s'anime et ne crépite que dans les pages où Malthus excommunie et fustige les pauvres.

Cet économiste parti d'une fausse loi recueille les faits qui lui conviennent, rejette les autres ou les éclaire à sa façon. Bien qu'il se flatte de tout voir et de tout rapporter, il n'a ni vu ni rapporté quelques-uns des phénomènes caractéristiques de son temps. Il ne remarque pas la baisse de la mortalité, survenue dans le dernier tiers du XVIII<sup>e</sup> siècle, par suite des progrès de la médecine, et qui cadrerait pourtant avec sa théorie, puisqu'elle entraînait un accroissement de la population. Toutes les fois qu'il constate un manque de subsistances ou un excès de misère, au lieu d'en rechercher les causes réelles dans les institutions sociales ou les facteurs économiques, il les rapporte uniformément à la pression de la population. Il ne se laisse même pas troubler par le fait

que l'insuffisance des subsistances va souvent de pair avec l'insuffisance des populations.

Moheau avait parlé de la limitation volontaire des naissances. Malthus, qui s'accroche avant tout à sa progression géométrique, n'en tien pas compte, la condamne au nom de la morale :

Je repousserai tout moyen artificiel et hors des lois de la nature que l'on voudrait employer pour contenir la population. Les obstacles que je recommande sont ceux qui sont conformes à la raison et sanctionnés par la religion... Il serait trop facile et trop commode d'arrêter même complètement l'accroissement de la population et on tomberait dans le danger opposé<sup>1</sup>.

Ainsi, il suffirait de la volonté des hommes pour écarter cette prétendue loi de la nature qu'est l'accroissement géométrique de la population. Malthus le reconnaît : il en appelle à la religion pour maintenir l'humanité sous la menace d'une famine due à la prolifération, et aussi pour lui indiquer la voie du salut. En fait, comme il l'écrit lui-même, Malthus voit dans la pression de la population sur les subsistances, dans la misère et la faim, un stimulant nécessaire pour obliger les hommes à travailler.

### *Nécessité de la faim, des guerres et des épidémies.*

La deuxième édition du livre de Malthus paraît à Londres, en 1803. L'auteur a déchiré le voile de l'anonymat. Désormais, il se présente au monde comme un économiste qui apporte des réponses aux questions que son système l'a conduit à se poser, comme un interprète des lois naturelles, qui, du haut de son Sinaï, promulgue un nouveau commandement moral.

Les deux premiers chapitres de l'ouvrage, assez brefs, reprennent la thèse exposée dans la première édition. Malthus affirme d'emblée que les progrès des hommes et l'accroissement de leur bonheur sont arrêtés par

la tendance constante qui se manifeste chez tous les êtres vivants à accroître leur espèce plus que ne le comporte la quantité de nourriture qui est à leur portée<sup>2</sup>.

1. MALTHUS : *Essai sur le principe de population*, p. 616.

2. *Ibidem*, p. 6.

Le danger de surpeuplement n'appartient pas à un avenir lointain, il est immédiat, il est urgent. Malthus intitule son chapitre VIII : « *Erreur de supposer que le danger résultant de la population est à longue échéance.* »

Les deux termes de sa progression sont restés les mêmes. Malthus maintient que la population a tendance à doubler tous les vingt-cinq ans, si rien ne lui fait obstacle<sup>1</sup>. C'est là le rythme d'accroissement observé aux Etats-Unis : Adam Smith l'avait déjà constaté. Un seul fait lui suffit pour établir sa progression géométrique. Au surplus, Malthus affirme que la période de doublement pourrait être beaucoup plus courte : de douze ans quatre cinquièmes selon une table du mathématicien Euler<sup>2</sup>, de dix ans, d'après Petty.

Quant à l'amélioration du rendement des terres,

cette amélioration, par la nature de toute espèce de sol, ne peut faire des progrès toujours croissants, mais ceux qu'elle fera, au contraire, seront de moins en moins considérables<sup>3</sup>.

Les idées formulées par James Anderson sur l'inégalité de la fertilité des terrains fournissaient à Malthus une base « scientifique » pour sa seconde affirmation. Mais alors qu'Anderson déclarait que la fertilité absolue de toutes les terres pouvait être augmentée et qu'elle le serait avec les progrès de la population, Malthus, s'en tenant à la loi du rendement non proportionnel, assignait une limite fatale à la production des aliments nécessaires, limite constamment atteinte et dépassée par le chiffre des bouches à nourrir.

Malgré les investissements du propriétaire foncier et les progrès de la technique agricole, la production des subsistances ne dépassera jamais, « dans les circonstances les plus favorables », déclare Malthus, une addition à la production, tous les vingt-cinq ans, simplement égale à la production primitive. C'est là, pour lui, l'évidence même.

1. Il semble que Malthus ait hésité entre 20 et 25 ans pour la période de doublement de la population. En un passage de son *Essai* (2<sup>e</sup> édition), il indique le chiffre de 20 ans, et non de 25, auquel il se réfère dans sa loi : « Un nombre de mille millions d'hommes doit doubler en 20 ans par le seul principe de population tout comme un nombre de mille hommes. » (*Essai sur le principe de population*, p. 8.)

2. Table calculée d'après une mortalité de 1 sur 36 et un rapport des naissances aux décès de 3 à 1.

3. MALTHUS : *Essai sur le principe de population*, p. 8.

Qu'on ne recherche pas dans les vices des institutions politiques et sociales les raisons de la misère des masses ! C'est la nature elle-même, ce sont les passions des hommes qui poussent les peuples à l'abîme.

Les institutions humaines, quelque vicieuses et oppressives qu'elles soient, et quelques maux qu'elles paraissent occasionner à la société, ne sont réellement que des causes légères et superficielles, semblables à des plumes qui flottent à la surface, si on les compare à ces sources bien plus profondes du mal qui découlent des lois de la nature et des passions des hommes <sup>1</sup>.

Il y a sur la terre des hommes qui sont de trop : les pauvres, condamnés à mourir de faim quand ils ne trouvent pas de travail. Jamais peut-être l'inégalité sociale, la propriété, la richesse des uns et la misère des autres n'ont été défendues et justifiées avec une telle âpreté, une conviction aussi inexorable :

Un homme qui est né dans un monde déjà occupé, s'il ne peut obtenir de ses parents la subsistance qu'il peut justement leur demander, et si la société n'a pas besoin de son travail, il n'a aucun droit de réclamer la plus petite portion de nourriture, et en fait il est de trop. Au grand banquet de la nature, il n'y a pas de couvert mis pour lui. Elle lui *commande* de s'en aller, et elle mettra elle-même promptement ses ordres à exécution s'il ne peut recourir à la compassion de quelques-uns des convives du banquet. Si ces convives se serrent et lui font place, d'autres intrus se présentent immédiatement, demandent la même faveur. Le bruit qu'il existe des aliments pour tous ceux qui arrivent remplit la salle de nombreux réclaments. L'ordre et l'harmonie du festin sont troublés, l'abondance qui régnait auparavant se change en disette, et le bonheur des convives est détruit par le spectacle de la misère et de la gêne qui règnent dans toutes les parties de la salle, et par la clameur importune de ceux qui sont justement furieux de ne pas trouver les aliments sur lesquels on leur avait appris à compter. Les convives reconnaissent trop tard l'erreur qu'ils ont commise en contrecarrant les *ordres*

---

1. MALTHUS : *Essai sur le principe de population*, p. 246.

*stricts* à l'égard des intrus, donnés par la grande maîtresse du banquet, laquelle *désirait* que tous ses hôtes fussent abondamment pourvus, et *sentant* qu'elle ne pourrait pourvoir un nombre illimité de convives, refusait *humainement* d'admettre de nouveaux venus quand la table était déjà remplie<sup>1</sup>.

La propension de l'espèce humaine à se porter, malgré ses facultés de prévoyance, à l'extrême limite des subsistances, à se multiplier de telle façon que toute portion supplémentaire de nourriture est aussitôt absorbée par mille bouches avides, provoque l'entrée en jeu des facteurs qui en annihilent les effets.

La population est maintenue au niveau des subsistances par la « dure nécessité ». La prolifération déréglée, démesurée, des germes est ramenée par la mort aux proportions voulues. Pour remédier aux méfaits de l'appétit sexuel, la nature recourt à des obstacles répressifs dont Malthus étudie l'action à travers l'histoire.

Chez les sauvages, le manque de subsistances conduit à l'anthropophagie, à l'infanticide, à l'immolation des vieillards, aux épidémies, aux guerres. Malthus attribue le dénuement des peuplades barbares à l'excès des naissances, jamais à l'incapacité ou à l'impossibilité de produire. Pourtant, il reconnaît que chez beaucoup de ces peuplades la natalité est très faible.

Remontant à l'antiquité, Malthus se heurte au phénomène du dépeuplement en Grèce et à Rome, qui contredit sa thèse. Alors, il tire de son sac à malice les freins répressifs et préventifs : guerres, esclavage, grande propriété, infanticides, célibat... A Rome, ce n'est pas le manque de subsistances qui a limité la population, c'est la dépopulation qui, ruinant la production agricole, a entraîné la diminution des subsistances... Que signifie « un principe de population » auquel l'histoire inflige de tels démentis ?

Délaissant l'étude des peuples les moins civilisés et des temps passés, Malthus passe en revue les obstacles qui s'opposent à un excès de population en Europe. Quel est le pays qui produit plus qu'il ne consomme ? La Russie de Paul I<sup>er</sup>, répond Malthus. Si

1. MALTHUS : *Essai sur le principe de population*, livre IV, chap. VI, pp. 531-532.

Ce passage, devenu fameux, car il résume avec une sombre éloquence le contenu social de la théorie de Malthus, ne figure que dans la deuxième édition anglaise de 1803. Malthus l'a supprimé dans les éditions ultérieures. Mais sa pensée n'a pas varié, comme le prouve chaque page de son livre.

l'économiste anglais avait passé vingt-quatre heures dans l'isba d'un moujik, sans doute aurait-il compris les raisons de cet « excédent de subsistances ». Il se contente de déclarer que le principe de population est ici mis en échec par une cause sociale : le serfage. Il aurait pu ajouter : et qu'un serf n'est pas nourri comme un révérend.

Dans l'Europe centrale, où la population a fait son plein, l'obstacle destructif doit jouer en conséquence. D'où justification des nettoyages opérés par la guerre, la famine, les épidémies, la misère...

Le frein destructif accroît la mortalité. Le frein préventif — la contrainte morale (*moral restraint*) — limitera la natalité. Malthus n'entend point par là imposer l'abstention des rapports sexuels dans le mariage (le couple procréateur de six enfants lui apparaît comme le type de la famille normale), il préconise « l'abstinence du mariage, jointe à la chasteté ». Il prétend dompter l'instinct aveugle qui conduit les peuples à l'abîme et déchaîne inéluctablement les fléaux, destinés à rétablir l'équilibre nécessaire entre la population et les subsistances.

Quant aux procédés anticonceptionnels, aux fraudes conjugales, à l'avortement, Malthus les range dans la catégorie des vices, les oppose à la contrainte morale<sup>1</sup>.

### *Ni mariage ni secours pour les pauvres.*

Mais qui donc Malthus écarte-t-il du mariage ? Qui sacrifie-t-il pour que d'autres puissent avoir assez d'aliments ? Les pauvres.

Ils n'avaient déjà rien. Il leur enlève leur dernière espérance. Pas d'amour, pas de mariage, pas d'enfants pour les pauvres ! Le célibat et la continence...

Les lois sur les pauvres accordaient une aumône aux indigents, leur permettaient d'élever tant bien que mal une famille. Malthus veut supprimer cette aumône pour mieux supprimer cette famille.

Lorsqu'en conséquence, le système des lois sur les pauvres aurait été aboli pour la génération naissante, si quelque homme jugeait à propos de se marier, sans avoir l'espérance de pouvoir nourrir sa famille, je pense qu'il devrait être laissé à lui-même

1. MALTHUS : *Essai sur le principe de population*, p. 15.

et jouir à cet égard de la plus entière liberté. Bien qu'à mon avis un tel mariage soit une action manifestement immorale, elle n'est pas du nombre de celles que la société doit se charger de punir ou de prévenir d'une manière directe. La raison en est que la peine qui y est attachée par les lois de la nature retombe immédiatement sur le coupable, et que cette peine est d'elle-même sévère... Livrons donc cet homme coupable à la peine prononcée par la nature. Il a agi contre la voix de la raison qui lui a été clairement manifestée; il ne peut accuser personne et doit s'en prendre à lui-même, si l'action qu'il a commise a pour lui de fâcheuses suites. L'accès à l'assistance des pauvres doit lui être fermé; et si la bienfaisance privée lui tend quelques secours, l'intérêt de l'humanité requiert impérieusement que ces secours ne soient point trop abondants. Il faut qu'il sache que les lois de la nature, c'est-à-dire les lois de Dieu, l'ont condamné à vivre péniblement, pour le punir de les avoir violées; qu'il ne peut exercer contre la société aucune espèce de droit pour obtenir d'elle la moindre portion de nourriture au delà de ce qu'en peut acheter son travail; que si lui-même et sa famille sont mis à l'abri des tourments de la faim, ils en sont redevables à la pitié de quelques âmes bienfaisantes, qui ont droit par là même à toute sa reconnaissance<sup>1</sup>.

Avec une violence et un acharnement inouïs, Malthus s'en prend à la législation sur les pauvres. L'assistance publique est, pour lui, un facteur de démoralisation, un encouragement à la paresse, une source de calamités.

Le malheur et la misère se proportionnent toujours à la quantité d'aumônes qui se distribuent sans choix<sup>2</sup>.

Le principe de l'assistance sociale contrevient aux lois de la nature :

Si nous déclarons que l'homme qui ne veut pas travailler ne cessera pas d'être jugé digne de manger, que celui qui se marie sans aucun moyen de sou-

1. MALTHUS : *Essai sur le principe de population*, p. 516.

2. MALTHUS : *Ibidem*, p. 534.

tenir sa famille ne cessera pas de voir sa famille soutenue, il est clair que nous contrarions, par une attaque régulière et systématique, les vues bienfaisantes pour lesquelles ces lois ont été établies <sup>1</sup>.

Le seul moyen d'améliorer l'état des pauvres qui soit en notre pouvoir, c'est de leur révéler la vraie cause de leur misère :

Tandis que le salaire du travail est à peine suffisant pour nourrir deux enfants, un homme se marie et en a cinq ou six à sa charge. En conséquence, il éprouve la plus cruelle détresse. Il s'en prend au prix du travail, qui lui paraît insuffisant pour élever une famille; il accuse sa paroisse et la trouve lente à secourir; il accuse l'avarice des riches, qui lui refusent leur superflu; il accuse les institutions sociales, qu'il trouve partiales et injustes; il accuse peut-être même les décrets de la Providence, qui lui ont assigné une place si dépendante, qu'assiègent de toutes parts le besoin et la misère. En cherchant partout des objets de plainte et d'accusation, il ne songe point à tourner ses regards du côté d'où lui vient le mal dont il souffre. La dernière personne qu'il pensera à accuser, c'est lui-même : et c'est lui seul en fait qui est digne de blâme <sup>2</sup>.

Voilà le véritable visage de Malthus, du penseur qui prétend parler au nom de la vérité, du juge qui affirme tenir la balance égale entre les avocats de deux causes contraires, du philanthrope qui déclare travailler au « bonheur des classes inférieures de la société » !

Malthus nie le droit à l'assistance, le droit à l'allocation de chômage et de maladie, le droit à l'existence. Il s'élève violemment contre Paine, qui avait écrit un ouvrage à la gloire des Droits de l'homme et du citoyen.

Rien ne pourrait plus efficacement prévenir les mauvais effets produits par les droits de l'homme de M. Paine que la connaissance généralement répandue des véritables droits de l'homme. Je ne suis point appelé à en faire ici l'énumération. Mais il en est un

1. MALTHUS : *Essai sur le principe de population*, p. 484.

2. *Ibidem*, p. 534.

qu'on lui attribue assez généralement, et que je suis bien convaincu qu'il ne possède pas et qu'il ne posséderait jamais. Je veux parler du *prétendu droit d'être nourri, lorsque son travail ne peut pas lui en procurer les moyens*. A la vérité, les lois anglaises prétendent que l'homme a ce droit, et assujettissent la société à fournir de l'emploi et des aliments à ceux qui ne peuvent en acheter par leur travail, en suivant les voies ordinaires et régulières d'achat et de vente; mais, par de telles sanctions, elles s'élèvent contre les lois de la nature. On doit s'attendre, en conséquence, non seulement à les voir échouer dans cette entreprise, mais à voir croître les souffrances du pauvre par le moyen destiné à les soulager, et qui ne sert en effet qu'à le séduire par de trompeuses espérances<sup>1</sup>.

Malthus nie également le droit à l'existence :

L'abbé Raynal s'exprime ainsi à ce sujet : « Avant toutes les lois sociales, l'homme avait le droit de subsister. » Il aurait pu dire avec tout autant de vérité qu'avant l'établissement des lois sociales tout homme avait droit de vivre cent ans. Il avait ce droit sans contredit, et il l'a encore; il a le droit de vivre mille ans, *s'il le peut*, et si son droit ne nuit point au droit d'autrui; mais, dans l'un et l'autre cas, il s'agit moins de *droit* que de *puissance*. Les lois sociales augmentent beaucoup cette puissance; elles mettent en état de subsister un grand nombre d'individus qui ne pourraient point subsister sans elles. En ce sens, on peut dire qu'elles étendent fort le *droit de subsister*. Mais ni avant ni après l'institution des lois sociales, un nombre d'individus illimité n'a joui de la faculté de vivre; et, avant comme après, celui qui s'est vu privé de cette faculté s'est aussi vu privé du droit de l'exercer<sup>2</sup>.

Silence et malheur aux pauvres ! Cantillon condamnait le propriétaire qui, en entretenant des chevaux de selle, diminuait les subsistances et, par contre-coup, la population. Malthus, lui, préfère les chevaux aux hommes. Les landlords rouleront en équi-

1. MALTHUS : *Essai sur le principe de population*, p. 505.

2. *Ibidem*, pp. 505-506.

page et chasseront à courre, mais les pauvres n'auront pas le droit à l'avoine des chevaux.

Il ne faut pas attribuer à l'oisiveté opulente la détresse des pauvres. Les dissipations des riches et les chevaux de luxe empêchent la population de proliférer. Et comme, en temps de disette, la nourriture qui se consomme en superflu peut s'appliquer à d'autres usages, « c'est une ressource dont le pauvre profite, ce sont des greniers d'abondance qui s'ouvrent précisément au moment du besoin »<sup>1</sup>.

Ce raisonnement spécieux, qui réhabilite le faste et absout les vices quand ils sont le fait des privilégiés, remplissait d'aise prodigues et débauchés, heureux d'apprendre enfin, de la bouche d'un économiste, que leurs folies enrichissaient la nation et faisaient vivre le peuple. Ils se sont regardés dorénavant comme la providence des travailleurs, ils ont exigé leur gratitude : sans eux, le peuple ne mourrait-il pas de faim ?

Plus de plaisirs troublés par le remords ! Des démagogues leur reprochaient d'anéantir en une nuit d'orgie des valeurs qui auraient suffi à nourrir des centaines d'hommes... Désormais, ils étaient classés parmi les personnes utiles, puisque le riche ne nourrissait pas seulement ceux qui profitaient de ses prodigalités, mais qu'il contribuait encore, par ses consommations excessives et sa destruction de richesses, à maintenir à un niveau raisonnable la population des producteurs, à lui ménager des « greniers d'abondance »...

Malthus accordait aux fainéants le superflu, mais refusait le nécessaire aux laborieux. Il est nécessaire, disait-il, que les riches dépensent beaucoup afin que les pauvres puissent beaucoup travailler pour créer les richesses dilapidées par les classes dirigeantes.

L'ordre social doit demeurer intangible. Rien d'ailleurs ne peut le modifier, puisqu'il répond au vœu de la nature. C'est un évangile de soumission et de résignation que Malthus prêche aux classes déshéritées :

Si les grandes vérités relatives à ce sujet étaient plus généralement répandues ; si les classes inférieures du peuple étaient bien convaincues que la propriété est nécessaire pour obtenir un grand produit ; qu'en admettant la propriété nul homme ne peut réclamer, à titre de *droit*, des aliments, lorsqu'il n'est pas en état

1. MALTHUS : *Essai sur le principe de population*, pp. 461-462, et aussi pp. 134-135.

d'en acheter ou de s'en procurer par son travail; si le peuple savait enfin que ce sont là des lois sanctionnées par la nature et tout à fait indépendantes des institutions humaines, presque toutes les déclamations, si dangereuses et si malfaisantes, sur l'injustice des lois qui sont en vigueur dans la société paraîtraient sans objet et seraient à peine écoutées<sup>1</sup>.

Toute tentative de réforme sociale étend et aggrave les maux qu'elle prétend soulager. On ne peut améliorer le sort des classes laborieuses qu'en les convainquant de l'éternité de la misère et en les empêchant de proliférer :

Ce que nous avons de mieux à faire est de leur faire comprendre que le seul moyen de hausser réellement le prix du travail est de diminuer le nombre des ouvriers<sup>2</sup>.

Malthus, contemporain de l'essor industriel de l'Angleterre et de la crise de 1793, se demandait si les marchandises, offertes en nombre croissant, ne risquaient pas d'encombrer les marchés, d'être dépréciées, avilies. Les manufacturiers ne risquaient-ils pas la banqueroute ? Et les chômeurs ne tomberaient-ils pas à la charge des paroisses, ne recourraient-ils pas à l'émeute ?

La théorie de Malthus est parfaitement cohérente dans sa monstrueuse inhumanité.

Selon le vœu et la consécration de la Providence, la société se divise en classes et se fonde sur la propriété privée, sur l'exploitation de l'homme par l'homme. La prolifération excessive des classes inférieures, due à leur bestialité sexuelle, les condamne à la faim. Les pauvres ne sauraient envisager une amélioration de leur sort parce que les lois de la nature ne le permettent pas. Quand les capitalistes ne suffisent plus à assurer des salaires aux travailleurs qui se présentent, la faute n'en incombe pas aux capitaux, mais aux travailleurs : ils ont imprudemment multiplié leur nombre, de sorte que l'offre des bras dépasse infiniment les besoins du marché. Mais que les chômeurs n'aillent pas réclamer des secours ! La société n'a aucune obligation envers eux. Le peuple doit attribuer ses maux à sa propre imprévoyance. L'intervention de l'Etat, les largesses des riches ne soulagent pas la misère. Elles n'augmentent pas la quantité des subsistances, mais,

1. MALTHUS : *Essai sur le principe de population*, p. 505.

2. *Ibidem*, p. 487.

élargissant les besoins en produits alimentaires, provoquent la hausse du prix des vivres, accroissent la consommation des pauvres, les poussent à proliférer, diminuent le revenu réel des classes dominantes, réduisent les capitaux, tarissent la source des richesses du pays. Les prétendues lois à l'assistance et au travail impliquent « cette proposition absurde qu'un territoire limité peut nourrir une population illimitée ». Les mesures d'assistance légale ne font que « répandre la souffrance sur une surface plus étendue ». La charité privée, elle aussi, se révèle dangereuse et inefficace, à moins que le riche n'accepte de ne pas consommer la part d'aliments qu'il cède au pauvre. Replié sur lui-même, abandonné par tous, sans espoir de soutien, celui-ci doit « envisager ses vertus comme sa seule ressource »<sup>1</sup>.

Malthus s'applique à ruiner ainsi les bases philosophiques et morales de la loi sur les pauvres dont il exige l'abolition. Ennemi mortel de la démocratie et du socialisme, il rejette en bloc tous les systèmes tendant à modifier la répartition des richesses et qui, « comme les airs d'un orgue ambulante, reparaisent d'époque en époque »<sup>2</sup>. Une société où régnerait l'égalité ne parviendrait pas à vaincre « la paresse naturelle de l'homme » ; elle encouragerait la prolifération de l'espèce humaine et aboutirait à la ruine générale. Elle se verrait bientôt obligée de revenir à la propriété privée, à l'individualisme, à la hiérarchie des classes, à la contrainte morale et sociale.

### *Inanité de la loi de Malthus.*

L'antithèse des deux progressions, hommes et subsistances, est-elle fondée ?

La loi de Malthus est une lapalissade si elle se ramène à cette constatation qu'une population ne peut s'accroître au delà de la quantité de subsistances dont elle dispose. Elle est une erreur si on la prend à la lettre.

Malthus a dit que sa loi n'exprimait qu'une tendance. Mais alors pourquoi donner des chiffres, indiquer les rythmes de progression, établir un rapport mathématique entre la population et les subsistances ? Cet actuaire fantaisiste se retranche derrière une réserve préalable : sa loi s'applique seulement « lorsque la population n'est arrêtée par aucun obstacle ». Mais qu'est-ce qu'une « loi » purement théorique, neutralisée par tant de facteurs impré-

1. MALTHUS : *Essai sur le principe de population*, p. 533.

2. *Ibidem*, p. 340.

visibles, une « loi » qui ne comporte que des exceptions et pas un exemple valable ?

Pour déterminer la durée du doublement de la population, qu'il fixe à vingt-cinq ans, Malthus s'appuie sur le mouvement démographique dans l'Amérique du Nord de 1650 à 1800. Les Etats-Unis offraient un cas privilégié : d'immenses territoires vierges, une proportion exceptionnellement élevée de jeunes gens, et surtout le flot ininterrompu de l'immigration. L'accroissement démographique ne s'y heurtait à aucun obstacle.

Or, que disent les chiffres ? En appliquant à la population des Etats-Unis, qui atteignait cinq millions en 1800, la progression de Malthus, on obtient quatre-vingts millions pour 1900, trois cent vingt millions pour 1950, un milliard deux cent quatre-vingts millions pour 2000. La réalité est tout autre. De 1800 à 1940, le taux de natalité n'a cessé de décroître fortement aux Etats-Unis.

L'Angleterre et l'Ecosse comptaient dix millions et demi d'habitants en 1800, la Grande-Bretagne seize millions. Malthus y note un accroissement qui « doublerait le nombre des habitants en moins de cinquante-cinq ans ». Entorse à la loi, constatée par son inventeur. La cadence devait se ralentir entre 1850 et 1950 : à cette date, la Grande-Bretagne comptait quarante-six millions d'habitants, au lieu du milliard qu'aurait entraîné la progression de Malthus.

Quant à la France, le « principe de population » y a fait faillite, puisqu'en un siècle et demi sa population n'a augmenté que de 55 %.

En 1800, la terre comptait entre huit cents et neuf cents millions d'habitants, dont cent soixante-quinze pour l'Europe, vingt-cinq pour l'Amérique, cent pour l'Afrique, cinq cent soixante-quinze pour l'Asie<sup>1</sup>. Selon la progression géométrique, elle aurait dû dépasser cinquante milliards en 1950. Elle comptait à cette date deux milliards quatre cent cinquante-cinq millions d'habitants.

D'après Malthus, on aboutirait, pour la France et l'Angleterre, à ce résultat surprenant qu'il aurait suffi d'un seul couple procréant en 1200 sur le territoire français et d'un autre en 1250 sur le territoire anglais pour compter dans leur descendance la population entière de ces deux pays en 1800.

Nulle part les faits n'ont justifié l'hypothèse de Malthus. Si, dans des cas exceptionnels, la population d'un pays a doublé selon la progression géométrique de la loi de Malthus, cet accroissement, dû à des conditions spéciales, n'a été qu'un phénomène

1. REINHARD : *Histoire de la population mondiale*, p. 158.

transitoire. On ne saurait d'aucune manière l'ériger en principe permanent et universel.

Bien plus, pour des raisons diverses, il y a eu, au contraire, non pas accroissement, mais diminution et parfois même disparition. Des races entières — Aztèques, Peaux-Rouges, Fuégiens, Caraïbes, peuplades nègres et arabes — ont été exterminées ou ont disparu. Des trois millions d'indigènes qui vivaient dans l'île de Saint-Domingue en 1492, il n'en est resté au siècle suivant que quelques centaines.

Le « principe de la production des subsistances » est-il plus vrai que le principe de population ?

Il semble pour le moins aussi arbitraire.

Les animaux dont l'homme se nourrit sont plus prolifiques que lui. Les espèces inférieures sont les plus fécondes : elles ne subsistent, malgré les destructions qui les guettent, que grâce au foisonnement des germes, soumis à un incessant et terrible massacre, comme le frai des poissons.

Mais, dira-t-on, Malthus n'envisage que la production agricole. Les progrès de l'agriculture, les transformations techniques, les engrais chimiques, les facilités de transports et de communication, les défrichements de terres incultes, l'irrigation, la sélection, l'hybridation, la création de variétés nouvelles ont permis d'élever les rendements et ont ouvert de vastes possibilités d'avenir.

Plus que la parcimonie de la nature, le régime capitaliste s'oppose à la multiplication des subsistances. Il fait détruire les récoltes, dénaturer le blé, brûler le café, arracher les vignes. Ce ne sont pas les denrées qui manquent au consommateur, c'est le consommateur qui manque aux denrées. Le gouvernement américain est obligé de racheter aux fermiers le blé et le maïs qui ne trouvent pas preneur. La production agricole, dans les pays développés, pourrait grandir dans des proportions considérables si elle n'était pas limitée, jugulée, par l'étroitesse du marché capitaliste.

Malthus ne prêche pas seulement l'impuissance, il pêche par impuissance. Il est incapable d'imaginer un monde où une nouvelle structure sociale permettrait d'élever de pair le chiffre de la population et son bien-être matériel. S'il avait réussi à convaincre les peuples de la nécessité de ne plus s'accroître, quel retard aurait subi dans son développement une humanité demeurée au niveau démographique de 1800 !

L'erreur capitale de Malthus consiste à assimiler l'espèce humaine aux espèces animales, assujetties à l'instinct reproducteur et qui se multiplient suivant les circonstances favorables ou contraires qu'elles rencontrent. Malthus identifie l'instinct sexuel et

reproducteur, que l'homme a dissociés. L'un relève de la biologie, l'autre est commandé par des facteurs sociaux. D'autre part, en ce qui concerne sa multiplication, l'homme n'est pas, comme l'animal, étroitement soumis aux conditions du milieu extérieur. Sans doute, la société capitaliste ressemble à une jungle où le mieux armé dévore le plus faible. Mais l'homme, considéré dans son évolution historique, est un producteur qui transforme et soumet la nature, non un animal qui vit de ce que la nature lui offre.

Chaque mode de production a signifié un développement des forces productives, un progrès de l'humanité, une amélioration des techniques et des conditions de vie. Abstraire la population de ce processus historique revient à inverser les termes du problème. S'il est juste de constater que la population dépend des subsistances, il est beaucoup plus juste encore d'affirmer que les subsistances dépendent de la population, du mode de production et des conditions sociales.

### *Une victoire posthume de Malthus.*

Au tournant du XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècles, Malthus a proclamé sa loi de population pour balayer les chimères des philosophes et maintenir dans l'obéissance jusqu'à la fin des temps les masses asservies. En plantant son épouvantail sur les misères du peuple, il a voulu l'effrayer, lui masquer les causes véritables de ses malheurs, le détourner de la lutte de classe. Mais cet épouvantail dérisoire s'effiloche, se déchire, n'empêche pas les exploités de se dresser contre l'exploitation.

Malthus a subi un double échec : le démenti des faits, le rejet des masses.

A l'heure même où Malthus incriminait la natalité, l'accroissement de la population se ralentissait en France. Avec un retard plus ou moins grand, tous les pays industriels allaient suivre le même processus démographique.

Les masses n'ont pas accepté le sort que leur réservait Malthus. Elles ne se sont pas tournées vers les vertus de la continence et de la résignation, mais vers celles de la lucidité et du combat. Elles ne se sont pas reconnues coupables du crime de procréer trop d'enfants. Elles ont réclamé pour ces enfants une vie plus humaine que la leur.

Sur un point seulement Malthus a vaincu. L'année même de sa mort, il a réussi à arracher aux pauvres le morceau de pain que leur accordait la loi, il a fait d'eux des forçats.

La réforme électorale de 1832 avait favorisé les classes moyennes au détriment de l'aristocratie, et les whigs l'emportèrent aux élections. Que fit la bourgeoisie libérale au pouvoir ? Elle modifia aussitôt la loi sur les pauvres.

Cette « réforme » se traduisit par un acte de guerre contre le prolétariat.

L'aristocratie, rendue prudente, avait, durant la Révolution française et les guerres contre Napoléon, élargi la loi sur les pauvres, accordé des secours à domicile (compléments de salaire, allocations de chômage), en proportion du nombre des enfants de l'assisté. D'où une augmentation énorme des charges financières pour les paroisses, un mécontentement croissant de la bourgeoisie urbaine et rurale qui se refusait à entretenir tous ces « fainéants ». La haine des bourgeois contre le peuple s'exaspéra. « J'achète un fusil, avait déclaré l'un d'eux à lord John Russell, d'abord pour obtenir la réforme électorale, ensuite pour défendre ma maison contre la populace. »

A peine le nouveau Parlement s'était-il réuni qu'on désigna une commission pour modifier la loi sur les pauvres. Les commissaires, imbus des enseignements de Malthus et de son disciple fanatique le révérend T. Chalmers, voyaient dans le pauvre un « fonctionnaire sans travail » et dans son mariage une spéculation pour accroître ses « émoluments ».

Cessons de pratiquer l'assistance sociale, disaient-ils. Elle rend les gens paresseux et prive la grande industrie de bras ; des familles entières, comptant sur les secours, se cramponnent à des métiers anachroniques. Privés de leurs rentes, les désœuvrés iront dans les usines, la situation économique du pays s'améliorera, les prévoyants n'auront plus à payer pour les imprévoyants. Enlevons au peuple son dernier rempart contre la misère, et la misère disparaîtra. C'était là aussi l'avis des « radicaux philosophes », adeptes de Bentham : Nassau Senior, Grot, James Mill. Ils emboîtaient le pas à Malthus et s'attiraient la considération de la bourgeoisie.

Les commissaires conclurent, dans leur rapport que le système en vigueur ruinait le pays.

Il constituait un obstacle à l'industrie, un encouragement à des mariages inconsidérés, un stimulant à l'accroissement de la population et il supprimait l'influence d'un surcroît de population sur le salaire ; c'était une institution nationale faite pour décourager les gens actifs et honorables et protéger les paresseux,

les vicieux et les irréfléchis; elle détruisait les liens de la famille, empêchait systématiquement l'accumulation des capitaux, dissolvait le capital existant et ruinait les contribuables; au surplus, par le droit aux aliments elle accordait une prime aux enfants illégitimes<sup>1</sup>.

Comme les commissaires craignaient que le peuple, privé de secours, ne se révoltât, ils voulurent lui permettre de gagner durement son pain.

Nous avons vu comment Malthus fait de la pauvreté, ou plus exactement du chômage, sous le nom de « superfluité », un crime que la société doit punir de mort par la faim. Les commissaires ne furent pas tout à fait aussi barbares; la mort par la faim pure et simple a, même pour un commissaire de la loi sur les pauvres, quelque chose d'effrayant<sup>2</sup>.

Ils accordèrent aux indigents le droit de vivre, mais de vivre dans des maisons de travail (*work-houses*), en réalité casernes ou pénitenciers pour pauvres. Dès le XVIII<sup>e</sup> siècle il y avait eu des maisons de travail : les pauvres y étaient occupés dans des conditions si pénibles qu'ils perdaient vite le désir d'y rester et préféraient endurer au dehors les affres de la faim.

La nouvelle loi de 1834 sur les pauvres abolissait les secours en espèces et en nature. Elle généralisait, aggravait le système des *work-houses*. La seule forme d'assistance autorisée fut désormais l'admission dans ces maisons de travail. « L'hospitalisé, dit le rapport de la Commission, doit être soumis à un régime de travail, de discipline et de prohibition tel que les inconvénients l'emportent sur les avantages. » Il s'agissait de faire perdre à l'assisté le goût de l'assistance : car le refus d'entrer dans un *work-house* entraînait sa radiation définitive des listes, la privation de tout secours.

On construisit sur le territoire de chaque paroisse des maisons de travail, dont Dickens a donné notamment dans *Oliver Twist*, d'effrayantes peintures. Le peuple appela ces prisons des bastilles. Tout fut mis en œuvre pour en faire « le séjour le plus repoussant que puisse inventer le talent raffiné d'un malthusien »<sup>3</sup>.

1. Rapport de la Commission de la loi sur les pauvres.

2. ENGELS : *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Œuvres. t. IV, p. 271, Mega.

3. *Ibidem*, p. 272.

L'assisté accomplissait pendant douze ou quatorze heures un travail de prisonnier ou de forçat : transformer de vieux câbles goudronnés en étoupe, casser des cailloux pour remblayer les routes, broyer des os pour en nourrir la volaille. On séparait le mari de sa femme, les enfants de leur mère. Tout acte d'indiscipline était aussitôt puni, entraînait les peines les plus sévères : le cachot et le fouet. Faute de nourriture, les assistés suçaient la moelle des os avant de les broyer ou volaient la pâtée des animaux domestiques. Les gardiens abusaient des jeunes filles. Les malades, privés de soins, croupissaient, parmi la vermine ou l'ordure, dans les mêmes chambrées que les individus bien portants.

Sous le couvert d'une œuvre de charité, le gouvernement avait transformé l'assistance sociale en une institution aussi trompeuse que cruelle. Tant de barbarie produisit les effets escomptés. Les « réformateurs » purent se vanter d'« une diminution sensible du paupérisme ». Au bout de quelques années, les dépenses d'aide sociale avaient diminué presque de moitié, et les industriels purent abaisser encore les salaires de famine, grâce à l'afflux de tous ces misérables.

Dans les 12 paroisses du comté de Kent, le nombre des assistés passait de 3.512 en 1833 à 5 en 1836<sup>1</sup>; tous les autres « s'étaient procuré du travail dans les environs ou dans les villes ». A quelles conditions, on se l'imagine...

Ailleurs, les ouvriers se soulevaient, détruisaient de fond en comble les bastilles, ne reculaient que devant la force militaire, après des combats sanglants. Dans beaucoup d'endroits, la loi resta lettre morte durant des années. En 1836, elle n'était appliquée que dans 64 paroisses. Des orateurs populaires surgissaient, maudissaient la nouvelle loi, appelaient à la révolution et à la vengeance, exhortaient les foules à brûler les prisons pour indigents, à transformer les villes « en un immense brasier que seul le sang de ceux qui ont soutenu cette mesure infâme pourrait éteindre »...

Le grand mouvement populaire du chartisme qui, pendant plus de dix années, devait secouer l'Angleterre a surgi de la révolte des masses, exploitées, brimées, soumises à des mesures inhumaines comme la loi de 1834. La revendication du suffrage universel constitue la réponse des couches les plus misérables de la population à l'injustice dont elles étaient victimes.

Par la loi de 1834 sur les pauvres, la bourgeoisie au pouvoir avait détruit des coutumes séculaires. Elle poursuivait, sous la

1. Mac KAY : *Histoire de la loi anglaise sur les pauvres*, p. 222.

bannière de Malthus, sa croisade contre le peuple, elle jetait au baigne les indigents. A chacun sa récolte selon le grain semé ! Les philosophes du XVIII<sup>e</sup> siècle ont préparé la chute de la Bastille. Malthus a contribué à faire ériger des bastilles nouvelles où l'on enfermait les pauvres.

## INFLUENCE DE MALTHUS

L'influence de Malthus s'est exercée dans deux directions différentes. D'une part, sa pensée joue un rôle prépondérant dans cet ensemble de généralisations et d'abstractions qui constituent l'économie politique anglaise du XIX<sup>e</sup> siècle. La loi de population, complétée par la loi de la rente foncière, sert de fondement à l'édifice doctrinal élevé par l'école classique. Tout est subordonné à la production des richesses : l'homme ne compte que dans la mesure où il contribue à produire des marchandises. Peu importent sa misère et ses souffrances, pourvu que le capital s'accumule. D'autre part, Malthus se trouve à l'origine du mouvement pour la limitation des naissances, qui se réclame de sa théorie tout en rejetant le recours à la continence : le néo-malthusianisme.

### *La loi de la rente foncière de Malthus.*

Malthus avait mené son attaque contre la théorie du progrès et contre l'assistance aux pauvres en s'appuyant sur l'antinomie entre la progression de la population prolifique et celle des subsistances mesurées en quantité. Il formule, en 1815, une nouvelle loi d'évolution, dérivée de la première, et qui en est le corollaire. Il y oppose l'homme à la terre, dont la qualité et le rapport sont limités.

Durant les guerres contre la Révolution française et Napoléon, des terres médiocres avaient été mises en culture. Lors des années de disette — 1794, 1795, 1800, 1801 — et pendant le blocus continental, qui obligea l'Angleterre à compter en grande partie sur ses seules ressources, le prix du blé et les rentes foncières avaient considérablement monté. A l'heure où la paix va mettre fin à leur monopole, les propriétaires fonciers demandent au gouvernement d'élever les droits à l'importation, de renforcer la *corn law* afin de protéger les blés anglais : sinon, ils se verront

obligés d'abandonner les terres médiocres et — catastrophe ! — la rente foncière baissera...

James Mill, en 1814, est conduit à constater une divergence entre les intérêts des propriétaires fonciers et l'intérêt général. La question du rapport de la terre, c'est-à-dire la rente foncière, passe au premier plan.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, Petty, Hume, Anderson en Angleterre; Turgot et Auxiron en France, avaient formulé le principe de la rente foncière. En 1777, dans son livre : *Observations sur les moyens de stimuler l'industrie nationale*, James Anderson, petit fermier écossais, avait analysé ce phénomène.

Le fermier qui cultive les terres les plus fertiles peut apporter son grain au marché à un prix beaucoup plus bas que les autres qui cultivent des champs plus pauvres... Cependant, il sera à même de vendre son grain au même prix sur le marché que ceux qui occupent des terres plus pauvres... Il y aura donc un bien plus grand profit à cultiver le terrain plus fertile, mais comme ce profit ira en décroissant au fur et à mesure qu'on va vers des terrains plus stériles, il doit arriver à la longue que les frais nécessaires pour cultiver tel terrain de qualité inférieure soient égaux à la totalité du produit.

En 1814, un commentateur d'Adam Smith, David Buchanan, observe que si l'inventeur d'une machine gardait son secret, il pourrait tirer des objets fabriqués par cette machine un prix qui produirait une rente. Mais la divulgation des secrets et la concurrence empêchent cette rente de se former. Les progrès de l'agriculture, au contraire, n'entraînent pas une chute des prix comme les inventions industrielles, ils laissent un bénéfice au seul propriétaire en augmentant sa rente foncière. D'autre part, l'industrie fabrique davantage à mesure que la demande s'accroît, et le prix baisse. Mais le produit du sol ne peut pas être accru de la même façon. Et Buchanan ajoute cette remarque, inspirée de la loi de population de Malthus :

Un haut prix est encore nécessaire pour empêcher la consommation d'excéder l'offre<sup>1</sup>.

En 1815, Edward West, dans un ouvrage publié sans nom

1. BUCHANAN : *Observations sur les sujets traités dans « Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations » du Dr Smith*, p. 33.

d'auteur, s'efforce d'expliquer la rente foncière par la nature même du travail agricole, l'exploitant devant mettre en culture des terres nouvelles, ou soumettre à une culture plus intensive des terres déjà défrichées, par suite des besoins croissants de la population. Le rapport du produit net du sol au produit brut diminue donc continuellement<sup>1</sup>.

La même année, Malthus publie son ouvrage sur la rente foncière.

La loi de la rente est, dans l'esprit de Malthus, étroitement liée à sa loi de population : celle-ci conditionne celle-là. La pression constante de la population sur les subsistances signifie qu'il naît partout au moins autant d'hommes que la terre peut en nourrir. La population s'accroissant ainsi que la demande de nourriture, les propriétaires fonciers exploitent des terres de qualité sans cesse inférieure, car les terres fertiles sont limitées.

Comme les physiocrates et Adam Smith, Malthus considère que la rente constitue une qualité naturelle de la terre.

La formation de rentes, comme en quelque sorte attachées aux terres d'une certaine qualité, est une loi aussi invariable que l'action du principe de gravitation<sup>2</sup>.

La plus mauvaise terre devant laisser un bénéfice, faute de quoi elle ne serait pas cultivée, les terres d'une fertilité supérieure rapportent un excédent par rapport à celles qui le sont moins.

Malthus définit la rente foncière :

cette portion de la valeur du produit total qui demeure au propriétaire, après que toutes les avances nécessaires à la culture de quelque genre qu'elles soient, ont été payées, y compris les profits du capital employé, estimés au taux usuel et ordinaire des profits du capital agricole au temps en question.

Pour Malthus, la rente foncière se justifie par trois causes. D'abord, adoptant la thèse des physiocrates, il reconnaît à la terre le pouvoir de fournir une quantité plus grande de denrées nécessaires à la vie qu'il n'en faut pour la subsistance des personnes employées à l'agriculture. Ensuite, s'appuyant sur sa

1. WEST : *Un Essai sur l'application du capital à la terre*.

2. MALTHUS : *Recherches sur la nature et le progrès de la rente, et les principes qui la règlent*, p. 20.

loi de population, il fait état du fait que l'offre de nourriture provoque une demande croissante, puisque la population tend toujours à dépasser la limite des subsistances. Enfin, Malthus invoque la rareté relative des terres fertiles.

### *La loi de la rente foncière de Ricardo.*

Ricardo est profondément imbu des idées de Malthus. Dans ses lettres à Malthus, il souligne à quel point la loi de population lui paraît exprimer une vérité incontestable. Lié aux milieux financiers de la City, intéressé surtout à la production industrielle, il ne défend pas, comme Malthus, les intérêts des agrariens : aussi son analyse de la rente foncière et ses conclusions seront-elles différentes. Malthus préconisera le protectionnisme, Ricardo le libre-échange.

La théorie de la rente foncière de Ricardo repose sur l'idée d'un accroissement constant de la population et d'une difficulté croissante de pourvoir à ses subsistances. Le point de départ est donc strictement malthusien. Ricardo a d'ailleurs reconnu un droit de priorité à Malthus et à West.

Dans un ouvrage qui répond à Malthus, Ricardo accepte sa définition de la rente, mais il l'approfondit et en modifie le caractère<sup>1</sup>.

Rompant avec les physiocrates et Adam Smith, il soutient que la fertilité de la terre ne peut jamais, à elle seule, être la cause de la rente. La rente foncière est constituée par la différence entre les coûts de production sur des terres de fertilité inégale. Elle n'apparaît qu'au moment où « le progrès de la population force à défricher des terrains d'une qualité inférieure ou moins bien situés ». La rente ne provient que de la rareté des bonnes terres, de l'obligation de recourir, par suite de l'accroissement de la population et de ses besoins en subsistances, à des terres de plus en plus médiocres. « La rente écrit-il, est une création de valeur, non une création de richesse ». Pour lui, la valeur naît de la pénurie et la richesse de l'abondance. La rente apparaît uniquement sur les terres de qualité supérieure.

La rareté comparative des terrains les plus fertiles est la source de la rente<sup>2</sup>.

1. RICARDO : *Un Essai sur l'influence du bas prix du blé sur les profits du capital* (1815).

2. RICARDO : *Principes d'économie politique et de l'impôt*, p. 376.

La valeur du blé se règle d'après les quantités de travail employées pour le produire sur les dernières qualités de terrain. Par conséquent,

à chaque accroissement de population qui force un peuple à cultiver des terrains de qualité inférieure pour en tirer des subsistances, le loyer des terrains supérieurs haussera<sup>1</sup>.

Ricardo admet uniquement l'existence de rentes différentielles, en se refusant à admettre l'existence d'une rente foncière pour des terres qui seraient de fertilité égale, mais en quantité limitée. L'hypothèse lui a-t-elle paru négligeable ou contraire à sa conception de la valeur, provenant du travail ? Quoi qu'il en soit, Ricardo souligne que la condition du propriétaire foncier s'améliore avec l'accroissement de la population sur un sol ingrat.

L'intérêt des propriétaires fonciers est toujours opposé à celui de tous les autres et de la collectivité ; sa situation n'est jamais aussi prospère que lorsque la nourriture est rare et chère, à la différence de toutes les autres personnes qui ont grand intérêt à se nourrir à bon marché<sup>2</sup>.

La hausse du prix du blé entraîne la hausse des salaires, qui entraîne à son tour la hausse des objets manufacturés, d'où mévente sur les marchés nationaux et internationaux, crise et faillites. Voilà pourquoi Ricardo conclut à la libre importation des céréales. Sa théorie de la rente foncière débouche sur le libre-échange. Les propriétaires fonciers en souffriront ? Ils ne représentent qu'eux-mêmes et, pour la nation, la hausse des profits et des salaires compensera largement les pertes qu'ils éprouvent.

D'une autre portée que la théorie de Malthus, la théorie de Ricardo ébranlait et bouleversait l'ordre naturel, proclamé immuable par les économistes du XVIII<sup>e</sup> siècle. Ricardo oppose les propriétaires fonciers au reste de la nation. Leur intérêt, montre-t-il, exige que la population augmente le plus vite possible, que les terres nouvelles, dont le défrichement aura été rendu nécessaire par cette augmentation, soient aussi dif-

1. RICARDO : *Principes d'économie politique et de l'impôt*, p. 47.

2. RICARDO : *Un Essai sur l'influence du bas prix du blé sur les profits du capital*, p. 378.

ficiles à mettre en valeur que possible, afin qu'exigeant plus de travail, elles fassent hausser la rente. La classe des propriétaires fonciers, montre-t-il également, ne souhaite pas que la science et la technique agricole progressent : une fertilité artificielle et croissante pourrait entraver l'action de la loi des rendements décroissants, égaliser les inégalités naturelles, abaisser le prix des denrées, empêcher la rente foncière de s'élever, ou du moins retarder cette hausse.

Là où la richesse augmente avec le plus de vitesse, c'est dans les pays où les terres disponibles sont les plus fertiles, où il y a le moins de restrictions à l'importation, où, par des améliorations dans l'agriculture, on peut multiplier les produits sans une augmentation proportionnelle dans la quantité du travail et où, par conséquent, l'accroissement des rentes est lent <sup>1</sup>.

Ricardo n'opposait pas seulement l'existence des terres fertiles, les bienfaits du libre-échange et des progrès de la science agricole à la hausse de la rente foncière, il mettait en cause le principe de propriété sur la terre dans la mesure du moins où la rente foncière apparaissait comme un bénéfice exorbitant. Profits et salaires figurent dans le coût de production, mais non la rente, qui échoit au propriétaire favorisé par la fertilité du sol, comme un billet de loterie gagnant.

La rente n'entre pas et ne peut entrer pour rien dans le prix du blé <sup>2</sup>.

En jetant une lumière crue sur les contradictions des classes, Ricardo met fin à l'harmonie préétablie et aux intérêts concordants d'Adam Smith. Il écrit à Malthus :

Vous voyez dans l'économie politique une enquête sur la nature et les causes de la richesse ; je crois qu'il faudrait plutôt définir : une enquête sur les lois qui déterminent la division du produit de l'industrie entre les classes qui concourent à le former <sup>3</sup>.

1. RICARDO : *Principes d'économie politique*, p. 51.

2. *Ibidem*.

3. RICARDO : Lettre à Malthus du 10 octobre 1820.

Aussi a-t-il été âprement combattu par l'économiste américain Carey, apôtre de la propriété et de la libre concurrence entre les individus.

Le système de Ricardo est un système de discorde... Sa tendance, c'est de créer l'inimitié entre les classes et les nations... Son livre est le véritable manuel des démagogues qui aspirent au pouvoir par la confiscation de la terre, la guerre et le pillage<sup>1</sup>.

Mais Ricardo, malgré ses hardiesses, était limité par les horizons de sa classe. Son attachement à la loi de population de Malthus le conduit à l'idée que toute augmentation des salaires tend à se traduire par une augmentation de la natalité dans la classe ouvrière. Adam Smith l'avait déjà dit.

### *Ricardo et la loi des salaires.*

Malthus écrit :

Par suite des causes qui règlent la population et qui accroissent l'espèce humaine, les salaires les plus faibles ne se maintiennent jamais beaucoup au-dessus du taux que la nature et l'habitude exigent pour l'entretien des ouvriers<sup>2</sup>.

Ricardo semble plus impitoyable encore, parce qu'il sait mieux observer la réalité capitaliste :

Le prix naturel du travail est celui qui fournit aux ouvriers en général les moyens de subsister et de perpétuer leur espèce sans accroissement ni diminution<sup>3</sup>.

Le salaire nominal peut augmenter, quand le prix du blé monte, afin que l'ouvrier s'en procure toujours la même quantité, mais le salaire réel, calculé en nature, ne change pas. Bien au contraire, du fait de la croissance de la population, les salaires tendent à s'abaisser. Une hausse nominale des salaires

1. CAREY : *Le Passé, le présent et l'avenir*, p. 74.

2. MALTHUS : *Essai sur le principe de population*, p. 128.

3. RICARDO : *Principes d'économie politique*, p. 67.

peut masquer cette baisse. Elle ne changera rien à la réalité. L'ouvrier recevra plus d'argent pour son salaire, mais ce salaire vaudra moins de blé.

Tant que le nombre des ouvriers ne dépasse pas la demande de l'industrie, le salaire le plus bas suffit aux besoins de l'ouvrier, puisque celui-ci est indispensable à l'entrepreneur. Mais aussitôt qu'il cesse de l'être, le salaire baisse. Car il importe peu que tous vivent.

Comment la classe ouvrière échappera-t-elle à son malheur ? Ricardo répond comme Malthus : par le *moral restraint*, par la continence. Il n'est pas d'autre voie de salut.

C'est une vérité incontestable que l'aisance et le bien-être des pauvres ne sauraient être assurés à moins qu'ils ne cherchent eux-mêmes, ou que la législation ne les conduise à diminuer la fréquence des mariages entre individus jeunes et imprévoyants<sup>1</sup>.

Comme Malthus, Ricardo se désintéresse de la population, il considère sa croissance comme un mal. Un mal pour elle-même, puisque la loi des salaires la condamne irrévocablement à ne toucher que le strict nécessaire pour pouvoir subsister, et qu'un excédent de bras aboutira nécessairement à un recul des salaires. Un mal pour le capitaliste, obligé de payer à la classe laborieuse le salaire vital minimum qui ira en augmentant à cause de la hausse du prix du blé. Le salarié ne verra pas sa situation s'améliorer, et celle du capitaliste empirera, car il se trouve coincé entre des salaires incompressibles à cause de leur bas niveau et la hausse de la rente foncière. Mais cette tendance des profits à la baisse indéfinie risque un jour d'empêcher la formation de nouveaux capitaux, et la hausse de la rente foncière risque, elle aussi, de prendre fin le jour où la hausse excessive du blé mettra un obstacle à l'accroissement de la population.

Tristes perspectives pour la classe laborieuse, les propriétaires fonciers et les capitalistes ! Ricardo, nonobstant les espoirs qu'il fonde sur la liberté du commerce extérieur, se heurte aux limites de l'économie politique bourgeoise, dont il fait déjà sentir la fin et le dépassement.

---

1. RICARDO : *Principes d'économie politique*, p. 81.

### James Mill.

Successeur immédiat de Ricardo et père de Stuart Mill, James Mill est résolument malthusien. Mais la contrainte morale lui semble un moyen inefficace. Avec lui, le malthusianisme commence à envisager des formules qui exigeront moins de vertu des hommes. Dans l'*Encyclopédie britannique* de 1818, au mot « Colonie », on peut lire sous sa plume :

Si les superstitions de la *nursery* étaient écartées, et que le principe de l'utilité fût toujours observé, il ne serait pas bien difficile de trouver une solution ; et le moyen de tarir l'une des sources les plus abondantes du mal de l'humanité ne serait ni douteux ni difficile à appliquer.

En 1821, il publie *Eléments d'économie politique*. Il y recommande la prudence aux époux et leur conseille de ne pas avoir trop d'enfants. « Le grand problème pratique, écrit-il, est de trouver le moyen de limiter le nombre des naissances. » La phrase fait incontestablement allusion aux méthodes préventives.

### Nassau Senior.

Nassau Senior (1790-1864) réduit l'économie politique à quatre principes, dont deux ont été établis par Malthus : 1° le principe de la recherche par l'individu du maximum de satisfactions par le minimum de travail ; 2° celui de la multiplication de la population ; 3° celui de la productivité croissante de l'industrie ; 4° celui du rendement décroissant de l'agriculture.

Il s'inspire également de Malthus et de Ricardo dans sa théorie du fonds des salaires. Pour Senior, le salaire naturel s'obtient en divisant par le nombre des ouvriers le capital destiné à rémunérer le travail, ce qui suppose un fonds des salaires préexistant et immuable. Senior en tirait comme conséquence que le seul moyen pour les salariés d'améliorer leurs conditions de vie consistait à réduire leur nombre.

### John Stuart Mill.

En 1848, date charnière, paraît le *Manifeste du Parti communiste*. Une ère nouvelle va s'ouvrir : Marx condamne le régime capitaliste au nom des lois du développement historique. Son analyse se trouve aussitôt confirmée par l'insurrection des ouvriers parisiens durant les journées de juin.

La révolution continentale de 1848-1849 se répercuta en Angleterre.

Les hommes qui avaient encore des prétentions scientifiques et désiraient être plus que de simples sophistes et sycophantes des classes supérieures, cherchèrent alors à concilier l'économie politique du capital avec les réclamations du prolétariat qui entraient désormais en ligne de compte. De là, un éclectisme édulcoré, dont John Stuart Mill est le meilleur interprète. C'était tout bonnement, comme l'a si bien montré le grand savant et critique russe, N. Tchernychevski, la déclaration de faillite de l'économie bourgeoise<sup>1</sup>.

En effet, l'ouvrage de John Stuart Mill (1806-1873), paru en 1848 : *Principes d'économie politique*, marque l'apogée de cette science dans sa contexture bourgeoise. Nourri de philosophie utilitariste, intéressé par les idées de Saint-Simon sur l'hérédité et de Sismondi sur la propriété paysanne, par le positivisme d'Auguste Comte et le socialisme associationniste de 1848, Stuart Mill témoigne d'un éclectisme qui cherche à concilier les inconciliables et ne parvient guère à masquer les lézardes d'un édifice bâti sur le sol mouvant des contradictions sociales. L'ouvrage de Stuart Mill représente le chant du cygne de l'économie classique. En 1867 va paraître *Le Capital* qui substituera aux affirmations apologétiques et erronées des économistes bourgeois l'analyse des lois véritables du régime capitaliste.

Stuart Mill a tenté une synthèse et une mise au point des doctrines de l'école classique. Il reproduit à la fois Malthus et Ricardo, dont il accepte la loi de population et la loi de la rente.

Très tôt, sous l'influence de son père, il a été acquis à l'idée de limitation des naissances. Il a vu naître et se développer, à partir de 1822, le néo-malthusianisme. Sa femme, qui

1. MARX : *Le Capital*, postface de la deuxième édition allemande, t. I, p. 25, Editions sociales.

a collaboré à certains de ses ouvrages, souhaite l'égalité économique et sociale des sexes. C'est au nom du respect et des droits de la femme, à qui l'homme impose la maternité souvent contre son gré, que Stuart Mill se prononce pour les pratiques contraceptives.

Ce n'est jamais par la volonté de la femme que les familles deviennent nombreuses : c'est la femme qui supporte, outre les douleurs physiques et sa part de privations, l'insupportable labeur domestique qui résulte d'un trop grand nombre d'enfants<sup>1</sup>.

Quand les carrières libérales seront ouvertes aux femmes, la natalité diminuera.

C'est en employant exclusivement à la fonction de faire des enfants la moitié de l'espèce humaine ; c'est parce qu'un sexe tout entier n'a pas d'autres occupations, et que l'autre y est constamment mêlé, que l'instinct animal dont il s'agit a pris des proportions démesurées et l'influence énorme qu'il a exercée jusqu'à ce jour dans la vie des hommes<sup>2</sup>.

Stuart Mill combat les familles nombreuses pour des raisons de progrès et de moralité, affirme-t-il. Le sort de la classe ouvrière ne pourra jamais s'améliorer si elle ne réduit pas le nombre de ses enfants. La prolifération favorise les vices : la religion chrétienne, écrit-il, a tort de proclamer que Dieu bénit les familles nombreuses.

On ne peut guère espérer que la moralité fasse des progrès tant qu'on ne considérera pas les familles nombreuses avec le même mépris que l'ivresse ou tout autre excès corporel. Mais tant que l'aristocratie et le clergé seront les premiers à donner l'exemple de l'incontinence, que peut-on attendre des pauvres<sup>3</sup> ?

Ce défenseur de la liberté n'hésite pas à la sacrifier quand il s'agit de limiter les naissances. Il approuve l'interdiction du mariage faite aux pauvres :

---

1. STUART MILL : *Principes d'économie politique*, t. I, p. 421.

2. *Ibidem*, p. 418.

3. *Ibidem*.

Les lois qui dans un grand nombre de pays du continent défendent le mariage, à moins que les parties ne prouvent qu'elles peuvent entretenir une famille, n'outrepassent pas les pouvoirs légitimes de l'Etat... On ne peut leur reprocher d'être des violations de la liberté<sup>1</sup>.

Par une inconséquence remarquable, ce malthusien préoccupé du bonheur des ouvriers condamne comme une violation de la liberté une loi qui limiterait, non plus les naissances, mais les cabarets, parce que ce serait là, écrit-il, traiter les travailleurs en enfants.

Stuart Mill se déclare partisan de la petite propriété paysanne : elle diminue les injustices de la rente foncière, empêche le producteur indépendant de devenir un salarié, développe l'initiative individuelle, freine l'essor démographique. Stuart Mill lui attribue le faible accroissement de la population en France : c'est là un mérite de plus qu'il inscrit à l'actif de la paysannerie française.

Dans la mesure où Stuart Mill s'incline devant les lois naturelles de la production et demeure fidèle aux conceptions de Malthus et de Ricardo, il se rattache entièrement au passé. Mais cet apôtre de la petite propriété et de la concurrence reconnaît que « la distribution des richesses est affaire d'institutions humaines seulement » et dépend, non de la nature, mais de la société ; que

le salarié de fabrique a aujourd'hui moins d'intérêt personnel à son travail que n'en aurait le membre d'une société communiste, [et que] toutes les contraintes du communisme seraient des émancipations en regard de ce qu'est aujourd'hui la condition de la majorité de l'espèce humaine<sup>2</sup>.

Ricardo, en exposant la loi de la baisse des profits, la rattachait à la loi des rendements décroissants. Il croyait que les profits diminueraient jusqu'à un taux minimum où la réduction du profit serait telle qu'elle n'inciterait plus à l'épargne et à son emploi productif. Le pays parviendrait à « un état stationnaire ». Stuart Mill en déduit que l'industrie deviendra stationnaire puisqu'elle ne pourra plus compter sur des investissements

1. STUART MILL : *La Liberté*, p. 198.

2. STUART MILL : *Principes d'économie politique*, II, I.

de capitaux. Alors tout sera étale : population, vie économique. Plus d'augmentation des richesses, mais seulement une perspective de progrès moral. La question sociale se résoudra par l'équilibre, l'inertie, la limitation. Stuart Mill se complaît dans cette vision bienheureuse. Une immobilité définitive, avec le maintien des vieilles hiérarchies, la population cessant de croître et la classe ouvrière de lutter, voilà ce qu'a imaginé de mieux l'économie bourgeoise à l'apogée de sa puissance...

### *La fortune du malthusianisme.*

Les idées de Malthus se répandirent d'autant plus rapidement en France que la bourgeoisie au pouvoir était toute prête à les adopter.

Depuis François 1<sup>er</sup>, qui avait tiré de la vénalité des offices d'importantes ressources financières, les pratiques de la limitation des naissances s'étaient répandues chez les bourgeois devenus propriétaires de leurs charges. Au XVII<sup>e</sup> siècle, des lettres de Madame de Sévigné à sa fille témoignent de préoccupations semblables. Ces coutumes se propagent au siècle suivant. La théorie de Malthus fut accueillie par les économistes français avec d'autant plus de faveur qu'elle répondait aux aspirations du capitalisme, le justifiait et le consolidait.

La réaction, comme il était naturel, s'en servit contre les idéologies de progrès et le socialisme naissant.

Chateaubriand, qui vécut en Angleterre pendant la Révolution française, prend, dans *Le Génie du christianisme*, la défense du célibat ecclésiastique et déclare qu'un trop grand nombre d'hommes amène « tôt ou tard d'effroyables révolutions ».

Les Etats ne périssent jamais par le défaut, mais par le trop grand nombre d'hommes. Une population excessive est le fléau des Empires... Au moment même où la France a perdu tant de laboureurs, la culture n'en paraît que plus florissante. Nous nous dévorons les uns les autres lorsque l'espace vient à manquer à notre multitude<sup>1</sup>.

Joseph de Maistre entonne, dans un chapitre consacré au célibat des prêtres, les louanges de Malthus.

1. CHATEAUBRIAND : *Le Génie du christianisme*, livre I, chap. VIII.

Cette force cachée qui se joue dans l'univers s'est servie d'une plume protestante pour nous présenter la démonstration d'une vérité contestée. Je veux parler de M. Malthus dont le profond ouvrage sur la population est un de ces livres rares après lesquels toute le monde est dispensé de revenir sur le même sujet. Le nombre des mariages ne peut être restreint dans l'Etat qu'en trois manières : par le vice, par la violence, ou par la morale. Les deux premiers moyens ne pouvant se présenter à l'esprit d'un législateur, il ne reste donc que le troisième, c'est-à-dire qu'il faut qu'il y ait dans l'Etat un principe moral, qui tende constamment à restreindre le nombre des mariages. Mais cette « restreinte morale », comme l'appelle fort à propos M. Malthus, ne saurait être, ainsi qu'il l'a dit lui-même, que très difficilement établie. L'Eglise a, dans sa loi du célibat ecclésiastique, résolu le problème avec toute la perfection que les choses humaines peuvent comporter, puisque la restreinte catholique est non seulement morale, mais divine<sup>1</sup>.

L'amélioration du sort des classes laborieuses, proclament les idéologues de la bourgeoisie, ne dépend que de leur « prévoyance » : elle ne saurait être cherchée aux dépens de la propriété, car la misère provient exclusivement d'une multiplication excessive. L'économiste Dunoyer, nommé préfet après la Révolution de 1830, et qui publiera en 1845 *De la liberté du travail*, où il reproche aux ouvriers leur imprudente fécondité, déclare dès 1832 dans une circulaire préfectorale :

Les classes les plus à plaindre de la société ne parviennent à s'affranchir de leur douloureux état qu'à force d'activité, de raison, de prudence, de prudence surtout dans l'union conjugale, et en mettant un soin extrême à éviter de rendre leur mariage plus prolifique que leur industrie.

Tous les économistes libéraux de la Monarchie de Juillet et du Second Empire sont malthusiens. Malthusien, Jean-Baptiste Say qui prône la restriction volontaire et déclare :

Les institutions les plus favorables au bonheur de

1. Joseph DE MAISTRE : *Du Pape*, pp. 502-507, édition de 1819.

l'humanité sont celles qui tendent à multiplier les capitaux<sup>1</sup>.

Malthusien, Rossi qui, dans son Introduction à *l'Essai sur le principe de population*, annonce aux travailleurs que « leur avenir est dans leurs mains » :

Toutes les fois que le nombre des travailleurs dépasse habituellement les forces du capital disponible, la baisse des salaires est inévitable... Rien ne peut assurer le sort des travailleurs que la prudence et la moralité dans les rapports des deux sexes<sup>2</sup>.

Malthusien, Michel Chevalier, qui souhaite que « la population modère son accroissement de manière à rester en arrière des moyens de travail ou d'existence »<sup>3</sup>.

Malthusien, Joseph Garnier, qui, en 1876, alors que le mouvement des naissances se ralentit, affirme :

Il n'y a aucune nécessité à ce que les Français s'accroissent davantage. Tout encouragement à la population est absurde, dangereux, inhumain, et contraire à l'intérêt de la société et du pauvre en particulier.

Malthusiens, Molinari, Passy, Courcelle-Seneuil. Malthusienne, l'Académie française qui, en 1851, décerne un prix Montyon à l'auteur d'un mémoire sur le thème : « Heureux le pays où la sagesse publique et la sagesse privée se réunissent pour empêcher que la population ne s'accroisse trop vite. »...

En Allemagne le malthusianisme obtient également une large audience.

Le traducteur de Malthus, Hegewisch, salue dans la théorie de l'économiste anglais

une révélation des lois de l'ordre moral comparable à la découverte des lois de l'ordre physique de l'univers par Newton.

1. J.-B. SAY : *Cours d'économie politique*, VI, XIII.

2. ROSSI : Introduction à *l'Essai sur le principe de population*, p. 56.

3. Michel CHEVALIER : Septième discours d'ouverture.

Le fondateur de l'école historique, Roscher, se rallie à Malthus, comme von Mohl, comme Rümelin, adversaire de l'assistance légale obligatoire. L'idéologue du socialisme d'Etat, Adolphe Wagner, qui réclame l'extension des pouvoirs de l'Etat en invoquant l'évolution historique et en louant l'action régulatrice du pouvoir central dans les rapports sociaux, se prononce pour la limitation des naissances. Le libéral Malthus s'adressait à l'individu. L'interventionniste Wagner fait appel à l'Etat qui prendra des mesures impératives.

Quelques disciples fanatiques allaient franchir le pas qui sépare la contrainte morale de la contrainte tout court et afficher des audaces que n'avait pas eues le maître.

Un conseiller de régence de Saxe, Weinhold, dans un ouvrage intitulé : *De l'excès de la population dans l'Europe centrale*, paru en 1827, préconise la castration d'un certain nombre d'enfants pauvres et l'infibulation de tout individu mâle qui n'aurait pas un revenu lui permettant d'entretenir une famille. Réserver aux pauvres le sort des taurillons, les émasculer pour qu'ils perdent leur combativité, les transformer en bœufs de labour, telle est en effet la conclusion logique de la théorie de Malthus.

Un de ses zéloteurs anglais, le « philanthrope » qui signe du pseudonyme de Marcus, demande, en 1838, qu'on supprime la progéniture des pauvres en asphyxiant les nouveau-nés sans douleur (*painless extinction*) ...

### *Le néo-malthusianisme en Angleterre.*

D'autres adeptes de Malthus, préoccupés de réalisations pratiques, allaient retenir ses enseignements, mais rejeter ses méthodes.

Malthus avait prêché la vertu et l'austérité. Quand il vit des partisans du principe de population repousser la contrainte morale et recourir à des artifices pour rendre les relations sexuelles infécondes, il réprouva cette extension donnée à sa doctrine. Dans la cinquième édition de son *Essai*, parue en 1817, il blâme Robert Owen pour avoir cherché à limiter les naissances en dehors des voies de la contrainte morale. Owen a seulement démontré

son absolue impuissance à découvrir quelque mode de

réaliser ce dessein qui ne fût pas contraire à la nature, immoral ou cruel à un haut degré<sup>1</sup>.

Dès 1822 pourtant, de l'arbre malthusien avait jailli un surgeon condamné par Malthus, mais qui se nourrissait du suc de sa pensée. Le tailleur Francis Place (1771-1854), en réponse à un livre récent de Godwin, ripostait, en 1821, par *Remarques sur les recherches de M. Godwin concernant la population*, et, en 1822, par *Illustration et preuves du principe de population incluant une réponse aux objections de M. Godwin*.

Ce dernier ouvrage ouvre la voie au néo-malthusianisme<sup>2</sup>. Place y déclare que la contrainte morale se révèle inopérante. Le mal suprême étant l'accroissement de la population, il convient, non pas de compter sur les freins répressifs ou préventifs, comme le *moral restraint*, mais sur un frein artificiel (*artificial check*). L'essentiel est d'être fidèle à l'esprit, non à la lettre de l'*Essai*. Evoquant son cas personnel, celui de James Mill et de deux autres amis, tous adeptes fervents de Malthus, Place confesse que, marié à dix-neuf ans, il n'a pu vivre dans la continence, et qu'à eux

1. MALTHUS : *Essai sur le principe de population*, livre III, chap. III.

2. Le néo-malthusianisme n'a en fait rien innové. L'un de ses premiers protagonistes, James Mill, s'était, sous la Restauration, rendu en France pour se renseigner sur les moyens contraceptifs qu'on y employait.

Les pratiques anticonceptionnelles remontent d'ailleurs à la plus haute antiquité, peut-être même à la préhistoire, si l'on se réfère à certaines peuplades primitives d'Australie et de Polynésie, chez lesquelles les sociologues ont cru retrouver les mœurs des âges préhistoriques.

La première mention de telles pratiques se rencontre dans un papyrus égyptien de la XII<sup>e</sup> dynastie (vers 1850 avant J.-C.) : l'auteur recommande l'application d'un mélange bizarre d'excréments de crocodile, de miel, de natron et d'une substance gommeuse. Un autre papyrus, qui date de 1550 avant J.-C., parle de fleurs d'acacia dont la fermentation donne de l'acide lactique.

Plusieurs auteurs de l'antiquité ont indiqué des moyens pour éviter la grossesse. Hippocrate préconise l'emploi du misy, détremé dans de l'eau, mais on ignore ce qu'est le misy. Aristote lui préfère l'onguent de plomb (céruse) ou l'encens mêlé à de l'huile d'olive.

Un chirurgien du I<sup>er</sup> siècle, Soranus d'Ephèse, qui vivait à Rome sous le règne d'Adrien, énumère, dans un traité de gynécologie, une série de moyens anticonceptionnels. Il condamne l'usage des potions contraceptives qu'il juge dangereuses et raille le recours aux amulettes. (BARBE : *Les conséquences pathologiques des pratiques anticonceptionnelles chez la femme*, Nice, 1937.)

Le néo-malthusianisme a donné une armature et une justification théoriques à des coutumes qu'il a contribué à répandre en préconisant des procédés rendus possibles grâce à la technique industrielle du XIX<sup>e</sup> siècle (vulcanisation du caoutchouc, etc...).

quatre, ces partisans de la limitation des naissances avaient eu trente-six enfants. « Nous sommes de drôles de corps pour enseigner la continence ! » s'exclamait-il, en soulignant la nécessité de recourir à des moyens plus efficaces.

En juillet 1823, un inconnu faisait remettre un paquet au directeur du *Manchester Guardian* : il contenait des tracts. L'opuscule, intitulé : « Aux gens mariés des deux sexes », dénonçait les maux causés par les familles trop nombreuses et demandait qu'on prît des « précautions anticonceptionnelles ». Ce « tract diabolique » — *the diabolic handbill* — fut attribué à Francis Place, mais la justice alertée n'en découvrit pas l'auteur.

Le néo-malthusianisme allait produire d'autres œuvres, dont les plus marquantes furent d'abord éditées en Amérique : *Physiologie morale* (1830) de Robert Dale Owen, fils de l'industriel socialiste; *Fruits de la philosophie* (1833), de l'Américain Charles Knowlton. Fruits singuliers d'une philosophie tournée vers le néant...

Vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, les frères Drysdale, en Angleterre, se consacrent à une inlassable propagande néo-malthusienne. Georges Drysdale publie, d'abord sans nom d'auteur, *Éléments de la science sociale* (1854). Science qui comprend la description détaillée des pratiques anticonceptionnelles.

L'Américain Trall donne en 1866 un traité de contraception : *Physiologie sexuelle*.

Le socialiste anglais Charles Bradlaugh et Annie Besant ayant, en 1877, fait réimprimer le livre de Charles Knowlton, sont traduits devant les tribunaux, condamnés, puis acquittés en appel. Ce jugement soustrait aux poursuites pénales la propagande anticonceptionnelle, désormais libre en Angleterre. Les néo-malthusiens fondent une ligue, éditent une revue *The Malthusian*, organisent des tournées de conférences, une propagande de porte à porte. Tandis que la première clinique de « birth control » s'ouvre à Amsterdam, les néo-malthusiens anglais songent à une organisation internationale de leur mouvement, envoient une adresse au congrès du Parti ouvrier français, tenu à Marseille en 1879...

Mais les milieux prolétariens se refusent à admettre que la restriction des naissances suffise à résoudre le problème de la transformation sociale. Annie Besant, effrayée par l'opposition qu'elle rencontre, se convertit à la théosophie et s'embarque pour les Indes.

Néanmoins, la propagande néo-malthusienne obtenait cer-

tains résultats, moins au sein des masses que dans les couches aisées.

Une théorie n'exerce d'action réelle qu'à partir du moment où elle rencontre des conditions favorables à son application. Ce fut le cas pour le néo-malthusianisme dans la seconde moitié de l'ère victorienne. Cette propagande s'était d'abord heurtée, durant plus d'un demi-siècle, à de multiples réticences, car la grandeur et la puissance de l'Angleterre reposaient en partie sur une croissance démographique qui avait alimenté une puissante émigration dans l'univers entier (4 millions d'émigrants britanniques aux Etats-Unis entre 1840 et 1860, émigration continue en Afrique du Sud, aux Indes, en Australie, dans les nombreux comptoirs coloniaux). En un siècle, la population de l'Angleterre et du Pays de Galles avait quadruplé, celle de la Grande-Bretagne avait passé de 16 millions en 1789 à 42 millions en 1900. La prospérité croissante, l'égoïsme individuel, le désir de sécurité et de jouissance, le droit d'aînesse incitèrent de plus en plus les classes possédantes à limiter les charges de famille. Cet état d'esprit se répandit également au sein d'une aristocratie ouvrière intégrée dans le régime et participant aux profits de l'exploitation coloniale.

### *Le néo-malthusianisme en France.*

Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, la limitation des naissances s'était étendue à la petite bourgeoisie. La dénatalité française rendait la propagande néo-malthusienne superflue. Les économistes bourgeois, obéissant à des impératifs de domination, virent de bord, tandis que certains cénacles de gauche se rallièrent bruyamment à Malthus.

Il y eut, au cours des vingt années qui précédèrent la guerre de 1914-1918, alors que le luxe et l'insouciance de la « belle époque » masquaient les turpitudes de l'impérialisme et la misère des masses, une propagande néo-malthusienne active, menée surtout dans les milieux libertaires et syndicaux.

Le socialisme français, dans ses courants utopique, marxiste, jaoussiste (Guesde et Lafargue par doctrine, Jaurès par tempérament), avait été résolument anti-malthusien. Dans la mesure où il pactisera avec le régime capitaliste, où il s'embourgeoisera, où il sombrera dans le réformisme, il deviendra malthusien.

Léon Blum, idéologue du parti socialiste français de 1920 à

1950, a exposé, en 1907, ses idées sur l'union libre et la procréation.

Tolstoï voulait que l'homme et la femme parvinssent au mariage dans le même état d'innocence. Léon Blum désire leur conférer une expérience égale, laisser pleine liberté à leur désir de changement et d'aventure jusqu'au moment où la satiété et la fatigue les inclineront au mariage.

Vous m'objectez comme le moraliste : Et les enfants ? Il faut bien que je réplique : Des enfants, on n'en aura pas. Si l'on parvient à en régler si exactement le nombre et le terme dans les mariages d'aujourd'hui, pourquoi ne voulez-vous qu'on arrive à les prévenir dans mes unions polygamiques ?<sup>1</sup>.

« Bannir l'accident de l'enfant avec une sorte de certitude »<sup>2</sup>, conseille Léon Blum. Quel recul, par rapport à Condorcet et à Godwin !

L'encouragement « au plaisir, à la satisfaction de l'instinct »<sup>3</sup>, en se libérant des devoirs sociaux, cédera le pas, chez d'autres représentants du parti socialiste, à des considérations économiques aboutissant au même résultat : la réduction du nombre des travailleurs diminuerait leur misère. En se ralliant ainsi à Malthus, ces défenseurs du peuple ne font que consolider le régime.

Le livre de Léon Blum s'adressait surtout à la bourgeoisie. Les néo-malthusiens recrutés dans l'anarcho-syndicalisme ou qui le rejoignent demandent aux masses de ne plus fournir aux capitalistes et aux militaires de la « chair à travail » et de la « chair à canon ». Les familles nombreuses provoquent trop souvent « l'avachissement des prolétaires ». Elles créent les « jaunes » et les « renards ». Ajoutons, proclament-ils, à la grève générale, la grève des ventres !

L'un des principaux animateurs du mouvement anticonceptionnel, Paul Robin, fonde une « Ligue française pour la Régénération humaine » qui diffuse une revue. En 1900 se tient à Paris le premier congrès international des ligues néo-malthusiennes ; un deuxième congrès se réunira en 1905 à Liège.

Les conférenciers et les publicistes du néo-malthusianisme

1. Léon BLUM : *Du Mariage* (1907), p. 313.

2. *Ibidem*, p. 312.

3. *Ibidem*, p. 166.

anarchisant<sup>1</sup> propagent les pires illusions parmi la classe ouvrière qu'ils veulent détourner de la lutte de classe. Ils affirment aux travailleurs qu'il leur suffit, pour vaincre la bourgeoisie, appuyée sur son appareil d'Etat, son armée, sa police, de ne pas procréer d'enfants.

Le malthusianisme est le seul moyen de faire, pratiquement, la révolution qui vous tient au cœur sans cataclysme et sans massacres... C'est l'arme suprême, terrible, inexorable du prolétariat<sup>2</sup>.

Le malthusianisme dispense de la révolution : bien mieux, il l'incarne.

Le néo-malthusianisme, c'est la Révolution. Point de révolution ayant une influence réelle sur la condition des travailleurs sans concours... La Révolution est proche; elle sera pacifique. C'est par le néo-malthusianisme qu'elle se réalisera<sup>3</sup>.

Paul Robin ajoute à ces chimères émollientes une théorie<sup>4</sup> de la sélection scientifique :

Les gens bien nés, bien élevés, n'auront aucune peine à s'entendre pour créer les organisations sociales basées sur la réelle liberté de chacun, assurant à tous l'abondance de tous les biens produits par la nature et l'industrie, et la félicité générale résultant de la bonté de tous envers tous<sup>4</sup>.

Que les ouvriers qui ne veulent pas suivre les conseils des néo-malthusiens s'en prennent à eux-mêmes ! Ils seront des victimes par leur faute. Malthus avait exactement parlé de la même façon.

Les prolétaires ne veulent pas se contraindre sexuellement, comme le font leurs maîtres — qui ne sont leurs maîtres qu'à cause de cette différence — et ils veulent en même temps ne pas jouer le rôle, eux et leurs enfants, de chair à canon. Mais ces deux désirs sont contradictoires. Ce sont eux qui mettent en

1. Paul Robin, Eugène Humbert, G. Hardy, Nelly Roussel, Sébastien Faure, Victor Méric, Fernand Kolney, Mauricius, etc..

2. KOLNEY : *Régénération*, avril 1905.

3. GIROUD : *Régénération*, décembre 1905.

4. ROBIN : *Régénération*, avril 1900.

marche le char de Djaggernat : qu'ils ne s'étonnent pas d'être écrasés par lui<sup>1</sup>.

En vain les anarchistes déclaraient-ils que la limitation des naissances supprime le chômage, améliore les salaires, facilite l'entente et la solidarité, coïncide avec la révolution sociale<sup>2</sup>. En vain soutenaient-ils que le peuple, en procréant, perpétue les guerres. La classe ouvrière, éclairée par les batailles livrées au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, avait acquis une conscience et une maturité politiques suffisantes pour choisir les formes de lutte les plus efficaces. Créatrice de vie et génératrice de nouvelles conditions sociales, elle s'est détournée de cette forme de suicide que lui avait déjà prêchée Malthus.

---

1. DEVALDÈS : *Croître et multiplier, c'est la guerre*, p. 102.

2. LUCCHESI : *Le Libertaire*, 29 juillet 1906.

# CONTRADICTEURS DE MALTHUS

## I

### GODWIN

Godwin publia en 1820 seulement *Recherches sur la population et sur la faculté d'accroissement de l'espèce humaine, contenant une réfutation des doctrines de M. Malthus sur cette matière.*

Pourquoi cette réplique au bout de vingt ans ?

Il avait attendu qu'un autre « assumât la tâche en apparence peu difficile de renverser le principe de population ». Rien n'était venu, et une 5<sup>e</sup> édition de l'ouvrage de Malthus avait vu le jour en 1817.

Je croyais que l'*Essai sur la population*, comme toutes les théories fausses et erronées, retomberait bientôt au rang qu'il doit tenir... Pourtant, il poursuit toujours sa carrière heureuse... Je ne puis plus garder le silence<sup>1</sup>.

D'autre part, la terrible crise de 1816 avait aggravé la misère du peuple en privant de travail des milliers d'ouvriers. L'agitation croissait, des clubs politiques surgissaient, reprenaient le nom de Hampden, l'organisateur de la résistance légale aux mesures tyraniques de Charles I<sup>er</sup>. Le gouvernement suspendait l'*habeas corpus*, édictait des lois d'exception contre la liberté de la presse et la liberté de parole, qui restèrent deux ans en vigueur, recourait à la force. Au mois d'août 1819, à Manchester, l'armée et la police interviennent dans un meeting en plein air, tirent sur la foule : on ramasse sur « le champ de bataille de Peterloo » des cen-

---

1. GODWIN : *Recherches sur la population...* Préface.

taines de morts et de blessés. Aux revendications des travailleurs, aux supplications des indigents, propriétaires fonciers et industriels répondent par des balles et se retranchent derrière la loi de Malthus.

Godwin s'est mis à l'œuvre en 1818. Il veut délivrer à jamais le monde de « cette maudite apologie du vice et du malheur, de la cruauté et de l'oppression ». Malthus a écrit « le plus épouvantable morceau que jamais un malheureux imprimeur ait été forcé de composer ». Godwin lui répond afin

de chasser l'usurpateur de ses places fortes et de ses lieux de retraite... et par l'emploi des matériaux les plus solides d'élever un phare pour que l'investigateur de bonne foi ne soit plus réduit à errer dans l'obscurité<sup>1</sup>.

Tout d'abord, Godwin s'attaque à la loi de population et des subsistances. La progression géométrique de Malthus n'a jamais été qu'une « assertion dénuée de preuves »<sup>2</sup>. Malthus n'avance qu'un seul exemple, celui de l'Amérique, et convertit ainsi « l'exception en règle ». Or, l'accroissement des Etats-Unis doit être attribué à l'immigration.

Les infortunés de tous les royaumes de l'Europe ont regardé les rivages de l'Amérique comme la terre promise, le dernier asile de l'indépendance, le sol fortuné où ils peuvent vivre en paix<sup>3</sup>.

On ne saurait donc soutenir que la progression géométrique s'est vérifiée aux Etats-Unis.

Godwin étudie les tables suédoises de la population qui lui semblent les plus complètes, les mieux établies. Il arrive à la conclusion qu'il naît en moyenne quatre enfants par mariage, sa durée utile étant, en moyenne, de seize années. Car toutes les femmes ne se marient pas. Beaucoup ne se marient qu'après l'âge de vingt ans. Certaines d'entre elles sont stériles, d'autres ne peuvent avoir qu'un ou deux enfants.

L'espèce humaine ne s'accroît donc pas aussi vite que l'affirme Malthus. L'histoire nous enseigne au contraire que Lycurgue, Romulus, Métellus, César, Auguste, de grands hommes d'Etat anglais,

1. GODWIN : *Recherches sur la population...* Préface.

2. *Ibidem*.

3. *Ibidem*.

loin de craindre une « multiplication prodigieuse et alarmante de l'espèce humaine », ont encouragé le mariage et la natalité.

Quant à l'accroissement des subsistances, la terre pourrait nourrir beaucoup plus d'hommes. En étendant à tous les pays la densité démographique de la Chine, dont Godwin estime la population à 300 millions d'habitants, on arriverait à un chiffre de 9 milliards.

Mais la propriété, le partage inégal des biens font obstacle au développement de la production.

Les terres ne sont point partagées « comme la nature voudrait qu'elles le soient pour l'avantage de tous ». Au Portugal, en Espagne, en Italie, les hommes ne parviennent pas à se procurer les aliments les plus nécessaires, bien que le sol en produise au delà des besoins et puisse en fournir encore davantage.

Malthus proposait de diminuer le nombre des bouches, Godwin désire augmenter la somme des moyens de subsistance. L'espèce humaine n'est qu'un « faible débris répandu sur une immense surface fertile et productive ». Godwin, comparant l'état présent du globe avec son état possible, s'afflige « en voyant combien peu on met à profit les qualités bienfaisantes de la terre, notre mère commune »...

A la progression géométrique de Malthus il oppose la force productive de l'homme.

Toute créature humaine... est douée de la faculté de produire une quantité beaucoup plus grande de nourriture qu'il n'en faut pour la subsistance de chaque individu<sup>1</sup>.

La population constamment débordante et menacée par la faim, affirme Malthus, est contenue par l'effet du vice et de la misère : alternative monstrueuse à laquelle Malthus n'échappe qu'en inventant la contrainte morale.

La faim et la disette, voilà les maux : le vice et la misère en sont les remèdes... C'est une observation vulgaire que les drogues que les médecins administrent pour guérir notre corps sont pour la plupart nauséabondes et d'un goût désagréable. Sur ce point, il faut avouer que M. Malthus a acquis des droits incontestables au titre de médecin<sup>2</sup>.

1. GODWIN : *Recherches sur la population...*, t. II, p. 9.

2. *Ibidem*, t. II, p. 313.

Le développement de la population est entravé non par les causes naturelles qu'indique Malthus, mais par des causes sociales. Godwin les nomme : conquêtes, mauvaises institutions, tyrannie des gouvernements.

Parlant des conquêtes, il rappelle les carnages auxquels se sont livrés les Romains pendant la conquête des Gaules, Attila, les envahisseurs mongols, Tamerlan... Il évoque les exploits des despotes, les exactions du gouvernement turc, l'impôt qui frappe solidairement les membres de la commune agraire russe, du mir...

Oui, les conquêtes sont un vice, le mauvais gouvernement est un vice. — Qui en doute ? — Et s'ils avaient été bannis de la terre, il y a lieu de croire que l'espèce humaine et le globe que nous habitons offriraient un spectacle bien différent de celui qu'ils présentent en ce moment !<sup>1</sup>.

Pour Godwin, la loi suprême de l'homme est le bien-être universel. Que les pauvres ne se laissent ni égarer ni épouvanter par des mensonges et des menaces, qu'ils ne se considèrent pas comme de trop sur la terre, qu'ils exigent l'assistance comme un droit, qu'ils se marient et procréent ! Plus il y aura de citoyens et moins chacun aura d'heures de travail à accomplir... Un jour, libérés de l'Etat et de la propriété, ils se multiplieront librement : et chacun puisera à pleines mains dans la masse des subsistances, constamment produites et renouvelées par l'*alma mater*, la nourricière, l'inépuisable nature.

Quel fut l'accueil réservé au livre de Godwin ? Les économistes trouvèrent sa réfutation « inconsistante ». D'autres rétorquèrent qu'après l'ouvrage de Godwin il ne restait plus rien du principe de Malthus. Quand, en 1821, sir Scarlet proposa à la Chambre des Communes de modifier la loi sur les pauvres en leur déniait tout droit à l'assistance des riches, ses adversaires firent état des arguments de Godwin pour combattre un projet qui ne devait être voté que treize ans plus tard. La controverse entre Godwin et Malthus se prolongeait jusque dans l'enceinte du Parlement. C'est là qu'elle allait avoir — provisoirement — son épilogue...

Dans sa critique de Malthus comme dans ses écrits politiques, Godwin demeure un utopiste. Il combat des abstractions par

1. GODWIN : *Recherches sur la population...*, t. II, p. 60.

d'autres abstractions, il ne procède à aucune analyse économique et sociale, il accumule les naïvetés et les considérations chimériques. « La population, écrit-il, tend à s'accroître au point de doubler dans un peu plus de cent ans<sup>1</sup>. » Règle aussi arbitraire que la progression géométrique de Malthus ! Lui aussi croit à un ordre naturel, mais cet ordre est bienfaisant. L'optimisme sans base scientifique ne suffit pas à démolir un système, si erroné soit-il.

---

1. GODWIN : *Recherches sur la population...*, t. II, p. 3.

## II

### SISMONDI

Adam Smith et Ricardo étudient le régime capitaliste avec ses classes déjà constituées : propriétaires fonciers, industriels, salariés. Ce qui retient surtout l'attention de Sismondi (1773-1842), c'est le processus de la ruine du petit producteur. Mais l'économiste genevois ne saisit pas le sens de ce processus et, plein d'une tristesse nostalgique, regrette le passé, cherche à retrouver le temps perdu...

En 1819, Sismondi vient d'accomplir un voyage en Angleterre. Il est scandalisé par ce qu'il a vu dans « ce pays surprenant qui semble subir une grande expérience pour l'instruction du reste du monde »<sup>1</sup>. L'introduction du système des grandes fermes a fait disparaître la classe des fermiers paysans. Dans les villes, les petits marchands, les petits manufacturiers ont été éliminés par les grandes entreprises. Le marché intérieur, affirme-t-il contrairement à la vérité, se resserre à mesure que se développe le capitalisme. Il prend la défense du paysan moyen, du petit bourgeois, victimes des conditions nouvelles.

La crise de 1816 a frappé une industrie prise au dépourvu par la paix. Les marchandises s'entassent sans trouver d'acheteurs, tandis que des foules, réduites au chômage et à la misère, meurent de faim devant des richesses inutiles. Emu par « les souffrances cruelles des ouvriers des manufactures », il s'aperçoit, en écrivant un article pour l'Encyclopédie d'Edimbourg, que certaines de ses conclusions diffèrent de celles d'Adam Smith dont il a entièrement accepté la théorie de la valeur du travail et des trois sortes de revenus : rente, profit et salaire. Il commence à juger la science économique « tellement spéculative qu'elle semble se détacher de toute pratique »<sup>2</sup>. Il condamne Ricardo qui affirme

---

1. SISMONDI : *Nouveaux principes d'économie politique*, t. I, p. IV.

2. *Ibidem*, t. I, p. 57.

que la production crée elle-même son marché, il n'admet pas sa théorie sur la rente, il lui reproche son indifférence à l'égard de la population.

En général, son système tend à conclure que tout est égal et que rien ne fait de mal à rien; ce qui simplifie fort la science; il n'y a plus qu'un pas de cette doctrine à nier l'existence du mal<sup>1</sup>.

Ricardo assimile l'intérêt d'une nation à celui d'un entrepreneur qui travaille pour le profit. Peu importe, écrit-il, que la nation se compose de dix ou douze millions d'individus, pourvu que le revenu net de la nation ne diminue pas. Arthur Young avait déjà raisonné de la même façon. Sismondi s'indigne. Et il développe le célèbre argument du roi d'Angleterre et de sa manivelle :

Si l'Angleterre réussissait à faire accomplir tout l'ouvrage de ses champs et tout celui de ses villes par des machines à vapeur et ne compter pas plus d'habitants que la République de Genève, tout en conservant le même produit et le même revenu qu'elle a aujourd'hui devrait-on la regarder comme plus riche et plus prospérante ? M. Ricardo répond que oui... Ainsi donc, la richesse est tout, les hommes ne sont absolument rien ? En vérité, il ne reste plus qu'à désirer que le roi demeuré tout seul dans l'île, en tournant constamment une manivelle, fasse accomplir par des automates tout l'ouvrage de l'Angleterre<sup>2</sup>.

A l'encontre de Malthus, Sismondi situe le problème de la population sur le plan du développement économique, il déplore la séparation entre la propriété et le travail, signale l'éviction de la population par les machines. Mais là encore, son analyse tourne court, il ne recherche pas comment apparaît cette contradiction et où elle mène, il laisse éclater son indignation morale. Il se lamente sur le sort des ouvriers évincés qui étaient des consommateurs, sur les paysans disparus dont « l'honnête aisance » assurait l'écoulement des marchandises, sur le resserrement du marché intérieur... Nulle part il n'étudie le rapport qui existe entre l'excédent de population et les exigences de la production capitaliste.

A vrai dire, les idées de Sismondi sur la population témoi-

1. SISMONDI : *Nouveaux principes d'économie politique*, t. I, p. 395.

2. *Ibidem*, t. II, p. 329.

gnent de ses sympathies petites-bourgeoises et d'une large dose de malthusianisme.

Avec Adam Smith, Malthus et Ricardo, il s'imagine que les hauts salaires multiplient nécessairement la population.

La population se réglera donc uniquement sur le revenu, et si elle dépasse cette proportion, c'est toujours lorsque les pères se sont trompés sur ce qu'ils croyaient être leur revenu, ou plutôt lorsque la société les a trompés <sup>1</sup>.

La population s'accroît ou diminue au gré des capitalistes, selon les salaires qu'ils offrent :

Toutes les fois que le travail sera demandé et qu'un salaire suffisant lui sera offert, l'ouvrier naîtra pour le gagner... Si la demande cesse, l'ouvrier périra <sup>2</sup>.

Mais Sismondi n'admet pas, comme Malthus, que la population dépende des subsistances. Selon lui, elle se règle d'après la volonté des propriétaires, des employeurs qui la stimulent ou la restreignent par leur demande. L'intérêt des propriétaires fonciers s'oppose d'ailleurs à multiplier les subsistances nécessaires à une population nombreuse, car le produit net tomberait.

Jamais la population n'a atteint la limite des subsistances possibles, et jamais probablement elle ne l'atteindra. Tous ceux qui auraient envie de subsistances n'ont ni le moyen, ni le droit d'en demander à la terre; ceux, au contraire, auxquels les lois accordent le monopole des terres n'ont nullement intérêt à leur demander toute la subsistance qu'elles peuvent produire... Longtemps avant que la population soit arrêtée par l'impossibilité où serait le pays de produire plus de subsistances, elle l'est par l'impossibilité où se trouve cette population d'acheter cette subsistance, ou de travailler à la faire naître <sup>3</sup>.

La grande propriété a transformé beaucoup de petits paysans en ouvriers agricoles. Si un grand propriétaire s'avise qu'il gagne-

1. SISMONDI : *Nouveaux principes d'économie politique*, t. II, p. 254.

2. *Ibidem*, t. II, p. 286.

3. *Ibidem*, t. II, pp. 269-270.

rait davantage à laisser ses terres en friche et à les transformer en pâturage, il privera de leur travail et de leurs revenus des journaliers. Sismondi rappelle que de grands propriétaires d'Ecosse ont expulsé, dans les Highlands, toute une population de cultivateurs gaéliques pour les remplacer par un nombre réduit de bergers. Dans la campagne romaine, « ce territoire si prodigieusement fertile où cinq arpents nourrissaient une famille et formaient un soldat », des spéculateurs ont fait disparaître « les maisons isolées, les villages, la population tout entière, les clôtures, les vignes, les oliviers, et tous les produits qui demandaient l'attention continue, le labeur, et surtout l'affection de l'homme »<sup>1</sup> pour laisser la place aux troupeaux.

Partant de ces constatations, Sismondi ceint d'une auréole fantastique la petite propriété et la petite production en voie de disparition. Le regret romantique du bon vieux temps s'accompagne d'une critique amère des nouvelles conditions de vie, que Sismondi combat non en cherchant une issue au sein des processus mêmes qui s'accomplissent, mais en souhaitant un impossible retour au passé.

L'imprévoyance, ou plutôt l'impossibilité de prévoir, oblige le salarié, dont l'existence est vouée à tous les hasards, de vivre au jour le jour.

Le grand vice dans l'organisation sociale actuelle, c'est que le pauvre ne puisse jamais savoir sur quelle demande de travail il peut compter<sup>2</sup>.

Ne possédant rien, ne s'appuyant sur rien de stable, le pauvre ne songera pas à l'avenir et ne limitera pas le nombre de ses enfants qui connaîtront un sort aussi incertain, aussi aléatoire que le sien.

Plus le pauvre est privé de toute propriété, plus il est en danger de se méprendre sur son revenu, et de contribuer à accroître une population qui, ne correspondant point à la demande de travail, ne trouvera point de subsistance<sup>3</sup>.

L'artisan d'autrefois pouvait prévoir son revenu et régler en conséquence sa progéniture. Le cordonnier de village ne destinait pas deux fils à adopter son métier s'il n'y avait pas place pour

1. SISMONDI : *Nouveaux principes d'économie politique*, t. I, p. 325.

2. *Ibidem*, t. II, p. 261.

3. *Ibidem*, t. II, pp. 263-264.

deux cordonniers. Mais l'ouvrier d'une usine de chaussures, comptant sur son salaire, se mariera et aura des enfants; que l'usine fasse fallite, il sombrera avec sa famille dans la misère, pour n'avoir pas vu plus loin que sa paie du samedi.

Sa famille deviendra d'autant plus nombreuse qu'elle sera plus à charge de la société; et la nation gémira sous le poids d'une population disproportionnée avec les moyens de la maintenir<sup>1</sup>.

Afin que les ouvriers ne procréent pas de façon inconsidérée, Sismondi concède aux industriels et aux grands propriétaires le droit d'empêcher le mariage de leurs salariés. Il prétend associer le travailleur à son maître : celui-ci ne lui permettra de « se marier que lorsqu'il aura une part dans le commerce »<sup>2</sup>. Sismondi va jusqu'à préconiser, dans certains cas, comme Malthus, la contrainte morale et il accorde aux pouvoirs publics le droit de subordonner le mariage à une justification préalable des moyens d'élever une famille.

Nous voyons que cet idéologue de la petite-bourgeoisie ne se contente pas de vouloir enrayer le développement social afin de conserver les rapports patriarcaux d'une population semi-barbare. Il est prêt à prescrire n'importe quelle mutilation de la nature humaine, pourvu qu'elle permette à la petite bourgeoisie de subsister... Dès que son idéal est en jeu, le petit bourgeois Sismondi se montre plus malthusien que Malthus lui-même... C'est un Malthus, mais un Malthus taillé tout exprès à la mesure du petit bourgeois<sup>3</sup>.

Certes, ce que Sismondi écrivait à propos du caractère contradictoire de l'emploi des machines par le capitalisme constituait un grand progrès vers 1820. Certes, Sismondi représente les premiers doutes que l'économie politique a d'elle-même<sup>4</sup>. Certes, il déclare défendre les classes laborieuses et critique le capitalisme, il condamne la « spoliation » de l'ouvrier, le « vol du riche sur le pauvre », la séparation de la propriété et du travail, mais son idéalisation de la petite production, qui fait de lui un économiste romantique à la poursuite d'un temps définitivement

1. SISMONDI : *Nouveaux principes d'économie politique*, t. II, p. 267.

2. *Ibidem*, t. II, p. 366.

3. LÉNINE : « Pour caractériser le romantisme économique », pp. 62-63., Editions en langues étrangères, Moscou.

4. MARX : *Contribution à la critique de l'économie politique*, p. 36.

révolu, fausse la réalité et la perspective historique. Il isole, il dresse dans l'abstrait, en dehors des conditions de la production marchande, la petite production qu'il oppose au capitalisme. Il souhaite la résurrection de formes économiques dépassées, le maintien de l'artisanat et de la petite propriété.

Pour la manufacture, le régime corporatif; pour l'agriculture, le régime patriarcal; son dernier mot, le voilà<sup>1</sup>.

Réactionnaire et utopique, Sismondi entend-il rétablir et maintenir le mode de la petite production ou faire rentrer de force la production et l'échange capitalistes dans le cadre de l'ancien régime? Vaines tentatives! On ne ressuscite ni les morts ni les formes de civilisation disparues.

---

1. MARX : *Le Manifeste du Parti communiste*, p. 53, Editions sociales, Paris, 1951.

### III

## SAINT-SIMON, FOURIER, LEROUX

### *Saint-Simon (1760-1825).*

Saint-Simon se place entre les théoriciens du progrès et de la perfectibilité qui ont marqué de leur empreinte le XVIII<sup>e</sup> siècle et les fondateurs du socialisme scientifique. Echafaudant toute sa vie des projets de réorganisation économique et sociale, qu'il a exposés dans ses ouvrages, il a été l'idéologue de la bourgeoisie industrielle et l'apôtre d'une société qui intégrerait le prolétariat. Dans son dernier livre, *Le Nouveau christianisme*, paru en 1825, il écrit :

(Les hommes) doivent organiser la société de la manière qui puisse être la plus avantageuse au plus grand nombre; ils doivent se proposer pour but, dans tous leurs travaux, dans toutes leurs actions, d'améliorer le plus promptement et le plus complètement possible l'existence morale et physique de la classe la plus nombreuse.

Mais il compte assurer le bonheur des ouvriers en confiant ce soin aux chefs des entreprises industrielles. Le peuple restera « extérieur et passif »...

Condamné à l'utopie, le penseur qui pose en principe que « tous les hommes travailleront » et cherche à transformer les prétendues « harmonies économiques » du capitalisme en harmonies sociales, veut affranchir l'humanité, sans prendre son point d'appui dans la classe révolutionnaire. Aussi Engels, tout en admirant la « largeur de vues géniale »<sup>1</sup> de Saint-Simon, note-t-il que, chez lui, « la tendance bourgeoise garde encore un certain poids à côté de l'orientation prolétarienne »<sup>2</sup>.

Saint-Simon ne semble guère se préoccuper de la théorie

1. ENGELS : *Anti-Dühring*, p. 299, Editions sociales.

2. *Ibidem*, p. 51.

de Malthus. A peine cite-t-il son nom dans l'un de ses manuscrits. Il mérite cependant d'être classé parmi ses adversaires. Maltus passages de son œuvre condamnent l'ennemi des pauvres. Saint-Simon ne pense pas que l'accroissement de la population entraîne la misère et la famine. Il annonce au contraire l'étonnant degré de prospérité auquel la société accédera quand elle appliquera à la satisfaction des besoins de l'homme les connaissances acquises dans les sciences.

Jusqu'à présent, les hommes n'ont exercé, pour ainsi dire, sur la nature, que des efforts purement individuels et isolés. Il y a plus : leurs forces se sont toujours entre-détruites en très grande partie, puisque l'espèce humaine a été jusqu'à présent divisée en deux fractions inégales, dont la plus petite a constamment employé toutes ses forces et souvent même une portion de celles de la plus grande, à dominer celle-ci ; tandis que cette dernière a consumé une partie considérable des sciences à repousser la domination. Il est certain, néanmoins, que, malgré cette énorme perte de forces, l'espèce humaine est parvenue, dans les pays les plus civilisés, à un degré assez remarquable d'aisance et de prospérité. Qu'on juge, d'après cela, à quel point elle atteindrait s'il n'y avait presque aucune force perdue, si les hommes, cessant de se commander les uns aux autres, s'organisaient pour exercer sur la nature des efforts combinés, et si les nations suivaient entre elles le même système !<sup>1</sup>

Malthus prônait le luxe pour les riches et réservait le malheur aux pauvres. Saint-Simon s'élève contre une société qui prive des plaisirs de l'esprit le plus grand nombre.

Depuis longtemps le luxe est concentré dans les palais des rois, dans les habitations des princes, dans les hôtels et les châteaux de quelques hommes puissants. Cette concentration est très nuisible aux intérêts généraux de la société parce qu'elle tend à établir deux degrés de civilisation distincts, deux classes d'hommes différents... Les circonstances actuelles sont favorables pour rendre le luxe national. Le luxe de-

1. SAINT-SIMON : *L'Organisateur* (1820) dans *Œuvres de Saint-Simon et d'Enfantin*, t. XX, p. 195. Voir Saint-Simon : *Textes choisis*, p. 128. *Les Classiques du Peuple*. Editions sociales, 1951.

viendra utile et moral quand ce sera la nation entière qui en jouira <sup>1</sup>.

### Charles Fourier (1772-1837).

Toujours ingénieux et original dans ses aperçus, bizarre et parfois extravagant dans ses constructions, lucide et pénétrant dans sa critique du régime, Fourier n'a pas manqué d'aborder le problème démographique.

L'équilibre de la population, écrit-il, est l'écueil de la politique civilisée et de tous les économistes <sup>2</sup>. Wallace, Steuart et Malthus ont aperçu le danger d'une population excessive, « ils confessent l'impéritie de la science » et dénoncent « le cercle vicieux » dans lequel se débattent « les jongleurs économistes qui écartent ce problème comme tant d'autres » <sup>3</sup>.

Fourier adopte donc un point de vue particulier. Il ne critique pas la théorie de Malthus, il la considère comme l'expression du déséquilibre de la société. Il estime qu'en « civilisation » l'encombrement du monde et la misère générale sont des faits inéluctables.

Parmi les inconséquences et les étourderies de la politique moderne, il n'en est pas de plus choquant que l'oubli de statuer sur l'équilibre de population, sur la proportion du nombre des consommateurs avec les forces productives. En vain découvrirait-on des moyens d'atteindre au quadruple et même au centuple produit, si le genre humain était condamné à pulluler comme aujourd'hui, amonceler toujours une masse de peuple triple et quadruple du nombre auquel on doit se fixer pour maintenir l'aisance graduée parmi les diverses classes.

Dans la phase future de l'harmonie ascendante, la population ne croîtra pas indéfiniment, car le peuple retomberait dans la misère.

L'accroissement de population sera rapide dans les débuts de l'harmonie, la mortalité des enfants étant réduite au dixième de ce que la misère en moissonne

1. SAINT-SIMON : *L'Organisateur* (1819) dans *Œuvres de Saint-Simon et d'Enfantin*, t. XX, p. 53. Voir *Textes choisis*, édition citée, p. 129.

2. FOURIER : *Le Nouveau monde industriel et sociétaire*, p. 10.

3. FOURIER : *Théorie mixte ou spéculative*, p. 341.

dans les ménages civilisés. Mais elle ne s'accroîtra que dans un laps de temps en régime sociétaire de deux cent cinquante ans, soit environ sept générations, pour porter le globe au grand complet<sup>1</sup>.

L'Etat sociétaire, se guidant sur la juste proportion des moyens et des besoins, maintiendra la population au chiffre de 5 milliards environ — le grand complet. Si le régime civilisé (le capitalisme) persistait, la population risquerait de s'élever à 8, 10, 12 milliards, et la misère grandirait.

Mais comment donc s'établira, en harmonie, l'équilibre entre la population et les besoins ?

L'excès de population sera évité par quatre digues : la vigueur des femmes; le régime gastrosophique; les mœurs phanérogames; l'exercice intégral des facultés corporelles<sup>2</sup>.

Dans l'énumération des facteurs qui s'opposent à une exubérance démographique, Fourier fait preuve à la fois de pénétration et de fantaisie. Il remarque que « sur quatre femmes stériles, il y en a trois robustes, tandis que les femmes délicates sont d'une fécondité outrée et fâcheuse ». La gastrosophie — suralimentation ou alimentation raffinée — limite les facultés prolifiques : ce sera la thèse de l'économiste anglais Doubleday qui, dans sa *Loi véritable de la population* (1841), déclare qu'une population bien nourrie tend à devenir stationnaire<sup>3</sup>. Quant aux mœurs phanérogames (vie en commun et nudisme) et à l'exercice intégral des facultés corporelles, ils modèrent les appétits sexuels.

L'accroissement du bien-être, le travail attrayant, la vie dans des phalanstères où 1.500 personnes « s'engrènent » et ressentent les unes pour les autres une attraction sympathique, arrêteront la poussée démographique. L'espèce humaine s'accroîtra fort peu lorsque le mécanisme d'harmonie sera arrivé à sa plénitude et la race à sa pleine vigueur<sup>4</sup>. L'équilibre démographique est « une question qui se lie au régime d'amour libre, et à l'hypothèse d'un décroissement de fécondité chez les femmes, par de nouvelles mœurs »<sup>5</sup>.

Au bout de deux siècles d'harmonie, la population se trouvera stabilisée.

1. FOURIER : *Théorie en abstrait ou négative*, p. 371.

2. FOURIER : *Le Nouveau monde industriel et sociétaire*, p. 337.

3. C'est également l'opinion de plusieurs savants modernes, en particulier de Josué de CASTRO : *Géopolitique de la faim*, p. 47, p. 183.

4. FOURIER : *Théorie mixte ou spéculative*, p. 569.

5. *Ibidem*, pp. 83-84.

Les chances de fécondité et de stérilité tourneront à contresens du monde actuel, c'est-à-dire qu'au lieu d'excès de population, l'on n'aura à redouter que le déficit; et on prendra des mesures pour exciter cette fécondité, que tout homme prudent redoute aujourd'hui<sup>1</sup>.

Plus perspicace que Malthus, Fourier découvre d'autres aspects démographiques. Dans certains pays, c'est le fléau de la dépopulation qui menace, car la civilisation, note-t-il, n'évite un abîme que pour tomber dans un autre. Les discours des rhéteurs ne triompheront pas des égoïsmes tant que l'aisance n'accompagnera pas la natalité, chose impossible en civilisation.

Fourier condamne la société capitaliste parce qu'elle ne sait pas établir un équilibre entre la population et les besoins. Cet équilibre, il l'attend de la société utopique qu'il imagine.

### *Pierre Leroux (1798-1871).*

Pierre Leroux, entré dans la communauté saint-simonienne en 1831, rédacteur au *Globe*, puis directeur de la *Revue Encyclopédique*, ami de George Sand, s'est élevé contre la loi de Malthus dans une série d'articles parus en 1846 et réunis en volume après la révolution de 1848<sup>2</sup>. La pensée de Pierre Leroux, superficielle, grandiloquente, souvent naïve, se réclame surtout de l'Évangile. C'est au nom du christianisme qu'il dénonce l'âge industriel, la lettre de change, « la Bourse de Londres, la Bourse de Paris, qui ont remplacé les églises et les cathédrales », l'adoration du Veau d'or, l'argent force dominatrice, les économistes, ennemis des bureaux de bienfaisance et serviteurs attirés du Capital.

On a reproché comme une tache à la mémoire de Napoléon l'empoisonnement que l'on suppose avoir été ordonné par lui des pestiférés de Jaffa. L'économie politique de Malthus, que les gouvernements ont l'affreux malheur de suivre aujourd'hui, est un empoisonnement et un homicide permanents sur une échelle un million de fois plus grande<sup>3</sup>.

1. FOURIER : *Le Nouveau monde industriel et sociétaire*, p. 335.

2. Pierre LEROUX : *Malthus et les économistes*.

3. *Ibidem*, pp. 107-108.

Aux « monstrueuses infamies » de Malthus qui cherche à « puiser dans *l'humanité* des moyens raisonnables de se délivrer de l'excès de population », Leroux oppose la foi, l'espérance, la charité, le précepte divin : Croissez et multipliez. « L'économie politique ordonne de tuer les enfants des pauvres, l'Évangile ordonne de les sauver <sup>1</sup> ». La loi de la nature des économistes est l'opposé de la loi de Dieu.

Les économistes, sous prétexte d'assurer notre subsistance, immolent sans pitié les générations humaines, pareils à des bouchers qui préparent dans la tuerie la matière de nos festins <sup>2</sup>.

La nature, qui veut la multiplication des hommes, leur garantit aussi les subsistances. L'idéalisme religieux se conjugue ici avec une théorie aussi pittoresque que prosaïque. Il suffit, déclare Pierre Leroux, des excréments de l'homme pour répondre à Malthus...

La nature a établi un *Circulus* entre la production et la consommation. Nous ne créons rien, nous n'anéantissons rien; nous opérons des changements... La consommation est le but de la production, mais elle en est aussi la cause <sup>3</sup>.

Chaque homme produit assez d'engrais pour assurer sa propre subsistance. Aucun danger de surpeuplement n'est à redouter, puisque les déchets d'hier feront pousser les récoltes de demain. La science fragmentaire des économistes, s'écrie avec feu Pierre Leroux, a beau toucher le limon de la terre, elle n'en fait pas sortir la vie : or, tout se tient dans la synthèse divine...

« Si je consomme, je produis. » Pierre Leroux, fier de sa découverte, a réglé du coup la question sociale et le problème des subsistances. Mais le capitalisme ne s'en est pas porté plus mal...

1. Pierre LEROUX : *Malthus et les économistes*, p. 140.

2. *Ibidem*, p. 181.

3. *Ibidem*, p. 217.

## IV

### PROUDHON

Proudhon, qui déclare parler au nom de la Révolution, mais se tient en marge du prolétariat, garde contre la société capitaliste une réserve d'indignations, de diatribes et de projets. Il aperçoit partout des antinomies. Le machinisme allège la peine des hommes, mais exproprie de son emploi l'ouvrier. La division du travail accroît la richesse sociale et précipite la paupérisation. La concurrence stimule la production et avilit les salaires. Le crédit seconde les riches et se refuse aux pauvres. La propriété permet la liberté et crée le privilège. Proudhon se propose de mettre fin aux antagonismes.

Toutes les données de l'économie politique, de la législation, de la morale et du gouvernement sont essentiellement contradictoires... Je n'ai pas besoin d'ajouter que je donnerai en même temps la théorie et l'exemple des résolutions synthétiques de toutes les contradictions<sup>1</sup>.

*Destruam et aedificabo !* L'orgueilleuse épigraphe inscrite en tête de son *Système des contradictions économiques* (1846) ne se justifie guère. L'auteur n'a ni détruit ni édifié. Visait-il d'ailleurs si haut ?

Si je pouvais faire battre tout le monde, j'aurais obtenu justement le résultat que je me suis proposé : la réconciliation universelle par la contradiction universelle<sup>2</sup>.

Ces quelques lignes caractérisent l'utopiste petit-bourgeois qui se croit appelé à transformer le monde, mais ne lui apporte,

---

1. PROUDHON : Lettre à Ackermann, du 24 octobre 1844.

2. PROUDHON : Lettre à Guillaumin, du 7 novembre 1846.

somme toute, que deux panacées : la coopérative de production et le crédit gratuit.

Ce « révolutionnaire » conciliateur, imbu de morale, se refuse à penser et à agir au nom d'une classe : pour lui, la révolution se ramène à des formules et à des préceptes, à des jongleries de mots et d'idées.

Nul mieux que Marx, dont la *Misère de la philosophie* constitue une réfutation accablante du *Système des contradictions économiques*, n'a défini Proudhon.

Il veut être la synthèse, il est une erreur composée<sup>1</sup>.

La nature de Proudhon le portait à la dialectique, mais comme il n'a jamais compris la dialectique scientifique, il n'est parvenu qu'au sophisme. En fait, cela découlait de son point de vue petit-bourgeois. Le petit-bourgeois est, comme l'historien Raumer, composé de deux éléments : d'une part et d'autre part<sup>2</sup>.

L'antinomie entre la population et les subsistances, exprimée par la loi de Malthus, cadre avec la théorie des contraires de Proudhon. Il le constate avant de rechercher, comme pour les autres antinomies, un principe d'équilibre.

Augmenter la production, restreindre la consommation et faire moins d'enfants, en un mot être riches et non pas pauvres : voilà, pour combattre la misère, tout ce que savent nous dire ceux qui l'ont le mieux étudiée; voilà les colonnes d'Hercule de l'économie politique !<sup>3</sup>

Proudhon insiste sur la fatalité de la misère, conséquence d'une natalité trop forte.

Il est inévitable que si nous laissons agir la nature, nous tombions dans la misère par la surproduction des enfants... Les faits parlent trop haut pour qu'il soit permis de se faire illusion : la misère existe, c'est-à-

1. MARX : *Misère de la philosophie*, Œuvres, t. VI, p. 192, Mega et Editions sociales, p. 101.

2. MARX : Lettre à Schweitzer, du 24 janvier 1865 : *Misère de la philosophie*, p. 143, Editions sociales, Paris, 1946.

3. PROUDHON : *Système des contradictions économiques, ou Philosophie de la misère*, p. 315, Editions Rivière.

dire que la subsistance est insuffisante, et le nombre des bouches à nourrir trop grand<sup>1</sup>.

Mais le voici soudain qui part en guerre contre Malthus.

Une chose à considérer surtout, c'est que par la concurrence, la production des richesses prend décidément le devant sur la procréation des hommes, ce qui fait du rapport établi par Malthus entre le progrès des subsistances et le progrès de la population un contresens économique, une théorie prise à rebours<sup>2</sup>.

Proudhon inverse les deux termes de la progression de Malthus :

Donc, si la puissance de reproduction génitale de l'espèce humaine s'exprime par la progression 1. 2. 4. 8. 16. 32. 64., etc..., la puissance de reproduction industrielle devra s'exprimer par la progression 1. 4. 16. 64. 256. 1.024. 4.096. En d'autres termes, dans une société organisée, *la production s'accroît comme le carré du nombre des travailleurs*. C'est l'économie politique elle-même qui nous l'enseigne : tous ses livres en sont pleins; et si Malthus, préoccupé d'une idée fixe, celle du doublement de la population, l'avait oublié, pourquoi ses confrères ne s'en sont-ils pas souvenus ?<sup>3</sup>

Ainsi, pour Proudhon, la population tend à s'accroître suivant une progression géométrique dont la raison est 2 et la production de la richesse suivant une progression géométrique dont la raison est 4.

Quel sera le principe d'équilibre de la population ? Proudhon repousse la contrainte morale de Malthus, acte de méfiance envers la nature, au surplus impraticable. Il condamne le système de Fourier qu'il définit : la stérilité artificielle ou l'engraissement. Fourier, ajoute-t-il, n'a rien compris à l'économie politique, il n'a résolu aucune de ses contradictions. C'est un esprit immoral, avec une tendance désorganisatrice et antisociale. Proudhon rejette aussi l'avortement, la fraude, l'allaitement triennal... Comment donc l'humanité échappera-t-elle au péril de la surpopulation ?

1. PROUDHON : *Système des contradictions économiques, ou Philosophie de la misère*, pp. 318-322.

2. *Ibidem*, p. 330.

3. *Ibidem*, p. 331.

Proudhon répond : par le travail.

La faculté industrielle ne s'exerce qu'aux dépens de la faculté prolifique. Le travail est pour l'amour une cause active de refroidissement : c'est le plus puissant de tous les antiaphrodisiaques, d'autant plus puissant surtout qu'il affecte simultanément l'esprit et le corps... La chasteté est compagne du travail; la mollesse est l'attribut de l'inertie... L'homme de travail fuit le plaisir<sup>1</sup>.

Mais après avoir criblé de flèches Malthus, partisan de la restriction des naissances et des unions tardives, Proudhon préconise des solutions similaires... Comme Platon et Aristote, il fixe un âge pour le mariage (vingt-huit ans chez l'homme, vingt et un ans chez la femme). Il réclame la continence conjugale après un certain délai, d'ailleurs mal établi :

L'homme perd ses droits de mari dès que l'amour devient en lui une contradiction. Que sa femme lui soit sacrée ! Qu'ils se regardent l'un l'autre comme de purs esprits : ici, en vérité, ils n'ont plus de corps<sup>2</sup>.

Aussi l'économiste Joseph Garnier, disciple fervent de Malthus, a-t-il pu écrire :

L'économiste le plus malthusien signerait des deux mains plusieurs belles pages des *Contradictions*<sup>3</sup>.

Proudhon conclut qu'en suivant ses directives la population n'augmenterait que d'un dixième par période de trente ans, et son doublement n'aurait lieu qu'en trois siècles<sup>4</sup>.

Deux ans plus tard, le peuple renverse la monarchie. Réformiste petit-bourgeois, porté naturellement vers la conciliation et le compromis, Proudhon redoute la lutte des classes, il blâme d'avance la Révolution. Elle est « un enfant né avant terme »<sup>5</sup>.

1. PROUDHON : *Système des contradictions économiques, ou Philosophie de la misère*, pp. 371-372.

2. *Ibidem*, pp. 383-384.

3. JOSEPH GARNIER : *Avant-propos à l'Essai sur le principe de population de Malthus*, Editions Guillaumin.

4. PROUDHON : *Système des contradictions, économiques ou Philosophie de la misère*, p. 384.

5. PROUDHON : *Solution du problème social*, p. 32.

« Avant la naissance de la République, je portais le deuil et je faisais l'expiation de la République. »

Ayant démontré, sur le papier qu'on pouvait résoudre les contradictions économiques, Proudhon s'estime tenu d'apporter sa pierre à l'œuvre de réforme sociale : ce sera la Banque d'échange. Mis à l'écart après les journées de juin, il vitupère ses ennemis, les chacals de la presse et les chats-huants de la tribune : « Carnassiers de Malthus, je vous reconnais là ! » s'exclame-t-il<sup>1</sup>.

Saisi d'une noble indignation, il prend la défense de la République dont « la tache originelle, c'est d'avoir été proclamée par le Peuple, anti-malthusien ». Il stigmatise le gouvernement et ses sbires, courtisans de tous les privilèges, parasites vivant aux dépens d'autres parasites, « qu'on verrait, par dégoût du mariage, caresser des guenons, s'ils ne trouvaient des malthusiennes ! »

La théorie de Malthus, c'est la théorie de l'assassinat politique, de l'assassinat par philanthropie, par amour de Dieu — il y a trop de monde au monde : voilà le premier article de foi de tous ceux qui, en ce moment, au nom du Peuple, règnent et gouvernent. C'est pour cela qu'ils travaillent de leur mieux à diminuer le monde. Ceux qui s'acquittent le mieux de ce devoir, qui pratiquent avec piété, courage et fraternité, les maximes de Malthus, sont les bons citoyens, les hommes religieux ; — ceux qui protestent sont des anarchistes, des socialistes, des athées.

...Ce sont deux millions, quatre millions d'hommes qui périront de misère et de faim, si l'on ne trouve moyen de les faire travailler. C'est un grand malheur, assurément, et nous en gémissons tous les premiers, vous disent les malthusiens ; mais qu'y faire ? Il vaut mieux que quatre millions d'hommes périssent que de compromettre le privilège ; ce n'est pas la faute du capital, si le travail chôme ; au banquet du crédit, il n'y a pas de place pour tout le monde.

Ils sont courageux, ils sont stoïques, les hommes d'Etat de l'école de Malthus, quand il s'agit de sacrifier les travailleurs par millions.

...Vous qui ne possédez ni réserve ni propriété ; qui n'êtes point fonctionnaire public, et dont le travail nous est inutile, *allez-vous en !* Vous êtes réellement

1. PROUDHON : *Les Malthusiens*, 10 août 1848.

de trop sur la terre : au soleil de la République, il n'y a pas de place pour tout le monde.

Qui viendra me dire que le droit de travailler et de vivre n'est pas toute la Révolution ?

Qui viendra me dire que le principe de Malthus n'est pas toute la contre-révolution ?<sup>1</sup>

La diatribe de Proudhon ne manque ni d'envolée ni d'accent.

Dix ans plus tard paraît l'ouvrage de morale auquel Proudhon travaillait depuis 1854 et qui portait le titre : *De la justice dans la Révolution et dans l'Eglise*. Il y reprend sa thèse du travail contraire à l'instinct génésique.

L'homme qui fait une dépense considérable de force, soit musculaire, soit cérébrale, ne peut pas, disais-je<sup>2</sup>, vaquer dans la même proportion aux œuvres de l'amour ; il s'épuiserait rapidement. Il y a donc opposition entre les deux forces ; et, dans une société bien ordonnée, établie sur la Justice, l'égalité de condition, l'équivalence de l'instruction, la somme du travail croissant d'ailleurs toujours pour la société et pour les individus, la chasteté des mœurs allant du même pas, il est rationnel de présumer que l'équilibre s'établira de lui-même.

Telle était en substance la théorie que j'opposais dès 1845 à la prétendue doctrine de Malthus<sup>3</sup>.

L'injustice sociale favorise l'accroissement inconsidéré des classes inférieures. Si Malthus l'emportait, au fléau du surpeuplement succéderait le fléau de la dépopulation.

La misère est prolifique, observent avec humeur les économistes. Les anciens, qui avaient fait la même remarque, disaient l'Amour mari de la pauvreté. Quoi d'étonnant à cela ? L'amour est à peu près la seule faculté dont le peuple ait le plein exercice : par quoi serait-elle tenue en équilibre ? La Justice, c'est-à-dire l'égalité, la liberté, toutes les réformes que

1. PROUDHON : *Les Malthusiens*. Ce texte figure aussi dans *Idées révolutionnaires*, « Les Malthusiens », pp. 114-121.

2. Il s'agit du *Système des contradictions économiques*.

3. PROUDHON : *De la Justice dans la Révolution et dans l'Eglise*, pp. 359-360, Bruxelles, 1868.

la pratique du Droit entraîne, peut seule lui faire contrepoids. Or, après l'excès de population, l'école de Malthus n'a rien en horreur que l'égalité. Donc, l'amour déborde, la population et la misère à sa suite ; ou bien, dans le cas où les aphorismes de la prévoyance malthusienne l'emporteraient sur le laisser aller de l'incontinence, le renoncement à la famille et la dépopulation. Rome et l'Italie, sous les empereurs, en offrent l'exemple. La France est à cette heure sur la même pente <sup>1</sup>.

Proudhon ne se livre à aucune analyse économique sérieuse. Lui aussi se meut dans la sphère des abstractions. Paladin de la Morale et de la Justice, il condamne Malthus, mais se révèle incapable de saisir le mouvement historique de la société et, par conséquent, de poser d'une façon exacte le problème.

Dans le milieu créé par l'inégalité traditionnelle, et défendu comme légitime par les malthusiens, l'homme, ainsi que je le démontrerai plus tard, est lascif et incontinent ; comme la bête dont il partage la condition, il tend à une multiplication illimitée, aveugle. De là le système répressif déchaîné par la nature, et dont Malthus retient le premier terme, l'onanisme <sup>2</sup>.

Ainsi flétrit-il, au nom de la vertu outragée, au nom de sa conception étroite de la femme, vouée au ménage et à la procréation, le comportement des malthusiens.

Il me semble avoir écrit quelque part, je ne sais plus où, à propos de cette morale des malthusiens, *morale de cochons* ! <sup>3</sup>

L'instabilité et la faiblesse idéologiques de Proudhon devaient le conduire, trois ans plus tard, à exalter la guerre, l'un des obstacles répressifs cité par Malthus pour empêcher un accroissement excessif des populations.

Dans *La Guerre et la paix*, ouvrage inspiré par la guerre d'Italie, où il se prononce contre le rétablissement de la Pologne

1. PROUDHON : *De la Justice dans la Révolution et dans l'Eglise*, p. 362.

2. *Ibidem*, p. 360.

3. *Ibidem*, p. 356.

et contre la fondation d'un gouvernement unitaire en Italie, Proudhon, emporté par sa logomachie habituelle, salue dans la guerre un fait divin, le signe de la grandeur de l'homme, la révélation de la justice, la source de la poésie, l'origine du droit. Si la guerre inspire de l'horreur, c'est seulement, écrit-il, parce que ses causes et ses formes ne correspondent pas à son principe.

Les guerres civiles et nationales, quel qu'ait été leur principe, ont surgi du paupérisme. Depuis les temps primitifs jusqu'aux guerres des nationalités du XIX<sup>e</sup> siècle, les grands conflits de l'histoire sont dus à des raisons de lucre et de conquêtes. Ce furent des guerres de subsistances, provoquées par la misère et la convoitise, par le déséquilibre entre les facultés productrices et les facultés génératrices des groupements humains. Proudhon rejoint donc ici Malthus. Il va même beaucoup plus loin que lui, car Malthus incluait la guerre dans la catégorie des maux répressifs, suscités par la nature, mais ne s'est jamais hasardé à en écrire le panégyrique.

## TCHERNYCHEVSKI

Nicolas Tchernychevski (1828-1889), auteur d'un ouvrage fondamental sur l'esthétique, philosophe et économiste, a été un penseur d'une envergure exceptionnelle. Hautement apprécié par Marx, qui apprit le russe pour le lire dans le texte, il exerça, par son roman *Que faire ?* une influence profonde sur les jeunes générations de révolutionnaires, comme en ont témoigné Plékhanov et Dimitrov.

Tchernychevski a été un socialiste utopique, qui rêvait de passer au socialisme par la voie de la vieille commune paysanne, à demi-féodale... Mais Tchernychevski n'a pas été seulement un socialiste utopique. Il a été aussi un démocrate révolutionnaire, il a su agir sur les événements politiques de son époque dans un esprit révolutionnaire, en affirmant — à travers tous les obstacles et les embûches de la censure — l'idée de la révolution paysanne, l'idée de la lutte des masses pour le renversement de tous les anciens pouvoirs établis<sup>1</sup>.

Dans ses ouvrages économiques, Tchernychevski parle, à plusieurs reprises, de Malthus. Au début de 1860, il publie, sous le titre « Capital et travail » dans la revue *Sovremennik* (*Le Contemporain*) un article de critique sur un livre de l'économiste russe Gorlov. Tchernychevski s'élève contre l'économie politique bourgeoise d'Adam Smith, de Malthus et de Ricardo et lui oppose « l'économie politique des travailleurs ». Après avoir lu cette étude, le poète Plechtchév, qui avait fait partie en 1848 du

1. LÉNINE : « La réforme agraire et la révolution ouvrière et paysanne », *Œuvres*, t. XV, pp. 143-145.

groupe des Pétrachevtsy, écrivait le 12 février 1860 à Dobrolioubov<sup>1</sup> :

Si quelqu'un après avoir lu cet article se range du côté des économistes qui préconisent le laissez-faire laissez-passer, cela signifiera qu'il a le cerveau fait comme la propriétaire foncière Korobotchka<sup>2</sup>.

En 1860 également paraît à Saint-Pétersbourg, édité par le *Sovremennik*, le tome I des *Principes de l'économie politique* de John Stuart Mill. L'ouvrage porte sur la couverture : Traduction de Tchernychevski complétée par les remarques du traducteur.

Mill avait conclu que la nécessité de retarder l'accroissement de la population n'était pas seulement la conséquence d'un ordre social où la propriété se trouvait répartie de façon inégale ; même avec une juste répartition des produits et des perfectionnements agricoles, la population tendait à s'accroître plus rapidement que les subsistances. La misère avec ses suites — maladies et mort prématurée — était le sort inévitable de la masse. L'importation du blé étranger et l'émigration pouvaient reculer la fatale échéance, mais non abolir cette loi naturelle.

Tchernychevski rappelle les circonstances historiques qui donnèrent naissance à la théorie de Malthus et assurèrent son succès :

Les crimes, les vices, les violences de toute sorte, voilà les cisailles dont se sert la nature pour élaguer les branches de l'arbre qui se développe sans cesse et deviendrait si touffu que l'arbre entier périrait, se dessécherait sans cet émondage. Si les hommes qui parlent ainsi étaient véritablement conséquents, ils auraient dû dire qu'il faut s'occuper non de diminuer, mais d'augmenter les souffrances de la masse, qu'il faut non contrecarrer, mais favoriser tous les vices. Mais devant cette conclusion ils se sont arrêtés et au lieu de dire : « Il faut rendre les institutions et les coutumes sociales les pires possible »,

1. Les Pétrachevtsy : groupe de jeunes intellectuels accusés d'avoir tenu chez l'un d'eux, Pétrachevski, des propos socialistes. Sept d'entre eux furent condamnés à mort, graciés au pied de la potence et déportés en Sibérie. Parmi eux se trouvait Dostoïevski. — DOBROLIOUBOV (1836-1861) : philosophe et critique démocrate révolutionnaire.

2. Personnage du roman de Gogol : *Les Ames mortes*.

ils ont dit seulement ; « Il est inutile de les corriger »<sup>1</sup>.

### *Une réfutation de la loi de Malthus.*

Les deux progressions de Malthus sont-elles exactes ?

Tchernychevski les combat toutes les deux.

De la double progression de Malthus :

Substances : 1 2 3 4 5 6...

Population : 1 2 4 8 16 32...

il résulte que si l'ouvrier apparu durant la deuxième période augmente le produit de 1, c'est de 1 également que l'augmentent les 2 ouvriers apparus durant la 3<sup>e</sup> période, les 4 de la 4<sup>e</sup> période, les 8 de la 5<sup>e</sup>, et ainsi de suite.

Il en découle que la productivité de travail de chacun des 2 ouvriers apparus durant la 3<sup>e</sup> période se ramène à 1/2 de la productivité de travail du 1<sup>er</sup> ouvrier, la productivité de chacun des 4 ouvriers de la 4<sup>e</sup> période à 1/4, celle de chacun des 8 ouvriers de la 5<sup>e</sup> période à 1/8, et ainsi de suite.

La productivité du travail agricole diminue donc suivant la progression dans laquelle augmente le nombre des nouveaux ouvriers.

Etant donné ce taux de productivité décroissante du travail agricole ou de la terre, si l'on prend une population qui double en moins de 25 ans, c'est-à-dire qui augmente de 3 % par an, Tchernychevski se demande de combien il faut augmenter la productivité du travail agricole, ou quelle amélioration il faut apporter à la culture pour que la population ne voie pas diminuer ses moyens de subsistance.

Il raisonne sur une population de 1.000 hommes dont le dixième est occupé aux travaux des champs et il suppose que la proportion restera toujours la même entre cette population et le nombre des travailleurs agricoles.

Les 100 travailleurs agricoles produisent chacun 10 quintaux de blé, donc au total 1.000 quintaux, ce qui représente 1 quintal par tête et suffit à l'alimentation de la population.

Après un an, avec un accroissement de 3 %, la population s'élèvera à 1.030 et le nombre des travailleurs agricoles à 103. Les 100 travailleurs agricoles de la première année produiront, à 10 quintaux par ouvriers, 1.000 quintaux. Les 3 laboureurs

1. TCHERNYCHEVSKI : *Œuvres économiques choisies*, p. 358, Moscou, 1948.

survenus durant la deuxième année, et dont le travail est moins productif dans la proportion de 1.000 : 103 produiront chacun 9 quintaux 708.737 au lieu de 10, soit au total 29 quintaux 126. Ce qui donne pour les 103 travailleurs 1.029 quintaux 126, alors qu'à raison d'un quintal par tête l'alimentation de 1.030 individus exigerait 1.030 quintaux.

Pour que l'alimentation ne soit pas réduite par l'accroissement de la population, la productivité des 100 premiers travailleurs agricoles doit augmenter et chacun d'eux produire plus de 10 quintaux, de façon à combler le déficit.

D'après les calculs de Tchernychevski, il faudrait, avec un accroissement de 3 % de la population, plus rapide que ne l'envisage Malthus, augmenter la productivité du travail ou améliorer la technique agricole d'environ 9 % en 100 ans<sup>1</sup>.

Même si le nombre des hommes doublait par périodes de 12 ans, il suffirait, pour empêcher qu'on manque de produits agricoles, d'un rythme d'amélioration agricole moins rapide que celui des trois ou quatre derniers siècles. Et pour des périodes de doublement plus longues, il suffirait d'un rythme beaucoup moins rapide<sup>2</sup>.

Tchernychevski estime qu'avec des périodes de doublement de 12 ans la productivité du cultivateur primitif devrait s'élever au cours d'un siècle de près de 37 % (chiffre très inférieur à la progression arithmétique de Malthus), et qu'une telle augmentation de la productivité mettrait l'humanité à l'abri de la faim<sup>3</sup>. Il ajoute :

Même avec un doublement de la population en 12 ans, il suffit, pour écarter le déficit dans la pro-

---

1. Cette réfutation de Malthus par Tchernychevski a été reprise par Jules Guesde dans l'Appendice de son *Essai de catéchisme socialiste*, paru à Bruxelles en 1878. Jules Guesde résume point par point la démonstration de Tchernychevski, en se basant seulement sur une population d'un million d'hommes et sur 100.000 travailleurs agricoles, au lieu de 1.000 et de 100 comme l'avait fait Tchernychevski.

Dans son intéressant ouvrage : *Jules Guesde et le combat pour un parti ouvrier en France*, Moscou, 1952, l'historien soviétique Belkine met en lumière l'influence exercée par les œuvres de Tchernychevski sur Guesde au cours de son évolution intellectuelle et politique qui le conduisit de l'anarchisme au marxisme. Guesde avait épousé une institutrice française, Mathilde Constantin, qui avait vécu de longues années en Russie et connaissait parfaitement le russe.

2. TCHERNYCHEVSKI : *Œuvres économiques choisies*, p. 396, Moscou, 1948.

3. *Ibidem*, p. 395.

duction agricole, que la marche des améliorations agricoles soit moins rapide qu'elle n'a été réellement pendant les trois ou quatre derniers siècles. Or, pour des périodes plus longues, il suffit d'une marche encore moins rapide dans ces améliorations.

Après avoir ainsi réduit à néant la théorie de Malthus, Tchernychevski cherche à déterminer le taux d'accroissement des populations.

A supposer même que toutes les femmes de 15 à 45 ans soient enceintes ou allaitent leurs enfants — pure hypothèse — le taux de la natalité ne dépasserait pas 10 %<sup>1</sup>.

Si Malthus et ses disciples avaient été capables de calculer eux-mêmes une progression géométrique et s'ils n'avaient reproduit des tables de mathématiciens dont ils ne comprenaient pas eux-mêmes ni l'origine ni la signification, ils n'auraient pas parlé de périodes de doublement de 10, 12 ni même 15 ans. Admettre de pareilles périodes de doublement est aussi absurde que d'admettre la possibilité de faire pousser en un an une forêt de chênes<sup>2</sup>.

Dans les pays où la forte natalité est due à un retard économique et social, il n'y a guère plus de 35 à 40 naissances pour 1.000 habitants. Tchernychevski cite l'exemple de la Russie, de l'Autriche, de l'Italie, de la Prusse orientale, en se référant à l'ouvrage de Guillard : *Éléments de statistique humaine*. La situation est différente en France et en Angleterre, pays de moindre fécondité. Là où l'on compte 40 naissances par 1.000 habitants, la période de doublement est de 35 à 40 ans<sup>3</sup>.

1. TCHERNYCHEVSKI : *Œuvres économiques choisies*, p. 404.

2. *Ibidem*, p. 406.

3. Dans le même sens, LEVASSEUR : *La Population française*, t. III, p. 17, écrit : « En prenant la France pour exemple, la table de survie de la *Statistique générale de France* pour 1877-1881 porte que, sur 1.000 naissances de chaque sexe, les survivants à l'âge de 30 ans sont 602 hommes et 626 femmes ; d'où il résulte que 7 naissances fournissent à 30 ans 4,3 survivants environ, nombre qui serait nécessaire pour doubler la population en une génération ». Pour que la population double en 33 ans, il faut donc que tous les adultes se marient et que chaque couple ait 7 enfants, ce qui suppose 60 naissances par 1.000 habitants. Or, à l'époque de Levasseur, la France avait un taux de natalité de 22 p. 1.000 ; l'Angleterre de 30 p. 1.000 ; l'Allemagne de 36 p. 1.000, taux qui sont considérablement tombés depuis (en 1939 : 14,6 p. 1.000 pour la France, 15,3 p. 1.000 pour l'Angleterre, 20,3 p. 1.000 pour l'Allemagne).

La misère et la grossièreté des mœurs constituent de puissants facteurs de multiplication.

Dans chaque famille, le paysan s'efforce de marier le plus tôt ses fils, afin d'avoir des travailleuses gratuites<sup>1</sup>.

Les femmes, flétries par les grossesses avant l'âge, continuent à enfanter même quand elles sont épuisées. Leur émancipation ralentira la pression démographique.

Par l'adoucissement des mœurs, quand la conduite des maris et des pères envers les femmes dépendant d'eux sera améliorée, le nombre de naissances doit considérablement baisser, même avec les idées actuelles sur la morale.

Tchernychevski se gausse des frayeurs entretenues par Malthus et ses disciples. Contre leurs chiffres il en dresse d'autres qui disent : « Ne craignez rien : à celui qui veut vous épouvanter, vous n'avez qu'à nous opposer. »

L'amour du peuple, la haine de l'oppression, de l'injustice, de l'obscurantisme lui inspirent cette apostrophe :

Croyez-vous pouvoir mesurer l'avenir lointain par vos coutumes, vos idées et vos moyens de production ? Croyez-vous que vos arrière-petits-fils seront aussi barbares que vous ? Soyez sans crainte, ils seront plus intelligents que vous, qui êtes des sauvages ! Songez seulement, ignorants, à organiser une vie un peu meilleure que votre vie présente, et laissez à vos arrière-petits-fils le soin de régler leur sort. Vous pouvez, vos fils et vos petits-fils peuvent déjà être assurés contre la misère. Et que cela vous suffise ! Dans 200 ans, les hommes se moqueront des espoirs que vous mettez en l'avenir comme d'espoirs par trop mesquins, de vos craintes, craintes nées de votre barbarie. Vous ne savez pas comment doivent vivre des hommes éclairés ; vous ne savez pas ce que c'est qu'un mari, une femme, des enfants, ce que c'est que l'amour, le bonheur selon des conceptions vraiment humaines<sup>2</sup>...

1. TCHERNYCHEVSKI : *Œuvres économiques choisies*, p. 409. Tchernychevski a en vue le paysan russe.

2. *Ibidem*, p. 422.

La science a balayé la menace de catastrophes imaginaires, elle nie la fatalité du malheur, elle a fait reculer dans un lointain incommensurable le péril dont la menaçait Malthus... L'application des sciences naturelles à l'agriculture est à peine commencée. Les moyens actuels de se procurer de la nourriture paraîtront à nos descendants aussi primitifs que nous paraissent aujourd'hui « les moyens anciens du filage avec le fuseau à main ou du transport par caravanes ».

Ce n'est pas la continence des pauvres qu'il faut prôner : on ne saurait priver les hommes ni de nourriture ni d'amour.

Le mal provient uniquement des rapports humains... Nous avons vu que la misère découle non d'une loi de la nature, mais des relations humaines<sup>1</sup>.

Il s'agit donc de modifier ces relations humaines, qui entravent le développement de l'agriculture et empêchent le progrès social.

Tchernychevski dénonce dans le régime capitaliste un obstacle à l'amélioration de l'agriculture, « encore dans son enfance ». Que de forces mal employées ou inemployées, d'oisifs ou de gens occupés à des travaux de luxe, à des tâches inutiles, alors que la culture manque de bras ! D'autre part, le capital ne s'investit pas dans les terres dont le rapport lui paraît insuffisant. Ce qui serait conforme à l'intérêt de la nation laisse indifférent le capitaliste, soucieux uniquement de ses avantages personnels. Enfin, avec l'exode rural, la proportion des agriculteurs diminue.

Le déficit de la production agricole est dû non à des causes naturelles, mais à des causes économiques et sociales. Il découle de certaines circonstances, que la population s'accroisse ou non.

L'homme ne peut modifier son organisme : voilà pourquoi il faut que les hommes pensent, non à modifier leur organisme, selon le conseil de Malthus, mais qu'ils se demandent seulement si les rapports entre les hommes peuvent être établis de façon à ce qu'ils répondent aux besoins de la nature humaine<sup>2</sup>.

1. TCHERNYCHEVSKI : *Œuvres économiques choisies*, pp. 427-432.

2. *Ibidem*, p. 456.

Pour établir ces rapports, Tchernychevski a écrit, lutté et souffert, expiant dans les géôles et la déportation son attachement héroïque à la cause du peuple.

### *Malthus et Darwin.*

En 1888, Tchernychevski fait paraître, sous la signature : « Un vieux transformiste », dans la revue *Rousskaia Mysl* (*La Pensée russe*), une étude sur le darwinisme<sup>1</sup>. Ce devait être là le premier chapitre d'un volume qu'il voulait consacrer à Darwin. Sa mort, survenue quelques mois plus tard, ne lui permit pas de réaliser ce dessein.

L'étude de Tchernychevski est, en fait, dirigée contre ceux qui s'appuient sur Malthus pour justifier l'inégalité sociale, l'oppression de classe et la misère. La théorie darwinienne de la lutte pour la vie et de la sélection naturelle lui semble porter les stigmates des conceptions cruelles de Malthus.

Cuvier, le fondateur de l'anatomie comparée et de la paléontologie, avait, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, affirmé que les espèces ne variaient pas, que les espèces actuelles ne provenaient pas d'espèces disparues. Des cataclysmes successifs ont anéanti une flore et une faune différentes de celles que l'on connaissait, modifié l'aspect et la structure des continents. Cependant Lamarck, dans sa *Philosophie zoologique*, puis Geoffroy Saint-Hilaire esquissaient les premières ébauches de la théorie de l'évolution sans réussir à l'emporter sur Cuvier, partisan de l'immuabilité des espèces et de la théorie des causes finales. En 1833, le savant anglais Lyell publiait ses *Principes de géologie* : écartant la théorie des catastrophes de Cuvier, il expliquait les changements très lents et très longs de la croûte terrestre par des causes matérielles du type de celles que l'homme peut observer.

Un jeune savant naturaliste de 22 ans, Darwin, s'embarqua en décembre 1831 sur le *Beagle* pour l'Amérique du Sud afin d'y poursuivre des recherches sur les plantes et les animaux. Il constata, au cours de son voyage, que chaque être vivant —

---

1. TCHERNYCHEVSKI : « L'Origine de la théorie de la bienfaisance de la lutte pour la vie », *Œuvres philosophiques choisies*, t. III, pp. 644-689. Moscou, 1951.

plante, animal ou homme — doit, au cours de continuelles épreuves, lutter pour son existence et que les influences extérieures agissent sur le caractère et les particularités de chaque individu. Il nota dans son journal « l'étonnante parenté entre des animaux morts et des animaux vivants », il chercha à s'expliquer l'apparition et la disparition des espèces, il estima, avec Lyell, que les conditions défavorables rendaient une espèce plus rare et la faisaient disparaître totalement. A sa surprise, il découvrit que chacune des îles Galapagos possédait ses propres espèces qui différaient de celles des autres îles et de celles du continent, comme si chacune d'elles avait donné des formes particulières à d'anciennes espèces disparues. En automne 1836, quand Darwin débarqua en Angleterre, il était acquis à une nouvelle conception du monde.

C'est la lecture de l'*Essai sur le principe de population* qui, un jour d'octobre 1838, détermina en lui la cristallisation de toutes ses idées.

En octobre 1838, c'est-à-dire quinze mois après que j'eusse commencé mon enquête systématique, il m'arriva de lire, pour me distraire, le livre de Malthus sur la population. J'étais bien préparé, par une observation prolongée et continue des habitudes des animaux et des plantes, à apprécier la lutte pour l'existence, qui se rencontre partout, et l'idée me frappa que, dans ces circonstances, des variations favorables tendraient à être préservées, et que d'autres, moins privilégiées, seraient détruites. Le résultat de ceci serait la formation de nouvelles espèces<sup>1</sup>.

Ce ne furent pas les sombres visions d'une terre surpeuplée où la famine faucherait les populations pléthoriques, ni le prêche sur la domination des instincts et la limitation des naissances qui frappèrent son esprit. Darwin retint de la loi de Malthus la constatation que toute créature tendait à se reproduire à l'infini et que, dans la nature, la lutte pour l'existence ramenait à des limites déterminées cette puissance de reproduction.

Chacun de ces êtres qui, durant le cours naturel de sa vie, produit plusieurs œufs ou plusieurs graines, doit être exposé à des causes de destruction à certaines périodes de son existence, en certaines saisons

1. DARWIN : *Vie et correspondance*, I. p. 86.

ou en certaines années, autrement, d'après la loi des progressions géométriques, l'espèce atteindrait un nombre d'individus si énorme que nulle contrée ne pourrait suffire à les contenir. Et puisqu'il naît un nombre d'individus supérieur à celui qui peut vivre, il doit donc exister une concurrence sérieuse, soit entre les individus de la même espèce, soit entre les individus d'espèce distincte, soit enfin une lutte contre les conditions physiques de la vie. C'est une généralisation de la loi de Malthus appliquée au règne organique tout entier, mais en ce cas il ne peut exister aucun moyen artificiel d'accroître les subsistances, ni aucune abstention prudente dans les mariages<sup>1</sup>...

La lutte pour l'existence était donc le grand régulateur de la nature, elle empêchait l'accroissement quantitatif des êtres : seuls subsistaient les plus forts, les plus résistants, les mieux adaptés. Contrairement à Linné et à Cuvier, Darwin concluait que la lutte pour la vie aboutissait à la sélection naturelle, à la formation de nouvelles espèces.

Tchernychevski montre que la déduction scientifique que tire Darwin du livre de Malthus provient d'un « grossier malentendu » :

Enthousiasmé par une illumination subite, Darwin a extrait de l'argumentation de Malthus la pensée qui l'a séduit, sans se donner la peine d'examiner les pensées auxquelles elle était liée chez son maître et qui en déterminent le sens. Il lui a donné une signification qui répondait à ses vues habituelles sur les choses, sans se douter que cette signification ne concordait pas avec les conceptions de son maître, et il a construit, sur un extrait faussement compris d'un pamphlet écrit pour défendre un ministère tory soutenu par la majorité des whigs, la théorie du développement de la nature organique<sup>2</sup>.

Tchernychevski a raison de souligner l'équivoque de cette

1. DARWIN : *Origine des espèces*, p. 9.. Edition française de 1862.

2. TCHERNYCHEVSKI : « L'origine de la théorie de la bienfaisance de la lutte pour la vie ». *Œuvres philosophiques choisies*, t. III, p. 682.

filiation. Mais dans les dernières pages de son étude, il écrit que les maux apparaissent à Darwin comme « des sources de bienfaits »<sup>1</sup> (d'où le titre ironique de son article), il considère la sélection naturelle « une force qui dégrade »<sup>2</sup>.

Marx et Engels adopteront, en face du darwinisme, tout en ne lui ménageant pas leurs critiques, une attitude quelque peu différente. Engels écrira en 1888 qu'avec toute découverte faisant époque dans le domaine des sciences de la nature, le matérialisme doit inévitablement modifier sa forme<sup>3</sup>.

---

1. TCHERNYCHEVSKI : « L'origine de la théorie de la bienfaisance de la lutte pour la vie. » *Œuvres philosophiques choisies*, t. III, p. 684.

2. *Ibidem*, p. 687.

3. ENGELS : « Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande », *Études philosophiques*, p. 29, Editions sociales.

# LA CRITIQUE MARXISTE

## I

### MARX ET ENGELS CONTRE MALTHUS

Petty, Adam Smith et surtout Ricardo avaient remarqué que la valeur était déterminée par le travail, que le travail en était le fondement, la cause, la mesure. Mais ils n'ont aperçu que les rapports entre les objets, leur échange les uns contre les autres, Entravés par leurs préjugés de classe, ils n'ont abouti qu'à des formules incomplètes, bien que Ricardo ait été le premier économiste qui, dans ses recherches, soit parti de l'opposition entre le salaire et le profit, le profit et la rente<sup>1</sup>. Ricardo s'était rendu compte de ses insuffisances :

Je ne suis pas satisfait de l'explication que j'ai donnée des principes qui règlent la valeur. Je voudrais qu'une plume plus expérimentée l'entreprît<sup>2</sup>.

Marx a découvert et analysé les rapports réels entre les hommes, à travers la production et l'échange des marchandises. Il a montré que la plus-value, créée par le travail de l'ouvrier, permettait la constitution, la croissance, la concentration du capital. Il a étudié les causes et le processus de l'oppression et de la paupérisation des masses, l'extension du chômage, la ruine de la petite production et de la petite propriété, la formation des monopoles, les contradictions d'un régime qui engendre ses propres fossoyeurs... Les économistes anglais n'avaient pu ni comprendre ni expliquer la nature des relations, des catégories, des antagonismes que faisait surgir la société nouvelle. Mais ils avaient, dans le pays capitaliste le plus avancé de l'époque, cherché à dégager les lois et à éclairer la marche des phénomènes économiques.

Aussi Lénine a-t-il pu écrire :

[Le marxisme] est le successeur naturel de tout ce que l'humanité a créé de meilleur au XIX<sup>e</sup> siècle :

1. MARX : *Le Capital*, Livre I, t. I, p. 24.

2. RICARDO : Lettre à Mac Culloch du 18 décembre 1819.

la philosophie allemande, l'économie politique anglaise et le socialisme français<sup>1</sup>.

### *Critique générale de Malthus par Marx et Engels.*

Aucun économiste anglais n'a été plus âprement dénoncé et combattu par Marx et Engels que Malthus. Durant cinquante années de travaux et de luttes, la même condamnation sans appel se retrouve chez les deux fondateurs du socialisme scientifique, de l'*Esquisse d'une critique de l'économie politique* (1843) d'Engels aux *Théories sur la plus-value* de Marx, publié plus de vingt ans après sa mort, en 1904, et à *Dialectique de la nature* d'Engels, édité pour la première fois à Moscou en 1925...

Quelles critiques d'ordre général Marx et Engels adressent-ils à Malthus ?

Tout d'abord, Marx reproche à Malthus d'être un économiste vulgaire.

J'entends par économie politique classique toute économie qui, à partir de William Petty, cherche à pénétrer l'ensemble réel et intime des rapports de production dans la société bourgeoise, par opposition à l'économie vulgaire qui se contente des apparences, rumine sans cesse, pour son propre besoin et pour la vulgarisation des plus grossiers phénomènes, les matériaux déjà élaborés par ses prédécesseurs et se borne à ériger pédantesquement en système, et à proclamer comme vérité éternelle les illusions dont le bourgeois aime à peupler son monde à lui, le meilleur des mondes possibles<sup>2</sup>.

Malthus est vulgaire non seulement parce qu'il s'en tient aux apparences, mais par les sentiments qui l'animent.

Ce qui caractérise Malthus, c'est la vulgarité absolue des sentiments, vulgarité que peut seul se permettre l'ecclésiastique qui voit dans la misère humaine la punition du premier péché, qui a besoin de « cette vallée de larmes », mais qui, à cause de ses grasses prébendes et à l'aide du dogme de la pré-

1. LÉNINE : « Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme », *Karl Marx et sa doctrine*, p. 60. Editions sociales, 1953.

2. MARX : *Le Capital*, livre I, t. I, p. 83 (note).

destination, juge avantageux d'adoucir aux classes dirigeantes le séjour dans cette vallée de larmes <sup>1</sup>.

Le jugement et les analyses de Malthus sont faussés parce qu'il se place constamment au point de vue des classes dominantes, dans sa théorie sur la population comme dans ses analyses de la plus-value et des crises.

Un adepte anonyme de Malthus, auteur d'une *Esquisse de l'économie politique* (1832), révèle ingénument les mobiles de son maître :

La théorie qui fait du travail l'unique source de la richesse est aussi dangereuse que fausse, puisqu'elle fournit un point d'appui à ceux qui prétendent que toute la propriété appartient à la classe ouvrière, à qui les classes dirigeantes en volent une partie <sup>2</sup>.

Ricardo qui prend toujours et d'abord en considération les exigences de la production capitaliste et lui sacrifie les travailleurs, garde néanmoins une objectivité et une rigueur scientifiques. Il cherche à dégager et à défendre les intérêts généraux de la société. Malthus défend les intérêts les plus réactionnaires.

Le pasteur Malthus, pour le besoin de la production, ravale l'ouvrier au rang de bête de somme, le condamne même à mourir de faim et à vivre dans le célibat. Mais là où la même exigence de la production diminue la « rente » du landlord ou entame la « dîme » de l'Eglise officielle ou lèse les intérêts des rentiers, là où elle sacrifie la fraction de la bourgeoisie industrielle dont les intérêts arrêtent le progrès à l'autre fraction de la bourgeoisie qui représente le progrès de la production; bref, là où il est question de l'intérêt de l'aristocratie opposée à la bourgeoisie, ou de l'intérêt de la bourgeoisie conservatrice et croupissante opposée à la bourgeoisie progressiste, dans tous ces cas, le « pasteur » Malthus ne sacrifie pas l'intérêt particulier à la production, mais fait de son mieux pour sacrifier les exigences de la production à l'intérêt particulier des classes dirigeantes ou à certaines de leur fraction, et à cette fin, il fausse ses conclusions scienti-

1. MARX : *Théories sur la plus-value*, La rente foncière, II.

2. Sans nom d'auteur : *Esquisse de l'économie politique*, p. 22, Londres, 1832.

fiques. Voilà sa malhonnêteté scientifique, son péché contre la science, sans parler de ses plagiats continuels et sans vergogne<sup>1</sup>.

Malthus a « péché contre la science » parce que toute son œuvre vise à l'apologie de l'ordre existant. Il soutient, justifie, glorifie la domination et les privilèges d'une classe. Quand il aborde un problème d'économie politique, il le fait non dans l'esprit désintéressé du chercheur qui ne se préoccupe que de la vérité, mais avec des idées préconçues, en zéléteur de l'aristocratie foncière. Seul ce qu'il veut prouver lui importe : et si les faits le contredisent, les faits ont tort.

Les conclusions scientifiques de Malthus sont pleines de *sollicitude* pour les classes dirigeantes en général et pour les éléments réactionnaires de ces classes en particulier; il *fausse* la science pour servir ces intérêts. Mais ses conclusions sont *dures* à l'égard des classes opprimées. Et ce n'est pas seulement parce qu'il est dur. Il *affecte* la dureté, prend un plaisir cynique à jouer ce rôle et exagère les conclusions dans la mesure où elles sont dirigées contre ceux qui vivent dans la misère; il les exagère même *au delà* de ce que son point de vue justifierait scientifiquement<sup>2</sup>.

Le peuple anglais, spolié, plongé dans la misère, privé de secours, embastillé par ses classes dominantes, attentives aux enseignements de Malthus, a reconnu dans l'auteur de l'*Essai sur le principe de population* un ses persécuteurs.

La haine de la classe ouvrière anglaise contre Malthus — ce « pasteur charlatan », comme Cobbett le désigne brutalement — est donc entièrement justifiée. Instinctivement, le peuple a bien compris qu'il avait en face de lui non pas un *homme de science*, mais un *avocat acheté*, plaidant la cause de ses ennemis, un thuriféraire éhonté des classes dirigeantes<sup>3</sup>.

Cependant, Marx ne dénie pas à Malthus des côtés positifs. Ainsi, il le loue d'avoir attiré l'attention du public, dans *Recher-*

1. MARX : *Théories sur la plus-value*, La rente foncière, II.

2. *Ibidem*.

3. *Ibidem*.

ches sur la nature et le progrès de la rente (1815), sur la prolongation de la journée de travail. Marx ajoute aussitôt que les intérêts conservateurs, défendus par Malthus, l'ont empêché de voir que la prolongation démesurée de la journée de travail, ainsi que le développement du machinisme et l'exploitation croissante du travail des femmes et des enfants, devaient réduire au chômage une grande partie de la classe ouvrière et grossir l'armée de réserve de l'industrie<sup>1</sup>.

Marx reconnaît aussi à Malthus « une certaine subtilité théorique »<sup>2</sup>. Il a su discerner que la marchandise n'est produite qu'en vue du profit<sup>3</sup>.

A l'actif de Malthus, Marx inscrit l'intérêt qu'il porte aux contradictions économiques.

Le seul mérite de Malthus, face aux pitoyables doctrines de l'harmonie dans l'économie politique bourgeoise, est précisément d'avoir mis fortement l'accent sur les discordances. Bien qu'il ne les ait aucune-ment découvertes, il s'attache à elles toutes les fois avec une complaisance spéciale, il les amplifie et s'en fait partout le héraut<sup>4</sup>.

Malthus ne tente pas de camoufler les contradictions de la production bourgeoise; au contraire, il s'efforce de les mettre en relief<sup>5</sup>. Par là, il témoigne d'une supériorité évidente sur des économistes comme Jean-Baptiste Say et Bastiat « dont l'intelligence raisonneuse, comme l'a justement remarqué Malthus, fait abstraction partout de la forme déterminée spécifique des rapports économiques »<sup>6</sup>. Mais l'analyse faite par Malthus des contradictions économiques et de leurs causes reste superficielle et fautive, et les remèdes proposés par lui servent les intérêts de la classe qu'il défend.

### *Critique de la loi de population.*

A Manchester, capitale du coton, où il travaille depuis l'automne 1842, Engels a pu étudier le développement du capitalisme

1. MARX : *Le Capital*, livre I, t. II, p. 200.

2. MARX : *Théories sur la plus-value*, Thomas-Robert Malthus, I.

3. *Ibidem*.

4. MARX : *Théories sur la plus-value*, La rente foncière, II.

5. *Ibidem*, Thomas-Robert Malthus.

6. MARX : *Contribution à la critique de l'économie politique*, p. 23,

en Angleterre. Les chemins de l'économie politique vont le conduire au communisme. Dès la fin de 1843, il écrit son *Esquisse d'une critique de l'économie politique* et, en janvier 1844, *La situation de l'Angleterre*. Ces deux études paraîtront dans les *Annales Franco-Allemandes*, ainsi que deux articles de Marx, venu au communisme par les chemins de la philosophie.

Au cours de ses investigations et de ses travaux, Engels s'est heurté à Malthus. Avec une perspicacité étonnante pour un jeune homme de vingt-trois ans, Engels analyse le régime capitaliste. Un moment arrive, dit-il, où les marchandises abondent et où la grande masse de la nation n'a plus de quoi vivre, où la faim côtoie l'abondance. C'est la situation de l'Angleterre. Dès que la production devient supérieure aux besoins du marché, la prospérité fait place à la crise, à la surproduction, à l'engorgement.

L'économiste n'a jamais pu expliquer cette situation insensée; pour l'expliquer il a inventé la théorie de la population qui est aussi insensée, même plus insensée que cette contradiction de la richesse et de la misère en même temps. L'économiste *ne pouvait pas* voir la vérité; il ne pouvait pas voir que cette contradiction n'est que la conséquence de la concurrence, car sans cela tout son système s'effondrerait<sup>1</sup>.

Engels rappelle que, d'après l'économiste anglais Alison, qui a écrit *Principe de la population*, l'Angleterre pourrait nourrir une population six fois supérieure.

Le capital augmente quotidiennement; la force de travail s'élève avec la population, et la science met de plus en plus chaque jour au service des hommes les forces de la nature. Cette capacité de production incommensurable utilisée en pleine conscience et dans l'intérêt de tous, réduirait au minimum le travail que l'humanité doit accomplir; abandonnée à la concurrence, elle fait la même chose, mais dans les limites imposées par la contradiction<sup>2</sup>.

Et voici le tableau des contradictions du régime que brosse Engels : une partie du pays est cultivée, l'autre reste en friche.

1. ENGELS : « Esquisse d'une critique de l'économie politique », *Œuvres*, t. II, p. 396. Mega.

2. *Ibidem*, pp. 396-397.

Une partie du capital circule avec une extrême rapidité, l'autre partie demeure dans les coffres-forts. Une partie des ouvriers travaille quatorze et seize heures par jour, l'autre chôme et meurt de faim. Ou bien cette contradiction, au lieu d'être simultanée, se produit dans le temps : aujourd'hui tout marche et demain tout s'arrête, les ouvriers se trouvent sans travail, alors que le pays souffre d'un excès de richesse et d'un excès de population. Ces faits ne pouvant être niés, les économistes, pour maintenir leur doctrine, ont inventé la théorie de la population.

Malthus, l'auteur de cette théorie, affirme que la population fait sans cesse pression sur les moyens de subsistance; dès que la production augmente, la population se multiplie dans les mêmes proportions, et la tendance inhérente à la population de se multiplier au delà des moyens de subsistance disponibles est la cause de toute la misère, de tous les fléaux. Dès qu'il y a trop d'hommes, ils doivent être éliminés d'une façon ou d'une autre, ou bien par une mort violente ou par la faim. Quand cela s'est produit, il y a un vide, aussitôt comblé par d'autres propagateurs de l'espèce, et l'ancienne misère recommence. Et cela se produit dans toutes les circonstances, non seulement chez les civilisés, mais aussi chez les primitifs; les sauvages de la Nouvelle-Hollande dont la densité est d'un habitant au mille carré souffrent de la surpopulation autant que l'Angleterre. Bref, si nous voulons être conséquents, nous devons reconnaître que *la terre était déjà surpeuplée alors qu'il existait un seul homme*<sup>1</sup>.

De cette théorie découle que les pauvres sont en surnombre et qu'il n'y a pour eux point de salut. Engels rappelle que Marcus fixe à deux enfants et demi la progéniture de chaque famille ouvrière, le surplus devant être mis à mort sans souffrances. Cette théorie ne s'accorde guère avec les enseignements de la Bible sur la perfection de Dieu et de sa création, mais les faits sont les plus forts.

Dois-je développer encore cette infâme et vile théorie, cet abominable blasphème contre la nature

---

1. ENGELS : « Esquisse d'une critique de l'économie politique », *Œuvres*, t. II, p. 397, Mega.

et l'humanité, dois-je en exposer toutes les conséquences ? Voici l'immoralité des économistes parvenue à son plus haut degré. Que sont toutes les guerres et les horreurs du système des monopoles en face de cette théorie ? Et c'est elle qui est la clé de voûte du système libéral de la liberté du commerce, dont la chute provoquera celle de tout l'édifice. Car si l'on prouve que la concurrence est la cause de la misère, de la pauvreté et du crime, qui oserait dire un mot pour la défendre ?<sup>1</sup>.

Alison, écrit Engels, a ébranlé la théorie de Malthus en lui opposant la productivité de la terre et en soulignant que chaque adulte produit plus qu'il ne consomme — sans quoi l'humanité ne pourrait ni se multiplier ni même vivre. Mais Alison n'explique pas pourquoi la population laborieuse ne mange pas à sa faim.

Si Malthus n'avait pas été aussi unilatéral, il aurait dû voir que la population ou la force de travail excédentaire est constamment liée à la richesse excédentaire, au capital excédentaire et à la propriété foncière excédentaire. La population est trop grande là où la force de production est en général trop grande. La situation de tout pays surpeuplé, particulièrement de l'Angleterre au temps de Malthus, le montre avec une extrême clarté. Tels étaient les faits que Malthus avait à examiner dans leur ensemble et dont l'examen l'aurait conduit à un résultat exact ; au lieu de cela, il choisit certains faits, laissa les autres de côté, et aboutit à un résultat insensé. La seconde faute qu'il a commise consiste à avoir confondu les moyens de subsistance et les emplois. C'est un fait que la population exerce une pression sur les possibilités de l'emploi et que le nombre des hommes qui sont procréés correspond au nombre de ceux qui peuvent être employés, bref que la création de la force de travail a été jusqu'ici réglée par la loi de la concurrence et exposée, par conséquent, à des crises périodiques et à des fluctuations ; Malthus l'a établi, et c'est son mérite. Mais les possibilités d'emploi ne sont pas les moyens de subsistance. Les possibilités d'em-

1. ENGELS : Esquisse d'une critique de l'économie politique », *Œuvres*, t. II, p. 398, Mega.

ploi ne sont finalement augmentées que par la multiplication des machines et du capital; les moyens de subsistance se multiplient dès que la force productive augmente tant soit peu<sup>1</sup>.

Il semblerait, puisque chaque ouvrier adulte produit plus qu'il ne consomme, que la société doive le pourvoir de tout le nécessaire. Mais, prise dans le filet de ses contradictions, l'économie politique croit s'en tirer grâce à la théorie de la surpopulation, la terre ne suffisant pas à nourrir les hommes devenus trop nombreux.

La théorie de Malthus n'est que l'expression économique du dogme religieux de la contradiction entre l'esprit et la nature et de la corruption des deux qui en découle<sup>2</sup>.

Engels déduit de la théorie de Malthus des arguments en faveur d'une transformation sociale qui, seule, pourrait, en éduquant les masses, empêcher une prolifération excessive. La théorie de Malthus montre seulement l'humiliation de l'homme, réduit à l'état de marchandise, quotidiennement immolé par le système de la concurrence. Cet abaissement ne prendra fin qu'avec l'abolition de la propriété privée, de la concurrence et des intérêts contradictoires.

Les économistes, dans leurs raisonnements, négligent la science. Que de progrès n'a pas accomplis l'agriculture au XIX<sup>e</sup> siècle grâce à Humphrey Davy et à Justus Liebig ! Comment parler de surpopulation, alors que la vallée du Mississipi nourrirait aisément la population entière de l'Europe, qu'un tiers à peine de la terre est exploité et que la production de ce tiers pourrait être sextuplée ?<sup>3</sup>

Un an plus tard, Engels écrit *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*. Il y consacre un chapitre à la concurrence que se font entre eux les travailleurs. Si la demande en ouvriers monte, le prix des ouvriers monte. Si elle baisse, leur prix baisse. Quand cette baisse s'accroît, un certain nombre de travailleurs deviennent invendables, ils meurent de faim. La bourgeoisie préfère cet état de choses à l'antique esclavage, puisque le travail

1. ENGELS : « Esquisse d'une critique de l'économie politique », *Œuvres*, t. II, pp. 398-399, Mega.

2. *Ibidem*, pp. 399-400.

3. *Ibidem*, p. 401.

accompli l'est à meilleur compte et qu'elle peut licencier les ouvriers quand il lui plaît, sans les nourrir. Après avoir rappelé la doctrine d'Adam Smith sur les salaires qui règlent le mouvement de la population et celle de Malthus sur l'excès permanent de population, Engels donne une première esquisse de ce qui deviendra, dans *Le Capital*, la théorie de la surpopulation relative.

La production de chacun poussée au maximum par la concurrence des ouvriers entre eux, la division du travail, l'introduction du machinisme, l'utilisation des forces naturelles privent de pain une masse d'ouvriers. Mais ces ouvriers sans pain sont écartés du marché; ils ne peuvent plus rien acheter; la quantité de marchandises demandée auparavant par eux n'est donc plus demandée, n'a donc plus besoin d'être fabriquée; les ouvriers employés auparavant à cette fabrication perdent donc à leur tour leur gagne-pain, sont également écartés du marché, et cela continue toujours suivant le même cycle, ou plutôt cela continuerait si d'autres éléments n'entraient en jeu <sup>1</sup>.

Excepté durant les courtes périodes de prospérité, l'industrie anglaise a besoin de cette réserve de travailleurs inoccupés dans laquelle elle puisera selon ses besoins.

Cette réserve à laquelle appartiennent, pendant la crise, une masse énorme, et même pendant ces périodes que l'on peut considérer comme moyennes entre la prospérité et la crise, un bon nombre de travailleurs, voilà cet « excès de population » de l'Angleterre, qui par la mendicité et le vol, le balayage des rues, le ramassage du crottin, les petits charrois en brouette ou par âne, le colportage ou quelques autres menus travaux occasionnels, prolonge une misérable existence <sup>2</sup>.

C'est à la fin de ce grand livre de combat, dans lequel Engels accuse « la bourgeoisie anglaise d'assassinats, de brigandage et de tous les autres crimes » <sup>3</sup>, que se trouvent les pages contre l'abominable régime des *work-houses*.

1. ENGELS : *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre, Œuvres*, t. IV, p. 82, Mega.

2. *Ibidem*, p. 86.

3. ENGELS : Lettre à Marx du 19 novembre 1844.

La plus franche des déclarations de guerre de la bourgeoisie contre le prolétariat est cependant la *théorie de la population* de Malthus et la *nouvelle loi sur les pauvres* qui en est résultée <sup>1</sup>.

Engels résume les conclusions de Malthus : la bienfaisance et les caisses d'assistance aux pauvres sont des absurdités, elles ne servent qu'à maintenir l'excédent de population dont la concurrence fait baisser les salaires, elles l'incitent à s'accroître. L'emploi des pauvres par l'administration des paroisses favorise le chômage. Il importe donc non de nourrir le surplus de population, mais de le faire disparaître.

Cette théorie est aujourd'hui la théorie favorite de tout véritable bourgeois anglais, et c'est tout naturel, car elle est pour lui le lit de plumes le plus confortable... <sup>2</sup>

Il est certes beaucoup plus facile de laisser mourir de faim les gens que de leur procurer du travail. En dépit de ses efforts, la bourgeoisie humanitaire, observe Engels, n'a pas encore réussi à convaincre les ouvriers qu'ils sont superflus et qu'il vaut mieux pour eux mourir de faim. Au contraire, ils se croient indispensables et ils estiment que les riches capitalistes, qui ne font rien, sont, à la vérité, les superflus <sup>3</sup>.

### ***Pas de loi de population pour tous les temps !***

En été 1844, alors que Marx se plongeait dans ses premiers travaux économiques, parut dans le *Vorwärts*, journal des révolutionnaires allemands réfugiés à Paris, un article d'Arnold Ruge : « Le roi de Prusse et la réforme sociale ». L'article, signé : « Un Prussien », avait été écrit au lendemain de la révolte des tisserands de Silésie, qui avait inspiré à Heine son poème : *Les Tisserands*. Ruge y soutenait que le problème de la pauvreté chronique était avant tout un problème politique et que, l'Allemagne n'ayant

---

1. ENGELS : *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Œuvres, t. IV, p. 269, Mega.

2. *Ibidem*, p. 269.

3. *Ibidem*, p. 270.

pas acquis une maturité politique suffisante, la misère des régions industrielles y apparaissait comme une affaire locale, et non d'intérêt général.

Marx lui opposa l'exemple de l'Angleterre, pays politique, où le paupérisme n'est pas un phénomène qui se limite aux régions industrielles. Pour les whigs, la cause principale du paupérisme réside dans la grande propriété foncière et dans la législation qui frappe de droits prohibitifs l'importation des céréales. Pour les tories, le mal réside dans le libéralisme, la concurrence et l'extension de l'industrie. La bourgeoisie anglaise se montre incapable de comprendre le problème du paupérisme, elle fait sienne l'explication de Malthus, qui y voit « une éternelle loi naturelle »<sup>1</sup>. Le Parlement anglais, sous l'influence de cette théorie, a rendu les ouvriers responsables du paupérisme, considéré non comme un malheur à soulager, mais comme un crime à réprimer et à punir. Ainsi est né le régime des *work-houses*, où la bienfaisance de la bourgeoisie se conjugue avec son esprit de vengeance contre les malheureux qui s'adressent à elle.

Dans *Misère de la philosophie*, Marx raille les économistes pour qui les institutions de la féodalité sont des institutions artificielles, mais celles de la bourgeoisie des institutions naturelles. Pareils aux théologiens, ils voient dans toute autre religion que la leur une invention des hommes. Les rapports bourgeois leur semblent devoir toujours régir la société<sup>2</sup>.

Malthus a voulu expliquer la misère des classes laborieuses par une loi naturelle et, partant, éternelle. Mais cette loi éternelle, écrit Marx dans *Le Capital*, ne reflète que « l'esprit de parti »<sup>3</sup> qui anime Malthus. Les souffrances du peuple ne sont pas dues à l'exploitation d'une classe par l'autre, au capitalisme, mais à un ordre immuable, souverain, définitif. Elles dépendent de la nature et non de la société humaine. Malthus attribue le phénomène de la surpopulation sous le régime capitaliste à des causes permanentes étrangères au régime capitaliste.

Il était naturellement bien plus commode et bien plus conforme aux intérêts des classes régnautes, que Malthus encense en vrai prêtre qu'il est, d'expliquer cette "surpopulation" par les lois éternelles de la na-

1. MARX : « Gloses marginales à l'article : « Le roi de Prusse et la réforme sociale » par un Prussien, *Œuvres*, t. III, p. 11, Mega.

2. MARX : *Misère de la philosophie*, *Œuvres*, t. VI, p. 188, Mega.

3. MARX : *Le Capital*, livre I, t. III, p. 58.

ture que par les lois historiques de la production capitaliste<sup>1</sup>.

Dans une lettre à Lange<sup>2</sup>, Engels souligne le caractère transitoire des lois économiques :

Pour nous, les prétendues « lois économiques » ne sont pas des lois éternelles de la nature, mais des lois historiques qui apparaissent et disparaissent; et le code de l'économie politique moderne, dans la mesure où il a été élaboré avec l'objectivité qui convient par les économistes, est pour nous simplement un sommaire des lois et des conditions sous lesquelles seulement la société bourgeoise moderne peut exister — en un mot les conditions de sa production et de ses échanges exprimés d'une façon abstraite et résumée. Par conséquent, pour nous, aucune de ces lois, dans la mesure où elle exprime des *conditions purement bourgeoises*, n'est plus ancienne que la société bourgeoise moderne; celles qui ont plus ou moins exercé une action jusqu'ici à travers toute l'histoire sont seulement l'expression des rapports qui sont communs aux conditions de toute société fondée sur les classes et l'exploitation de classe. A la première catégorie appartient ce qu'on appelle la loi de Ricardo, qui ne vaut ni pour le servage féodal, ni pour l'esclavage de l'antiquité; à la seconde catégorie appartient ce qui est soutenable dans ce qu'on appelle la théorie de Malthus<sup>3</sup>.

### **Critique de la loi des rendements décroissants.**

La théorie de Malthus s'appuie sur la loi des rendements décroissants, exposée dans son ouvrage sur la rente (1815). Le rendement de toute terre comporte un point de saturation, une limite physique, l'épuisement du sol, et une limite économique, au delà de laquelle les frais d'investissement entraînent la non-

1. MARX : *Le Capital*, livre I, t. III, p. 200.

2. Friedrich Albert Lange (1828-1875), auteur d'un ouvrage sur la question ouvrière, dont il sera question plus loin, et d'une *Histoire du matérialisme*.

3. ENGELS : Lettre à Lange du 29 mars 1865, dans MARX-ENGELS : *Lettres choisies*, p. 203, Berlin 1953.

rentabilité de la culture. Tout agriculteur verrait, d'une part, s'épuiser le sol qu'il cultive et se trouverait, d'autre part, obligé de recourir à des moyens de production de plus en plus onéreux. Si, aux yeux de Malthus, la loi des rendements décroissants confirme son principe de population, le principe de population lui sert à justifier la rente foncière. La valeur et le revenu de la terre augmentent sans cesse par suite de la demande croissante de subsistances, le pullulement des hommes n'étant arrêté que par la pénurie des denrées.

Marx a rappelé brièvement dans une note du *Capital* l'histoire de cette loi :

Il est en tout cas « assez curieux » qu'il (Liebig) attribue à M. J. Stuart Mill le premier, l'énonciation d'une loi que James Anderson a fait connaître à l'époque d'Adam Smith et reproduite dans divers écrits jusque dans les premières années de ce siècle, que Malthus, ce plagiaire modèle (sa théorie entière de la population est un monstrueux plagiat), s'est annexé en 1815, que West a développée à la même époque, indépendamment d'Anderson, que Ricardo, en 1817, a mise en harmonie avec la théorie générale de la valeur et qui a fait sous son nom le tour du monde, qui, enfin, après avoir été vulgarisée en 1820 par James Mill, le père de J. Stuart Mill, a été répétée par ce dernier comme un dogme d'école devenu déjà lieu commun<sup>1</sup>.

Marx et Engels rejettent la loi des rendements décroissants. Malthus l'invoquait pour justifier à la fois son principe de population et les fermages perçus par les landlords. Les erreurs et les lacunes de la théorie de la rente de Ricardo proviennent précisément de l'importance qu'il accorde à la loi des rendements décroissants.

Dans la rente, Ricardo ne voit pas une forme spéciale de plus-value. Il ne reconnaît en elle que l'expression de rapports capitalistes particuliers dans l'agriculture, mise dans l'obligation d'exploiter des terres de fertilité inégale. La rente dont parle Ricardo représente toujours la différence entre les produits obtenus par l'emploi de deux quantités égales de capital et de travail : c'est la rente différentielle.

Marx, dans son analyse de la rente, expose la théorie de

1. MARX : *Le Capital*, livre I, t. II, p. 181.

l'agriculture capitaliste, y compris les industries d'extraction. Toute rente foncière, « forme économique sous laquelle la propriété foncière est réalisée », représente de la plus-value. Elle disparaîtra avec le régime capitaliste. La rente foncière prend deux formes : la rente absolue, « appropriation par le propriétaire foncier d'une partie de la plus-value agricole », et la rente différentielle, « accaparement du surprofit par le même propriétaire foncier »<sup>1</sup>.

La rente foncière, observe Marx, dépend non de l'activité de celui qui en profite, mais de facteurs sur lesquels il n'exerce aucune influence, comme le développement de l'activité sociale, l'accroissement de la population non agricole, la demande de produits alimentaires, l'emplacement des terres.

Les faits eux-mêmes démentent la loi de Ricardo : le démenti infligé à cette loi ruine la théorie de Malthus.

Dans une lettre à Engels Marx rappelle l'explication donnée par Ricardo :

On recourt à des terrains de plus en plus mauvais, ou bien la même quantité de capital, investi successivement dans le même terrain, ne rapporte pas le même produit. En un mot : la terre s'épuise dans la mesure même où la population doit lui demander davantage. Elle devient relativement moins fertile. C'est là que Malthus a trouvé la base réelle de sa théorie de la population et que ses disciples cherchent aujourd'hui leur dernière planche de salut<sup>2</sup>.

A cela Marx répond :

Il est hors de doute qu'avec le progrès de la civilisation on met en culture des terrains de plus en plus mauvais. Mais il est également hors de doute que, par suite des progrès de la science et de l'industrie, ces terrains plus mauvais sont relativement bons, comparés aux terrains précédemment estimés bons<sup>3</sup>.

Ricardo affirme que la rente ne peut monter que si le prix du blé monte et qu'elle baissera quand il baisse. Or, le prix du blé est tombé, depuis 1815, et avant même que les lois sur les céréales aient été abrogées en 1846, de 90 à 50 shillings et au-

1. MARX : *Le Capital*, livre III, chap. XLV.

2. MARX : Lettre à Engels du 7 janvier 1851, dans Marx-Engels : *Correspondance*, t. I, p. 153, Dietz Verlag.

3. *Ibidem*.

dessous, de façon irrégulière mais constante, alors que la rente a sans cesse monté.

Ricardo expliquait la hausse de la rente dans tout un pays par le fait qu'une très grande quantité de terrain relativement plus médiocre était mise en culture. Or, Marx constate — Petty l'avait déjà signalé — que quand le prix du blé diminue, la rente totale du pays augmente.

Le point principal consiste néanmoins à mettre d'accord la loi de la rente avec le progrès de la productivité de l'agriculture en général, ce qui, d'une part, peut seul expliquer les faits historiques et, d'autre part, écarte la théorie malthusienne de la dégradation non seulement des bras, mais encore de la terre<sup>1</sup>.

Le terrain le plus mauvais peut rester toujours aussi infertile par rapport au terrain le meilleur, mais l'agriculture s'améliore et la productivité s'accroît. La fertilité différente des terrains n'empêche pas une élévation du rendement à l'hectare. Plus l'amélioration du sol sera générale, et plus elle embrassera de sortes de terrains. La rente totale du pays montera, bien que le prix du blé ait subi une baisse générale, parce qu'il y en a davantage.

Après la disparition de la production bourgeoise, note Marx, même si la terre, par suite d'épuisement ou d'infécondité, rapportait relativement moins, le meilleur terrain ne fournirait plus, comme dans le régime bourgeois, un produit aussi cher que le terrain le plus mauvais<sup>2</sup>.

Dans le livre III du *Capital*, Marx libère la théorie de la rente différentielle de tout rapport avec la loi des rendements décroissants. Pour créer la rente différentielle, observe Marx, il n'importe pas qu'il y ait passage d'une terre plus fertile à une terre moins fertile.

Ce raisonnement montre l'erreur de West, Malthus et Ricardo, qui déclarent que la rente différentielle a pour condition indispensable la décroissance progressive de la fertilité des terres mises en culture. Ainsi que nous l'avons vu, la rente différentielle peut prendre naissance alors que l'on met successivement

1. MARX : Lettre à Engels du 7 janvier 1851, dans Marx-Engels : *Correspondance* t. I, p. 153, Dietz Verlag.

2. *Ibidem*, p. 155.

en culture des terres de plus en plus fertiles ; elle peut être connexe aux progrès de l'agriculture. Elle a pour seule condition l'inégalité du rendement des terres <sup>1</sup>.

La rente différentielle peut aussi provenir du rendement différent des capitaux successivement investis dans la terre. Il se produit en fait une série de combinaisons de cas divers. Le schéma arbitraire de Malthus ne rend aucunement compte ni de la réalité, ni de la complexité des faits.

D'autre part, les limites imposées par la nature ne sont pas fixes. Malthus, obligé de le reconnaître, estimait qu'elles étaient étroites. Il n'imaginait pas un monde différent de celui qu'il avait sous les yeux, il ne croyait pas que la société et la science pussent libérer l'homme des soucis du lendemain.

### **Production et population.**

Le phénomène du nombre réduit à la misère découle non d'une loi naturelle, mais du régime économique et social. Engels le démontre dans sa lettre à Lange :

L'humanité serait en mesure de se multiplier plus vite que ne peut le supporter la société bourgeoise moderne. Pour nous, c'est une raison supplémentaire de déclarer que cette société bourgeoise est un obstacle au développement, un obstacle qu'il faut renverser <sup>2</sup>.

Engels attend de la transformation révolutionnaire de la société un accroissement prodigieux de la production, qui mettra les hommes à l'abri du besoin.

Vous vous demandez comment l'accroissement de la population et l'accroissement des moyens de subsistance peuvent être harmonisés ; mais, à part une phrase dans la préface <sup>3</sup>, je ne vois pas que vous ayez tenté de résoudre cette question. Nous partons du

1. MARX : *Le Capital*, livre III, chapitre XXXIX.

2. ENGELS : Lettre à Lange du 29 mars 1865, dans MARX-ENGELS : *Lettres choisies*, p. 203.

3. Lange avait écrit un livre : *La Question ouvrière et sa signification pour le présent et l'avenir*. Engels caractérise ainsi le livre de Lange dans une lettre à Marx du 11 mars 1865 : « Confus, un malthusien mâtiné de Darwin, jetant des œillades de tous les côtés, mais pourtant quelques bon-

fait que les mêmes forces qui ont donné naissance à la société bourgeoise moderne — les machines à vapeur, le machinisme moderne, la colonisation de masse, les chemins de fer, les bateaux à vapeur, le commerce mondial — et qui, à travers les crises commerciales permanentes, travaillent aujourd'hui à sa ruine et à son ultime destruction, ces mêmes moyens de production et d'échange suffiront à renverser les rapports dans un bref avenir, et à élever le pouvoir de production de chaque individu à un degré tel qu'il pourra produire assez pour la consommation de deux, trois, quatre, cinq ou six individus. Alors l'industrie des villes telle qu'elle est aujourd'hui, pourra libérer assez de monde pour donner à l'agriculture des forces tout autres que celles dont elle dispose aujourd'hui; la science sera alors appliquée finalement à l'agriculture sur une large échelle et avec la même ampleur que dans l'industrie; l'exploitation de régions inépuisables fertilisées par la nature elle-même dans le sud-est de l'Europe et dans l'ouest de l'Amérique se réalisera sur une immense échelle dans des proportions complètement inconnues jusqu'ici. Lorsque toutes ces régions auront été cultivées et qu'on s'apercevra d'une insuffisance, alors il sera temps de dire : *caveant consules !*<sup>1</sup>

Dans une note du livre III du *Capital*, paru après la mort de Marx, Engels développe la même idée :

C'est précisément l'accroissement rapide de la mise en culture de ces prairies ou de ces steppes qui, tout récemment, a fait du fameux principe de Malthus : « La population exerce une pression sur les moyens de subsistance » la risée des enfants et a provoqué, en revanche, les lamentations des agrariens, affirmant que l'agriculture et, avec elle, l'Allemagne sont perdues si l'on ne se défend pas, au besoin par la force, contre les moyens de subsistance qui pèsent sur la production. La mise en culture de ces steppes, prai-

nes choses contre Lassalle et les bourgeois des coopératives de consommation ».

1. ENGELS : Lettre à Lange du 29 mars 1865, dans MARX-ENGELS : *Lettres choisies*, pp. 203-204.

ries, pampas, llanos, etc..., n'en est pourtant qu'à ses débuts; un moment viendra donc où elle exercera sur l'agriculture européenne une influence bien plus sensible et capable de tout bouleverser<sup>1</sup>.

L'économie capitaliste ne vise pas à nourrir et à enrichir les hommes, à satisfaire leurs besoins, mais à créer du profit. La production est limitée par le marché. Cette limite reculerait indéfiniment dans des conditions différentes.

On produit trop peu, voilà la cause de toute l'affaire. Mais pourquoi produit-on trop peu ? Non point parce que les limites de la production — même aujourd'hui et avec les moyens présents — sont atteintes. Non, mais parce que les limites de la production sont déterminées non par le nombre des estomacs affamés, mais par celui des *porte-monnaies* qui achètent et sont capables de déboursier. La société bourgeoise ne désire pas et ne peut pas désirer produire davantage. Les estomacs sans argent, la main-d'œuvre que l'on ne saurait employer avec *profit* et qui, par conséquent, n'est pas en état d'acheter, comptent comme morts. Qu'un soudain essor industriel, comme cela arrive fréquemment, permette d'employer cette main-d'œuvre avec profit, elle aura alors de l'argent à dépenser, et les moyens de subsistance n'ont jusqu'ici jamais manqué. Tel est l'interminable cercle vicieux dans lequel se meut tout le système économique<sup>2</sup>.

Quelques mois avant sa mort, dans une de ses dernières lettres, adressée à Danielson, Engels s'étonne que Pierre Strouvé, qui venait de faire paraître en 1894 *Notes critiques sur le développement du capitalisme en Russie*, ait affirmé « que Marx complète la théorie de la population de Malthus, mais ne la rejette pas ». Strouvé n'a-t-il donc pas lu la note que Marx a consacrée à Malthus dans le premier livre du *Capital* ?<sup>3</sup>

De plus, je ne comprends pas que quelqu'un puisse aujourd'hui parler de compléter la théorie de

1. MARX : *Le Capital*, livre III, chap. XXXIX.

2. ENGELS : Lettre à Lange du 29 mars 1865. MARX-ENGELS : *Lettres choisies*, p. 204.

3. MARX : *Le Capital*, livre I, t. III, p. 58.

Malthus concernant la *pression qu'exerce la population sur les moyens de subsistance*, à une époque où le blé coûte à Londres 20 shillings le quarter, soit la moitié du prix moyen de 1848-1870, et où il est généralement reconnu que ce sont *les moyens de subsistance qui font pression sur la population*, laquelle n'est pas assez nombreuse pour les consommer ! Et si en Russie le cultivateur est obligé de vendre le blé qu'il devrait en réalité consommer, il est contraint de le faire non sous la pression de la population, mais sous la pression du collecteur d'impôts, du propriétaire foncier, du koulak, etc... A ma connaissance, c'est au bas prix du blé argentin plus qu'à tout autre facteur qu'incombe la détresse agraire de toute l'Europe, y compris la Russie<sup>1</sup>.

---

1. ENGELS : Lettre à Danielson du 9 janvier 1895.

## II

### LA SURPOPULATION RELATIVE EN REGIME CAPITALISTE

Que les classes dominantes aient accueilli avec empressement la théorie de Malthus, cela se conçoit. Mais l'ascendant exercé par celle-ci au cours de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, l'influence durable d'un libelle primitivement dirigé contre la Révolution française s'expliquent par l'importance et la nature du problème que Malthus prétendait résoudre. La misère et le paupérisme ne cessaient de grandir en Angleterre. Excès de production, excès de population, excès de consommation ! Trois monstres de l'âge nouveau, inauguré par la révolution industrielle, et que Malthus a prétendu dompter...

Engels, dans ses premiers écrits, remarque que Malthus a eu raison en un certain sens, mais en un certain sens seulement. Il a vu la contradiction, il n'a pas su l'expliquer.

Et Malthus, qui pousse plus loin le principe de Smith exposé plus haut, a également raison à sa manière, quand il affirme qu'il y a toujours un excès de population, toujours trop d'hommes sur la terre; il n'a tort que quand il affirme qu'il existe plus d'hommes que n'en pourraient nourrir les moyens d'existence produits<sup>1</sup>.

Les subsistances existent, mais l'argent pour se les procurer fait défaut. Alison, rappelle Engels, démontre la fausseté du principe de Malthus, « mais il ne peut nier les faits qui l'ont conduit à son principe »<sup>2</sup>.

Marx et Engels ont réfuté Malthus de la meilleure des façons :

---

1. ENGELS : *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Œuvres, t. IV, p. 82, Mega.

2. ENGELS : « Esquisse d'une critique de l'économie politique », Œuvres, t. II, p. 398, Mega.

en opposant à sa loi naturelle l'analyse exacte du régime capitaliste.

Ils se sont intéressés davantage à formuler la loi spécifique de population, sous le régime capitaliste, qu'à réfuter en détail la théorie de Malthus.

Marx nie que la loi de population soit la même en tout temps et en tout lieu. Il affirme, au contraire, que chaque époque économique a sa loi de population propre<sup>1</sup>.

Marx et Engels n'ont pas cherché à dégager les lois de population sous le régime féodal et le régime esclavagiste. Ils ont voulu définir la loi de population à leur époque, telle qu'elle découlait du régime capitaliste, de façon à éclairer celui-ci par celle-là et celle-là par celui-ci. Ils ont ainsi réduit à néant la loi éternelle de Malthus.

Dès ses premiers travaux en Angleterre, Engels avait montré que « l'excès de population » provenait du régime économique qui tirait le maximum de chaque ouvrier et condamnait d'autres ouvriers au chômage. Le superflu de population provenait donc de la concurrence entre les ouvriers<sup>2</sup>.

Dans *Le Capital*, Marx donne une étude approfondie de la loi de population en régime capitaliste.

La surpopulation qui le caractérise ne résulte pas d'une insuffisance absolue des subsistances, comme le prétend Malthus, mais des conditions de production et de répartition. Le phénomène de la surpopulation est lié au machinisme et à la plus-value, à l'accumulation du capital.

... En enrôlant sous le capital des couches de la classe ouvrière jusqu'alors inaccessibles, et en mettant en disponibilité les ouvriers déplacés par la machine, elle (la machine) produit une population ouvrière surabondante qui est forcée de se laisser dicter la loi<sup>3</sup>.

La plus-value que prélève le capitaliste sur le travailleur per-

1. MARX : *Le Capital*, livre I, t. I, p. 28.

2. ENGELS : *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Œuvres, t. IV, pp. 82-83, Mega.

3. MARX : *Le Capital*, livre I, t. II, p. 90. Marx ajoute en note : « Sismondi et Ricardo ont le mérite d'avoir compris que la machine est un moyen de produire non seulement des marchandises, mais encore la surpopulation. »

met au capital de s'accroître sans cesse. Ce capital se divise en deux parts : le capital variable, destiné à acheter de la force de travail pour en tirer de la plus-value et se reproduire avec une adjonction nouvelle; le capital constant, employé à l'achat des moyens de production et dont la valeur ne se modifie pas au cours du processus de production.

Pendant le processus d'accumulation du capital, la masse du capital constant, investi sans cesse dans de nouvelles machines et constructions, augmente de plus en plus par rapport au capital variable, bien que celui-ci s'élève, lui aussi, en valeur absolue. Le processus d'accumulation du capital aboutit donc à une diminution relative de la demande de travail et, par conséquent, à une surpopulation relative qui ne résulte pas d'un accroissement excessif de la classe ouvrière, mais d'un accroissement du capital.

Pour Adam Smith, le prix nécessaire des marchandises se compose du salaire, du profit et de la rente foncière, en d'autres termes, du salaire et de la plus-value. Ainsi que l'écrit son disciple John Stuart Mill, le capital, à la longue, se résoudrait entièrement en salaires. Dogme que Marx qualifie de « fabuleux »<sup>1</sup>.

La demande de travail absolue qu'occasionne un capital est en raison non de sa grandeur absolue, mais de celle de sa partie variable, qui seule s'échange contre la force ouvrière. La demande de travail relative qu'occasionne un capital, c'est-à-dire la proportion entre sa propre grandeur et la quantité de travail qu'il absorbe, est déterminée par la grandeur proportionnelle de sa fraction variable... L'accumulation qui fait grossir le capital social réduit simultanément la grandeur proportionnelle de sa partie variable et diminue ainsi la demande de travail relative<sup>2</sup>.

L'accumulation et la concentration du capital s'accompagnent d'une diminution relative du capital variable : elles entraînent donc, même si la demande de travail s'accroît d'une façon absolue, une baisse proportionnelle constante de cette demande.

Autrement dit, avec les progrès de l'industrie et de la technique, le capital augmente toujours davantage sous forme de matières premières et de machines, par rapport au capital employé pour les salaires. La machine remplace et élimine l'ouvrier.

1. MARX : *Le Capital*, livre I, t. III, p. 31.

2. *Ibidem*, livre I, t. III, p. 70.

### *L'armée industrielle de réserve.*

Créée par les contradictions de la grande industrie, une armée industrielle de réserve apparaît et se développe. Les effectifs de cette partie inoccupée de la classe ouvrière varient, selon la demande de travail, la marche de l'industrie, son rythme saccadé, « ce mouvement alternatif d'expansion et de contraction »<sup>1</sup> qui se traduit par des périodes de prospérité et de crises cycliques.

L'armée de réserve, composée de chômeurs, grossit sans cesse. L'allongement de la journée de travail, les heures supplémentaires, l'exploitation accrue imposée aux uns réduit les autres à l'inactivité et les prive de leur gagne-pain. Le remplacement des hommes devant les machines par les femmes et même les enfants, l'afflux des travailleurs épuisés que le patron licencie, le désœuvrement de ceux qui ne trouvent à s'employer que d'une façon irrégulière, tout contribue à l'augmentation de cette masse flottante et famélique, dont le capital ne saurait se passer.

Elle fournit en effet aux patrons une main-d'œuvre constamment disponible pour les périodes d'extension et de prospérité. Par sa situation misérable et ses exigences réduites, elle exerce une pression permanente sur les salaires. L'armée active, qui sent peser sur elle la menace de cette armée de réserve, se pliera plus docilement aux injonctions du capital et devra accepter ses exigences.

Malthus lui-même, bien que de son point de vue borné il explique la surpopulation par un excédent réel de bras et de bouches, reconnaît néanmoins en elle une des nécessités de l'industrie moderne<sup>2</sup>.

Marx rappelle ces paroles pleines d'une sollicitude paternelle, qu'un fabricant modèle de Manchester adressait aux chômeurs :

Nous, fabricants, nous faisons tout notre possible pour vous; c'est à vous de faire le reste, en proportionnant votre nombre à la quantité des moyens de subsistance<sup>3</sup>.

Les ouvriers créent un excédent de capital et le capital les

1. MARX : *Le Capital*, livre I, t. III, p. 77.

2. *Ibidem*, livre I, t. III, p. 78.

3. *Ibidem*, livre I, t. III, p. 78.

ouvriers excédentaires. L'accumulation du capital augmente la demande de bras, mais elle augmente en même temps l'offre puisqu'elle crée sans cesse des chômeurs.

### *La loi de population.*

Au début du capitalisme, les progrès techniques étaient lents et les changements dans la composition du capital social se faisaient à peine sentir. L'extension du marché et du commerce, les nouvelles ressources des colonies, les inventions techniques, la multiplication des besoins et des moyens de les satisfaire, la création de nouvelles branches d'industrie, l'accumulation croissante du capital augmentaient la demande de travail. Le régime de la grande industrie entraînait une décroissance proportionnelle du capital variable et une diminution correspondante dans la demande de travail, permettait au capitaliste de se passer d'une partie plus ou moins considérable de ses ouvriers, entraînait et impliquait un un superflu de population.

En produisant l'accumulation du capital, et à mesure qu'elle y réussit, la classe salariée produit donc elle-même les instruments de sa mise à la retraite ou de sa métamorphose en surpopulation relative. Voilà la *loi de population* qui distingue l'époque capitaliste et correspond à son mode de production particulier. En effet, chacun des modes historiques de la production sociale a aussi sa loi de population propre, loi qui ne s'applique qu'à lui, qui passe avec lui et n'a par conséquent qu'une valeur historique. Une loi de population abstraite et immuable n'existe que pour la plante et l'animal, et encore seulement tant qu'ils ne subissent pas l'influence de l'homme<sup>1</sup>.

La surpopulation n'existe donc que par rapport aux besoins de l'exploitation capitaliste. Elle apparaît alors même qu'il existe assez de subsistances pour tout le monde, et non seulement si la population croît, mais aussi au sein d'une population stationnaire ou qui régresse. Elle s'enfle ou se resserre d'une manière subite, selon les besoins du capitalisme.

Il n'y a donc pas, comme le prétend Malthus, pression de la

1. MARX : *Le Capital*, livre I, t. III, p. 74.

population sur les moyens de subsistance, mais pression de la main-d'œuvre sur le marché du travail. Les hommes ont faim, non parce que les denrées manquent, mais parce qu'ils manquent d'argent pour en acheter.

Marx distingue trois formes de surpopulation.

Dans les centres de l'industrie moderne — manufactures, usines, mines — le nombre des ouvriers augmente, mais « il diminue proportionnellement à l'échelle de la production »<sup>1</sup>. D'où une surpopulation flottante.

Dans les campagnes où, avec la pénétration du capitalisme et l'emploi des machines, la demande de travail diminue de façon absolue, il existe une surpopulation latente. Cette partie de la population rurale n'attend que les circonstances favorables pour émigrer dans les villes et fournir de la main-d'œuvre à n'importe quelle entreprise.

Enfin, la surpopulation stagnante englobe les couches dont les occupations sont d'une irrégularité extrême, tels les travailleurs à domicile.

Marx observe que dans l'ensemble de ces catégories qui constituent l'armée de réserve le chiffre des naissances et des décès est très élevé. Il rappelle la remarque de l'abbé Galiani :

Dieu fait que les hommes qui exercent des métiers de première utilité naissent abondamment<sup>2</sup>.

Il cite, en l'approuvant, l'opinion de l'économiste anglais Laing :

La misère, poussée même au point où elle entraîne la famine et les épidémies, tend à augmenter la population au lieu de l'arrêter... Si tout le monde se trouvait dans un état d'aisance, le monde serait bientôt dépeuplé<sup>3</sup>.

Observation qui contredit radicalement Malthus.

« Le dernier résidu de la surpopulation relative habite l'enfer du paupérisme », écrit Marx. Ouvriers encore capables de travailler, enfants des pauvres assistés et orphelins, ouvriers qui, par suite des progrès de l'industrie, ont perdu leur métier, vieux, malades, infirmes, veuves, toute une foule d'affamés en guenilles

1. MARX : *Le Capital*, livre I, t. III, p. 83.

2. GALIANI : *De la monnaie*, p. 78, Milan, 1801.

3. LAING : *La Détresse nationale, ses causes et ses remèdes*, p. 69, Londres, 1844, dans *Le Capital*, livre I, t. III, p. 86.

croupit dans les bas-fonds sociaux. Leur existence est une des conditions d'existence de la richesse capitaliste.

Plus le capital grandit, entraînant un accroissement de la classe ouvrière et de son armée active du travail, plus l'armée de réserve grandit elle aussi, entraînant un accroissement du paupérisme.

La loi, qui toujours équilibre le progrès de l'accumulation et celui de la surpopulation relative, rive le travailleur au capital plus solidement que les coins de Vulcain ne rivaient Prométhée à son rocher. C'est cette loi qui établit une corrélation fatale entre l'accumulation du capital et l'accumulation de la misère, de telle sorte qu'accumulation de richesse à un pôle c'est égale accumulation de pauvreté, de souffrance, d'ignorance, d'abrutissement, de dégradation morale, d'esclavage, au pôle opposé, du côté de la classe qui produit le capital même<sup>1</sup>.

La loi de surpopulation relative sous le régime capitaliste est étroitement liée à la paupérisation des masses. Les faits ont démontré la justesse des analyses de Marx. Le chômage technologique constitue un phénomène qu'aucun économiste ne nie plus. L'apparition, au *xx*<sup>e</sup> siècle, d'aristocraties ouvrières, grâce à une exploitation accrue des pays coloniaux et semi-coloniaux par les bourgeoisies impérialistes, ne fait que confirmer et illustrer un processus de paupérisation étendu désormais à tout l'univers contrôlé par le capitalisme.

1. MARX : *Le Capital*, livre I, t. III, p. 88.

### III

## CONSIDERATIONS CRITIQUES SUR DARWIN, KAUTSKY ET LASSALLE

Marx avait lu l'*Origine des espèces* quelques mois après sa publication. Aussitôt, il en reconnaît l'importance et y découvre, comme il l'écrit à Engels, « la base de nos conceptions en histoire naturelle ». Dans une lettre adressée à Lassalle, il porte ce jugement sur le livre de Darwin :

L'ouvrage de Darwin est très important et j'y vois un fondement fourni par les sciences naturelles à l'histoire de la lutte des classes. Evidemment, il faut supporter la manière crue du développement, habituelle aux Anglais. Malgré tout ce que l'ouvrage présente de défectueux, non seulement le coup mortel à la « téléologie » dans les sciences naturelles est donné ici pour la première fois, mais encore leur signification rationnelle est empiriquement expliquée <sup>1</sup>.

Dès la première lecture, Marx aperçoit le côté révolutionnaire des conceptions de Darwin. Selon Darwin, le monde vivant provient d'une évolution qui s'est faite par des moyens matériels : l'homme, qui en est issu, a, lui aussi, une origine matérielle. Bien que l'expression « lutte pour la vie » semble impliquer une finalité et un but, Darwin rejette l'intervention d'une « puissance créatrice » dans le cours de l'évolution <sup>2</sup>, il oppose la sélection naturelle à la finalité. Il croit à une action du milieu sur l'être vivant et, les variations une fois produites, à la sélection naturelle.

---

1. MARX-ENGELS : *Lettres choisies*, p. 150, Berlin 1953. Lettre de Marx à Lassalle du 16 janvier 1861.

2. DARWIN : *Vie et correspondance*, t. I, p. 696. Lettre de Darwin à Lyell, du 20 octobre 1859.

Lamarck avait le premier osé rompre avec le dogmatisme qui régnait en biologie. Il avait souligné l'influence exercée par le milieu sur les modifications de l'organisme et attribué à cette influence l'apparition de nouvelles espèces. Là où Darwin dira sélection, il dit déjà transformation. Le fixisme n'est pour lui qu'une conception métaphysique de l'espèce. Il découvre dans la société humaine un processus d'histoire naturelle. Darwin lui reproche injustement d'avoir considéré l'adaptation comme une harmonie préétablie : Lamarck n'est pas tombé dans le finalisme de l'organe fait pour la fonction ou de la fonction faite pour l'organe. Disciple des philosophes français du XVIII<sup>e</sup> siècle et précurseur de la biologie moderne, il n'a pas adopté les conclusions fatalistes de Malthus sur la multiplication des hommes :

Jamais, je ne crains pas de le dire, la terre ne sera couverte de la population qu'elle pourrait nourrir<sup>1</sup>.

Mais il appartenait à Darwin d'en finir avec le fixisme. Dans son étude sur Ludwig Feuerbach, Engels énumère les trois grandes découvertes qui ont bouleversé les sciences naturelles et sonné le glas de la vieille métaphysique : la cellule, la transformation de l'énergie, l'évolution naturelle.

La démonstration d'ensemble faite pour la première fois par Darwin, selon laquelle tous les produits de la nature qui nous environnent actuellement, y compris les hommes, sont le produit d'un long processus de développement d'un petit nombre de germes unicellulaires à l'origine, et que ces derniers sont, à leur tour, issus d'un protoplasme ou d'un corps albuminoïdal constitué par voie chimique<sup>2</sup>.

Le darwinisme représentait un immense apport positif dans la lutte entre les vieilles et les nouvelles conceptions. Pourtant, un de ses aspects a été vivement critiqué par Marx et par Engels. Darwin pensait que la loi de la lutte pour la vie qui régit la nature était l'application de la loi de Malthus au monde animal et végétal. Il ne voyait pas, néanmoins, dans cette lutte un effet de la conscience et de la volonté, il ne l'assimilait pas à la concurrence dans la société capitaliste.

1. LAMARCK : *Philosophie zoologique*, 1<sup>re</sup> partie, chap. IV.

2. ENGELS : *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*, p. 43, Editions sociales, Paris, 1947.

Darwin, que je relis, m'amuse quand il dit qu'il applique la théorie « malthusienne » également aux plantes et aux animaux, comme si chez Monsieur Malthus la plaisanterie ne consistait pas en ce qu'elle n'est pas appliquée aux plantes et aux animaux, mais seulement aux hommes — avec une progression géométrique — contrairement aux plantes et aux animaux. Il est remarquable que Darwin reconnaisse chez les bêtes et les animaux sa société anglaise avec la division en travail, la concurrence, l'ouverture de nouveaux marchés, les « inventions » et la « lutte pour la vie » de Malthus. C'est le *bellum omnium contra omnes*, et cela rappelle la *Phénoménologie* de Hegel, où la société bourgeoise figure comme « règne animal spirituel », alors que chez Darwin le règne animal figure comme société bourgeoise<sup>1</sup>.

Le philosophe allemand Friedrich Albert Lange, disciple de Kant, dans son *Histoire du matérialisme* (1866), rejette le matérialisme comme conception du monde s'il en reconnaît la portée comme méthode. Quand il écrit son livre sur la question ouvrière, il s'affirme partisan de Malthus. Toute l'histoire lui semble subordonnée à une seule grande loi de la nature, la lutte pour la vie, qui s'exprime par la théorie de Malthus sur la population. Dans sa lettre du 29 mars 1865, Engels rétorque à Lange :

Moi aussi j'ai remarqué, à la première lecture de Darwin, la similitude frappante entre sa peinture de la vie des plantes et des animaux et la théorie de Malthus. Mais je suis arrivé à une autre conclusion que la vôtre, à savoir que la plus grande honte pour la société bourgeoise moderne est de ne s'être pas haussée dans son développement au-dessus des formes économiques du monde animal<sup>2</sup>.

Quelques années plus tard, Lange ayant publié une deuxième édition de son livre, Marx le raille

de convertir chaque lutte concrète dans la phrase : « lutte pour la vie », et cette phrase elle-même, dans

1. MARX-ENGELS : *Lettres choisies*, p. 135. Lettre de Marx à Engels du 18 juin 1862.

2. MARX-ENGELS : *Lettres choisies*, pp. 202-203. Lettre d'Engels à Lange du 29 mars 1865.

la fantaisie malthusienne sur la population. Reconnaissons que c'est là une méthode très pénétrante — pour les ignorants et les paresseux d'esprit, rengorgés, pleins d'eux-mêmes et qui prennent des airs savants<sup>1</sup>.

Pourtant, lorsque Dühring reprochera à Darwin d'appliquer aux sciences naturelles la théorie démographique de Malthus, lorsqu'il déclarera que le darwinisme est une exaltation de la brute, Engels niera que les idées de Darwin soient entachées des défauts propres aux vues cléricales de Malthus.

Si grosse que soit la bévue que Darwin a commise en acceptant dans sa naïveté la théorie de Malthus sans y regarder de plus près, chacun voit pourtant au premier coup d'œil qu'on n'a pas besoin des lunettes de Malthus pour apercevoir dans la nature la lutte pour l'existence — la contradiction entre la quantité innombrable de germes que la nature produit avec prodigalité et le nombre infime de ceux qui peuvent en gros parvenir à maturité; contradiction qui, en fait, se résout pour la plus grande part dans une lutte pour l'existence, parfois extrêmement cruelle. Et de même que la loi du salaire a gardé sa valeur bien longtemps après la chute dans l'oubli des arguments malthusiens sur lesquels Ricardo la fondait, de même la lutte pour l'existence peut avoir lieu dans la nature, même sans la moindre interprétation malthusienne. D'ailleurs, les organismes de la nature ont aussi leurs lois de population, qui ne sont pour ainsi dire pas étudiées, mais dont la constatation sera d'une importance décisive pour la théorie de l'évolution des espèces. Et qui a donné encore l'impulsion décisive dans ce sens ? Personne d'autre que Darwin<sup>2</sup>.

Engels réfute les diverses critiques formulées par Dühring contre Darwin qui aurait « produit ses transformations et ses différenciations à partir du néant », avec la « sagesse de l'éleveur ». L'accusation de finalisme contre Darwin, Engels la retourne contre Dühring. Enfin, ce dernier allègue que, d'après

1. MARX-ENGELS : *Lettres choisies*, p. 276. Lettre de Marx à Kugelmann, du 27 juin 1870.

2. ENGELS : *Anti-Dühring*, pp. 101-102, Editions sociales, Paris, 1950.

Darwin, le monde organique tout entier descend d'un être primitif : assertion fausse.

Point n'est besoin de remonter à Malthus : la vérité de Darwin se vérifie dans les faits, dans le spectacle de la nature.

Le *nom* : lutte pour l'existence, peut d'ailleurs volontiers être abandonné au courroux ultra-moral de M. Dühring. Que la *chose* existe aussi parmi les plantes, chaque prairie, chaque champ de blé, chaque forêt peut le lui prouver<sup>1</sup>.

Sans doute, le dernier mot n'a pas été dit par Darwin dans ce domaine :

La théorie de l'évolution elle-même est encore très jeune et on ne saurait donc douter que la recherche future ne doive modifier très sensiblement les idées actuelles, voire les idées strictement darwiniennes, sur le processus de l'évolution des espèces<sup>2</sup>.

Dans les notes écrites en 1875 et qui figurent à la fin de *Dialectique de la nature*, Engels s'élève une fois encore contre une application mécanique et schématique de « cette formule indigente et exclusive : la lutte pour la vie », qui ne saurait expliquer la richesse et la complexité du développement historique. Des disciples de Darwin ont prétendu étendre à la société humaine cette vérité de la nature, et en faire une loi éternelle pour l'homme. Engels souligne à quel point l'homme diffère de l'animal. Vraie dans l'ordre naturel, la lutte pour la vie est impuissante à expliquer le développement de la société humaine.

Acceptons pour un moment la formule : lutte pour la vie, pour le plaisir de la discussion. L'animal parvient tout au plus jusqu'à la *cueillette*, l'homme *produit*; il crée des moyens d'existence, au sens large du mot, moyens que sans lui la nature n'aurait pas produits. Cela rend déjà impossible tout transfert pur et simple des lois vitales des sociétés animales aux sociétés humaines. Grâce à la production, la prétendue lutte pour la vie ne se limite bientôt plus aux purs moyens d'existence, mais s'étend aux moyens de jouissance et de développement. Dès lors, — avec la production sociale des moyens de développement, — les

1. ENGELS : *Anti-Dühring*, pp. 102-103.

2. *Ibidem*, p. 107.

catégories tirées du règne animal deviennent tout à fait inapplicables. Enfin, sous le règne du mode de production capitaliste, la production atteint un niveau tel que la société ne peut plus consommer les moyens d'existence, de jouissance et de développement produits, parce que l'accès à ces moyens est interdit artificiellement et par la violence à la grande masse des producteurs; en conséquence, tous les dix ans une crise rétablit l'équilibre en anéantissant non seulement les moyens d'existence, de jouissance et de développement produits, mais aussi une grande partie des forces productives elles-mêmes, — et la prétendue lutte pour la vie prend une forme *telle* qu'apparaît la nécessité de *protéger* les produits et les forces productives créés par la société bourgeoise capitaliste contre l'effet destructeur et dévastateur de ce régime capitaliste lui-même, en retirant à la classe capitaliste dominante la direction de la production et de la répartition sociale dont elle est devenue incapable pour la remettre à la masse des producteurs, — et c'est la révolution socialiste.

A elle seule, la conception de l'histoire comme une suite de luttes de classes est plus riche et plus profonde que sa simple réduction à des phases à peine différenciées de la lutte pour la vie<sup>1</sup>.

Non seulement il est absurde d'étendre à la société humaine les lois du système animal et végétal, mais encore il existe une multitude de cas où la transformation des espèces s'effectue sans surpopulation, « sans aucun malthusianisme ». Les limites du malthusianisme, même dans son domaine propre, la nature, se rétrécissent donc singulièrement.

*Lutte pour l'existence.* Avant tout, il est nécessaire de la limiter strictement aux luttes provoquées par la *surpopulation* dans le monde végétal et animal, luttes qui se produisent effectivement à certains stades dans le règne végétal et aux stades inférieurs dans le règne animal. Mais il est nécessaire d'en séparer rigoureusement les conditions dans lesquelles les espèces se transforment, — des espèces anciennes s'éteignant

1. ENGELS : *Dialectique de la nature*, pp. 317-318. Editions sociales, Paris, 1952.

et de nouvelles espèces, plus développées, les remplacent, — sans la présence de cette surpopulation : par exemple, lors de la migration d'animaux et de plantes dans des contrées nouvelles de climat, de sol, etc... provoquent le changement. Si là les individus qui s'adaptent, survivent et, grâce à une adaptation sans cesse croissante, se développent pour former une espèce nouvelle, tandis que les autres individus, plus stables, périssent et finalement s'éteignent en même temps que les formes intermédiaires imparfaites, cela peut se produire — et en fait cela se produit — sans aucun malthusianisme; et si jamais celui-ci devait jouer quelque rôle, il ne change rien au processus, il peut tout au plus l'accélérer. De même, lors du changement progressif des conditions géographiques, climatiques, etc... dans un territoire donné (assèchement de l'Asie centrale, par exemple). Il est indifférent que la population animale ou végétale soit à l'étroit ou non, le processus de développement des organismes par les changements géographiques, climatiques ou autres se fait dans un cas comme dans l'autre. — Il en va de même dans la sélection naturelle, où le malthusianisme ne joue pas non plus le moindre rôle<sup>1</sup>.

En automne 1875, Lavrov, théoricien du populisme révolutionnaire, qui invitait les intellectuels à « aller au peuple », avait adressé à Engels son article : « Le socialisme et la lutte pour la vie », paru dans la revue *Vpériod (En avant)*. Engels lui répondit qu'il acceptait du darwinisme la théorie de l'évolution, mais considérait la méthode de Darwin (lutte pour la vie, sélection naturelle) « seulement comme l'expression première, provisoire, imparfaite d'une réalité nouvellement découverte ». Avant Darwin, des matérialistes vulgaires comme Vogt, Büchner, Moleschott ne parlaient que de coopération harmonieuse dans la nature organique : maintenant ils n'ont que le mot lutte à la bouche. Même dans le domaine de la nature, la formule : lutte pour la vie « ne doit être acceptée que *cum grano salis* ».

Toute la théorie darwinienne de la lutte pour l'existence est simplement le transfert de la société à la nature vivante, de la théorie de Hobbes sur la guerre

1. ENGELS : *Dialectique de la nature*, p. 316, Editions sociales, Paris, 1952.

de tous contre tous et de la théorie économique bourgeoise de la concurrence ainsi que de la théorie de la population de Malthus. Une fois réalisé ce tour de force (dont je conteste la légitimité absolue, notamment en ce qui concerne la théorie de Malthus), on reporte de nouveau ces théories de la nature organique à l'histoire et l'on déclare qu'on a prouvé par là leur validité en tant que lois éternelles de la société humaine. Le côté enfantin de cette façon de procéder saute aux yeux, il est inutile de s'étendre davantage là-dessus. Si je voulais m'y arrêter davantage, je les caractériserais d'abord comme de mauvais économistes, ensuite comme de mauvais naturalistes et philosophes<sup>1</sup>.

Engels termine en objectant à Lavrov que, contrairement à son point de vue, la phase primitive de l'humanité n'est pas caractérisée par la lutte de tous contre tous, comme le croit Lavrov, mais par le besoin de vivre en société, ce qui a été un des principaux facteurs de développement.

Telles sont les critiques et les réserves que Marx et Engels ont formulées à l'égard de Darwin. Saluant ses mérites, ils déclarent que ses découvertes marquent une étape nouvelle dans la science, ils les rattachent à la nouvelle conception du monde qu'ils apportent eux-mêmes. Le darwinisme ne signifie-t-il pas que l'homme peut modifier les conditions de son existence et les rendre également favorables pour tous ?

En même temps, Marx et Engels dénoncent les lacunes, les faiblesses, les erreurs de Darwin. Ils combattent l'intronisation de Malthus, à travers Darwin, dans le mouvement socialiste<sup>2</sup>.

---

1. MARX-ENGELS : *Lettres choisies*, p. 357. Lettre d'Engels à Lavrov des 12-17 novembre 1875. Ce passage de la lettre d'Engels à Lavrov, de même que les deux alinéas suivants, reproduisent presque textuellement la page de *Dialectique de la nature* qui commence par les mots : *Struggle for life*. Les deux alinéas suivants figurent ci-dessus, pp. 273-274.

2. Au congrès des naturalistes de Munich, en septembre 1877, Virchow déclara que le darwinisme était « apparenté à la doctrine qui avait fait tant de mal dans un pays voisin » (allusion à la Commune de 1871). Haeckel rétorqua que le darwinisme et le socialisme « s'accordaient comme l'eau et le feu ». Darwin lui-même, dans une lettre du 26 décembre 1879, nie tout rapport entre le socialisme et l'évolution par la sélection naturelle. Dans son excellent ouvrage sur Darwin, Marcel Prenant écrit : « Darwin a pensé en révolutionnaire jusqu'aux limites que pouvait alors accepter et même désirer sa classe. Puis, abandonnant la recherche, il a répété platement les phrases de la morale officielle bourgeoise. Pour aller jusqu'aux réalités de

### Les erreurs de Kautsky.

Dans sa jeunesse, Kautsky s'est proposé « d'unir le darwinisme et le socialisme »<sup>1</sup>. Le matérialisme historique ne le contentait pas. Darwiniste fervent, il découvre ce qu'il cherche dans le livre de Lange.

Je lui accordai qu'il manquait au socialisme une théorie de la population et qu'il ne possédait aucune théorie propre qui pût être opposée au malthusianisme. Le malthusianisme, fondement du darwinisme, m'apparaissait comme une vérité irréfutable, et le mépris dans lequel il était tenu par la théorie socialiste me semblait une grosse faute. Je cherchais à combler cette lacune dans notre théorie et à m'expliquer avec le malthusianisme. Je le rejetais en tant que théorie économique : s'il m'avait convaincu, je n'aurais pas été socialiste. Mais en tant que darwinien, je reconnaissais la tendance à la surpopulation dans la nature organique<sup>2</sup>.

En 1880 paraît à Vienne le livre de Kautsky : *Influence de l'accroissement de la population sur le progrès de la société*.

Kautsky déclare n'être pas d'accord avec Malthus, mais il subit son influence. Il se réclame de Lange, pour qui

la loi de population constitue l'un de ces rares sujets à propos desquels il ne peut exister des opinions différentes, mais des degrés divers dans le point de vue.

Comme Lange, Kautsky croit que « la loi de population est la condition préliminaire inéluctable de toute discussion fructueuse de la question sociale ».

La prostitution, le célibat, les maladies, la pauvreté, la guerre, l'assassinat, l'indicible misère qui, sous n'importe quel nom, sévissent aujourd'hui parmi

---

la lutte des classes et du matérialisme historique, il fallait Marx et le prolétariat. Mais qu'aurait pu faire le grand Darwin si, accueillant les avances de Marx, il avait lu *Le Capital* avec la même attention que Malthus ? » (PRENANT : *Darwin*, p. 179, Editions Hier et Aujourd'hui.)

1. KAUTSKY : *L'Accroissement et le développement dans la nature et la société*, p. V, Stuttgart, 1910.

2. *Ibidem*, p. VI.

les hommes, sont-ils donc inévitables ? Ils le sont, si l'on ne reconnaît pas dans toute son horreur la loi qui régit la population <sup>1</sup>.

Quoiqu'il reconnaisse que la crainte de la surpopulation caractérise les époques de décadence (déclin de Rome, fin du moyen âge), Kautsky croit inévitable le danger de surpopulation. Il pense que de meilleures conditions de vie inciteront le peuple à procréer en masse des enfants. Pour obvier aux résultats funestes d'une jouissance sexuelle dérégulée, Kautsky demande à la société socialiste de commencer par limiter la population en recourant aux procédés anticonceptionnels.

La surpopulation n'était pas seulement pour Marx un problème inactuel — à chaque époque, « l'humanité, avait-il écrit, ne se pose que les problèmes qu'elle peut résoudre » <sup>2</sup> — mais un faux problème. Marx observe, dans *Le Capital*, au sujet de la population ouvrière :

Non seulement le chiffre des naissances et des décès y est très élevé, mais les diverses catégories de cette surpopulation à l'état stagnant s'accroissent actuellement en raison inverse du montant des salaires qui leur échoient et, par conséquent, des subsistances sur lesquelles elles végètent <sup>3</sup>.

On peut en conclure, *a contrario*, que Marx ne croyait absolument pas à un danger quelconque de surpopulation au sein d'une société d'où l'exploitation et sa conséquence directe, la misère, seront bannies.

Dans une lettre adressée à Kautsky après lecture de son livre, Engels tourne en dérision les exigences de certains socialistes de la chaire qui demandent aux socialistes prolétariens d'indiquer comment ils résoudreont le problème de la surpopulation et comment ils écarteront le danger d'un effondrement du nouvel ordre social, dû à une pression démographique accrue.

Bien plus, je ne considère pas du tout la question comme étant brûlante à une époque où la produc-

1. KAUTSKY : *Influence de l'accroissement de la population sur le progrès de la société*.

2. MARX : *Contribution à la critique de l'économie politique*. Préface ; voir K. MARX-F. ENGELS, *Etudes philosophiques*, p. 73, Editions sociales, Paris, 1951.

3. MARX : *Le Capital*, livre I, t. III, pp. 85-86.

tion massive de l'Amérique et la culture sur une *vraiment* grande échelle, qui commence seulement, menacent littéralement de nous submerger sous le poids des moyens de subsistance produits; à l'approche d'une révolution qui doit avoir comme conséquence, entre autres, que *la terre sera maintenant peuplée* — ce que vous dites là-dessus pp. 169-170 est trop superficiel sur ce point — et qui *exigera certainement* en Europe un vaste accroissement de population<sup>1</sup>.

Engels déclare que la table d'Euler appliquée à la population offre exactement la même valeur que le calcul du kreutzer placé à intérêts composés la première année de notre ère et qui, doublant tous les treize ans, représenterait aujourd'hui un bloc d'argent plus gros que la terre.

Même en Amérique, où les conditions sont extrêmement favorables à l'accroissement de la population et où se déverse un flot ininterrompu d'émigrants, la population double en plus de trente ans, ce qui n'effraie pas Engels.

Il existe, naturellement, en théorie, la possibilité que le chiffre de la population grandisse au point qu'il faille limiter son développement. Mais si, à une certaine étape, la société communiste se trouve dans l'obligation de régler cette production d'êtres humains, de la même façon dont elle aura eu à régler la production des marchandises, ce sera précisément cette société, et cette société seulement, qui pourra trouver une solution sans difficulté. Il ne me semble pas qu'il y aurait dans une pareille société une difficulté quelconque d'obtenir par planification un résultat auquel on est arrivé spontanément, sans planification, en France et en Basse-Autriche. En tout cas, c'est au peuple lui-même, dans la société communiste, de décider si, quand et comment cela doit être fait, et quels moyens il faut employer pour cela. Je ne me sens pas appelé à lui faire des propositions ou à lui donner des avis en la matière. Ces gens, en tous les cas, seront sûrement non moins intelligents que nous<sup>2</sup>.

1. *Correspondance entre Engels et Kautsky*, lettre d'Engels à Kautsky du 1<sup>er</sup> février 1881, p. 27, Prague 1935.

2. *Ibidem*, pp. 27-28.

Quelques mois après la publication de son livre, Kautsky se rapprochait de Marx et d'Engels, fondait, en 1882, la *Neue Zeit*, revue marxiste. Il publiait un article sur la concurrence des denrées venues d'outre-mer, ce qui lui valait une lettre ironique d'Engels : les néo-malthusiens, écrivait ce dernier en se rappelant le livre de Kautsky, demandent qu'on limite les naissances, et voilà qu'ils se mettent eux-mêmes à prouver qu'il n'y a pas assez de population pour consommer les denrées produites en Europe et le surplus de la production américaine !<sup>1</sup>

Sous l'influence d'Engels, Kautsky s'éloigna du malthusianisme. Mais, en 1910, il fit paraître *L'Accroissement et le développement dans la nature et la société*, où il déclarait revenir à ses « premières amours de jeunesse », à savoir la question de la population. Il définissait ainsi son attitude à l'égard du malthusianisme :

J'ai bientôt dépassé ce stade naïf. Cependant, malgré toutes les différences entre mon premier ouvrage et celui-ci, tous deux se ressemblent en ce que le dernier comme celui d'il y a trente ans s'efforcent de combler une lacune que Marx et Engels ont laissée<sup>2</sup>.

La lacune laissée par Marx et Engels consiste, aux yeux de Kautsky, dans leur refus d'échafauder une théorie de la population pour une société socialiste et de « formuler des recettes pour les marmites de l'avenir »<sup>3</sup>. En véritables savants, Marx et Engels se sont attachés à expliquer les phénomènes économiques qu'ils pouvaient observer et la loi de population sous le régime capitaliste.

Dans son deuxième ouvrage, Kautsky comble de façon singulière la « lacune laissée par Marx et Engels ». Certes, il jette par-dessus bord la théorie de Malthus qui proclame la fatalité d'une surpopulation si des facteurs répressifs et préventifs ne s'y opposent pas. Mais il la remplace, à grand renfort d'arguments plus ou moins probants, par la théorie mystique d'« une certaine tendance dans la nature à un état d'équilibre entre les forces de conservation et de destruction ». A l'exemple de Malthus, il applique cette loi de la nature à la société humaine, tout en

1. *Correspondance entre Engels et Kautsky*, lettre d'Engels à Kautsky du 10 février 1883, p. 78.

2. KAUTSKY : *L'Accroissement et le développement dans la nature et la société*, p. VIII.

3. MARX : *Le Capital*, postface de la deuxième édition allemande, t. I, p. 26.

reconnaissant que, grâce à sa technique, l'homme déränge l'équilibre et parvient à étendre son espace alimentaire au-delà de ce que lui offre la nature. Influencé par des considérations biologiques qu'il introduit dans ses conceptions sociales, Kautsky préconise une « hygiène des races » qui, sous couvert d'eugénisme, ouvre la voie à de dangereuses sélections.

### *Lassalle et la loi d'airain des salaires.*

Malthus avait déclaré que les salaires ne se maintiennent jamais beaucoup au-dessus du taux que la nature et l'habitude exigent pour l'entretien des ouvriers. C'est aussi le point de vue de Ricardo. Le salaire nominal peut augmenter avec la hausse du prix du blé, mais le salaire réel, calculé en nature, demeure stationnaire. Bien plus, ce salaire réel baisse quand la hausse du salaire nominal, provoquée par la hausse des produits, se révèle insuffisante. Mais en fin de compte, affirme Ricardo, l'adaptation du salaire réel aux prix se réalise, — avec un certain décalage qui profite au capitaliste. En effet, l'aggravation de la situation de la classe ouvrière augmente la mortalité parmi la population laborieuse et diminue l'offre de la main-d'œuvre. Ricardo met fin une fois pour toutes aux illusions de ceux qui croient que dans la société capitaliste les ouvriers peuvent améliorer leur situation.

La classe ouvrière ne maintiendra son niveau de vie qu'en limitant le nombre de ses enfants : voilà la conclusion malthusienne à laquelle aboutit Ricardo.

C'est une vérité incontestable que l'aisance et le bien-être des pauvres ne sauraient être assurés à moins qu'ils ne cherchent eux-mêmes ou que la législation ne les conduise à diminuer la fréquence des mariages entre individus jeunes et imprévoyants <sup>1</sup>.

L'industrie a besoin d'un certain nombre d'ouvriers. Le salaire le plus bas doit permettre à un homme de subsister : c'est « le prix naturel du travail ». Mais quand la population laborieuse dépasse les besoins de l'industrie, les salaires tombent au-dessous de ce minimum vital.

Les salaires s'alignent sur le niveau d'existence le plus bas. Malthus et Ricardo y voyaient une loi naturelle : Lassalle y aperçoit la résultante du régime capitaliste et substitue cette

1. RICARDO : *Principes d'économie politique*, t. I, p. 81.

« loi d'airain des salaires » à l'analyse marxiste de la valeur et de la plus-value.

Marx et Engels considéraient le lassallisme comme un obstacle majeur à la pénétration du socialisme scientifique dans le mouvement ouvrier allemand. Mais quand Bismarck accentua son offensive contre le prolétariat, l'idée d'unité entre marxistes et lassalliens naquit et se développa. Engels accueillit avec faveur les avances du lassallien Tölcke : il demanda seulement que le Parti ouvrier social-démocrate prît les précautions indispensables pour ne pas dégénérer.

En février 1875, une conférence des délégués marxistes et lassalliens avait élaboré, en vue de la fusion, un projet de programme. Les premiers, Liebknecht notamment, firent aux seconds des concessions inadmissibles. Après avoir pris connaissance du projet, Engels adressa ses observations à Bebel. Dans sa lettre, Engels combat la conception lassallienne qui oppose au prolétariat toutes les autres classes considérées comme une seule masse réactionnaire. Il défend le principe de l'internationalisme prolétarien, foulé aux pieds par les partisans de Lassalle. Puis il examine la « loi d'airain des salaires » :

Troisièmement, nos gens se sont laissé imposer la « loi d'airain des salaires » de Lassalle, qui repose sur une conception économique tout à fait périmée, à savoir que l'ouvrier ne reçoit en moyenne que le *minimum* du salaire, et cela parce que d'après la théorie de la population de Malthus, il y a toujours trop d'ouvriers (c'était l'argumentation de Lassalle). Mais Marx a démontré en détail dans *Le Capital* que les lois qui règlent le salaire ouvrier sont très compliquées, que, selon les circonstances, tantôt ceci tantôt cela l'emporte, qu'elles ne sont donc aucunement d'airain, mais au contraire très élastiques, et qu'on ne peut résoudre l'affaire en quelques mots, comme Lassalle se l'imaginait. Le fondement malthusien de la loi que Lassalle a empruntée à Malthus et à Ricardo (en falsifiant ce dernier), comme on le voit par exemple dans le *Livre de lecture ouvrier*, page 5, qui reproduit un extrait d'une brochure de Lassalle, a été réfuté en détail par Marx dans la section : « L'accumulation du capital »<sup>1</sup>. En adoptant la « loi d'airain »

1. MARX : *Le Capital*, livre I, tome III, pp. 7-151.

de Lassalle, on adopte une formule fautive avec un fondement faux<sup>1</sup>.

De son côté, Marx exprimait son mécontentement et désapprouvait ses amis d'Allemagne, qui, dans leur désir d'unité, avaient capitulé devant les partisans de Lassalle. Il rédigeait ses *Gloses marginales au programme du Parti ouvrier allemand* et envoyait cette critique à Bracke, l'un des leaders eisenachiens. Marx réagissait avec vigueur contre la « loi d'airain » de Lassalle.

Ainsi, à l'avenir, le Parti ouvrier allemand devra croire à la « loi d'airain » de Lassalle !... De la « loi d'airain des salaires », rien, comme on sait, n'appartient à Lassalle, si ce n'est le mot « d'airain » emprunté aux « lois éternelles, aux grandes lois d'airain » de Gœthe. Le mot *d'airain* est le signe auquel se reconnaissent les croyants orthodoxes. Mais si j'admets la loi avec l'estampille de Lassalle et, par conséquent, dans l'acception où il la prend, il faut également que j'en admette le fondement. Et quel fondement ! Comme Lange le montrait peu après la mort de Lassalle, c'est la théorie malthusienne de la population (prêchée par Lange lui-même). Mais si cette théorie est exacte, je *ne puis pas* abolir la loi, dussé-je abolir cent fois le salariat, parce qu'alors la loi ne régit pas seulement le système du salariat, mais *tout* système social. C'est précisément en se basant là-dessus que les économistes ont démontré, depuis cinquante ans et plus, que le socialisme ne peut supprimer la misère qui est fondée sur la nature des choses, mais qu'il ne peut que la généraliser, la répandre du même coup sur toute la surface de la société<sup>2</sup> !

Le programme condamné par Marx et Engels fut néanmoins adopté au congrès de Gotha en mai 1875. Plus tard, en 1891, la publication de la *Critique du programme de Gotha* par le *Vorwärts* suscita les protestations du groupe parlementaire. Le programme adopté au congrès d'Erfurt (octobre 1891) marqua un retour aux conceptions marxistes.

1. MARX-ENGELS : *Lettres choisies*, p. 346. Lettre d'Engels à Bebel des 18-28 mars 1875.

2. MARX : *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, p. 30. Editions sociales, Paris, 1950.

Toutefois, derrière les affirmations de principe, subsistait l'esprit de Gotha. L'intransigeance théorique camouflait l'opportunisme des actes, le révisionnisme de Bernstein, les louvoiements de Kautsky, le perpétuel désaccord entre la phrase et la pratique. La persistance des idées lassalliennes, l'abandon du marxisme sur des points essentiels, l'absence de tout esprit révolutionnaire entraînèrent la dégénérescence de la social-démocratie.

Dans ce processus de décomposition, les idées de Malthus, qui entraînent inévitablement l'acceptation de l'ordre établi et l'embourgeoisement, ont joué leur rôle. Bernstein était franchement malthusien, Kautsky l'avait été et le demeurait en partie. Seule l'aile gauche révolutionnaire qui luttait sous le drapeau de Marx et d'Engels, continuait à dénoncer le malthusianisme.

En août 1913 se tinrent à Berlin des meetings consacrés au problème de la limitation des naissances. Clara Zetkin et Rosa Luxembourg y dénoncèrent les social-démocrates néo-malthusiens<sup>1</sup>. La « grève des mères », disaient-elles, n'améliorera pas la situation du prolétariat. Sa libération ne lui viendra que par la lutte révolutionnaire, et le nombre est un facteur de victoire. Le peuple a besoin de nouveaux combattants. Les enfants qui grandissent montent vers la lumière...

Un an plus tard, en août 1914, la social-démocratie s'effondrait parmi les clameurs bellicistes. Le frein répressif de Malthus allait décimer les populations de l'Europe. Rejetant la théorie de Malthus sur la fatalité de la guerre et de la misère, Lénine, à la tête des masses ouvrières et paysannes de Russie, inaugurerait, en octobre 1917, un âge nouveau.

1. NYSTRÖM : *Avant 1914, pendant et après*, p. 292.

## IV

### LENINE CONTRE MALTHUS

Lénine a combattu Malthus et le néo-malthusianisme, suivant les nécessités de sa lutte politique.

#### *Boulgakov et la loi des rendements décroissants.*

Contre les derniers représentants du populisme, Lénine admettait des ententes provisoires avec les marxistes légaux, tout en dénonçant leurs falsifications du marxisme et leur libéralisme imprégné d'esprit bourgeois. Strouvé, le plus marquant d'entre eux, invitait les révolutionnaires russes « à avouer notre manque de culture et à nous mettre à l'école du capitalisme ». Boulgakov s'élevait contre la théorie de la rente de Marx.

L'évolution de Boulgakov avait été rapide. En 1897, il se réclamait encore du marxisme. En 1899, il rompait avec lui. En 1900, dans son livre *Capitalisme et agriculture*, il adoptait entièrement la position révisionniste, il s'efforçait de démontrer que les thèses du marxisme étaient erronées, particulièrement sur la question agraire.

Lénine, qui se trouvait en 1901 à Munich, où il dirigeait l'*Iskra*, lui répondit par un ouvrage : *La Question agraire et les « critiques » de Marx*, dont les premiers chapitres parurent en décembre 1901 dans la *Zaria*.

La théorie sur laquelle s'appuie Boulgakov est la loi des rendements décroissants. Il y voit « une vérité tout à fait évidente qu'il est absolument impossible de nier ». Cette vérité, il la démontre par l'absurde : si les applications successives de travail et de capital à la terre donnaient des quantités de produits non pas toujours moindres, mais égales, il n'y aurait aucune raison

d'étendre les emblavures : des investissements successifs accroîtraient sans cesse le rendement sur la superficie primitive, et « l'agriculture de tout le globe terrestre pourrait être contenue dans un seul hectare ».

Lénine lui rétorque que la « loi des rendements décroissants » ne s'applique, de façon très relative et très conditionnelle, qu'au cas où la technique reste immuable. Et Lénine évoque le temps des forges à main et des moulins à vent avant l'invention des machines à vapeur.

Dans cet état de la technique, les investissements de travail et de capital supplémentaires dans des forges à main, dans des moulins à vent ou à eau, étaient extrêmement limités; on devait fatalement observer une énorme expansion des petites forges et des petits moulins, avant que la transformation radicale des moyens de production créât une base pour de nouvelles formes d'industrie<sup>1</sup>.

Quand la technique ne change pas, les investissements supplémentaires de travail et de capital ne produisent qu'un effet restreint et l'on peut alors assister à une baisse de productivité après chaque nouvel investissement. Mais que la technique progresse, que l'on découvre de nouvelles machines, de nouveaux systèmes de culture, de nouveaux procédés d'élevage, de transport, etc..., la situation change complètement. Voilà pourquoi Marx ne reconnaît pas cette « loi » autour de laquelle les économistes bourgeois, comme Brentano, chevalier des lois éternelles, naturelles et abstraites, mène si grand bruit.

L'âge d'or est derrière nous, soutient Boulgakov, et la difficulté de se procurer des vivres n'a fait que croître.

Ce qui a grandi, réplique Lénine, ce n'est pas la difficulté de produire des vivres, mais la difficulté pour l'ouvrier de se les procurer.

Cette difficulté a augmenté parce que le développement capitaliste a grossi la rente foncière et le prix de la terre, a concentré l'agriculture entre les mains des gros et petits capitalistes, a concentré plus encore les machines, les outils, l'argent, sans lesquels une bonne production est impossible. Expliquer cette difficulté croissante d'exister pour l'ouvrier en disant

1. LÉNINE : « La question agraire et les « critiques » de Marx », *Œuvres*, t. V, pp. 93-94, Edition russe.

que la nature diminue ses dons, c'est faire l'apologie de la bourgeoisie<sup>1</sup>.

Boulgakov consent à admettre l'existence du progrès agricole. Mais ce progrès, dû aux inventions et aux perfectionnements techniques, n'agit que par intermittence, n'annule que pour une certaine période les effets de la loi des rendements décroissants.

Lénine se gausse de ces assertions :

Le progrès technique est une tendance « temporaire », alors que la loi de l'épuisement progressif du sol... « a une portée universelle » ! C'est exactement comme si l'on disait : les arrêts des trains dans les gares sont la loi universelle des chemins de fer et le mouvement des trains entre les stations est une tendance temporaire qui paralyse l'effet de la loi universelle des arrêts<sup>2</sup>.

La diminution de la population agricole, selon Boulgakov, provient du fait que l'importation du blé y paralyse les effets de la loi des rendements décroissants. Lénine lui répond que cette diminution relative de la population agricole s'observe dans tous les pays capitalistes, qu'ils importent ou exportent du blé.

Par conséquent, on peut dire que toute l'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle, par les données relatives aux pays les plus différents, prouve de façon irréfutable que la loi « universelle » des rendements décroissants est *complètement paralysée* par la tendance « temporaire » du progrès technique, qui permet à une population rurale diminuant relativement (et quelquefois même absolument) de produire une quantité croissante de denrées agricoles pour l'ensemble croissant de la population<sup>3</sup>.

Ainsi, la réalité elle-même condamne « l'absurde tentative que fait M. Boulgakov pour ressusciter le malthusianisme »<sup>4</sup>. Déjà Strouvé s'était engagé sur cette pente : Boulgakov s'y précipite. Le problème de la population, qui constitue à ses yeux la princi-

1. LÉNINE : « La question agraire et les « critiques » de Marx », *Œuvres*, t. V, p. 95, Edition russe.

2. *Ibidem*, pp. 95-96.

3. *Ibidem*, p. 97.

4. *Ibidem*, p. 98.

pale difficulté, lui semble la conséquence fatale de la loi des rendements décroissants.

Il est incontestable que, dans un pays surpeuplé, une certaine partie de la pauvreté doit être considérée comme de la *pauvreté absolue*, pauvreté de la production et non de la répartition<sup>1</sup>.

Où veut en venir Boulgakov quand il proclame que la loi des rendements décroissants est « une des lois les plus importantes de l'histoire de la civilisation » ?

Ces coquetteries avec le malthusianisme ont abouti, dans leur développement logique inévitable, à l'apologie la plus vulgaire du régime bourgeois<sup>2</sup>.

Boulgakov déclare que, « malgré sa position manifestement négative à l'égard de cette loi (des rendements décroissants), Marx adopte dans ses principes fondamentaux la théorie de la rente de Ricardo basée sur cette loi ». Lénine lui rappelle que Marx a justement critiqué la théorie de la rente de Ricardo parce qu'elle s'appuie sur les rendements décroissants.

Marx montre *des dizaines de fois* que pour lui la décroissance et la croissance du rendement des capitaux supplémentaires sont des cas également possibles<sup>3</sup>.

### *Lénine et le néo-malthusianisme.*

A la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle, le néo-malthusianisme avait pénétré dans les milieux avancés de l'Europe occidentale. Il comptait des adeptes au sein des partis socialistes d'Angleterre, d'Allemagne et de France.

En 1913 s'était tenu à Pirogov, en Russie, un congrès de médecins où l'on avait débattu la question de l'avortement et de la limitation des naissances. Des orateurs avaient préconisé l'ex-

1. BOULGAKOV : *Capitalisme et agriculture*, t. II, p. 221.

2. LÉNINE : « La question agraire et les « critiques » de Marx », *Œuvres*, t. V, p. 99, Edition russe.

3. *Ibidem*, p. 103.

tension des moyens anticonceptionnels. L'un d'eux, Astrakhan, s'était écrié au milieu de l'approbation générale :

On nous oblige à convaincre les mères de mettre au monde des enfants, pour qu'ils soient estropiés dans les établissements scolaires, pour qu'on les soumette au tirage au sort, pour qu'on les accule au suicide<sup>1</sup> !

L'auditoire était composé de bourgeois, et les paroles d'Astrakhan exprimaient l'opinion des petits bourgeois de gauche, dressés contre le tsarisme, ses écoles, son armée, ses institutions politiques et sociales.

Lénine leur oppose le point de vue de la classe ouvrière.

« Mettre au monde des enfants pour qu'ils soient estropiés »... Rien que pour cela ? Pourquoi pas afin qu'ils *luttent* mieux, avec plus d'ensemble, avec plus de conscience et d'énergie que nous autres contre les conditions actuelles de la vie qui mutilent et ruinent notre génération<sup>2</sup> ?

La petite bourgeoisie cherche son salut dans le néo-malthusianisme. Moins d'enfants ou pas d'enfant lui permettra, pense-t-elle, d'échapper aux fardeaux qui l'accablent, de défendre et de maintenir peut-être son niveau de vie, de surnager quelque temps encore.

Le petit bourgeois voit et sent qu'il périt, que la vie devient toujours plus difficile, la lutte pour l'existence plus impitoyable, que sa situation et celle de sa famille apparaissent de plus en plus sans issue. C'est un fait incontestable. Et contre cela le petit bourgeois proteste.

Mais *comment* proteste-t-il ?

Il proteste comme le représentant d'une classe qui périt sans remède, qui désespère de son avenir, d'une classe abattue et peureuse. Il n'y a rien à faire : qu'il y ait donc moins d'enfants subissant nos souff-

1. LÉNINE : « La classe ouvrière et le néo-malthusianisme », *Œuvres*, t. XIX, p. 205, Edition russe.

2. *Ibidem*, p. 206.

frances et notre calvaire, notre misère et nos humiliations, tel est le cri du petit bourgeois<sup>1</sup>.

Le prolétariat peine sous un joug encore plus lourd et plus accablant. Ses conditions de vie sont plus difficiles, plus cruelles que celles de la petite bourgeoisie. Mais sa psychologie diffère absolument de la mentalité petite-bourgeoise. Le petit bourgeois regarde en arrière et se débat sur le plan individuel pour conserver ce qu'il a : l'ouvrier regarde en avant et lutte sur le plan social pour l'amélioration du sort des masses.

Notre génération endure plus de maux que nos pères. Mais, à un point de vue, nous sommes beaucoup plus heureux que nos pères. *Nous avons appris et nous apprenons vite à lutter...* Nous luttons mieux que nos pères. Nos enfants lutteront encore mieux, et *ils vaincront*.

La classe ouvrière ne périt pas, elle grandit, elle devient plus forte et plus virile, elle se rassemble, s'instruit et se trempe dans le combat. Nous sommes pessimistes quant au féodalisme, au capitalisme et à la petite production, mais nous sommes des optimistes fervents en ce qui concerne le mouvement ouvrier et ses buts. Nous jetons déjà les bases du nouvel édifice, et nos enfants l'achèveront<sup>2</sup>.

Le désir de rénover le monde et de libérer l'humanité, la volonté de justice sociale, l'idéal du bonheur pour tous supposent et suscitent une foi invincible en l'avenir. Le prolétariat veut procréer et élever des enfants qui connaîtront une vie meilleure que celle de leurs pères.

Voilà pourquoi — et voilà pourquoi seulement — nous sommes les ennemis absolus du néo-malthusianisme, de cette tendance propre au couple petit-bourgeois, recroquevillé et égoïste, qui bredouille, apeuré : « Mon Dieu, fais que nous puissions nous maintenir d'une façon ou d'une autre; quant aux enfants, il vaut mieux ne pas en avoir »<sup>3</sup>...

1. LÉNINE : « La classe ouvrière et le néo-malthusianisme », *Œuvres*, t. XIX, p. 206, Édition russe.

2. *Ibidem*, p. 498.

3. *Ibidem*, p. 207.

Avec une netteté admirable, Lénine définit la position du prolétariat révolutionnaire. Le malthusianisme et son succédané, le néo-malthusianisme, expriment une idéologie, une attitude foncièrement hostiles au prolétariat. Mais si les révolutionnaires dénoncent le néo-malthusianisme, ils condamnent aussi les lois bourgeoises contre l'avortement, promulguées dans un but de défense du capitalisme et qui châtient les victimes en se gardant bien de remonter jusqu'aux causes.

Certes, cela ne nous empêche pas d'exiger un changement complet de toutes les lois interdisant l'avortement ou la diffusion d'ouvrages de médecine ayant trait aux moyens anticonceptionnels, etc... Ces lois sont une des hypocrisies des classes dirigeantes. Ces lois ne guérissent pas les maladies du capitalisme, mais les rendent particulièrement funestes et graves pour les masses opprimées. La liberté de la propagande médicale et la défense des droits démocratiques élémentaires pour les citoyens et les citoyennes est une chose. La théorie sociale du néo-malthusianisme en est une autre. Les ouvriers conscients mèneront toujours la lutte la plus impitoyable contre les tentatives d'insuffler cette théorie réactionnaire et lâche à la classe la plus avancée de la société contemporaine, à celle qui est la plus forte, la mieux préparée à la grande transformation<sup>1</sup>.

### *L'amour libre et la théorie du verre d'eau.*

Les théories néo-malthusiennes ont pour corollaire l'amour libre, autre forme de décadence bourgeoise.

Il n'est pas inutile de rappeler que la doctrine marxiste s'est toujours élevée contre le dévergondage sexuel. Dans un article de la *Gazette rhénane* du 9 août 1842, Marx s'était prononcé en faveur de la monogamie<sup>2</sup>. Dans les *Manuscrits économiques et philosophiques* de 1844, il avait condamné le « communisme grossier et dépourvu de pensée »<sup>3</sup> qui, s'inspirant des idées saint-simoniennes

1. LÉNINE : « La classe ouvrière et le néo-malthusianisme », *Œuvres*, t. XIX, p. 207, Edition russe.

2. MARX : « Le manifeste philosophique de l'école historique du droit », *Œuvres*, t. I, p. 256, Mega.

3. MARX : « Manuscrits économiques et philosophiques », *Œuvres*, t. III, p. 112, Mega.

nes et fouriéristes, préconise la communauté des femmes. Les rapports sexuels de l'homme et de la femme, écrit Marx, manifestent pleinement les rapports des hommes entre eux ainsi que les rapports de l'homme avec la nature. Marx condamne aussi le mariage bourgeois qui est « sans contredit une forme de propriété exclusive »<sup>1</sup> : or seule la suppression de la propriété privée sous toutes ses formes représente l'émancipation complète de toutes les propriétés et de tous les sens de l'homme devenu réellement humain<sup>2</sup>.

Dans le *Manifeste du Parti communiste*, Marx dresse un réquisitoire cinglant contre la famille bourgeoise, cette forme non officielle de la prostitution<sup>3</sup>.

Enfin, dans *L'Origine de la famille, de la propriété et de l'Etat*, Engels condamne la monogamie bourgeoise, institution née de la concentration des richesses entre les mains d'un homme et du désir qu'il nourrit de léguer ses biens à ses enfants. La révolution prolétarienne, qui détruira les bases actuelles de la monogamie et de son complément, l'amour vénal, supprimera-t-elle définitivement la monogamie ? Non, répond Engels, c'est au contraire à partir de ce moment-là qu'elle sera pleinement réalisée.

Mais comme, par sa nature, l'amour sexuel est exclusif, le mariage fondé sur l'amour sexuel est, de par sa nature, monogamique<sup>4</sup>.

Une monogamie réelle, pleinement développée, inspirée par l'amour, remplacera les anciens rapports sexuels, corrompus par l'intérêt, l'oppression, la propriété.

Lorsque la guerre impérialiste se déchaîne en août 1914, que les partis socialistes emboîtent le pas à leurs gouvernements, que l'internationalisme prolétarien est foulé aux pieds, que les résolutions des congrès socialistes sont oubliées, que la folie chauvine fait chavirer les esprits, un homme, dépositaire de la pensée marxiste, garde sa foi dans le prolétariat : Lénine.

Tandis que sur les immenses fronts de bataille le canon tonne dans le mutisme des peuples, une Française, militante du Parti bolchévik, Inès Armand, qui séjourne en Suisse, comme

1. MARX : « Manuscrits économiques et philosophiques », *Œuvres*, t. III, p. 112, Mega.

2. *Ibidem*, pp. 118-119.

3. MARX ET ENGELS : *Manifeste du Parti communiste*, pp. 45-46, Editions sociales, Paris, 1956.

4. ENGELS : *L'Origine de la famille, de la propriété et de l'Etat*, p. 78, Editions sociales, Paris, 1954.

Lénine, lui soumet, au début de 1915, le plan d'une brochure sur les rapports entre l'homme et la femme. Le sujet pouvait sembler inactuel. Lénine, au contraire, s'y intéresse parce qu'il sait que la femme est appelée à jouer un rôle considérable dans les événements qui se préparent. La femme, la mère, dont l'époux, dont le fils, enlisé dans la boue des tranchées souffre et meurt interminablement... Cette femme, cette mère comprendra, se révoltera contre le régime criminel qui perpétue les massacres.

En mars 1915 doit se réunir à Berne une conférence internationale des femmes, première tentative d'un rassemblement socialiste contre la guerre... Lénine qui cherche constamment à développer les facteurs révolutionnaires et à combattre les influences bourgeoises au sein du mouvement ouvrier, s'intéresse à la brochure d'Inès Armand.

Dans deux lettres de janvier 1915, il critique sa conception de « l'amour libre ».

Inès Armand oppose l'amour libre, la passion qui consume, la liaison passagère au mariage sans amour. Lénine lui démontre que son exigence de l'amour libre est « dans les conditions sociales actuelles une exigence bourgeoise, et non prolétarienne ». Il invoque « les rapports objectifs de classe » et l'invite à « opposer le mariage sale et bas sans amour au mariage prolétarien avec amour »<sup>1</sup>.

La Révolution d'Octobre 1917 emporte dans son torrent les institutions et les mœurs du vieux monde, fondé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, sur l'asservissement de la femme, sur les contraintes sociales et morales. Les anciens rapports économiques sont brisés, remplacés, au milieu de souffrances et de privations sans nombre, par des rapports nouveaux. Les premières paroles, les premiers actes du prolétariat au pouvoir visent à supprimer les freins de Malthus : la guerre et le malheur.

Il y eut alors une réaction contre l'esclavage séculaire de la femme, l'hypocrisie de la morale sexuelle bourgeoise, l'ignominie du mariage bourgeois, qui se traduisit non seulement par l'affirmation de l'égalité et de la liberté des sexes, mais aussi par quelques exagérations.

D'un côté, le socialisme offrait aux multitudes ses perspectives exaltantes, sa certitude d'une émancipation définitive de la femme, ses possibilités d'ascension qui permettraient à chaque cuisinière de participer à la direction des affaires publiques. De

1. LÉNINE : Lettres à Inès Armand des 17 et 24 janvier 1915. *La Femme et le communisme*, pp. 235-239, Editions sociales, Paris, 1951.

l'autre, l'effondrement de toutes les barrières, la rupture des diges favorisaient certains débordements, des outrances ultragauchistes où revivaient les vieux thèmes d'une liberté sexuelle, totale et sans limite, préconisée par les idéologues de l'anarchisme et du néo-malthusianisme.

Dans ses entretiens avec Clara Zetkin, en 1920, Lénine analyse ce phénomène.

Comme vous venez de le signaler, dans l'atmosphère consécutive à la guerre et au début de la Révolution, les anciennes valeurs idéologiques s'écroulent, perdant la force qui les maintenait. Les nouvelles valeurs ne se cristallisent que lentement, par la lutte<sup>1</sup>.

Les formes du mariage et les relations traditionnelles entre les sexes ne satisfont plus une jeunesse ardente qui rejette les notions du passé. Lénine critique sévèrement ceux qui confondent licence sexuelle et révolution.

Vous connaissez sans doute la fameuse théorie d'après laquelle, dans la société communiste, satisfaire ses instincts sexuels et son besoin d'amour est aussi simple et aussi insignifiant que d'avalier un verre d'eau... Ses partisans affirment que c'est une théorie marxiste. Merci pour ce marxisme pour lequel tous les phénomènes et toutes les modifications qui interviennent dans la superstructure idéologique de la société se déduisent immédiatement, en ligne droite, et sans réserve aucune, uniquement de la base économique. La chose n'est pas aussi simple qu'elle en a l'air. Un certain Friedrich Engels a, depuis longtemps déjà, établi cette vérité du matérialisme historique. Je considère la fameuse théorie du « verre d'eau » comme non marxiste et anti-sociale par-dessus le marché<sup>2</sup>.

Identifier l'émancipation sociale et « l'émancipation du cœur », l'émancipation de la chair, c'est introduire dans le communisme des conceptions prêchées par des écrivains de la bourgeoisie. D'ailleurs, l'homme et la femme ne sont pas seuls en cause, il y a l'enfant.

1. LÉNINE : « Entretien avec Clara Zetkin », *La Femme et le communisme*, p. 219, Editions sociales, Paris, 1951.

2. *Ibidem*, p. 220.

Certes, la soif doit être assouvie. Mais un homme normal, dans des conditions normales également, se mettrait-il à plat ventre dans la rue pour boire dans une flaqué d'eau sale ? Ou même dans un verre dont les bords auront été souillés par des dizaines d'autres lèvres ? Mais le plus important, c'est le côté social. En effet, boire de l'eau est une affaire personnelle. Mais en amour, il y a deux intéressés et il en vient un troisième, un être nouveau. C'est ici que se cache l'intérêt social, que naît le devoir envers la collectivité<sup>1</sup>.

Lénine ne prêche pas l'ascétisme. « Ni moine, ni Don Juan, ni philistin allemand ». Mais la révolution exige la tension de toutes les forces, l'héroïsme des masses et des individus. Les blasés et les décadents de Gabriel d'Annunzio appartiennent à un autre monde.

Les excès dans la vie sexuelle sont un signe de dégénérescence bourgeoise. Le prolétariat est une classe qui monte. Il n'a pas besoin qu'on l'enivre, qu'on l'assourdisse et qu'on l'excite. Il ne demande à se griser ni d'excès sexuels ni d'alcool. Il n'ose ni ne veut oublier la bassesse, la boue et la barbarie du capitalisme. Il puise ses plus fortes impulsions à la lutte dans la situation de sa classe, dans l'idéal communiste<sup>2</sup>.

Ainsi parlait Lénine une nuit d'automne 1920 dans son cabinet de travail du Kremlin. Et Clara Zetkin, qui avait lutté contre le néo-malthusianisme en Allemagne, retrouvait dans ces paroles l'écho d'anciennes préoccupations, tandis qu'autour d'eux la tempête révolutionnaire arrachait, déchiquetait, balayait les derniers haillons de l'épouvantail malthusien...

1. LÉNINE : « Entretien avec Clara Zetkin », *La Femme et le communisme*, p. 221.

2. *Ibidem*, p. 222.

## CONCLUSION

Avant d'aborder les problèmes du présent, nous avons voulu étudier les conflits du passé : car aujourd'hui découle d'hier, comme demain découlera d'aujourd'hui.

De ce long voyage à travers l'histoire, les processus économiques, les idéologies, quels enseignements rapportons-nous ? Quels secrets nous ont livrés tant d'ouvrages compulsés avec ferveur, longuement interrogés dans le silence des bibliothèques, que remplit le tumulte des siècles sauvés du néant par la pensée humaine ?

Ces volumes au papier souvent jauni et tavelé s'animaient d'une vie mystérieuse. Tout un monde disparu ressuscitait, avec ses catégories sociales, ses fièvres, ses passions, ses besoins, ses convoitises, ses souffrances, ses batailles... Les mensonges des serviteurs du capital, les justifications de la guerre et de la famine, les mythes de lois économiques éternelles, de la surpopulation, des rendements décroissants s'écroulaient aux lueurs de la lutte des classes...

### *Fiction et vérité.*

A une époque où se développaient les contradictions sociales et où les brusques progrès du machinisme et l'entassement des ouvriers dans les villes entraînaient une poussée démographique, Malthus a défendu les intérêts des propriétaires fonciers. Mais, impuissant à analyser et à comprendre les lois dialectiques du mouvement qui, dans l'histoire, régissent l'apparente contingence des événements, il se meut dans un univers abstrait, il impose une fiction, il fige sous les glaces d'un éternel hiver le cours de l'histoire. Il invente, pour les besoins de sa cause, une loi de population dont il emprunte les éléments à des auteurs divers. Il la proclame d'ordre providentiel afin d'éterniser une structure sociale.

Marx ne part pas d'un dogme, mais des faits.

Il semble que ce soit la bonne méthode de commencer par le réel et le concret, qui constituent la condition préalable effective, donc, en économie politique, par exemple, par la population qui est la base et le sujet de l'acte de production tout entier<sup>1</sup>.

La population se réduit elle-même à une abstraction si l'on néglige les classes qui la composent. Les classes, elles aussi, ne sont qu'un vain mot si l'on omet les éléments sur lesquels elles reposent — travail salarié, capital, rente foncière, etc... Ces éléments supposent à leur tour l'échange, la division du travail, les prix, la concurrence, etc... La pensée de l'économiste s'élèvera donc des données immédiates aux abstractions et aux généralités, de la diversité des faits au concept simple; puis, en sens inverse, elle reviendra à la population, en y introduisant « une riche totalité de déterminations et de rapports nombreux ».

La première démarche a réduit la plénitude de la représentation à une détermination abstraite; avec la seconde, les déterminations abstraites conduisent à la reproduction du concret par la voie de la pensée<sup>2</sup>.

Analyse des catégories économiques, puis synthèse, enrichissement du concept par les multiples déterminations du réel. Ce double mouvement de la pensée ne laisse rien perdre de la complexité et du mouvement des phénomènes, source de la connaissance. Il permet de dégager les lois véritables qui régissent la société, de déterminer leur caractère, leur importance, leur action. Telle est « la méthode scientifique correcte »<sup>3</sup>.

A cette méthode s'opposent les vaticinations des faux savants, jocrisses de *a priori*, trompettistes des lois éternelles.

### **Les raisons de Malthus.**

La science recherche la vérité, elle implique l'idée de progrès. Malthus s'efforce seulement d'assurer la prédominance d'une classe et de mettre en pièces l'idée de progrès.

1. MARX : *Introduction à la critique de l'économie politique*, p. 235, Ring Verlag.

2. *Ibidem*, p. 236.

3. *Ibidem*, p. 236.

Il déclare qu'il naît trop d'hommes, que le potentiel de la vie dépasse ses ressources. Soulager les souffrances du peuple ne conduit qu'à les accroître, puisque tout adoucissement l'encourage à proliférer. Point de réformes efficaces, point de recours contre les fatalités de la nature... Que les malheureux s'en prennent à eux-mêmes ! A quoi bon vouloir améliorer la condition des prolétaires si les masses sont appelées à devenir toujours plus pauvres en devenant toujours plus nombreuses ?

Des naïfs, des sophistes intéressés ont prétendu que la théorie de Malthus signifiait une victoire de la raison sur les pièges de l'instinct. L'homme, grâce à sa volonté et à sa prévoyance, dominerait la nature en déjouant ses ruses.

En réalité, Malthus s'oppose aux victoires de la raison et à la volonté des hommes. Témoin d'une révolution industrielle qui s'accompagne de l'extension de la misère et d'une poussée démographique, témoin des premières critiques du socialisme naissant, témoin aussi d'une révolution politique et sociale qui risque de s'étendre et de submerger l'Europe, Malthus érige comme un môle destiné à protéger la classe possédante sa philosophie des bouches inutiles contre laquelle viendront se briser les revendications des marées humaines.

Ce grand inquisiteur veut châtier le peuple parce qu'il est le peuple, au nom d'une loi inexorable qu'il a proférée. Il écrase sous son talon ceux qui travaillent et ceux qui souffrent. Il s'efforce d'imposer aux multitudes la vision d'une humanité maudite, emportée par l'instinct, qui ne peut se retenir d'enfanter dans la douleur et de proliférer dans la misère. Pareil aux noirs prophètes de la Bible qui appelaient sur les cités perverses les pluies de soufre et de cendre, il prétend détruire tous ces impies et ces fornicateurs. Il n'entr'ouvre les portes de l'avenir que pour leur rappeler l'avertissement terrible inscrit par Dante au seuil de son Enfer :

*Vous qui entrez ici, laissez toute espérance.*

Malthus considère la structure de la société comme intangible. Il existe des riches et des pauvres, des privilégiés et des déshérités. Cela a toujours été ainsi et, jusqu'à la consommation des siècles, cela sera.

Le libre jeu des lois naturelles postule la propriété privée et oblige, par la faim, l'homme à travailler. L'inégalité sociale résulte de la différence des aptitudes, elle constitue la sanction des mérites, elle permet la division du travail. Sans la misère, qui exécuterait les tâches les plus rebutantes ?

Comme les pauvres ne savent pas prévoir, ils ont plus d'enfants qu'ils n'en peuvent nourrir. De là tous les malheurs du genre humain. Aussi le malthusianisme fait-il de l'amour un monopole réservé aux riches. La famine du ventre ne lui suffit pas : il y ajoute la famine du cœur. Il ose ce que nulle théorie réactionnaire n'avait osé. Il refuse aux miséreux la seule joie à portée de leur bourse, ce que l'humour populaire a baptisé le « café des pauvres ». Diderot l'avait remarqué : « On ne fait jamais tant d'enfants que dans les temps de misère, c'est le seul plaisir qui ne coûte rien ; on se console pendant la nuit, sans frais, des calamités du jour. »

Tous les systèmes de réforme se révèlent non seulement inefficaces, mais dangereux. Ils n'apaisent pas les appétits croissants des foules, ils appellent, ils attisent les révolutions. Les exigences du peuple ressemblent au tonneau des Danaïdes. C'est folie que de vouloir combler le gouffre de la misère au détriment de la richesse acquise.

L'effort vers le progrès consiste, non à satisfaire les convoitises, mais à les modérer. Il faut inculquer à la classe ouvrière l'esprit de labeur et de prévoyance, c'est-à-dire de renoncement, lui apprendre que ce n'est pas sur l'avenir, mais sur le passé que l'on vit. Tout bien-être doit se payer d'avance par une privation. Le droit au travail, le droit à l'assistance ? Il n'y a pas du travail pour tous, comme il n'y a pas de pain pour tous. On ne peut assurer le droit à une chose qui n'existe pas.

Aucune amélioration possible de la condition du peuple ! Le progrès est une illusion, la justice une chimère. Que les malheureux courbent la tête et se résignent ! L'ordre naturel, les lois économiques les vouent à une éternité de souffrances.

Au nom de cet ordre naturel que l'intervention de l'Etat risque de fausser, Malthus s'élève contre l'assistance obligatoire, impôt prélevé sur le riche au profit du pauvre. Secourir l'indigent, c'est favoriser sa fainéantise, encourager l'imprévoyance, pousser à l'accroissement d'une population superflue. Malthus critique Robert Owen dont les procédés de colonisation placent les paresseux et les imprévoyants « dans une situation que les laborieux ne pourraient qu'envier ».

Le peuple s'habitue vite à considérer le travail et les subsistances qu'on lui procure comme des choses dues : il s'ensuit chez lui une profonde démoralisation, une mentalité de parasite, une insouciance et un égoïsme funestes. Ces traits typiques de l'aristocratie foncière, Malthus, défenseur attiré des landlords, les découvre dans la classe laborieuse.

En réclamant la suppression de la loi sur les pauvres, Malthus s'efforce de décharger de toute imposition les riches propriétaires fonciers taxés par les paroisses. Il sert ainsi également le capitalisme industriel qui désire se procurer une main-d'œuvre à vil prix, recrutée parmi les indigents de la campagne.

Les guerres contre Napoléon et le blocus continental ayant entraîné une pénurie et un renchérissement des grains, les capitalistes réclament l'abrogation des taxes à l'importation des céréales : ils comptent, grâce à la réduction du prix du pain, diminuer les salaires et augmenter leurs profits de ce que la rente foncière aura perdu. Aussitôt Malthus proteste. Importer des céréales, introduire dans le pays de nouveaux moyens de subsistance, nourrir plus de monde ? En multipliant les vivres, on encourage les naissances, on fausse la loi de population...

Quand les intérêts de l'aristocratie et de la bourgeoisie coïncident, Malthus combat à leurs côtés contre le prolétariat. Quand leurs intérêts divergent, Malthus soutient l'aristocratie. Il s'aligne sur les positions les plus réactionnaires. Sa loi de population lui permet de justifier « scientifiquement » et de mieux défendre la rente foncière.

Pour vaincre la résistance des landlords, il fallut près d'un demi-siècle de controverses, des crises avec leur cortège de chômage et de misère, des protestations passionnées, les campagnes de Cobden, de Bright, de la *National Anti-corn-law League*. La loi du 25 juin 1846 abolissant les droits d'importation sur les grains supprimait le tribut prélevé par les propriétaires fonciers sur la faim du peuple. Mais elle laissait subsister l'implacable mécanisme créateur de plus-value. Le prix naturel du travail continuait à représenter

les objets indispensables à la sustentation de l'ouvrier, pour le mettre en état de se nourrir, tant bien que mal, et de propager tant soit peu sa race<sup>1</sup>.

Cependant la pensée de Malthus continue à dominer en grande partie l'économie politique anglaise. Elle lui fournit, de MacCulloch à Cairnes, ses principaux arguments contre toute réforme sociale.

Au xx<sup>e</sup> siècle, Keynes, devant les contradictions grandissantes et les difficultés inextricables de l'impérialisme, salue avec une secrète tendresse Malthus, « le premier des économistes de Cam-

1. MARX : « Discours sur la question du libre-échange », *Œuvres*, t. VI, p. 445, Mega.

bridge ». Il s'en inspire dans son analyse des crises économiques et sa théorie du plein emploi. Il affirme, avec Malthus, que les dépenses non productives des capitalistes profitent aux ouvriers, que la misère a besoin du luxe.

### *Une loi fantôme.*

Les lois économiques apparaissent et disparaissent dans le cadre des rapports de production d'une société historiquement déterminée.

Un des traits particuliers de l'économie politique est que ses lois, à la différence des lois de la nature, ne sont pas durables; qu'elles agissent, du moins la plupart d'entre elles, au cours d'une certaine période historique, après quoi elles cèdent la place à d'autres lois<sup>1</sup>.

La loi de Malthus n'a même pas eu l'existence, limitée dans le temps, des lois économiques. Car elle n'a jamais existé, sinon dans l'esprit de son auteur.

Tchernychevski a victorieusement combattu la progression géométrique et la progression arithmétique de Malthus. Marx et Lénine ont réfuté sa loi des rendements décroissants : ils ont brisé ainsi la branche inférieure de la tenaille dans laquelle Malthus espérait broyer le peuple.

Même si la loi des rendements décroissants se vérifiait, la décroissance serait neutralisée et largement compensée par les progrès de l'agriculture. Seule l'organisation sociale a fixé des bornes économiques et artificielles aux rendements des terres, très en deçà des bornes techniques de la productivité. Le régime social est ici le facteur essentiel. Que dirait-on d'un économiste qui, se référant à la loi des rendements décroissants, soutiendrait que le département de la Seine ne peut plus nourrir sa capitale alors que les mêmes terres subvenaient au besoin de Lutèce ? Si le macadam de la ville et de ses faubourgs a recouvert le sol arable, les immenses progrès de la production agricole, le développement de l'industrie, des transports, de la civilisation ont bouleversé les données du problème. Les cinq millions d'habitants du département de la Seine vivent incomparablement mieux que les quelques milliers de Parisii du temps de Jules César.

1. STALINE : « Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S. », *Derniers écrits*, pp. 95-96, Editions sociales, Paris, 1953.

Sous le régime capitaliste, la grande et la petite propriété, chacune d'une certaine façon, mettent obstacle à l'intensification de la culture. Quand on appliquera à la terre les méthodes et les perfectionnements de la grande industrie, que ne pourra-t-on, sous un régime rationnel de production et de répartition, attendre des rendements agricoles ! Aujourd'hui même, certaines branches de l'agriculture, aux Etats-Unis, en France, souffrent d'un excès de production, par rapport au marché intérieur, tandis qu'ailleurs des millions d'hommes meurent de faim. Contradiction du régime, mais qui détruit la théorie de Malthus.

Dès maintenant, les tracteurs, les charrues multisocs, les faucheuses-batteuses, l'électrification, la motorisation des campagnes, la création de nouvelles espèces de plantes, le rendement accru des semences, la sélection et l'amélioration des races d'animaux domestiques, ont relégué la loi de Malthus au musée des monstres de la préhistoire.

De Malthus ou de Gauvain, à qui l'avenir donnera-t-il raison ?

D'abord supprimer les parasitismes ; le parasitisme du prêtre, le parasitisme du juge, le parasitisme du soldat. Ensuite, tirez parti de vos richesses ; vous jetez l'engrais à l'égout, jetez-le au sillon. Les trois quarts du sol sont en friche, défrichez la France, supprimez les vaines pâtures ; partagez les terres communales. Que tout homme ait une terre, et que toute terre ait un homme. Vous centuplerez le produit social. La France, à cette heure, ne donne à ses paysans que quatre jours de viande par an ; bien cultivée, elle nourrirait trois cents millions d'hommes, toute l'Europe. Utilisez la nature, cette immense auxiliaire dédaignée. Faites travailler pour vous tous les souffles de vent, toutes les chutes d'eau, tous les effluves magnétiques. Le globe a un réseau veineux souterrain, il y a dans ce réseau une circulation prodigieuse d'eau, d'huile, de feu ; piquez la veine du globe, et faites jaillir cette eau pour vos fontaines, cette huile pour vos lampes, ce feu pour vos foyers. Réfléchissez au mouvement des vagues, au flux et reflux, au va-et-vient des marées. Qu'est-ce que l'océan ? une énorme force perdue<sup>1</sup>.

1. Victor Hugo : *Quatre-vingt-treize*, p. 553, Editions Hetzel.

### *Les hommes forgent leur destin.*

En transformant les conditions économiques et sociales, les hommes modifient leur loi de population. La misère ne leur est pas imposée par un arrêt du destin, mais par une forme sociale inadéquate. Le développement des forces productives a permis et déterminé la croissance démographique et assuré l'ascension de l'homme.

Quand Marx, énonçant la loi de population sous le régime capitaliste, déclarait qu'il n'y avait pas de surpopulation absolue, mais surpopulation relative, conséquence de l'accumulation du capital et du progrès technique, il donnait la méthode et les moyens qui permettent de dégager les lois de population sous les différents régimes sociaux. On se convaincra sans peine qu'à partir du moment où se constituent la société de classes et le marché, la pression de la population s'exerce non sur les subsistances, comme le prétendait Malthus, mais sur les emplois. Dans la société sans classes, qui procurera du travail à tous et adaptera sa production à ses besoins, il n'existera ni surpopulation relative, ni surpopulation absolue.

De l'homme de Néanderthal, accroupi à demi-nu sur une roche glissante, une branche d'arbre épointée à la main, guettant le passage d'un poisson dans l'écume blanche du torrent, de l'homme de Cro-Magnon, enveloppé d'une peau d'ours et grattant le sol d'une clairière avec un morceau de silex pour y semer une première graine sauvage, du premier nomade recueillant les petits d'une femelle de mouflon qu'il vient de tuer et qui, apprivoisés, deviendront un troupeau, sa réserve de nourriture, de ces ancêtres que tout menaçait aux conquérants d'aujourd'hui, au moderne tractoriste assis sur une machine grondante roulant sans arrêt et labourant d'un seul élan des dizaines et des centaines d'hectares, au disciple de Mitchourine, créateur de nouvelles espèces végétales, au savant et à l'ingénieur tirant l'énergie de la matière, quelle transformation du monde et de l'homme lui-même ! Quelle prodigieuse épopée, marquée par d'incessantes découvertes, la bêche et la hache de pierre, la corbeille tressée, la fourche de bois tenue par un esclave et traînée par d'autres pour égratigner la terre, l'araire de bronze et son attelage de bœufs, la charrue et son soc de fer, puis le brabant tiré par quatre chevaux, enfin le tracteur de 120 HP labourant sur deux ou trois mètres de large et deux pieds de profondeur !...

Et voici que le pays qui a le premier édifié le socialisme se

propose de passer de la mécanisation déjà accomplie des principaux travaux de la culture à la mécanisation complexe de la production agricole, y compris l'élevage.

Pendant des siècles, les progrès de l'agriculture furent lents, insensibles, les récoltes souvent insuffisantes. Les famines décimaient les populations après que la guerre eut ravagé les champs et brûlé les chaumières.

L'humanité ne s'était arrachée à l'animalité primitive, à une étroite dépendance vis-à-vis de la nature, que pour entrer, avec le partage des terres et l'institution de la propriété privée, dans une longue période de malheurs, de massacres et de souffrances. Pendant plus de dix mille ans, progrès et misères resteront pour elle indissolublement liés. Les tyrans passeront, mais la tyrannie persistera. Les classes dominantes se succéderont, mais l'exploitation demeurera. Une minorité ne remplacera l'autre que pour s'attribuer et se réserver des privilèges. Cependant les forces productives, étranglées par les anciens rapports de production, grandissaient, cherchaient une issue, emportaient les vieilles digues, haussaient la société à un stade supérieur. L'humanité se développait, la population plus nombreuse se répandait sur la surface de la terre, défrichait les espaces vierges, asséchait les marécages, tirait de leur sommeil les continents...

Malthus, partisan de l'oppression de classe, a voulu maintenir l'antique loi de la jungle, il a condamné l'homme à être éternellement dévoré par l'homme. Les néo-malthusiens peuvent menacer le monde de leurs foudres dérisoires, vouer les multitudes à la mort, lancer de nouveaux anathèmes. L'avenir se construira sans eux et contre eux. Avec la disparition des classes et des entraves sociales, avec le libre développement de la science, s'ouvrent devant les générations futures des perspectives illimitées. Rien n'arrêtera la marche irréversible de l'histoire, rien n'empêchera le triomphe de l'homme.

